

ATTACHÉS MILITAIRES ATTACHÉS NAVALS ET ATTACHÉS DE L'AIR



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 15 Mai 1937, à 14 heures

PAR

Armand BEAUVAIS

CAPITAINE DU GÉNIE

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Jury :

Président : M. BASDEVANT, Professeur.

Suffragants { M. GIDEL, Professeur.
M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, Professeur.



PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais - Palais Royal

—
1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ATTACHÉS MILITAIRES ATTACHÉS NAVALS ET ATTACHÉS DE L'AIR



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 15 Mai 1937, à 14 heures

PAR

Armand BEAUVAIS

CAPITAINE DU GÉNIE

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Jury :

Président : M. BASDEVANT, Professeur.

Suffragants { M. GIDEL, Professeur.
M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, Professeur.



PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais - Palais Royal

—

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



*Tous droits de reproduction, de traduction
et d'adaptation réservés pour tous pays,
y compris la RUSSIE.*

Copyright 1937 by Armand Paul BEAUVAIS.

ERRATA ET ADDENDA

Page 28, 6° alinéa, au lieu de « La même armée... », lire « La même année... ».

Page 33, 24° ligne, au lieu de « Les puissances secondaires suivaient elles aussi l'exemple... », lire « Les puissances secondaires suivaient, elles aussi, l'exemple... ».

Page 42, 19° ligne, au lieu de « soit qu'un officier fut spécialement... », lire « soit qu'un officier fût spécialement... ».

Page 51, rectifier comme suit la liste des attachés militaires de la BOLIVIE (1) :

8 attachés militaires : Allemagne. — Argentine. — Brésil. — Chili. — France. — Grande-Bretagne. — Italie. — Pérou.

Page 58, dans le tableau, en face de Bolivie, au lieu de « 3 », lire « 8 » dans la première et dans la dernière colonnes. A la dernière ligne (Totaux) au lieu de « 255 » lire « 260 », et au lieu de « 459 », lire « 464 ».

Page 62, 3° ligne, au lieu de « n'ait pas négligé... », lire « n'eût pas négligé... ».

Page 85, 13° ligne, au lieu de « soupçonnait... », lire « soupçonnait... ».

Page 124, 25° ligne, au lieu de « mililtaire », lire « militaire ».

Page 212, entre la 28° et 29° lignes, ajouter : « Revue d'histoire diplomatique, Paris ».

(1) Renseignements communiqués le 30 avril 1937 par la légation de Bolivie en France alors que le présent ouvrage était en cours de tirage.

INTRODUCTION

Si la diplomatie est, depuis fort longtemps, l'objet d'une littérature importante, et s'accroissant de jour en jour, il semble que malgré la diversité des ouvrages généraux ou spéciaux concernant les relations diplomatiques, une question soit restée complètement dans l'ombre : c'est l'étude de tout ce qui peut concerner les officiers des armées de terre, de mer ou de l'air, qui sont affectés en qualité d'attachés militaires, d'attachés navals ou d'attachés de l'air, dans les ambassades ou les légations de leurs pays.

Le rôle et la situation de ces officiers sont peu connus, pour ne pas dire méconnus, bien qu'il soit cependant loisible de trouver des indications plus ou moins éparses dans des ouvrages très divers : diplomatie, droit international public, art de la guerre, histoire militaire ou diplomatique, mémoires et souvenirs. Il peut donc y avoir quelque intérêt à rassembler tous les renseignements tirés de ces diverses sources, en une monographie des attachés militaires, navals et de l'air.

Mais ces sources écrites auraient été insuffisantes si elles n'avaient été complétées par l'examen des documents officiels. Indépendamment des archives des divers ministères français qui ont pu être consultées (dans leur partie communicable), il faut signaler une étude historique sur les attachés militaires de la Double Monarchie, gracieusement effectuée par l'*Oesterreichs Kriegsarchiv* de Vienne, ainsi que les renseignements aimablement communiqués par les ministères des affaires étrangères de divers pays et par les missions diplomatiques accréditées à Paris. Il a été, par ailleurs, fait appel à l'expérience et aux souvenirs de certaines hautes personnalités de l'armée ou de la diplomatie, de France et de l'étranger.

Que tous ceux qui ont ainsi bien voulu compléter la documentation réunie pour le présent travail, soient ici très vivement remerciés de leur précieux concours.

*
**

Avant d'indiquer le plan général que l'on se propose de suivre, on tient tout particulièrement à spécifier que l'on n'a, en aucune manière, voulu exposer ce qui pourrait être considéré comme la doctrine des divers ministères français en matière d'attachés militaires.

La présente étude a un but plus général : on a, en effet, cherché à déterminer les caractères communs que pouvait présenter l'institution des attachés militaires dans les différents Etats du monde, et à tirer d'une documentation ne présentant aucun caractère secret ou confidentiel, les conclusions qui paraissent s'imposer.

*
**

Il n'est peut-être pas inutile avant d'exposer l'état actuel de l'institution des attachés militaires, d'en rechercher les origines : à la lumière de l'histoire, certains usages peuvent s'expliquer, certaines coutumes trouver leur justification.

Après cette introduction historique, on examinera successivement quelles fonctions incombent aux attachés militaires ; quels auxiliaires sont chargés de les seconder ; quels sont les devoirs auxquels ces officiers sont tenus dans l'accomplissement de leur mission, ainsi que les qualités dont ils doivent faire preuve ; puis quels sont leurs droits vis-à-vis de leur gouvernement et vis-à-vis des gouvernements étrangers (c'est-à-dire quelle est leur position au point de vue tant du droit public de leur pays que du droit international) ; quelles conséquences entraîne, pour leur rôle et leur situation à l'étranger, le fait de suivre les opérations d'armées belligérantes ; et quelles missions internationales peuvent leur échoir en certaines circonstances.

Enfin, après avoir rapporté les attaques dont l'institution des attachés militaires a été parfois l'objet, on en discutera le bien-fondé éventuel, et l'on verra, et cela sera la conclusion de ce travail, si le maintien de cette institution paraît ou non souhaitable et justifié.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE L'INSTITUTION DES ATTACHÉS MILITAIRES

L'institution des attachés militaires, telle qu'elle existe actuellement, est le résultat d'une longue évolution, qui s'est en quelque sorte cristallisée il y a près de quatre-vingts ans (1). Lorsque, par la suite, on reconnut la nécessité d'envoyer dans les ambassades et les légations, des attachés navals, puis tout dernièrement des attachés de l'air, on n'eut qu'à fondre dans le même moule ces nouvelles créations.

C'est donc principalement sur l'institution des attachés militaires que portera l'étude historique qui va suivre. Mais, celle-ci ne sera pas strictement limitée aux attachés militaires, car, de même que les missions diplomatiques ont commencé par être temporaires avant de devenir permanentes, c'est dans les missions de courte durée confiées à des officiers, et notamment les reconnaissances militaires à l'étranger, que l'on doit chercher les origines des attachés militaires.

*
**

De l'Antiquité à 1789

La nécessité d'avoir des renseignements sur les projets des pays voisins, et notamment leurs projets militaires, ainsi que

(1) Les rares auteurs de traités généraux de droit international ou de diplomatie, qui ont examiné cette question, font, en effet, remonter aux environs de 1860 la création des attachés militaires : Ott, note sous J.-L. Klüber : *Le droit des gens moderne de l'Europe*, 1861, N° 189 e. — Pradier-Fodéré : *Cours de droit diplomatique*, Tome II, p. 208, et *Traité de droit international public*, T. III, n° 1480. — R. Genet : *Traité de diplomatie et de droit diplomatique*, 1931, Tome II, n° 848.

Ott est vraisemblablement le premier auteur qui ait mentionné les attachés militaires dans un ouvrage.

sur l'état de leurs forces armées, s'est fait sentir de tout temps : ce besoin était d'ailleurs d'autant plus aigu que les relations diplomatiques, ou ce qui en tenait lieu, étaient plus tendues et les risques de guerre, plus immédiats.

* *

L'empereur Léon le Philosophe dans ses *Institutions militaires*, Frontin dans ses *Stratagèmes*, Polyen dans ses *Ruses de guerre*, Polybe, ont laissé des indications plus ou moins étendues sur la façon dont les Anciens comprenaient la « science des renseignements ». Il est à remarquer toutefois qu'en général, ils ne cherchaient à savoir ce qui se passait chez l'ennemi qu'une fois la guerre déclarée, quelquefois aussi dans la période immédiatement précédente (2). Ils avaient alors soin de nommer des hommes de métier et de les adjoindre à leurs ambassadeurs (3).

Caïus Lelius, étant allé, de la part de Scipion, reconnaître le camp de Syphax sous prétexte d'une ambassade, emmena avec lui plusieurs officiers de l'armée, comme s'ils eussent été ses domestiques, et l'un d'eux ayant été reconnu par hasard, il lui donna des coups de bâton devant tout le monde, pour faire croire que ce n'était qu'un esclave (4).

Ammien-Marcellin, dans son récit de l'expédition de Perse (5), raconte comment il fut envoyé « avec un centurion choisi comme homme sûr », auprès d'un satrape de la Corduène, pays de la dépendance des Perses, pour obtenir des renseignements précis sur l'invasion persane qui se préparait. Ce satrape, qui était favorable à Rome, mit à la disposition d'Ammien-Marcellin, et de son « attaché militaire », un guide qui les conduisit à un observatoire dans la montagne. De là, ils purent examiner à loisir les mouvements des armées persanes dans les plaines voisines, et revenir avec d'utiles renseignements sur la force de l'ennemi et sur ses intentions.

Il n'y avait donc rien d'extraordinaire dans le fait d'adjoindre des officiers à un ambassadeur, et il est probable que ces deux exemples n'ont pas été uniques dans l'Antiquité.

Au Moyen-Age, le stratagème de Caïus Lelius était encore

(2) Lieutenant A. Froment : *L'espionnage militaire et les fonds secrets de la guerre*, p. 3.

(3) Paul Leroy : *Des consulats, des légations et des ambassades*, p. 30.

(4) Frontin : *Stratagèmes*, Liv. I, chapitre I.

(5) Livre XVIII, chapitres VI et VII.

utilisé, et l'on put voir des « ambassadeurs, accompagnés d'habiles officiers déguisés en valets qui, prenant l'occasion de « voir l'armée ennemie et d'en examiner le fort et le faible, « donnaient après cela le moyen de la faire battre » (6). Sans doute n'étaient-ce là que des espions, mais n'accompagnaient-ils pas l'ambassadeur, et, à ce titre, ne lui servaient-ils pas d'attachés militaires ? D'ailleurs, des esprits chagrins n'ont-ils pas soutenu que les attachés militaires pouvaient reprendre à leur compte la définition de Wicquefort sur les ambassadeurs, « espions distingués placés sous la protection du droit des gens ? » (7).

* *

Le dix-septième et le dix-huitième siècles ne donnent pas d'exemples de pareilles pratiques. Cependant, bien que « l'étude « préalable des voies et moyens dont disposaient les voisins, « ne figurât pas dans les règles de l'art de la guerre, et n'eût « évidemment pas la même importance qu'aujourd'hui, par « suite du rôle moins considérable de la partie technique et de « la rareté des perfectionnements introduits dans la fabrication « des armes » (8), les questions militaires présentaient une certaine importance pour les ambassadeurs : « Le Négociateur », dit Callières (9), « doit s'instruire de l'état des forces du Prince « près duquel il se trouve, tant de terre que de mer, du nombre « de ses places, si elles sont bien munies et bien fortifiées, de « l'état de ses ports, de ses vaisseaux et de ses arsenaux, quelles « troupes il peut mettre en campagne, tant de cavalerie que « d'infanterie, sans dégarnir ses places et ses frontières, quelle « est sa dépense annuelle pour l'entretien de ses troupes... »

Ce « plan de renseignements » pourrait encore être proposé de nos jours à un attaché militaire. Si, à cette époque, l'envoi de pareils auxiliaires des diplomates ne paraissait pas nécessaire, c'est que les ambassades étaient souvent confiées à des gens d'épée, par préférence aux gens d'église ou de robe. Les premiers avaient, en effet, « plus de rapport aux inclinations et « à la manière de vivre des rois et des princes, et plus d'occasion de les entretenir de choses qui étaient leur principale

(6) Machiavel : *Discours sur l'art de la guerre*, liv. VI, cité par N. de Chilly. *L'espionnage*, p. 104, et J. Raoult de Rudeval : *Etude pratique du service des renseignements*, p. 19.

(7) Abraham de Wicquefort : *L'ambassadeur et ses fonctions*.

(8) Lieutenant A. Froment, *op. cit.* p. 73.

(9) Callières : *De la manière de négocier avec les souverains*, Paris, 1716, p. 153 et suivantes.

« occupation ; ils étaient aussi plus propres à s'insinuer auprès
« des dames qui avaient d'ordinaire du crédit dans la plupart
« des cours » (10).

En écrivant ces lignes, Callières pensait peut-être à la mission confiée en 1687 à Villars, alors mestre de camp de cavalerie : celui-ci avait été chargé, comme envoyé extraordinaire du roi de France, de porter les condoléances du roi à l'empereur Léopold, qui venait de perdre sa mère. « Villars devait, outre
« sa visite officielle à Vienne, se présenter à l'électeur de Bavière, Max Emmanuel, et, sous prétexte de lui remettre une
« lettre de sa sœur la Dauphine de France, chercher à sonder
« ses dispositions, puis essayer de le soustraire à l'emprise de
« la diplomatie autrichienne. Avec son grand air et sa magnifique prestance, son aisance, son enjouement et sa franchise
« toute militaire, Villars, en parlant de prouesses guerrières,
« de chevaux et de galanteries, ne fut pas long à séduire l'impulsif jeune prince et n'eut pas de peine à faire sa conquête. » (11)

Enfin, la nomination d'un militaire à un poste diplomatique avait un autre avantage non négligeable. « Un bon officier général pouvait, en effet, servir avec succès en qualité d'ambassadeur dans un pays qui avait une guerre à soutenir parce
« qu'il pouvait donner des avis utiles au Prince ou à l'État vers lequel il était envoyé sur ce qui regardait sa profession, ce
« qui était capable de l'accréditer dans le pays où il négociait,
« si ce pays était ami de son Maître, et il était plus en état qu'un
« autre *de rendre bon compte* des forces du pays où il se trouvait, de la qualité des troupes, de l'expérience des généraux,
« de l'état des places, des arsenaux et des magasins. » (12)

C'est ainsi qu'en 1698, Villars, ambassadeur à Vienne, adressait à Versailles de longues dépêches où il retraçait les portraits des principaux personnages de la cour, et tout particulièrement ceux du prince Eugène et du prince Louis de Bade, les deux meilleurs généraux de l'empereur Léopold. Villars pouvait donc
« prendre la mesure des deux adversaires qu'il allait trouver
« en face de lui sur maint champ de bataille » (13).

De même, le maréchal de Noailles, envoyé comme ambassadeur à Madrid en 1746, s'occupait uniquement, ou presque, des

(10) Callières : *op. cit.* p. 339.

(11) Lt-Colonel Henri Carré : *Le maréchal de Villars, homme de guerre et diplomate*, p. 23 et 24.

(12) Callières : *op. cit.* p. 335.

(13) Lt-Colonel Henri Carré, *op. cit.* p. 44.

opérations militaires et faisait adopter un plan de guerre dirigé contre les Etats du roi de Sardaigne (14).

* *

Les renseignements sur l'état des armées des autres puissances n'étaient pas l'unique souci des gouvernements d'alors. Ceux-ci désiraient aussi être tenus au courant des campagnes de leurs alliés.

Richelieu, qui passe pour avoir inauguré l'envoi de légations permanentes auprès des cours étrangères (15), a peut-être été l'un des premiers hommes d'Etat à jeter les bases de l'institution des attachés militaires, en tant que ceux-ci sont chargés de suivre les opérations militaires. Il envoya, en effet, pendant la guerre de Trente Ans, le chevalier Bourmont de Miré auprès du maréchal suédois Gustave Horn. Une autre mission du même ordre fut confiée en 1654 au baron d'Avangour, lieutenant-général des armées du roi, qui, tout en étant accrédité auprès de Charles X Gustave, devait en même temps suivre les campagnes de ce prince en Prusse, en Pologne et en Poméranie. Après la mort d'Avangour, à Kiel, en 1657, sa mission échut au chevalier J. Terlon (16).

Plus tard, Villars accompagna l'électeur de Bavière dans sa campagne contre les Turcs (1687). Sa mission demeura toutefois secrète ; il devait justifier sa présence dans l'état-major de Max-Emmanuel « en prétextant de l'attachement que lui » donnaient pour sa personne les bons traitements qu'il avait » reçus de ce prince » (17). Et Villars ne se contentait pas d'assister en spectateur aux opérations : il y prenait une part active en combattant aux côtés du prince. Celui-ci s'étant allié avec le roi de France pendant la guerre de Succession d'Espagne, envoyait M. de Lutten, son aide de camp, auprès du maréchal de Catinat (1702). L'année suivante il détachait le comte de Monastérol au quartier général de Villars, enfin promu maréchal de France (18).

Au XVIII^e siècle, pendant la guerre de Sept Ans, « Choiseul

(14) Flassan : *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*, tome IV, p. 340.

(15) Ch. Calvo : *Le droit international théorique et pratique*, tome III, p. 167.

(16) *Archives du Ministère des Affaires étrangères* : Note historique sur les attachés militaires (23 décembre 1899).

(17) Lt-Colonel Henri Carré, *op. cit.* p. 25-26.

(18) *Ibid.*, p. 60, 78.

« voulut ses agents à lui, qui servissent de lien entre chacune
 « des armées coopérant d'une part, l'ambassade de France et
 « Versailles d'autre part ; il demandait à ces agents soigneuse-
 « ment choisis de le renseigner exactement sur les opérations
 « militaires, l'esprit des troupes et des états-majors, dont ils
 « devaient surprendre les visées et les intrigues et auprès des-
 « quels ils restaient les gardiens présents et clairvoyants de la
 « foi des traités » (19). L'histoire a retenu le nom de trois de
 ces agents : Montazet, Caulaincourt et Montalembert.

Ce dernier, brigadier des armées du roi, fut envoyé en 1757 à M. d'Havrincourt, ministre de France à Stockholm, pour être accrédité auprès des généraux de l'armée suédoise et suivre celle-ci pendant sa campagne en Poméranie. Deux ans après, Choiseul ordonna à Montalembert de se rendre à l'armée russe pour y occuper les mêmes fonctions qu'à l'armée suédoise. Le 17 mai 1759, Montalembert reçut deux instructions, l'une du duc de Choiseul, l'autre du maréchal de Belle-Isle, marquant ainsi son double rôle diplomatique et militaire. « La mission du mar-
 « quis de Montalembert, précise l'instruction remise par Choi-
 « seul (20), étant particulièrement relative à l'administration
 « militaire des Russes, il se procurera, pendant le séjour qu'il
 « fera à Saint-Pétersbourg, les notices les plus étendues et les
 « plus exactes qu'il sera possible sur cette partie essentielle.
 « Elles lui faciliteront les connaissances plus détaillées à acqué-
 « rir à cet égard lorsqu'il sera rendu à l'armée russe, et les
 « moyens les plus opérants pour se faire accréditer et obtenir
 « l'estime et l'amitié du général russe, le comte de Fermor.

« L'objet principal des soins et du travail du marquis de
 « Montalembert doit être une observation éclairée et prudente
 « des forces de l'armée russe, du caractère, du talent, des affec-
 « tions et des vues du comte de Fermor et des principaux offi-
 « ciers qui sont sous ses ordres. Il examinera surtout avec l'at-
 « tention la plus scrupuleuse et la plus suivie, quelle est la
 « constitution du militaire russe, quels en sont les avantages
 « et les inconvénients, et ce qu'on peut en attendre pour le pré-
 « sent et pour l'avenir ; quel est le projet de campagne du
 « général, et si son activité ou son inactivité sont l'effet ou des
 « ordres qu'il a de sa cour ou de sa façon personnelle de pen-
 « ser.

(19) Fleury de Saint-Charles : *Un attaché militaire français à l'armée russe* (1759) : *Le Marquis de Montalembert* (Revue d'histoire diplomatique, 1903, p. 265 et suiv.).

(20) « *Mémoire pour servir d'instruction au sieur marquis de Montalembert, brigadier des armées du roi, allant par ordre de Sa Majesté, faire la campagne à l'armée russe* », cité par Fleury de Saint-Charles, *Ibid.*

« Enfin, M. de Montalembert examinera si l'on peut espérer
 « que les Russes se joignent aux Suédois, les avantages et les
 « inconvénients de cette jonction ; il étudiera le projet de di-
 « verses opérations, notamment du siège de Stettin aussi sus-
 « ceptible d'inconvénients que de succès. »

Aussi, au cours de sa mission, Montalembert se dépensait auprès de l'armée russe et s'efforçait, en liaison avec son collègue Montazet, accrédité auprès du maréchal Daun, de régler les difficultés existant entre les armées russe et autrichienne, et de coordonner les opérations à entreprendre par chacune d'elles. C'étaient ainsi deux officiers français qui essayaient d'établir la liaison entre les armées alliées, et cependant la Russie était représentée au quartier général autrichien par le général-major Springuer (21).

* *

Mais, dès cette époque, il ne s'agissait pas seulement de suivre les opérations des armées alliées, il fallait également savoir ce que faisaient, en temps de paix, les armées amies ou non ; aussi les voyages militaires à l'étranger devenaient-ils courants à la fin du XVIII^e siècle. Des officiers de tous pays allaient assister aux revues et manœuvres de l'armée prussienne à Berlin et à Postdam (22). Frédéric II admettait parfois ces officiers à sa table et les recevait toujours avec bienveillance, surtout lorsque l'un de ceux-ci était l'auteur de l'*Essai général de tactique*, récemment publié, et venait de visiter les établissements militaires de la Saxe. Frédéric II envoyait aussi ses officiers à l'étranger : le général d'Anhalt avait ainsi suivi les campagnes en Flandre et en Italie (23).

A la veille de la Révolution, le lieutenant-général marquis de Toulangeon allait assister officiellement aux grandes manœuvres de Postdam et Magdebourg, où se trouvaient réunis « une quantité d'étrangers, surtout beaucoup d'Anglais et de Français. Il y avait même un colonel autrichien, ce que l'on n'avait pas vu depuis bien des années, le feu roi (Frédéric II) ne permettant pas aux officiers de cette nation d'assister à ces manœuvres » (24).

(21) Fleury de Saint-Charles, *ibid.*, p. 283.

(22) Guibert : *Journal d'un voyage militaire en Allemagne fait en 1773*, Tome I, p. 134 ; Tome II, p. 9.

(23) *Ibid.*, Tome II, p. 203-204.

(24) *Journal d'un voyage militaire fait en Prusse dans l'année 1787*, p. 27, 44 et 45, 110 et suiv., cité par Lieutenant A. Froment : *L'espionnage militaire*, p. 100.



La Révolution et l'Empire

Ainsi, à la fin de l'Ancien Régime, si l'on n'avait pas jugé nécessaire, en raison des motifs qui présidaient au choix des ambassadeurs, d'adjoindre des officiers aux missions diplomatiques, par contre les missions militaires étaient déjà développées et entrées complètement dans les mœurs : en temps de paix, missions aux grandes manœuvres, subordonnées à l'agrément du souverain étranger ; en temps de guerre, missions d'observation au quartier général de l'armée d'une puissance alliée ou même simplement amie. Les guerres de la Révolution et de l'Empire allaient encore développer les missions militaires et faire, en outre, apparaître des officiers parmi le personnel des ambassades et des légations.

Les généraux de la République n'avaient pas une considération excessive pour les « civils », et, lorsqu'on les envoya représenter la France à l'étranger, ils voulurent emmener des officiers avec eux. Bernadotte, désigné pour le poste de Vienne en 1798, demandait pour l'accompagner, en dehors d'un secrétaire « au courant des formes », le général de brigade Mireur et l'adjudant-général Sarrazin. A défaut de Mireur et de Sarrazin que le ministre lui refusait, il emmenait, outre ses deux aides de camp, deux officiers et un certain nombre de Polonais. Le ministre des relations extérieures, Talleyrand, qui ne se souciait pas que l'ambassade eût cet aspect exclusivement guerrier, faisait prendre par le Directoire, un arrêté excluant des ambassades les militaires qui n'étaient pas revêtus d'un caractère diplomatique. Bernadotte en fut quitte pour ne point se conformer à cet arrêté (25).

Quelques années après, en 1806, Napoléon nommait un officier, le capitaine de Lagrange, deuxième secrétaire de la légation de Vienne « afin qu'il tînt une note exacte de la force des « régiments autrichiens et des lieux où ils se trouvaient » (26).

(25) Frédéric Masson : *Les diplomates de la Révolution* (Hugou de Basseville à Rome, Bernadotte à Vienne), p. 162, 163.

(26) *Correspondance de Napoléon I^{er}* publiée par l'ordre de l'Empereur Napoléon III. *Lettre du 3 mars 1806, adressée au maréchal Berthier* (pièce n° 9919) citée par N. de Chilly : *op. cit.* p. 81. — R. Mennevée : *L'espionnage international en temps de paix*, Tome I, p. 83.

En conséquence, le capitaine de Lagrange devait adresser chaque mois au major-général de la Grande Armée et au ministre des relations extérieures, les relevés des mouvements de troupes ainsi que les changements que les régiments auraient subis dans leur organisation. L'Empereur insistait tout particulièrement sur l'importance de la mission à laquelle il voulait « que le capitaine de Lagrange se livrât tout entier, afin qu'il ne se « déplaçât pas un bataillon sans qu'il n'en fût instruit ».

Si le capitaine de Lagrange était deuxième secrétaire à Vienne, il avait néanmoins reçu des instructions formelles pour se consacrer uniquement à la recherche et à l'envoi d'informations militaires. Pour lui permettre d'accomplir sa mission, on avait trouvé tout naturel de le nommer secrétaire de légation afin d'éviter toutes difficultés avec le gouvernement autrichien. Aussi, le capitaine de Lagrange peut-il vraisemblablement être considéré comme l'un des premiers attachés militaires que la France ait entretenus dans une mission diplomatique.

A la même époque, Napoléon non seulement chargeait certains officiers d'effectuer des reconnaissances à l'étranger, mais encore, envoyait, en prévision de la guerre avec la Prusse, ses meilleurs officiers auprès de l'ambassadeur de France à Berlin pour qu'ils se rendissent compte des mouvements et des rassemblements des troupes prussiennes (27). D'autres officiers étaient chargés de missions de liaison auprès des représentants de la France, notamment en Saxe (28).

Cette idée d'envoyer des officiers dans les missions diplomatiques ne fut pas particulière à Napoléon ; il n'a peut-être pas même eu le mérite d'y avoir pensé le premier : en effet, l'archiduc Charles envisagea l'éventualité d'affecter, en qualité d'observateurs militaires, des officiers dans les représentations diplomatiques de l'Autriche (29).

En 1806 également, Napoléon qui voulait conclure avec la Porte une alliance destinée à fermer les Dardanelles aux Anglais et à arrêter les Russes dans leur marche vers le Bos-

(27) Lieutenant A. Froment, *op. cit.* p. 111.

(28) Capitaine Foucart : *Campagne de Prusse de 1806* : Iéna, p. 94.

(29) Général Max Ronge : *Espionnage (Douze années au service des renseignements)*. Traduction A.-F. Vochelle, p. 10.

L'*Oesterreichisches Kriegsarchiv*, dont la contribution a été fort utile pour l'étude historique ci-dessus, n'a pu trouver trace d'un projet précis relatif à cette question. Il est cependant très possible que l'archiduc Charles, au cours de ses réformes de grande envergure, ait songé à créer des « attachés militaires ». On trouve, en effet, dans ses mémoires, des pensées qui se rattachent à cette question (F.-A. Mémoires — 1801 — N° 11, 28, 39, 178).

phore, envoyait le général Sébastiani comme ambassadeur à Constantinople et lui adjoignait un certain nombre d'officiers, parmi lesquels se trouvait le capitaine du génie Boutin (30). Celui-ci, après avoir mis les Dardanelles en état de défense contre les tentatives de débarquement de l'amiral Duckworth, participait quelques mois plus tard à l'instruction des troupes ottomanes, et allait suivre en 1809 les opérations de l'armée du Grand Vizir contre la Russie, avec laquelle la France était cependant en paix (31).

La mission de Sébastiani auprès du gouvernement turc n'était d'ailleurs pas la seule mission diplomatique confiée par Napoléon à un officier général. En 1807, le général Gardane était nommé ministre à Téhéran, et partait accompagné d'une importante suite d'officiers d'artillerie et du génie. Ceux-ci devaient être employés à rendre plus redoutables à la Russie les forces militaires de la Perse et à faire des recherches, des reconnaissances et des mémoires, pour faire connaître quels seraient les obstacles que trouverait une expédition sur son passage pour aller dans l'Inde ; ces officiers devaient en outre se rendre utiles en communiquant aux Persans les connaissances de l'art militaire d'Europe et en les aidant à construire de nouveaux ouvrages pour la défense de leurs places. Enfin, le général Gardane était chargé de renseigner l'Empereur sur la « géographie, la topographie du pays et des côtes, la population, les finances, *l'état militaire dans ses divers détails* » (32).

Ainsi par les divers buts proposés au général Gardane, la mission qui lui était confiée devait à la fois tenir d'une mission d'information, et d'une mission d'instruction de troupes étrangères.

Par ailleurs, le 25 octobre 1809, l'empereur d'Autriche François I^{er} nommait le général prince Charles von Schwarzenberg ambassadeur à Paris et lui donnait comme aide de camp le major baron Tettenborg. Il décidait, en même temps, que « tous les militaires employés dans la diplomatie n'émargeraient plus au trésor de l'armée et recevraient dorénavant leur solde de la chancellerie secrète de la Cour et d'Etat » (33).

(30) *Revue du génie militaire : L'œuvre du génie en Algérie : biographie du colonel Boutin*, Tome LXVIII (1^{er} semestre 1931), p. 490 et suivantes.

(31) *Archives du Ministère des Affaires étrangères : Note historique sur les attachés militaires* (déjà citée).

(32) Correspondance de Napoléon I^{er}. *Instruction pour le général Gardane chargé d'une mission en Perse* (camp de Finkenstein, 10 mai 1807), Pièce n° 12.363.

(33) *Osterreichisches Kriegsarchiv*, H. K. R. 1810-J. 2-8/5.

En plus des missions diplomatiques confiées à des généraux, accompagnés d'un état-major plus ou moins important d'officiers, certains souverains échangeaient des aides-de-camp. C'est ainsi que, en 1808, Napoléon recevait à sa cour, puis à son quartier général, le colonel Czernitcheff ; en 1809, le colonel Gorgoli, aide de camp du Tsar, ainsi que le prince Gagarine. Ces officiers étaient le plus souvent porteurs de dépêches ou de lettres que les deux empereurs s'adressaient directement (34) ; véritables dépositaires de la pensée de leur souverain, ils se substituaient parfois aux ambassadeurs, ce qui ne les empêchait pas, tout en remplissant leur mission, de recueillir des informations militaires par des moyens parfois illicites (35).

D'autre part, pendant la campagne de Russie, l'Angleterre attachait au quartier général de l'armée russe, le général Sir Robert Wilson (36). En 1813, le comte Pozzo di Borgo, colonel à la suite du Tsar, était envoyé au quartier général de Bernadotte (37), et était chargé de suivre tout à la fois les opérations stratégiques et les négociations diplomatiques pendant la campagne de France (38).

*
**

De 1815 à 1852

La fin des guerres de l'Empire aurait pu marquer une disparition plus ou moins complète des diverses missions militaires qui s'étaient développées depuis le début du dix-neuvième siècle. Il n'en fut rien : les services rendus par les officiers envoyés en mission à l'étranger soit dans les ambassades et les légations, soit aux quartiers généraux des armées alliées ou amies, étaient trop évidents pour que l'on songeât à s'en priver.

* *

En France, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, qui réorganisa

(34) *Correspondance de Napoléon I^{er}*. Pièces n^{os} 13.792, 14.901, 15.239, 15.316, 15.487, 15.557, 15.733, 16.098, 18.523.

(35) Le colonel Czernitcheff, par exemple. *Correspondance de Napoléon I^{er}*. Pièce n^o 18.541 (lettre du 3 mars 1812 adressée au prince Kourakine, ambassadeur à Paris).

(36) Pierre Ordioni : *Pozzo di Borgo, diplomate de l'Europe française*, p. 176.

(37) *Ibid.*, p. 107, 108 et suivantes.

(38) Pradier-Fodéré : *Cours de droit diplomatique*, Tome I, p. 347.

l'armée française sous la Restauration, voulut rendre permanentes les missions confiées aux officiers détachés dans les ambassades. Dans une lettre du 14 février 1819 adressée au marquis Dessole, ministre des affaires étrangères, Gouvion Saint-Cyr exposait sa pensée : il ne s'agissait pas d'envoyer près des ambassades et légations, des officiers chargés de renseigner le ministre de la guerre sur l'état des armées étrangères, mais de « leur permettre de reconnaître et d'étudier l'état de l'art militaire chez les diverses puissances en les comparant avec l'état du même art en France ». Le ministre des affaires étrangères n'accepta pas les propositions de son collègue ; il craignait de compromettre le caractère pacifique des missions françaises : « l'Europe à peine revenue de l'effroi de tout ce qu'elle avait eu à souffrir de l'esprit militaire et aventureux de la France, n'aurait vu qu'avec une vive inquiétude tout ce qui aurait pu lui rappeler cette époque ». Enfin cette innovation n'aurait pas manqué « d'être interprétée comme un moyen employé par le gouvernement français pour se tenir au fait de l'état militaire des puissances étrangères » (39).

Le projet de Gouvion Saint-Cyr n'eut donc pas de suite et l'ordonnance rendue quelques mois plus tard sur l'organisation du corps royal d'état-major ne contenait aucune disposition concernant les officiers de ce corps à détacher dans les missions diplomatiques. L'article 23 de cette ordonnance précisait même que « les officiers généraux, lorsqu'ils rempliraient des fonctions autres que celles de leur grade dans l'armée, n'auraient point d'aides de camp, à moins d'un ordre spécial, et lorsque le besoin du service l'exigerait » (40). C'était donc, en principe, interdire aux officiers généraux, chargés de missions diplomatiques, d'emmener des aides de camp.

Si le ministre des affaires étrangères n'avait pas cru devoir approuver les propositions de Gouvion Saint-Cyr, par contre, aucune objection n'avait été élevée, semble-t-il, contre les missions militaires de courte durée. Celles-ci continuèrent donc à être effectuées comme au dix-huitième siècle, avec cette différence, toutefois, qu'elles furent revêtues d'un caractère plus officiel.

Ainsi, en 1825, le baron Juchereau de Saint-Denys, colonel au corps royal d'état-major, fut chargé de se rendre en Angle-

(39) *Archives du Ministère des Affaires étrangères* : note historique sur les attachés militaires (déjà citée).

(40) *Journal militaire officiel* : ordonnance du 6 mai 1819.

terre « pour y prendre des renseignements sur les institutions et les établissements militaires de cette puissance, ainsi que sur l'organisation et l'administration de ses troupes » (41). Cet officier supérieur ayant su, au cours de sa mission, se faire apprécier par le prince de Polignac, ambassadeur à Londres, celui-ci demanda au ministre de la guerre d'autoriser le colonel de Saint-Denys à prolonger son séjour en Angleterre pour lui permettre d'effectuer certains travaux pour l'ambassade. Le ministre de la guerre fit droit à cette demande. D'informateur militaire, le colonel de Saint-Denys se trouvait passer conseiller technique du chef de mission. Sans être officiellement détaché à l'ambassade de Londres, il allait y remplir des fonctions d'attaché militaire pendant près d'un an.

L'année suivante, le colonel d'état-major d'Hincourt et le chef de bataillon du génie Cathala étaient désignés pour effectuer un voyage en Prusse et en Russie. Avant leur départ, le ministre de la guerre demandait à l'ambassadeur de Prusse de faire autoriser ces officiers à visiter les institutions et les établissements militaires prussiens. D'après les instructions qu'ils avaient reçues, les deux officiers devaient se présenter, dès leur arrivée à Berlin et à Saint-Pétersbourg, aux représentants de la France « pour leur faire connaître l'objet de leur mission et se procurer par leur intermédiaire les moyens propres à la rendre facile » (42).

D'autre part, bien que l'ordonnance du 6 mai 1819 n'eût pas prévu la possibilité de détacher des officiers d'état-major dans les missions diplomatiques, le lieutenant de Bois-le-Comte était attaché en 1828 à l'ambassade de France à Vienne ; au début de l'année suivante, il adressait au ministre de la guerre des « *Mémoires sur quelques parties de l'état militaire de l'Empire Ottoman* », rédigés sur des notes prises à Constantinople et à Semlin au cours d'une mission effectuée pendant le dernier trimestre de 1828. Dans ces mémoires, cet officier signalait que « *sa qualité d'agent diplomatique l'avait empêché d'observer autant en détail qu'un simple voyageur* » (43).

De son côté, l'Autriche envoyait en 1828 le lieutenant général prince von Hessen-Hombourg au quartier général russe suivre les opérations contre la Turquie. Le capitaine de cavalerie

(41) *Archives historiques du Ministère de la Guerre. Reconnaissances* : N° 1425.

(42) *Ibid.* Reconnaissances, n° 1491.

(43) *Ibid.* Reconnaissances, n° 1619.

prince Lobkowitz était affecté à l'ambassade d'Autriche à Berlin (44).

En 1830, la Prusse détachait le capitaine von Cler à sa légation de Paris, comme expert ou spécialiste militaire (*Militärachverständiger*) (45). C'était la première fois que la Prusse envoyait en cette qualité un officier auprès d'une mission diplomatique.

Au moment de l'expédition d'Algérie, le Tsar, pour montrer tout l'intérêt qu'il portait à l'action de la France en Afrique du Nord, demandait le droit pour un colonel de sa suite d'être attaché à l'état-major du général de Bourmont, afin que « l'uniforme russe fût aperçu avec l'uniforme français » (46). Cette faveur fut accordée et Pozzo di Borgo put écrire que le colonel Philosophoff « rencontrerait l'accueil le plus amical et les facilités les plus désirables » (47).

En 1832, l'amiral Roussin, désigné pour occuper le poste d'ambassadeur à Constantinople, emmenait avec lui un aide de camp, le lieutenant d'état-major Foltz. Au cours de son séjour en Turquie, celui-ci adressait au ministre de la guerre des rapports sur l'organisation de l'armée ottomane (48).

* *

Ainsi, depuis l'ordonnance du 6 mai 1819, des officiers du corps d'état-major avaient été employés dans le service diplomatique de la France. C'est pourquoi, lors de la réorganisation de ce corps en 1833, on rendit réglementaires les errements antérieurs et l'on décida que « des officiers d'état-major pourraient être mis à la disposition du ministre des affaires étrangères pour être attachés aux ambassades et employés à des missions diplomatiques » (49). Une décision de principe du 18 mai 1836 fixait d'ailleurs les droits des officiers ainsi détachés au ministère des affaires étrangères.

A partir de cette époque, la présence d'officiers dans les mis-

(44) *Osterreichisches Kriegsarchiv*. H. K. R. 1828. Präs., n^{os} 885, 894, 984, 1030, 1261.

(45) *Reichskriegsministerium*. Berlin.

(46) Lettre de Nesselrode à Pozzo di Borgo (5 avril 1830), citée par le vicomte de Guichen : *La crise d'Orient de 1839 à 1841 et l'Europe*, p. 9.

(47) Pierre Ordioni : *op. cit.* p. 211.

(48) *Archives historiques du Ministère de la Guerre : Reconnaissances*, n^o 1619.

(49) *Journal militaire officiel* : ordonnance du 23 février 1833.

sions diplomatiques françaises devenait fréquente : en 1837, le capitaine d'état-major Anselme remplaçait Foltz auprès de l'amiral Roussin. La même année, les capitaines d'état-major Beugnot, de Montholon-Semonville, d'Harmois, étaient détachés aux affaires étrangères (50). Quelques années après, ce dernier officier, alors attaché à l'ambassade de France à Madrid, faisait parvenir au ministre de la guerre la traduction d'un mémoire sur l'armée espagnole. En accusant réception de ce travail, le ministre invitait dorénavant d'Harmois à lui adresser *directement* « toutes les informations qu'il serait susceptible de recueillir sur l'armée espagnole et les places fortes de la péninsule » (51). Ainsi, dès 1841, le ministre de la guerre considérait les officiers détachés dans les missions diplomatiques comme ses informateurs, et leur donnait des instructions sans passer par l'intermédiaire des affaires étrangères.

Ces pratiques se généralisaient également dans d'autres pays.

En 1838, la Russie envoyait le major-général de Mansuroff, aide de camp du Tsar, à la légation de Berlin « pour les affaires militaires » ; le colonel Bodisco était désigné pour remplir les fonctions « d'agent militaire » à Stockholm (52). C'est probablement vers cette époque que Frédéric-Guillaume III envoyait en Russie son aide de camp, le major de Kolberg-Lucadou et, en l'autorisant à adresser ses rapports directement sans passer par l'intermédiaire des affaires étrangères, lui créait ainsi une situation particulièrement intime auprès du Tsar, dont il pouvait rapporter les conversations sans leur donner un caractère officiel (53).

La Grande-Bretagne mettait également des officiers à la disposition de ses représentants diplomatiques, tel le capitaine J.S.P. Lawrence, « secrétaire militaire » de Sir William Mac-

(50) *Annuaire militaire de l'Armée française* (1837).

(51) *Archives historiques du ministère de la Guerre : Reconnaissances*, n° 1349 (dépêche du 26 juin 1841).

(52) *Almanach de Gotha*, 1839. C'est la première fois que l'almanach de Gotha mentionne dans la composition des corps diplomatiques accrédités auprès des diverses puissances, la présence d'officiers chargés de s'occuper des questions militaires. Rien ne prouve d'ailleurs que les nominations du général de Mansuroff et du colonel Bodisco n'ont pas été un peu antérieures à 1839. En effet, lorsque des documents ont pu être trouvés de nature à contrôler les indications de l'*Almanach de Gotha*, ils ont permis de constater parfois que les nominations d'attachés militaires y avaient paru avec un retard de deux ou trois années.

(53) Prince de Bismarck : *Pensées et souvenirs*. Traduction E. Jaeglé, p. 252.

Naghten envoyé en Afghanistan auprès du Schah Shuja (54), ou le capitaine Fanshawe, chargé par Sir Robert Stopford, ambassadeur à Constantinople, de diverses missions auprès de Méhémét-Ali (55).

En 1842, la Prusse envoyait le lieutenant-général von Canitz à Saint-Pétersbourg en qualité de « chargé d'affaires militaires » (56). L'année suivante, le lieutenant autrichien Ludwig von Giani était nommé attaché militaire à Paris (57).

En Espagne, un décret royal rendu le 4 mars 1844 et relatif à l'organisation de la carrière diplomatique, prévoyait à l'article 9 que des attachés militaires (« *agregados militares* ») pourraient être affectés aux missions diplomatiques (58).

En 1845, le Portugal envoyait à Berlin un officier attaché à la légation pour les affaires militaires (59).

Le 8 mars 1846, un décret espagnol, concernant le service dans la diplomatie, précisait la situation des attachés militaires : les ministres de la guerre ou de la marine devaient les proposer au roi, par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères, et les choisir parmi les officiers de l'armée de terre ou de mer, au moins du grade de capitaine ou de lieutenant de vaisseau, et reconnus aptes à ces fonctions. Les soldes de ces officiers continueraient à leur être payées par leurs ministères respectifs. Leur séjour à l'étranger était fixé à un minimum de deux ans sans en pouvoir excéder quatre. Enfin, pendant toute la durée de leur mission, ils jouiraient de tous les avantages et prérogatives diplomatiques (article 5 du décret précité) (60).

En 1849, don Zasco del Valle était attaché pour les affaires militaires à la légation d'Espagne à Berlin. En 1850, de La Cruz

(54) *Royal Engineers Journal. A reminiscence of the first Afghan War* (1936, p. 530). Les membres de la mission de Sir William furent d'ailleurs assassinés le 26 décembre 1841 au cours d'une conférence avec les sirdars afghans.

(55) Notamment la question de la reddition de la flotte turque et le retrait des troupes égyptiennes de Syrie, d'Adana, de Candie et de l'Arabie (Vicomte de Guichen : *La crise d'Orient*, p. 459).

(56) *Almanach de Gotha*, 1843.

(57) Général Max Ronge : *op. cit.* p. 10.

(58) Il est à remarquer que l'almanach de Gotha ne mentionne pas d'attachés militaires dans les missions diplomatiques espagnoles avant 1850. Il est cependant vraisemblable qu'avant d'avoir réglementé la situation des attachés militaires dans les services diplomatiques, l'Espagne a dû entretenir à l'étranger des officiers en cette qualité.

(59) *Almanach de Gotha*, 1846.

(60) Ce décret mentionné par Manuel Gonzales Hontoria y Fernandez Ladreda, *Tratado de Derecho internacional publico* (p. 189), paraît être le premier texte de droit public réglementant, dans son ensemble, le « statut » des attachés militaires.

était désigné pour remplir les mêmes fonctions à l'ambassade d'Espagne à Paris (61).

En 1851, le capitaine d'état-major de Foucauld était détaché à la légation de France à Berlin (62). Vers la même époque, l'Autriche affectait le comte Taaffe comme agent militaire à Saint-Petersbourg (63).

* *

En même temps que l'envoi d'attachés militaires se répandait peu à peu dans les divers pays, les missions militaires continuaient à se développer.

En 1839, des officiers prussiens allaient assister aux manœuvres du camp de Borodino (64).

En septembre 1841, le général de Rumigny et le lieutenant-colonel de Courtigis effectuaient une mission de six semaines en Allemagne. Le fait pour des officiers de suivre les manœuvres d'une armée étrangère était déjà tellement courant qu'en 1843, le ministre de France à Munich s'étonnait qu'aucun officier français n'eût assisté cette année-là aux manœuvres de l'armée prussienne (65). En 1844, Courtigis allait assister aux manœuvres autrichiennes en Vénétie (66). En 1846, cet officier se rendait au Danemark, en Suède et en Norvège (67).

La même année, le colonel sarde de la Marmora visitait l'école de tir de Grenoble et invitait le commandant de cette école, le lieutenant-colonel Uhrich, à assister aux manœuvres qui devaient avoir lieu au camp de Turin. Après avoir présenté le ministre des affaires étrangères, le ministre de la guerre autorisait le colonel Uhrich à accepter l'invitation qui lui avait été faite. Cet officier se rendit donc en Piémont ; il y rencontra un major autrichien venu assister comme lui, aux manœuvres, et prier, en outre, le roi de Sardaigne d'envoyer des officiers au camp de Vérone dont les opérations devaient commencer peu après (68). Enfin, le lieutenant-colonel Callier, aide de camp du maréchal Soult, assistait pour la troisième fois aux

(61) *Almanach de Gotha*, 1850 et 1851.

(62) *Archives historiques du Ministère de la Guerre : Reconnaissances*, n° 1531-1532.

(63) Vicomte de Guichen : *Questions d'histoire diplomatique et économique contemporaines*, p. 116.

(64) Vicomte de Guichen : *La crise d'Orient*, p. 133 à 135.

(65) *Archives historiques du Ministère de la Guerre : Reconnaissances*, n°s 1531-1532.

(66) *Ibid.*, n° 1601.

(67) *Ibid.*, n°s 1478-1479.

(68) *Ibid.*, n° 1370.

grandes manœuvres annuelles de l'armée prussienne, où il s'était rendu sur l'invitation personnelle du roi de Prusse (69).

Il y avait ainsi un échange continuuel de politesses entre les armées des diverses puissances, qui, en acceptant la présence d'officiers étrangers à leurs manœuvres, trouvaient là un excellent motif pour demander ensuite la même faveur pour leurs officiers.

Il ne s'agissait d'ailleurs pas d'assister seulement aux manœuvres ; des officiers continuaient à être envoyés aux quartiers généraux des armées en opérations, même simplement coloniales : il y eut ainsi un officier danois à l'état-major du général Bugeaud, lors de ses expéditions contre Abd-el-Kader et contre les Marocains (70).

* *

Par ailleurs, pendant la crise d'Egypte, de nombreuses missions d'ordre politique et militaire, furent confiées à des officiers, sans que ceux-ci eussent été détachés dans le service diplomatique de leur pays.

En 1840, le capitaine Callier, déjà aide de camp du maréchal Soult, président du Conseil, envoyé en Syrie pour observer les événements, avait été, en outre, chargé de demander à Méhémet-Ali de cesser les hostilités au cas où celles-ci auraient été déjà engagées avec la Turquie, et de retirer son armée de Syrie si elle en avait franchi les limites (71).

De plus, la tension diplomatique latente en Europe conduisait certains Etats à se concerter sur les mesures défensives à prendre en cas d'agression de la France. Ce fut pour réaliser un tel accord que deux officiers bavarois, le général Grollmann et le colonel Radowitz se rendirent en Autriche et dans les divers Etats de l'Allemagne. De son côté, la cour de Vienne chargeait le général baron de Hess d'examiner l'état de l'armée bavaroise ainsi que les dispositions militaires prises en vue d'une guerre (72).

De même, la révolution de 1848 en France et l'effervescence qui en résulta dans certains pays, ayant fait craindre à l'Eu-

(69) *Ibid.*, n°s 1531-1532.

(70) *Ibid.*, n°s 1478-1479. Lettre du lieutenant-colonel Février, du 16 mars 1864, dans laquelle celui-ci signale l'excellent accueil du général Harbon, qui avait autrefois suivi les opérations de Bugeaud.

(71) Vicomte de Guichen : *La crise d'Orient*, p. 47, 63, 64.

(72) *Ibid.*, p. 436 à 438.

rope que la France allait reprendre la politique de guerres et de conquêtes de la première République, certains Etats prirent leurs dispositions pour parer à tout danger de guerre : ils envoyèrent des officiers régler la coopération éventuelle des diverses armées et établir un plan de campagne commun. Ainsi, au début de mars 1848, alors que l'armée bavaroise était mise sur le pied de guerre, un officier bavarois fut chargé d'une mission de cet ordre auprès des gouvernements de Bade et de Wurtemberg (73). Le général hollandais von Neven allait à Berlin s'entendre avec le gouvernement prussien sur certaines éventualités militaires pour conformer la conduite de la Hollande à celle de l'Allemagne, en cas de guerre avec la France (74). Le gouvernement du Danemark envoyait une mission en Russie dont le chef était le général Oxholm (75). Enfin, en 1849, deux officiers russes se rendaient à Vienne pour régler le plan de campagne des armées russes et autrichiennes destinées à réprimer les soulèvements en Hongrie (76).

Il est à remarquer que de telles missions auraient pu parfaitement être remplies par des attachés militaires ; car, ainsi qu'on le montrera plus loin, elles rentraient tout à fait dans les attributions de ces officiers, qui, en tant que représentants de leur armée nationale à l'étranger, sont qualifiés pour participer à des conférences d'état-major, et avoir, d'une façon générale, tous entretiens avec les autorités militaires étrangères sur les questions de leur spécialité.

Si les gouvernements autrichien, bavarois, danois, néerlandais ou russe, furent amenés à confier les missions dont il s'agit, à des officiers désignés spécialement à cet effet, cela tient vraisemblablement à ce qu'ils n'entretenaient pas encore d'attachés militaires auprès des Etats avec lesquels ils désiraient s'entendre. Cependant il ne paraît pas que les services rendus par ces officiers au cours de leurs missions, aient eu pour conséquence immédiate d'inciter les gouvernements en question à affecter des attachés militaires dans leurs ambassades ou leurs légations.

*
**

(73) Vicomte de Guichen : *Les grandes questions européennes et la diplomatie des puissances sous la deuxième République française*, Tome I, p. 97.

(74) *Ibid.*

(75) *Ibid.*, T. I, p. 123 (lettre du 17 mars 1848, de Trauttmansdorff à Metternich).

(76) *Ibid.*, T. I, p. 289.

Le second Empire

L'avènement de Napoléon III, qui devait amener pour un temps l'apogée de la puissance militaire française, les succès des armées prussiennes et enfin l'établissement de la Confédération de l'Allemagne du Nord, allaient, par la création de nombreux postes d'attachés militaires, faire donner à cette institution les caractères qu'elle a encore conservés de nos jours. Les perfectionnements techniques apportés sous le Second Empire à certains engins de combat, notamment l'apparition de l'artillerie rayée, la construction du premier navire cuirassé par Dupuy de Lôme, l'établissement de batteries cuirassées et de tourelles tournantes dans la marine, contribuèrent également au développement des attachés militaires.

* *

Le début du Second Empire ne marqua, tout d'abord, aucun changement. On continua, comme par le passé, à envoyer des officiers aux manœuvres.

Ainsi, en 1852, celles de l'armée saxonne à Chemnitz étaient suivies par le chef d'escadron d'état-major de Malroy (77). La même année, une mission composée du général Létang, du commandant Taisson et du capitaine de Cugnac se trouvait au camp de Pesth (78). Le colonel Callier, devenu un véritable spécialiste des missions d'observation aux manœuvres, y était également.

En 1853, une autre mission française assistait aux manœuvres du camp d'Olmütz (79), tandis que le général de Montebello accompagné du colonel Reille et du colonel de Lorencez, se rendait en Angleterre au camp de Cobham (80).

D'autre part, l'Espagne nommait un attaché militaire à Lisbonne (81).

Dès le début des hostilités entre la Russie et la Turquie, la France envoyait le colonel Dieu au quartier général d'Omer Pacha (décembre 1853). L'officier français voyait ainsi les premières opérations sur le Danube et pouvait adresser d'intéres-

(77) *Archives historiques du ministère de la Guerre : Reconnaissances*, n° 1567.

(78) (79) *Ibid.* : n° 1.601.

(80) *Ibid.*, n°s 1430-1431.

(81) *Almanach de Gotha* (1854).

sants comptes rendus au ministre de la guerre (82). Du côté russe, le seul officier prussien, qui eût demandé l'autorisation de suivre et d'étudier la campagne contre la Turquie, le comte de Münster, plénipotentiaire militaire à Saint-Petersbourg, n'obtenait pas cette faveur (83). Quelques mois plus tard, l'Angleterre et la France ayant à leur tour déclaré la guerre à la Russie, des officiers neutres étaient attachés au corps expéditionnaire franco-anglais. « Le quartier général du maréchal de Saint-Arnauld prenait alors l'aspect d'un petit congrès militaire ». L'Autriche y était représentée par le lieutenant-colonel de Loëwenthal, accrédité également auprès de Lord Raglan (84). La Prusse se faisait tenir au courant du développement des opérations par les officiers qu'elle avait envoyés dans les états-majors alliés (85) et par ceux qu'elle avait autorisés à prendre du service dans l'armée ottomane (86). En outre, cette puissance nommait le prince de Hohenlohe, attaché militaire à sa légation de Vienne (87).

En 1855, la Turquie envoyait un attaché militaire à Paris (88), la Bavière adjoignait un officier à sa légation de Saint-Petersbourg, la Russie en faisait de même à Vienne (89).

Après le traité de Paris, le colonel Aldebinski, aide de camp du Tsar, était nommé agent militaire russe en France (90), tandis que le général Lebœuf était attaché à l'ambassade du duc de Morny à Saint-Petersbourg (91).

En 1857, la Russie désignait comme agents militaires : à Londres, le colonel Ignatieff (92) ; à Paris, le vice-amiral Pouiatine, tout en maintenant à son poste le colonel Aldebinski. L'Angleterre accréditait à Paris le lieutenant-colonel Claremont ; le Mexique, le lieutenant Chazaro ; la Turquie adjoignait enfin deux officiers à son attaché militaire en France (93).

(82) *Archives historiques du ministère de la Guerre : Guerre de Crimée.*

(83) Vicomte de Guichen : *La guerre de Crimée (1854-1856) et l'attitude des puissances européennes*, p. 138.

(84) *Ibid.*, p. 161.

(85) *Archives du ministère des Affaires étrangères : note historique sur les attachés militaires (déjà citée).*

(86) Vicomte de Guichen : *La guerre de Crimée*, p. 291.

(87) *Reichkriegsministerium*. Berlin.

(88) *V. supra*, n° 85.

(89) *Almanach de Gotha*, 1856.

(90) *V. supra*, n° 85.

(91) *Archives historiques du ministère de la Guerre : Reconnaissances*, n° 1.497.

(92) *Almanach de Gotha*, 1858.

(93) *Annuaire diplomatique et consulaire du ministère des Affaires étrangères*, 1858.

En 1859, le lieutenant-colonel de Loëwenthal arrivait à l'ambassade d'Autriche à Paris (94).

En outre, le commandant de Taverne était envoyé en Tunisie, et sans porter officiellement le titre d'attaché militaire, en remplissait pratiquement les fonctions aux côtés de M. Roche, consul général de France et chargé d'affaires (95).

* *

Jusqu'à cette époque, en dehors du poste d'attaché militaire créé à Berlin vers 1851 et occupé depuis lors presque sans interruption, la France n'avait pas envoyé, à proprement parler, d'attachés militaires dans ses missions diplomatiques. On s'était simplement contenté de faire suivre certaines manœuvres par des officiers. L'année 1860 allait au contraire être caractérisée par une véritable floraison d'attachés militaires français.

Le 18 janvier, le chef d'escadron d'état-major d'Andigné, était nommé à Londres (96). Le 19 avril, l'Empereur, reconnaissant « qu'il serait utile au bien du service, de placer auprès de l'ambassadeur de France à Londres un officier supérieur de la marine, en qualité d'attaché militaire », désignait pour cet emploi le capitaine de frégate Pigeard (97). Ces deux nominations presque simultanées n'eurent pas lieu de plaire à l'ambassadeur, M. de Percigny, ainsi que d'Andigné l'écrivait au ministre de la guerre peu après son arrivée en Angleterre. Cet officier émettait d'ailleurs quelques doutes sur le succès de sa mission en raison d'abord du « mauvais vouloir » de l'ambassadeur ; il craignait de plus que « le gouvernement britannique ne devînt ombrageux et ne trouvât qu'on lui avait manqué d'égards en lui envoyant ainsi deux officiers sans information préalable » (98). Il n'en fut heureusement rien : le gouvernement britannique réserva le meilleur accueil aux deux attachés français et

(94) *Oesterreichisches Kriegsarchiv*. Milit. Kanzlei, n° 177. Ce serait à cette occasion que des instructions générales auraient été données pour la première fois aux représentants militaires de la Double Monarchie.

(95) *Archives historiques du ministère de la Guerre* : Reconnaissances, n° 1675.

(96) *Archives administratives du ministère de la Guerre* : Dossier du personnel du général d'Andigné.

(97) *Archives du ministère de la Marine* : Dossier du personnel du capitaine de vaisseau Pigeard.

(98) *Archives historiques du ministère de la Guerre* : Reconnaissances, n° 1433. L'*Almanach de Gotha* ne mentionne la présence de ces deux officiers à Londres que dans l'édition de 1864, et encore le fait-il sans indiquer leur grade et en les portant comme « attachés à l'ambassade ».

se contenta d'affecter à Paris le capitaine de vaisseau Hore, en qualité de deuxième attaché militaire (99).

La même année, le chef d'escadron d'état-major, comte d'Andlau, officier d'ordonnance de Napoléon III, était nommé à Vienne (100) ; le lieutenant-colonel Colson allait enfin à Saint-Petersbourg (101).

L'Espagne envoyait également dans cette capitale un attaché militaire (102) ; l'Autriche y accréditait le lieutenant-colonel von Döpfner avec le titre d'« attaché à l'ambassade impériale et royale », au lieu de celui de « commissaire militaire » proposé sans succès par le maréchal Benedek (août 1860) (103).

De plus, la Confédération Argentine, l'Italie, la Suisse et la Suède nommaient des attachés militaires à Paris (104).

En 1861, c'était le tour de la Grèce, des Pays-Bas et de la Perse (105). Un colonel suédois était, en outre, accrédité comme attaché militaire à Vienne et à Munich (106).

En 1862, le major autrichien von Leithner allait à Berlin, le colonel russe Franchini à Constantinople, le major prussien Stein von Kaminsky (107) et le capitaine péruvien Cacérés à Paris. En outre le colonel baron de Fornau, attaché militaire à l'ambassade de Russie à Vienne, promu général, recevait le titre de plénipotentiaire militaire (108).

En 1863, un attaché militaire russe était nommé à la légation de Florence (109).

La même année, le major von Kaminsky était placé en congé et suivait les opérations du corps expéditionnaire français au

(99) *Annuaire diplomatique et consulaire du ministère des Affaires étrangères*, 1861.

(100) *Almanach de Gotha*, 1861.

(101) *Archives historiques du ministère de la Guerre : Reconnaissances*, n° 1498.

(102) V. *supra*, note n° 100.

(103) *Oesterreichisches Kriegsarchiv*. Krieg. Min., 1860. C. K. n° 4.106.

(104) *Annuaire diplomatique et consulaire du ministère des Affaires étrangères*, 1861.

(105) *Ibid.*, 1862.

(106) *Almanach de Gotha*, 1862.

(107) Bien qu'il semble résulter de l'examen des annuaires ou almanachs diplomatiques que cet officier aurait été le premier attaché militaire prussien à Paris, on peut affirmer cependant que le major Stein a eu au moins deux prédécesseurs : le premier en 1830 (v. *supra*, p. 16), le deuxième aux environs de 1857-1858 (cf. la lettre de l'agent secret Tonnelié sur l'activité de l'agent militaire russe, lequel se plaignait que son collègue prussien lui avait volé des papiers. *Papiers secrets et correspondance du Second Empire*, p. 66 et suivantes).

(108) *Almanach de Gotha et Annuaire diplomatique et consulaire* (1863).

(109) *Almanach de Gotha*, 1864.

Mexique (110). C'était, semble-t-il, la première fois qu'un attaché militaire était désigné pour pareille mission (111). Jusque-là, les officiers que l'on envoyait suivre une campagne d'une armée étrangère, n'avaient aucun lien particulier avec la mission diplomatique que leur gouvernement entretenait auprès de l'Etat belligérant.

L'exemple donné par la Prusse allait être suivi par la France pendant la guerre des Duchés. Le chef d'escadron de Clermont-Tonnerre, attaché militaire à la légation de France à Berlin (112), suivait les opérations des armées autrichienne et prussienne (113), cependant que le lieutenant-colonel Février remplissait la même mission du côté danois (114). Les hostilités terminées, ce dernier regagnaît la France, alors que Clermont-Tonnerre reprenait ses fonctions à Berlin.

Au cours de l'année 1865, la Grande-Bretagne nommait un attaché militaire à chacune de ses ambassades de Berlin, de Vienne et de Saint-Petersbourg ; l'Autriche en faisait de même à Florence ; enfin le colonel mexicain Leisser était affecté à la légation de son pays à Vienne (115).

L'année suivante, la tension diplomatique entre l'Autriche d'une part, la Prusse et l'Italie d'autre part, et les mesures d'ordre militaire prises par ces diverses puissances provoquaient, dans le courant du mois de mars, la nomination de deux attachés militaires français, le colonel Schmitz à Florence, le colonel Merlin à Vienne (116).

Le 21 avril 1866, le colonel Schmitz écrivait au colonel Colson, chef de cabinet du ministre de la guerre, pour lui demander des instructions en cas de guerre : « devrait-il faire la campagne à l'état-major du roi ou à l'état-major général ? devrait-

(110) *Archives historiques du ministère de la Guerre*. Expédition du Mexique : n° G. 7-95.

(111) En 1861, le colonel Colson avait eu l'occasion, au cours d'un voyage au Caucase, de suivre une expédition militaire contre la tribu des Schapsoug (*Archives historiques du ministère de la Guerre* : Reconnaissances, n° 1.498). Bien qu'il ne se soit agi que de simples opérations punitives contre une tribu rebelle, il y a peut-être là un précédent intéressant.

(112) *Almanach de Gotha* (1864).

(113) *Archives du ministère des Affaires étrangères* : Note historique sur les attachés militaires (déjà citée).

(114) *Archives historiques du ministère de la Guerre* : Reconnaissances, n°s 1478-1479.

(115) *Almanach de Gotha* (1866) et Général Max Ronge : *op. cit.* p. 11.

(116) D'après l'*Almanach de Gotha*, d'Andlau aurait quitté Vienne dans le courant de 1865, et n'aurait pas été immédiatement remplacé comme attaché militaire.

il simplement suivre les opérations à son propre compte » ? Deux semaines après, il informait le colonel Colson que « l'Angleterre, la Prusse et l'Espagne (117) avaient fait leur démarche officielle ; il leur avait été répondu que les attachés militaires seraient autorisés à suivre le quartier général... » Ayant enfin reçu des instructions le 8 juin, il rendait compte au ministre de la guerre de la visite faite par le représentant de la France au général de la Marmora, président du Conseil. Celui-ci avait déclaré que « la situation du colonel Schmitz serait en tous points conforme à celle de ses collègues de Prusse, d'Angleterre et d'Espagne. Ces officiers ne feraient aucunement partie de l'état-major général, qui assurerait seulement leur logement en cours de route et leur allouerait des fourrages ; ils auraient à se pourvoir de tous équipages, montures et moyens de transport » (118).

Le colonel Merlin avait une situation analogue auprès de l'armée autrichienne ; ayant été également accrédité en Bavière, il se rendait quelque temps à Munich pour assister aux préparatifs de l'armée bavaroise (119).

Enfin le colonel Stoffel, aide de camp de Napoléon III, allait suivre les opérations de Moltke en Bohême ; il remplaçait ensuite à Berlin le comte de Clermont-Tonnerre, nommé attaché militaire à Londres (120).

La même année, la Turquie affectait un attaché militaire à son ambassade de Vienne (121).

Par ailleurs, en Grèce, l'ordonnance du 9 novembre 1866 démarquant l'ordonnance française de 1833 sur l'organisation du corps d'état-major, prévoyait que des officiers d'état-major pourraient être mis à la disposition du ministre des affaires étrangères pour remplir les fonctions d'attachés d'ambassade ou être chargés de missions diplomatiques extraordinaires (122).

(117) *L'Almanach de Gotha* pour l'année 1867 ne mentionne dans le corps diplomatique à Florence aucun attaché militaire britannique ou espagnol ; il indique seulement que le major de Lucadou était attaché à la légation de Prusse.

Il se peut que l'Angleterre et l'Espagne n'aient envoyé un attaché militaire en Italie que pour la durée de la campagne de 1866.

(118) *Archives historiques du ministère de la Guerre* : Reconnaissances, n° 1.387.

(119) *Ibid.* Reconnaissances, n° 1.606.

(120) *Archives du ministère des Affaires étrangères* ; note historique sur les attachés militaires (déjà citée).

(121) *Almanach de Gotha*, 1867.

(122) *Revue militaire de l'Etranger*, 1879, Tome I, p. 168.

Après sa défaite, l'Autriche-Hongrie restait sans attaché militaire à Berlin jusqu'au milieu de 1869, mais elle rétablissait, dès 1867, le poste de Florence (123).

De plus, la présence de troupes d'occupation à Rome à la suite de la tentative de Garibaldi, provoquait la nomination, dans les Etats Pontificaux, de deux attachés militaires, un autrichien et un français (124), et quelques mois plus tard, d'un attaché militaire portugais (125).

En 1868, l'Autriche, qui avait jusqu'alors reçu des renseignements sur les marines étrangères par le canal de ses représentants diplomatiques, ou de ses attachés militaires, détachait pour une longue durée, le capitaine de corvette Kielsmanegge à son ambassade de Londres (126).

* *

D'ailleurs, pendant les dix dernières années du règne de Napoléon III, les différentes puissances de l'Europe ne s'étaient pas bornées à envoyer des attachés militaires dans ce continent. Leur attention avait été également attirée par les événements d'Amérique ou d'Afrique.

En 1864, deux officiers français, le lieutenant-colonel de Chanal et le capitaine Guzman, se rendaient aux Etats-Unis à l'état-major du général Grant, commandant l'armée du Potomac, et assistaient au siège de Richmond (127).

La même armée, outre le major Kaminsky, le capitaine prussien von der Burg et deux officiers suédois, les lieutenants Bergenstrophale et Hultmann, suivaient les opérations du corps expéditionnaire français au Mexique. Ces officiers devaient, comme tous les officiers attachés à une armée étrangère, pourvoir à leur ravitaillement. Cependant, devant les difficultés rencontrées par les officiers prussiens dans un pays aussi déshé-

(123) *Archives historiques du ministère de la Guerre : Reconnaissances*, n° 1.404, et *Almanach de Gotha*, 1868.

(124) V. *supra*, note n° 123.

(125) *Almanach de Gotha*, 1869.

(126) *Oesterreichisches Kriegsarchiv*. Reichskriegsministerium-Marinesektion. C. K. M. S. n° 558 vom 7/4 1868.

(127) *Archives historiques du ministère de la Guerre : Reconnaissances*, n° 1.681.

Dans une lettre adressée au colonel de Chanal, le colonel Honoré, aide de camp du secrétaire américain à la Guerre, informait l'officier français « que le « général Grant serait heureux de le laisser visiter l'armée et assister aux opérations ; pour préparer le colonel de Chanal aux privations qu'il trouverait « à l'armée, il ajoutait que le général Grant faisait observer que la campagne « était conduite avec le plus grand mépris du confort personnel » (19 juin 1864).

rité que le Mexique, le ministre de la guerre décidait de leur accorder des rations de vivres et de fourrages, dont le montant serait remboursé par l'ambassade de Prusse à Paris (128).

En 1868, le chef de bataillon d'infanterie de marine Gallipasseboc et le capitaine d'état-major d'Heudecourt étaient attachés à l'état-major de Sir Robert Napier, pendant l'expédition d'Abyssinie. Afin de pouvoir exécuter leur mission dans les meilleures conditions, ces officiers s'étaient d'abord rendus à Londres, et avaient été présentés au secrétaire d'Etat pour l'Inde, qui leur avait fait donner toutes indications utiles pour leur séjour au quartier général anglais (129).

* *

Enfin, les conventions militaires passées entre les Etats de l'Allemagne du Sud et la Prusse, à la suite de sa victoire sur l'Autriche, faisaient apparaître une variété d'attachés militaires : les plénipotentiaires militaires (« *militärbevollmächtigten* »).

Cette appellation avait déjà été donnée à titre simplement honorifique, semble-t-il, à des officiers, d'un grade assez élevé, le plus souvent des généraux, et qui remplissaient les fonctions d'attaché militaire dans une mission diplomatique.

Au contraire, les plénipotentiaires militaires badois, bava-rois ou wurtembergeois qui se trouvaient à Berlin, étaient accrédités auprès du roi de Prusse et étaient chargés d'élaborer avec le ministère de la guerre ou le comité pour l'armée et les forteresses du *Bundesrath*, les mesures à prendre pour appliquer les conventions militaires de 1866-1867 (130). Le colonel von Brandenstein et le major-général von Bilguer, qui représentaient respectivement la Saxe et le Mecklembourg-Schwerin au conseil fédéral, et qui, en conséquence, faisaient partie du comité pour l'armée et les forteresses, recevaient également le titre de plénipotentiaire militaire.

Par mesure de réciprocité, la Prusse accréditait à Munich, à Dresde et à Stuttgart ainsi qu'à Karlsruhe, des plénipotentiaires ou des attachés militaires (131).

(128) *Archives historiques du ministère de la Guerre*. Expédition du Mexique, n° G. 7-95.

(129) *Archives historiques du ministère de la Guerre* : Reconnaissances, n° 1.675.

(130) Brookhaus : *Conversation-lexicon* : V° Militär-attaché.

(131) *Almanach de Gotha* : 1867 à 1870.

* *

Ainsi, à la fin du Second Empire, la présence d'attachés militaires dans les missions diplomatiques était devenue tout à fait fréquente et pour ainsi dire normale. Cependant, certains gouvernements qui avaient fait suivre par des attachés militaires les opérations d'une armée belligérante, n'avaient pas toujours maintenu ces officiers à l'étranger, la campagne une fois terminée. Certains postes furent ainsi occupés par intermittences. Seules, les grandes puissances firent preuve d'une certaine continuité de vues dans l'envoi d'attachés militaires dans leurs missions diplomatiques (132).

Le rôle de ces officiers avait pu être précisé. Loin de s'égarer dans la diplomatie (133), ils avaient, en temps de paix, étudié les institutions militaires de l'Etat après duquel ils étaient accrédités, en temps de guerre, suivi de près les opérations des belligérants. Par les renseignements qu'ils avaient fournis, ils avaient démontré leur utilité, sinon leur nécessité.

Toutefois, leur situation n'était pas encore bien définie ; elle ne reposait, le plus souvent, que sur des coutumes et des usages. Dans la plupart des Etats, aucun texte officiel n'avait réglementé leur statut. A la fin de 1870, seule l'Italie suivait l'exemple donné vingt-six ans plus tôt par l'Espagne : le décret du 29 novembre 1870 fixait, en effet, le mode de désignation, les rapports avec les chefs de mission et le rang de préséance des attachés militaires italiens (134).

(132) Les postes d'attachés militaires occupés en permanence depuis 1860 ou depuis leur création (si celle-ci fut postérieure à cette date), étaient pour :
L'Autriche, ceux de Paris, Florence, Saint-Petersbourg ;
L'Espagne, ceux de Paris et Saint-Petersbourg ;
La France, ceux de Berlin, Florence, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne ;
La Grande-Bretagne, ceux de Berlin, Paris, Saint-Petersbourg, Vienne ;
L'Italie, ceux de Berlin et Paris ;
La Prusse, ceux de Florence, Paris et Saint-Petersbourg ;
La Russie, ceux de Berlin, Florence, Londres, Paris et Vienne ;
La Suède, ceux de Londres et Paris ;
La Turquie, celui de Paris.

(133) Comme le prétend, d'une façon générale, Pradier-Fodéré : *Cours de droit diplomatique*, Tome II, p. 185.

(134) *Décret italien du 29 novembre 1870*, Article 67 :

« Les attachés militaires (« *addetti militari* ») sont désignés de concert par « le ministre des affaires étrangères et par celui de la guerre ou de la marine, « suivant qu'ils relèvent de l'un ou de l'autre.

« Pour tout ce qui a trait à leurs rapports avec les autorités étrangères, ils « dépendent du chef de mission ; mais à charge de lui donner communication « de leurs dépêches, ils peuvent correspondre directement avec le ministre de « la guerre ou de la marine pour les questions techniques.

« Ils sont nommés par arrêté ministériel et ne sont pas de la *carrière*.

« Dans les cérémonies publiques, ils se placent avec le personnel diploma-

**
**

De 1870 à 1914

Après la guerre de 1870, la France, cherchant une des causes de sa défaite dans son manque de préparation et dans l'opinion surfaite qu'elle avait eue de la valeur de son armée, allait s'efforcer de reconstituer sa puissance militaire en tenant compte de l'expérience si chèrement acquise.

Il ne s'agissait pas de tirer les enseignements de la campagne dans le silence du cabinet. D'autres pays que la France, qu'ils aient pu ou non faire suivre les opérations par quelques officiers, allaient se livrer aux mêmes études. Ignorer celles-ci eut été commettre encore une grande faute. En outre, la France ne pouvant avoir de connaissance exacte de sa propre armée sans connaître les armées étrangères, aucun officier autre qu'un attaché militaire n'était plus propre à rendre compte de l'évolution des idées militaires et des moyens de combat, et plus à même, par sa présence à l'étranger de juger de la valeur de chaque armée, et par conséquent, de la comparer à celle de l'armée française.

Aussi, le gouvernement de la troisième République maintenait non seulement les postes d'attachés militaires établis pendant le second Empire en Angleterre, en Autriche, en Italie et en Russie, mais en créait encore de nouveaux : en novembre 1871 à Bruxelles et La Haye, dans le courant de 1872 à Madrid, Pékin, Tokio, Washington. De plus, un deuxième attaché militaire était nommé à Vienne, de même qu'à Berlin au moment du rétablissement de l'ambassade de France (135).

En 1873, l'attaché militaire en Suède était également accrédité pour le Danemark. En 1874, un officier était affecté à la légation de Berne, un autre en 1875 à l'ambassade de Constantinople, où il reprenait une tradition interrompue depuis une

« tique suivant le rang qui leur appartient d'après le décret du 19 avril 1868 sur les préséances, mais sans jamais pouvoir prendre le pas sur le chef de mission ou l'agent qui le remplace régulièrement. »

(Cité par Jean Roederer : *De l'application des immunités de l'ambassadeur au personnel de l'ambassade*. Thèse Paris, 1904, p. 42, 43.)

(135) *Etat des attachés militaires français des armées de terre et de mer*. Lyon, 1894.

vingtaine d'années (136). En 1879, on créait un poste au Portugal, rattaché à celui de Madrid. Des attachés militaires adjoints étaient nommés en 1880 à Constantinople, en 1882 à Bruxelles, la Haye et Madrid.

En 1885, le capitaine de vaisseau d'Oncieu de la Batie était envoyé à Londres, en qualité d'*attaché naval* (137). L'année suivante, on nommait des attachés navals à Rome et à Saint-Petersbourg, un deuxième attaché naval à Londres, un attaché militaire à Tunis (138). En 1887, un attaché naval était accrédité au Danemark et en Suède, avec résidence à Copenhague; la Roumanie et la Serbie étaient en outre rattachées au poste de Vienne. En 1889, un attaché militaire était nommé à Athènes, des attachés navals étaient envoyés en 1891 à Tunis, en 1895 à Berlin (139).

* *

Pendant la même période, les autres puissances créaient aussi de nombreux postes d'attachés militaires ou navals.

En 1872, le capitaine de vaisseau britannique Goodenough était détaché pour les affaires de marine près toutes les puissances maritimes de l'Europe, et avait sa résidence à Berlin (140).

Des attachés militaires étaient nommés en France par le Brésil en 1875, par le Japon en 1879, par la République Argentine et le Portugal en 1881. L'année suivante, le Chili accréditait en France et en Grande-Bretagne le capitaine de vaisseau don Carlos Condell (141). En 1883, l'Espagne affectait un attaché

(136) *Ibid.*

(137) Jusqu'à cette époque, les officiers de marine français détachés dans les missions diplomatiques avaient uniquement porté le titre d'attaché militaire ou celui d'attaché militaire adjoint (ou deuxième attaché militaire), suivant qu'ils étaient plus ou moins anciens que l'officier de l'armée de terre également détaché à l'ambassade ou la légation.

(138) Le traité du Bardo avait, en effet, laissé au Bey le droit passif de légation.

(139) *Annuaire diplomatique et consulaire de la République française*, années 1870 à 1895.

(140) *Almanach de Gotha*, 1873.

(141) Renseignements communiqués par le ministère des relations extérieures du Chili.

Il est à noter que l'*Annuaire diplomatique et consulaire français* mentionne cet officier supérieur de la marine chilienne comme « attaché militaire » à la légation du Chili à Paris.

naval à Paris (142), l'Uruguay un attaché militaire. En 1885, un attaché militaire chilien arrivait à Madrid (143).

En Bolivie, la loi du 20 novembre 1886 prévoyait que des attachés militaires pourraient être affectés dans les missions diplomatiques (144). L'année suivante, un attaché militaire bolivien et un attaché militaire roumain étaient nommés à Paris.

Un acte du Congrès des Etats-Unis en date du 22 septembre 1888 autorisait la nomination d'attachés militaires et navals dans les missions diplomatiques américaines. Les premières nominations avaient lieu en 1889 en Allemagne, en Autriche, en France, en Grande-Bretagne, en Russie et, en 1890, en Italie (145).

En 1891, le Mexique rétablissait le poste d'attaché militaire à Paris qui avait été supprimé vers la fin du Second Empire (146).

Des attachés militaires américains étaient nommés en Belgique en 1892, en Espagne en 1893, au Japon et au Mexique en 1894 (147).

La même année, l'Allemagne adjoignait un attaché naval à son ambassade en France (148).

Pendant la guerre hispano-américaine, les Etats-Unis portaient le nombre de leurs attachés militaires à seize pour le ramener immédiatement après à dix (149).

Les puissances secondaires suivaient elles aussi l'exemple qui leur avait été donné. La Bulgarie, qui se trouvait encore sous la souveraineté du Sultan, nommait cependant un attaché militaire à Belgrade, et l'envoyait en 1899 comme délégué pléni-

(142) C'est la première fois que l'*Annuaire diplomatique et consulaire français* donne ce titre à un officier de marine. Il semble donc que l'Espagne puisse, comme pour la législation sur les attachés militaires, revendiquer la priorité pour cette appellation.

Par ailleurs, on doit remarquer que les officiers de marine détachés dans les missions diplomatiques de la Russie portaient parfois le titre « d'agents militaires du ministère impérial de la Marine » (*Almanach de Gotha*, 1882).

(143) Voir *supra*, note 141.

(144) A.-H. Feller and Manley O. Hudson : *A collection of the diplomatic and consular laws and regulations of various countries*.

(145) Renseignements communiqués par l'attaché militaire des Etats-Unis en France.

(146) *Annuaire diplomatique et consulaire de la République française*, années 1870 à 1895.

(147) V. *supra*, note 145.

(148) V. *supra*, note 146.

(149) V. *supra*, note 145.

potentiaire à la première conférence internationale de la Paix (150).

Le Honduras, en 1906, la république d'Haïti, en 1912, prévoyaient la possibilité d'envoyer des attachés militaires dans leurs légations (151).

Par ailleurs, la Norvège, après la dissolution de son union avec la Suède, nommait en 1909 un attaché militaire à Saint-Petersbourg, et accréditait le même officier à Stockholm à la fin de 1911 (152).

Enfin, en 1913, la Belgique envoyait des attachés militaires à Berlin, Londres et Paris (153).

La même année, le gouvernement de la République chinoise décidait de détacher des officiers dans ses différentes légations à l'étranger (154).

* * *

En outre, de 1870 à 1914, indépendamment des plénipotentiaires militaires que certains Etats d'Allemagne accréditaient au *Bundesrath*, un général allemand et un général russe étaient en permanence attachés l'un à la suite du Tsar, l'autre à celle du Kaiser, en qualité de plénipotentiaires militaires et appartenaient à ce titre, aux maisons militaires respectives des deux souverains (155). Ils paraissaient ainsi faire double emploi avec les attachés militaires que ces deux Etats entretenaient également dans leurs ambassades de Saint-Petersbourg et de Berlin. Cependant leur rôle ne se bornait pas à l'information militaire. Véritables dépositaires de la pensée de leur souverain, ils étaient fréquemment chargés d'effectuer auprès du souverain étranger des démarches qui rentraient normalement dans les attributions des ambassadeurs. C'était même parfois le prince étranger qui leur demandait de faire à leur maître certaines communications d'ordre diplomatique. Ainsi, dans le courant de l'automne 1876, le général de Werder, pléni-

(150) *Nouveau recueil général de traités*, par Ch. de Martens, continué par F. Stoerck.

(151) A.-H. Feller et Manley O. Hudson, *op. cit.*

(152) Renseignements communiqués par la légation de Norvège à Paris.

(153) *Les carnets de Schwartzkoppen (la vérité sur Dreyfus)* : Traduction A. Koyré, p. 280.

(154) *Revue militaire rédigée à l'Etat-major de l'Armée*, 1^{re} partie. Armées Etrangères, 1913, Tome I, p. 374.

(155) Baron J. de Szilassy : *Traité pratique de diplomatie moderne*, p. 196. Oskar Treutmann : *Organisation du service diplomatique (Politisches Handwörterbuch*, Tome I). Ph. Zorn : *Deutsches Gesandtschafts-und-Konsularrecht (Handbuch des Völkerrechts*, 1920, Tome III, p. 24).

potentiaire allemand à Saint-Pétersbourg, fut chargé, à la requête de l'empereur Alexandre, de demander à Guillaume I^{er} si l'Allemagne resterait neutre en cas de guerre entre l'Autriche et la Russie (156).

Il convient de signaler que pendant cette même période, les officiers généraux attachés à certaines ambassades de la Double Monarchie, notamment en Russie et en Turquie, reçurent le titre de plénipotentiaires militaires. Il ne s'agissait là que d'un titre purement honorifique, car il ne paraît pas que les officiers en question aient eu d'autres attributions que celles de simples attachés militaires.

* *

Par ailleurs, les divers gouvernements continuèrent à faire suivre, soit par leurs attachés militaires et navals, soit par des missions envoyées spécialement à cet effet, la plupart des campagnes qui eurent lieu entre 1870 et 1914 (157).

Pendant la guerre russo-turque de 1878, des attachés militaires allemand, anglais, autrichien et français, se trouvaient au quartier général russe (158). En 1894-1895, des officiers étrangers suivaient les opérations de l'armée japonaise en Chine (159). En 1897, la plupart des grandes puissances et quelques Etats secondaires envoyaient des officiers en Thessalie auprès des armées gréco-turques (160). La guerre sud-africaine était également étudiée par de nombreux attachés militaires (161).

Pendant la guerre de Mandchourie, il y avait, en plus des attachés militaires et navals accrédités à Saint-Pétersbourg et

(156) Prince de Bismark, *op. cit.*, p. 250.

(157) En ce qui concerne la guerre de 1870, il y eut au quartier général allemand, un assez grand nombre d'attachés militaires. Verdy du Vernois dans l'ouvrage intitulé « *Im grössen Haupt quartier* » signale que le deuxième échelon du grand quartier comprenait, entre autres, « les représentants des puissances étrangères » (*Revue militaire de l'Etranger*, 1897, Tome I, p. 452 et 453). Parmi ceux-ci se trouvait le lieutenant-général Golenitcheff-Koutousoff, plénipotentiaire militaire du Tsar à Berlin (Prince de Bismark, *op. cit.*, p. 129).

Il est vraisemblable qu'il y a eu lieu également des attachés militaires étrangers auprès des armées françaises ; il a été néanmoins impossible d'en avoir la confirmation, les Archives Historiques du Ministère de la Guerre, relatives à la guerre de 1870, n'étant pas « communicables ».

(158) Colonel F.-A. Wellesley. *With the Russians in peace and war (Recollections of a military attaché)*, p. 175-177.

(159) Nagao-Ariga. *Le guerre sino-japonaise de 1894-1895*, p. 86.

(160) *Revue générale de droit international public*. Tome IV, p. 785 (article de M. Politis).

(161) Roger Raoul-Duval. *Au Transvaal et dans le Sud-Africain avec les attachés militaires*, p. 38 et 143.

à Tokio, plusieurs missions militaires auprès des états-majors japonais et russes. Des officiers anglais avaient même pu embarquer à bord de certaines unités de la flotte japonaise (162).

Au cours de la guerre italo-turque, l'Allemagne, l'Autriche, la France et la Russie envoyèrent des attachés militaires auprès des troupes italiennes (163). Il en fut enfin de même pendant les guerres balkaniques de 1912-1913 (164).

* *

Ainsi, entre 1870 et 1914, les missions confiées aux attachés militaires ou navals avaient continué à se développer, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Et à la veille de la guerre de 1914, la plupart des puissances entretenaient des attachés militaires et navals dans de nombreuses missions diplomatiques (165).

*
**

La guerre de 1914-1918

Pendant la Guerre mondiale, de nouveaux postes d'attachés militaires et navals furent créés en assez grand nombre, tant par les Etats belligérants que par les neutres (166).

Les Etats belligérants affectèrent des officiers dans les missions accréditées auprès de certains de leurs alliés, et qui jusqu'alors avaient été dépourvues d'attachés militaires ou navals: ce fut le cas notamment pour la Serbie et la Turquie qui envoyèrent, la première des attachés militaires dans ses légations de Londres, de Paris et de Rome, la deuxième, un attaché naval à son ambassade de Vienne. Plus tard, certaines puissances de

(162) J. Nagao Ariga. *La guerre russo-japonaise au point de vue continental et le droit international*, p. 122, 275, 279. Cf. Lord Brooke. *An eye witness in Manchuria*. Réginald Kann. *Journal d'un correspondant de guerre en Extrême-Orient*. Sir Ian Hamilton. *Journal de route d'un officier d'état-major pendant la guerre russo-japonaise*, traduction du lieutenant Verdet.

(163) *Revue générale de droit international public*, 1913. Chronique des faits internationaux. Communication de M. E. Coquet, p. 524.

(164) Lieutenant-colonel breveté Boucabeille. *La guerre turco-balkanique de 1912*, p. 167.

(165) Les différents postes d'attachés militaires et navals existant en 1914 sont indiqués en annexe à la fin du chapitre (p. 44).

(166) *Almanach de Gotha*, 1915 à 1918.

l'Amérique du Sud comme le Brésil, l'Equateur, le Pérou, ayant à leur tour déclaré la guerre aux Empires centraux, nommèrent des attachés militaires en Belgique, en France et en Grande-Bretagne.

Par ailleurs, les attachés militaires que l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie entretenaient respectivement avant la guerre dans leurs ambassades ou légations de Berlin, de Sofia ou de Vienne, recevaient le titre de plénipotentiaires militaires. Ces officiers étaient chargés d'établir la liaison entre les grands quartiers de ces puissances et de déterminer suivant quelles modalités la coopération de ces armées serait établie. La constitution de ces Etats attribuant, en principe, le commandement en chef des armées aux chefs d'Etat, ces plénipotentiaires militaires, tout en appartenant à la mission diplomatique de leur pays, étaient en outre attachés à la suite du souverain allié : c'était donc marquer de façon toute spéciale le rôle qui devait leur incomber.

Enfin, les puissances belligérantes ne manquaient pas d'accréditer des attachés militaires ou navals dans certains pays neutres, comme le Danemark, les Pays-Bas ou la Suisse, afin d'être à même de recevoir plus facilement des informations sur les intentions de leurs ennemis, et de seconder utilement le service de contre-espionnage. Dans des pays neutres éloignés du théâtre d'opérations, on nommait également des attachés militaires ou navals chargés, entre autres missions, de surveiller les agissements de leurs collègues ennemis ainsi que ceux des ressortissants des mêmes puissances.

Quant aux Etats neutres, ceux-ci envoyaient des officiers auprès des belligérants pour étudier le développement des opérations : ils ne faisaient en cela que poursuivre l'application d'une coutume déjà longue. Certains d'entre eux accréditaient, en outre, des attachés militaires ou navals dans d'autres pays neutres, voisins des Etats belligérants : ainsi, le Chili nommait des attachés militaires aux Pays-Bas, en Suède et en Norvège ; l'Espagne, un attaché naval au Danemark ; la Suède, un attaché militaire en Suisse. Les mesures militaires prises par certains de ces Etats, comme la Suisse, pour empêcher toute violation de leur neutralité, motivèrent peut-être ces nominations.

Ainsi, au cours de la Guerre mondiale, il n'y eut, en somme, aucun changement dans les errements antérieurs concernant l'envoi d'attachés militaires et navals à l'étranger.



L'après-guerre

Après la guerre, les nouveaux Etats indépendants créés par les divers traités de paix, prévoyaient lors de l'organisation de leur service diplomatique, la possibilité d'affecter des attachés militaires ou navals dans leurs représentations à l'étranger.

Dès 1920, la Finlande, la Lettonie, la Pologne et la Tchécoslovaquie accréditaient de pareils attachés auprès des grandes puissances victorieuses ainsi qu'auprès de certains Etats voisins de leurs frontières (167). Les gouvernements de ces derniers pays nommaient également des attachés militaires ou navals dans les missions diplomatiques qu'ils avaient envoyées dans les nouveaux Etats.

En Russie soviétique, la loi du 2 janvier 1922 réglait la nomination des représentants plénipotentiaires de la Russie, et décidait que ceux-ci disposeraient d' « agents militaires et navals » (168). Un règlement du 12 novembre 1923 précisait les conditions de nomination de ces attachés et leur situation dans les missions diplomatiques (169). Peu après, les Soviets nommaient des attachés militaires en Allemagne, en Chine et en Italie, des attachés navals en Grande-Bretagne et en Finlande (170).

Pour ce qui est des Empires centraux et leurs alliés, les traités de paix leur avaient interdit d'accréditer à l'étranger aucune mission militaire, navale ou aéronautique (171); aussi supprimèrent-ils les attachés militaires et navals qu'ils entretenaient avant la guerre dans leurs ambassades ou leurs légations.

(167) *Almanach de Gotha*, 1921.

(168) V.-E. Hrabar. *La condition juridique des agents diplomatiques selon la législation soviétique et les traités conclus par l'U.R.S.S.* (*Revue de droit international, de services diplomatiques et politiques*, 1928, p. 351 et suiv.).

(169) E. Korovine. *La République des Soviets et le droit international.* (*Revue générale de droit international public*, 1925, p. 907).

(170) *Almanach de Gotha*, 1924.

(171) Traité de Versailles avec l'Allemagne : article 179.

Traité de Saint-Germain avec l'Autriche : article 158.

Traité de Neuilly avec la Bulgarie : article 103.

Traité de Trianon avec la Hongrie : article 142.

Traité de Sèvres (non ratifié) avec la Turquie : article 207.

Le traité de paix de Lausanne n'ayant pas maintenu les clauses d'ordre militaire imposées à la Turquie par le traité de Sèvres, cette puissance envoya dès la fin de 1923 des attachés militaires à Athènes, Bucarest, Paris, Rome et Sofia (172).

En ce qui concerne l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie, il semble que ces Etats appliquèrent trop strictement les stipulations des traités de paix, en n'envoyant plus aucun attaché militaire ou naval dans leurs missions diplomatiques. En effet, si les « clauses militaires » interdisaient l'envoi de missions militaires à l'étranger, il n'en reste pas moins que les préambules des traités de paix prévoyaient, à leur dernier alinéa, que « les relations officielles entre ces divers Etats et « les Puissances alliées et associées, seraient reprises dès la « mise en vigueur de ces traités ». Ne peut-on soutenir que les relations officielles impliquent l'envoi d'un personnel diplomatique dont font partie les attachés militaires, navals et de l'air au même titre que les attachés commerciaux et financiers? Cet argument paraît inattaquable, et rien n'aurait empêché l'Allemagne et ses anciens alliés d'accréditer des attachés militaires comme membres de leurs personnels diplomatiques auprès des gouvernements étrangers. D'ailleurs, il n'y eut aucune protestation de la part des signataires des traités de paix lorsque ces puissances affectèrent à nouveau des attachés militaires dans leurs missions diplomatiques (173).

C'est, en effet, dans le courant de 1927 que la Hongrie nommait des attachés militaires dans ses légations à l'étranger, notamment à Paris ; en 1930, la Bulgarie envoyait des attachés militaires à Berlin, Paris et Rome (174).

Le 9 janvier 1933, le gouvernement allemand décidait, en conséquence de l'accord du 11 décembre 1932 sur « l'égalité des droits », d'accréditer, à partir du 1^{er} avril suivant, des attachés militaires et navals auprès de ses missions diplomatiques à l'étranger. Pour commencer, des attachés militaires devaient être nommés à Paris, Londres, Rome, Prague, Varsovie, Moscou

(172) *Almanach de Gotha*, 1924.

(173) Il convient de signaler à ce sujet qu'au moment où l'Allemagne a notifié sa décision d'envoyer des attachés militaires à l'étranger, une note française, d'allure officieuse, a fait connaître que la question de l'interprétation de l'article 179 du traité de Versailles avait été réglée, dès 1926, par une décision de la Conférence des Ambassadeurs, sur l'avis d'un comité de juristes reconnaissant que cet article du traité de paix interdisait seulement à l'Allemagne, l'envoi de « missions militaires d'instruction » (*L'Informateur de la quinzaine*, 1933, 1^{er} semestre, p. 41).

(174) Renseignements communiqués par la légation de Bulgarie à Paris.

et Washington ; en même temps, les ambassades de Paris, Londres et Rome recevraient un attaché naval (175).

En 1934, l'Autriche suivait l'exemple de l'Allemagne (176).

D'autre part, certains Etats secondaires qui avaient envoyé, pendant la guerre de 1914, des attachés militaires et navals auprès des puissances belligérantes, diminuèrent peu à peu le nombre de ces officiers ou les supprimèrent complètement, soit pour des raisons d'économie, soit parce que les projets de désarmement général leur paraissaient donner moins d'acuité aux questions militaires ou navales. Ce fut le cas notamment pour le Danemark, l'Equateur et les Pays-Bas.

D'autres Etats, par contre, augmentèrent le nombre de leurs attachés militaires : c'est ainsi que les Etats-Unis nommèrent, il y a quelques années, un attaché militaire dans l'Etat libre d'Irlande (177) et que le Japon envoya un attaché militaire et un attaché naval à sa légation d'Ottawa, et tout dernièrement un attaché militaire aux Indes britanniques (178).

En 1935, le Mandchoukouo et l'Irak devenus Etats indépendants, accréditèrent des attachés militaires, le premier à Tokio, le second à Londres (179).

De plus, par un décret royal du 3 mars 1936, le gouvernement des Pays-Bas rétablissait des postes d'attaché militaire à Berlin, à Paris et Bruxelles, ainsi qu'un poste d'attaché naval à Londres (180). Enfin, dans le courant de l'année 1936, le Vénézuéla nommait un attaché militaire à Paris (181).

* *

Par ailleurs, l'essor de l'aéronautique pendant la Guerre mondiale conduisait quelques puissances à adjoindre à leurs attachés militaires et navals, des officiers spécialistes des questions d'aviation. Ceux-ci étaient chargés non seulement d'étudier l'emploi militaire de l'aéronautique, mais encore de tenir leur gouvernement au courant des progrès accomplis dans la construction et le perfectionnement des appareils, ainsi que dans la création et l'amélioration des lignes de navigation

(175) *L'Informateur de la quinzaine*, 1933, 1^{er} semestre, p. 41.

(176) Renseignements communiqués par la légation d'Autriche à Paris.

(177) *Almanach de Gotha*, 1933.

(178) Renseignements communiqués par les attachés militaire et naval du Japon à Paris.

(179) *Almanach de Gotha*, 1936.

(180) Renseignements communiqués par la légation des Pays-Bas à Paris.

(181) *Almanach de Gotha*, 1937.

aérienne. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Italie furent, semble-t-il, les premières puissances à envoyer à l'étranger des officiers en cette qualité (182).

La France, au contraire, laissait à ses attachés militaires et navals le soin de renseigner les départements de la guerre et de la marine sur l'aéronautique militaire, et confiait à des attachés aéronautiques, créés par un décret du 11 décembre 1920, toutes les questions relatives à l'emploi civil de l'aéronautique. Ces attachés devaient « d'une part, rechercher, centraliser et communiquer au sous-secrétariat de l'aéronautique » (qui dépendait à l'époque du ministère des travaux publics), « tous les renseignements relatifs au développement technique » et à l'emploi civil et commercial de l'aviation ou de l'aérostation dans les pays formant leur circonscription... et d'autre part, aider à l'expansion au dehors de l'industrie aéronautique française » (183). Les attachés aéronautiques, choisis parmi les officiers des armées de terre ou de mer et les fonctionnaires civils du sous-secrétariat de l'aéronautique, devaient être nommés par arrêté du sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique après avis du ministre des affaires étrangères. Ils avaient donc un rôle et une situation comparables à ceux des attachés commerciaux que la France entretenait dans ses missions diplomatiques (184). Néanmoins, les attachés aéronautiques devaient être considérés « comme des chargés de mission, mis à la disposition des ambassadeurs ou des ministres plénipotentiaires pour étudier toutes les questions rentrant dans leur spécialité » (185). Il allait donc être tout naturel, lorsqu'un de ces attachés appartiendrait à l'armée de terre ou de mer, qu'il secondât l'attaché militaire ou naval de la mission diplomatique en ce qui concernait l'emploi de l'aéronautique militaire ou navale. Bien que théoriquement chargés d'un rôle purement civil et commercial, les attachés aéronautiques français allaient cependant remplir, par la force des choses, des fonctions d'ordre militaire.

Aussi, tous les postes d'attachés aéronautiques français furent-ils confiés de 1920 à 1932 à des officiers, à l'exclusion, toutefois, du poste de Berlin. L'article 198 du traité de Versailles

(182) *Almanach de Gotha*, 1920 et 1921.

(183) Décret du 11 décembre 1920 portant création d'emplois d'attaché aéronautique à l'étranger : Rapport au président de la République.

(184) Le décret précité accordait d'ailleurs aux attachés aéronautiques, la faculté de correspondre directement dans l'étendue de la circonscription qui leur avait été affectée, avec les représentants diplomatiques et consulaires ainsi qu'avec les attachés et agents commerciaux (art. 5).

(185) Décret du 11 décembre 1920 : Rapport au président de la République.

interdisant, en effet, à l'Allemagne d'avoir la moindre aviation militaire ou navale, le gouvernement français ne crut pas devoir désigner un militaire pour les fonctions d'attaché aéronautique dans ce pays.

La création d'un ministère de l'air en 1928, allait faire dépendre de ce nouveau département les attachés aéronautiques. Le décret du 12 janvier 1932 refondait le statut de ces attachés, dénommés, dorénavant, « attachés de l'air ». Un dernier décret du 30 mai 1935 reprenait ce statut dans son ensemble et prévoyait, entre autres dispositions, que des officiers de l'armée de l'air pourraient être placés dans les services d'un attaché militaire ou d'un attaché naval, pour être spécialement chargés des questions d'aéronautique et recevraient le titre d'attachés de l'air adjoints à l'attaché militaire ou naval. Par cette innovation, le personnel des attachés de l'air français se trouvait alors présenter les mêmes caractères que celui des autres puissances.

En effet, certains de ces Etats avaient également nommé des attachés aéronautiques dans leurs représentations diplomatiques, soit qu'un officier fut spécialement chargé de cette mission, soit que l'attaché militaire ou naval cumulât ses fonctions avec celles d'attaché de l'air, comme ce fut le cas, dès 1924, pour l'attaché naval du Chili à Londres, et plus tard de la plupart des attachés militaires d'un grand nombre de pays.

* *

A l'heure actuelle, les grandes puissances et la plupart des Etats secondaires entretiennent des attachés militaires, des attachés navals et des attachés de l'air dans de nombreuses missions diplomatiques. Seuls, quelques pays n'accréditent pas de pareils attachés à l'étranger ou n'envisagent pas pour le moment cette éventualité. Tels sont : l'Albanie, l'Afghanistan, le Danemark, les Dominions Britanniques, les Etats de l'Amérique Centrale et des Antilles (sauf Cuba), l'Egypte, l'Irlande, le Libéria, la Suisse et le royaume de Siam (186).

*
**

En résumé, si l'on peut, en remontant fort loin dans le passé,

(186) Les différents postes d'attachés militaires, navals ou de l'air existant à l'heure actuelle dans les missions diplomatiques des diverses puissances sont indiqués en annexe à la fin du chapitre (p. 50).

trouver la trace d'officiers ayant joué le rôle d'attachés militaires sans en avoir le titre, c'est à partir du milieu du Second Empire que les attachés militaires et navals ont commencé à se développer dans les principaux Etats de l'Europe : à la veille de la guerre de 1870, ceux-ci entretenaient au total une trentaine de postes d'attachés militaires et navals dans leurs missions diplomatiques. Près d'un demi-siècle plus tard, c'étaient trois cents officiers qui étaient chargés par la plupart des Etats du monde, des fonctions d'attachés militaires et navals. L'après-guerre qui a vu, d'une part, la naissance de nombreux Etats, d'autre part, la création des attachés de l'air, n'a pas eu pour conséquence de réduire le nombre des officiers ainsi détachés dans les ambassades ou les légations de leurs pays. Bien au contraire, on peut compter à l'heure actuelle plus de quatre cent cinquante attachés militaires, navals ou de l'air, répartis dans le monde entier.

Les origines de ces divers attachés sont assez complexes. Pour les attachés navals et les attachés de l'air, il y a eu, en somme, un dédoublement de fonctions, rendu nécessaire par la complexité croissante des questions techniques que seul un spécialiste était capable d'étudier dans tous ses détails.

En ce qui concerne les attachés militaires proprement dits, ils sont issus de diverses sources, soit que certains souverains aient commencé par envoyer quelques-uns de leurs aides de camp ou de leurs officiers d'ordonnance auprès d'un souverain ami, soit que certains pays aient détaché, dans leur service diplomatique, des officiers, qui, au début, furent chargés, entre autres fonctions, de l'étude des questions militaires, et par la force des choses, finirent par s'occuper uniquement de ces questions, soit enfin, que des officiers envoyés en temps de paix ou en temps de guerre en mission d'observation auprès d'une armée étrangère, fussent, par la suite, intégrés pour une durée plus ou moins longue dans le personnel d'une mission diplomatique.

Malgré cette diversité d'origines, les attachés militaires des différentes puissances ont maintenant des rôles analogues et une situation bien déterminée, et l'on peut affirmer qu'ils appartiennent, comme les attachés navals et aéronautiques, à une institution parfaitement définie du droit international.

ANNEXES AU CHAPITRE PREMIER

ANNEXE I

Liste des postes d'attachés militaires et navals en 1914

(D'après l'Almanach de Gotha et l'Annuaire diplomatique et consulaire de la République Française pour 1914)

ALLEMAGNE :

17 *attachés militaires* : Etats-Unis et Mexique. — Argentine. — Autriche-Hongrie. — Belgique et Pays-Bas. — Brésil. — Chili. — Chine. — Espagne et Portugal. — France. — Grande-Bretagne. — Grèce. — Italie. — Japon. — Roumanie. — Bulgarie et Serbie. — Etats Scandinaves. — Turquie.

7 *attachés navals* : Etats-Unis. — Autriche-Hongrie. — France. — Grande-Bretagne. — Italie. — Japon. — Russie, Suède, Norvège et Danemark.

1 *plénipotentiaire militaire* : Russie.

PRUSSE :

1 *attaché militaire* : Munich.

BAVIÈRE :**SAXE :****WURTEMBERG :**

} 1 *plénipotentiaire militaire* : Berlin.

ARGENTINE :

8 *attachés militaires* : Allemagne. — Autriche. — Brésil. — Chili. — Espagne. — France. — Grande-Bretagne. — Italie.

AUTRICHE-HONGRIE :

12 *attachés militaires* : Allemagne. — Espagne. — France. — Grande-Bretagne. — Italie. — Monténégro. — Roumanie. — Russie. — Serbie. — Suède et Danemark. — Suisse. — Turquie.

4 *attachés navals* : Allemagne. — Etats-Unis. — Grande-Bretagne. — Italie.

1 *attaché militaire et naval* au Japon et en Chine.

BELGIQUE :

3 *attachés militaires* : Allemagne. — France. — Grande-Bretagne.

BRÉSIL :

2 *attachés militaires* : Espagne. — France.

9 *attachés navals* : Allemagne. — Etats-Unis. — Argentine. — Autriche-Hongrie. — France. — Grande-Bretagne. — Italie. — Japon. — Uruguay.

BULGARIE :

7 *attachés militaires* : Allemagne. — Autriche. — France. — Italie. — Roumanie. — Russie. — Turquie.

CHILI :

9 *attachés militaires* : Allemagne. — Argentine. — Autriche-Hongrie. — Belgique. — Bolivie. — Brésil. — France. — Grande-Bretagne. — Japon.

4 *attachés navals* : Etats-Unis. — France. — Grande-Bretagne. — Japon.

CHINE :

1 *attaché militaire* : Etats-Unis.

COLOMBIE :

1 *attaché militaire* : Etats-Unis.

COSTA-RICA :

1 *attaché militaire* : Etats-Unis.

ÉQUATEUR :

1 *attaché militaire* : Chili.

ESPAGNE :

14 *attachés militaires* : Allemagne. — Etats-Unis et Mexique. — Autriche-Hongrie. — Argentine. — Chili. — Chine. — France et

Belgique. — Grande-Bretagne. — Italie. — Japon. — Portugal. — Russie. — Suisse. — Uruguay.

1 *attaché naval* : Pays-Bas, Suède et Norvège.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

23 *attachés militaires* : Allemagne. — Argentine. — Autriche-Hongrie. — Belgique. — Brésil. — Chili. — Chine. — Cuba. — Espagne. — France. — Grande-Bretagne. — Guatemala. — Italie. — Japon. — Libéria. — Mexique. — Pérou et Equateur. — Roumanie, Grèce, Serbie et Bulgarie. — Russie. — Suède, Norvège et Danemark. — Suisse. — Turquie. — Uruguay.

8 *attachés navals* : Allemagne et Pays-Bas. — Argentine. — Brésil. — Chili. — France, Norvège et Russie. — Grande-Bretagne. — Italie et Autriche-Hongrie. — Japon et Chine.

FRANCE :

17 *attachés militaires* : Allemagne. — Etats-Unis et Mexique. — Autriche-Hongrie. — Belgique et Pays-Bas. — Brésil, Argentine et Uruguay. — Bulgarie. — Chine et Siam. — Danemark, Norvège et Suède. — Espagne et Portugal. — Grande-Bretagne. — Grèce. — Italie. — Japon. — Roumanie, Monténégro et Serbie. — Russie. — Suisse. — Turquie.

7 *attachés navals* : Allemagne, Autriche-Hongrie et Pays-Bas. — Etats-Unis. — Espagne et Portugal. — Grande-Bretagne. — Italie. — Japon. — Russie et Etats Scandinaves.

GRANDE-BRETAGNE :

15 *attachés militaires* : Allemagne et Suède. — Etats-Unis et Mexique. — Argentine, Brésil, Pérou et Uruguay. — Autriche-Hongrie et Monténégro. — Belgique, Pays-Bas, Danemark et Norvège. — Bulgarie, Grèce, Roumanie et Serbie. — Chili. — Chine. — Espagne et Portugal. — France. — Italie et Suisse. — Japon. — Perse. — Russie. — Turquie.

11 *attachés navals* : Allemagne et Pays-Bas. — Etats-Unis, Mexique et Cuba. — Argentine, Chili, Equateur et Pérou. — Brésil. — Chine. — Etats-Scandinaves. — Espagne et Portugal. — France et Belgique. — Italie, Autriche-Hongrie, Grèce et Turquie. — Japon. — Russie, Bulgarie et Roumanie.

GRÈCE :

1 *attaché militaire* : Serbie.

3 *attachés navals* : Allemagne. — France. — Grande-Bretagne.

ITALIE :

13 *attachés militaires* : Allemagne. — Etats-Unis. — Autriche-Hongrie. — Bulgarie et Monténégro. — Espagne et Portugal. — France. — Grande-Bretagne. — Japon et Chine. — Roumanie. — Russie. — Serbie. — Suisse, Belgique et Pays-Bas. — Turquie et Grèce.

5 *attachés navals* : Allemagne. — Etats-Unis. — Autriche-Hongrie. — France. — Grande-Bretagne.

JAPON :

8 *attachés militaires* et 8 *attachés navals* : Allemagne. — Etats-Unis. — Autriche. — Chine. — France. — Grande-Bretagne. — Italie. — Russie.

MEXIQUE :

7 *attachés militaires* : Etats-Unis. — Belgique. — Chili. — Espagne. — France. — Honduras. — Italie.

NORVÈGE :

1 *attaché militaire* : Russie et Suède.

PAYS-BAS :

1 *attaché militaire* : Chine et Japon.

PÉROU :

2 *attachés militaires* : Allemagne. — Etats-Unis.

PORTUGAL :

1 *attaché militaire* : Espagne et France.

1 *attaché naval* : Espagne.

ROUMANIE :

10 *attachés militaires* : Allemagne. — Autriche-Hongrie. — Belgique. — Bulgarie. — France. — Grèce. — Italie. — Russie. — Serbie. — Turquie.

RUSSIE :

20 *attachés militaires* : Allemagne. — Etats-Unis. — Autriche-Hongrie. — Belgique. — Bulgarie. — Chine. — Danemark. — Espagne. — France. — Grande-Bretagne. — Grèce. — Italie. — Japon. —

Monténégro. — Pays-Bas. — Roumanie. — Serbie. — Suède et Norvège. — Suisse. — Turquie.

1 *plénipotentiaire militaire*, attaché à la personne du Kaiser.

10 *attachés navals* : Allemagne. — Etats-Unis. — Danemark. — Espagne et Portugal. — France. — Grande-Bretagne. — Italie. — Japon et Chine. — Suède et Norvège. — Turquie.

SERBIE :

4 *attachés militaires* : Autriche-Hongrie. — Grèce. — Roumanie. — Russie.

SIAM :

3 *attachés militaires* : Allemagne et Norvège. — France et Grande-Bretagne. — Russie.

SUÈDE :

6 *attachés militaires* : Allemagne. — Autriche-Hongrie. — Danemark et Norvège. — France et Belgique. — Japon. — Russie.

3 *attachés navals* : France. — Grande-Bretagne. — Russie.

TURQUIE :

5 *attachés militaires* : Allemagne. — Autriche-Hongrie. — France. — Roumanie. — Russie.

4 *attachés navals* : Allemagne. — Etats-Unis. — France. — Grande-Bretagne.

RÉCAPITULATION
DU NOMBRE DE POSTES D'ATTACHÉS MILITAIRES ET NAVALS
EN 1914

DÉSIGNATION DES ÉTATS	NOMBRE DE POSTES				TOTAL
	d'attachés			de plénipo- tentiaires militaires	
	militaires	navals	militaires et navals		
Allemagne.....	18	7		4	29
Argentine.....	8				8
Autriche-Hongrie.....	12	4	1		17
Belgique.....	3				3
Brésil.....	2	9			11
Bulgarie.....	7				7
Chili.....	9	4			13
Chine.....	1				1
Colombie.....	1				1
Costa-Rica.....	1				1
Equateur.....	1				1
Espagne.....	14	1			15
Etats-Unis d'Amérique...	23	8			31
France.....	17	7			24
Grande-Bretagne.....	15	11			26
Grèce.....	1	3			4
Italie.....	13	5			18
Japon.....	8	8			16
Mexique.....	7				7
Norvège.....	1				1
Pays-Bas.....	1				1
Pérou.....	2				2
Portugal.....	1	1			2
Roumanie.....	10				10
Russie.....	20	10		1	31
Serbie.....	4				4
Siam.....	3				3
Suède.....	6	3			9
Turquie.....	5	4			9
TOTAUX.....	214	85	1	5	305

ANNEXE II

Liste des postes d'attachés militaires, navals et de l'air, fin 1936

(D'après l'Almanach de Gotha de 1937, l'Annuaire diplomatique et consulaire de la République française de 1936, l'Annuaire diplomatique du Commissariat du peuple aux affaires étrangères de 1936, et divers renseignements communiqués par les ministères des affaires étrangères de certaines puissances et les missions diplomatiques accréditées à Paris.)

ALLEMAGNE :

4 *attachés militaires* : France, Belgique et Pays-Bas. — Grande-Bretagne. — Hongrie et Bulgarie. — Italie.

7 *attachés navals* : Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay. — Etats-Unis. — France, Espagne et Portugal. — Grande-Bretagne et Pays-Bas. — Italie. — Japon. — U.R.S.S.

3 *attachés de l'air* : France, Espagne et Portugal. — Grande-Bretagne, Belgique et Pays-Bas. — Italie, Bulgarie, Hongrie.

8 *attachés militaires et de l'air* : Autriche et Suisse. — Etats-Unis. — Finlande, Esthonie et Lettonie (1). — Japon. — Tchécoslovaquie et Roumanie. — Turquie, Grèce et Iran. — U.R.S.S. et Lithuanie. — Yougoslavie.

1 *attaché naval et de l'air* : Pays Scandinaves (2).

1 *attaché militaire, naval et de l'air* : Pologne.

(1) L'attaché militaire et de l'air en Finlande, Esthonie et Lettonie est en même temps accrédité comme *attaché militaire* dans les Pays scandinaves.

(2) L'attaché naval et de l'air à Stockholm est aussi *attaché naval* en Finlande.

ARGENTINE :

6 *attachés militaires* : Allemagne. — Brésil. — Chili. — France. — Italie. — Paraguay.

4 *attachés navals* : Brésil. — Chili. — Etats-Unis. — Grande-Bretagne.

AUTRICHE :

6 *attachés militaires et de l'air* : Allemagne et Suisse. — France et Grande-Bretagne. — Hongrie et Roumanie. — Italie. — Pologne et Tchécoslovaquie. — Yougoslavie.

BELGIQUE :

4 *attachés militaires, navals et de l'air* : Allemagne. — France. — Grande-Bretagne. — Pays-Bas.

1 *attaché de l'air adjoint* : Grande-Bretagne.

BOLIVIE :

3 *attachés militaires* : Allemagne. — Chili. — Pérou.

BRÉSIL :

4 *attachés militaires* : Bolivie. — Colombie. — Paraguay. — Uruguay.

3 *attachés navals* : Etats-Unis. — Grande-Bretagne. — Paraguay et Uruguay.

BULGARIE :

8 *attachés militaires* : Allemagne. — Grèce. — Hongrie. — Italie. — Pologne et Roumanie. — Turquie. — U.R.S.S. — Yougoslavie.

1 *attaché militaire et de l'air* : France et Grande-Bretagne.

CHILI :

7 *attachés militaires* : Allemagne. — Belgique. — Bolivie. — France et Espagne. — Italie. — Paraguay. — Pérou.

2 *attachés navals* : Grande-Bretagne. — Uruguay.

3 *attachés de l'air* : Allemagne et Grande-Bretagne. — Etats-Unis. — France.

CHINE :

6 *attachés militaires* : Allemagne. — France. — Grande-Bretagne. — Italie. — Japon. — U.R.S.S.

1 *attaché naval* : Japon.

COLOMBIE :

1 *attaché militaire* : Chili.

CUBA :

2 *attachés militaires* : Espagne. — Mexique.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

1 *attaché militaire* : France et Italie.

ÉQUATEUR :

2 *attachés militaires* : Chili. — Colombie.

ESPAGNE (3) :

11 *attachés militaires* : Allemagne. — Argentine et Chili. — Bolivie. — Etats-Unis et Cuba. — France et Belgique. — Grande-Bretagne. — Italie. — Mexique et Amérique Centrale. — Pérou. — Pologne, Roumanie et Yougoslavie. — Portugal.

4 *attachés navals* : Allemagne. — Etats-Unis. — France. — Grande-Bretagne.

1 *attaché de l'air* : France.

ESTHONIE :

5 *attachés militaires* : Finlande. — France. — Lettonie et Lithuanie. — Pologne et Roumanie. — U.R.S.S.

1 *attaché militaire et de l'air* : Allemagne.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

21 *attachés militaires* : Albanie. — Allemagne et Pays Scandinaves. — Argentine, Paraguay, Uruguay. — Autriche et Hongrie. — Brésil. — Bulgarie et Turquie. — Chili. — Chine et Siam. — Colombie, Républiques de l'Amérique Centrale et Vénézuéla. — Cuba. — Espagne et Portugal. — Esthonie et Finlande. — France et Belgique. — Grande-Bretagne et Etat libre d'Irlande. — Grèce, Roumanie et Yougoslavie. — Italie. — Japon. — Mexique. — Pologne et Tchécoslovaquie. — Suisse. — U.R.S.S.

13 *attachés navals* : Allemagne et Norvège. — Argentine et Uruguay. — Belgique et Portugal. — Brésil. — Chili. — Chine. — Colombie, Républiques de l'Amérique Centrale et Vénézuéla. — Danemark, Finlande et Suède. — Equateur et Pérou. — France et Espagne. — Grande-Bretagne. — Italie. — Japon.

(3) Avant l'insurrection de juillet 1936 ; de nombreux attachés militaires ou navals s'étant ralliés au général Franco, ont donné leur démission et n'ont pas été toujours remplacés dans leurs postes.

FINLANDE :

6 *attachés militaires* : Esthonie et Lettonie. — France. — Italie. — Pays Scandinaves. — Pologne. — U.R.S.S.

1 *attaché militaire et de l'air* : Allemagne.

1 *attaché militaire, naval et de l'air* : Grande-Bretagne.

FRANCE :

17 *attachés militaires* : Allemagne. — Belgique. — Chine. — Espagne. — Etats-Unis, Mexique, Républiques d'Amérique Centrale, Cuba et Haïti. — Grande-Bretagne. — Italie. — Japon. — Lettonie, Esthonie, Finlande et Lithuanie. — Pays-Bas. — Pologne. — Portugal. — Roumanie. — Pays Scandinaves. — Suisse. — U.R.S.S. — Yougoslavie.

11 *attachés navals* : Allemagne, Danemark et Lithuanie. — Argentine, Brésil, Chili, Pérou et Uruguay. — Espagne. — Etats-Unis, Mexique, Républiques de l'Amérique Centrale, Cuba et Haïti. — Grande-Bretagne. — Italie. — Japon et Chine. — Pays-Bas. — Pologne, Pays Baltes, Suède et Norvège. — Portugal (4). — Turquie, Bulgarie, Grèce, Roumanie et Yougoslavie.

11 *attachés de l'air* : Allemagne, Lithuanie, Pays-Bas et Pays Scandinaves. — Belgique (4). — Chine. — Etats-Unis, Mexique, Républiques de l'Amérique Centrale, Cuba et Haïti. — Grande-Bretagne. — Italie. — Japon. — Portugal (4). — Roumanie. — Suisse (4). — U.R.S.S.

2 *attachés de l'air adjoints à l'attaché militaire* : Pologne, Finlande et Pays Baltes. — Yougoslavie.

8 *attachés militaires et de l'air* : Argentine, Paraguay et Uruguay. — Autriche. — Bulgarie. — Chili. — Grèce et Albanie. — Hongrie. — Iran et Afghanistan. — Turquie.

1 *attaché militaire, naval et de l'air* : Siam.

GRANDE-BRETAGNE :

16 *attachés militaires* : Afghanistan. — Allemagne et Danemark. — Belgique et Pays-Bas. — Chine. — Etats-Unis, Mexique, Républiques de l'Amérique Centrale et des Antilles. — France, Espagne et Portugal. — Hongrie, Autriche et Suisse. — Iran. — Italie et Albanie. — Japon. — Pays Baltes, Suède et Norvège. — Pologne et Roumanie. — Siam. — Turquie, Bulgarie et Grèce. — U.R.S.S. — Yougoslavie et Tchécoslovaquie.

(4) En résidence à Paris.

9 *attachés navals* : Allemagne, Finlande, Pays Scandinaves et Pologne. — Argentine, Brésil, Chili et Pérou. — Bulgarie et Roumanie. — Chine et Japon. — Etats-Unis, Cuba, Mexique et Panama. — France, Espagne et Portugal. — Grèce, Turquie et Yougoslavie. — Italie et Albanie. — Siam.

13 *attachés de l'air* : Allemagne et Pologne. — Belgique et Pays Scandinaves. — Brésil et Vénézuéla. — Chili, Colombie et Pérou. — Chine. — Espagne. — Etats-Unis d'Amérique. — Finlande. — France et Portugal. — Italie, Albanie et Grèce. — Japon. — Tchécoslovaquie. — U.R.S.S.

GRÈCE :

4 *attachés militaires* : Bulgarie. — France. — Turquie. — Yougoslavie.

2 *attachés navals* : Allemagne. — Turquie et Yougoslavie.

HONGRIE :

12 *attachés militaires* : Allemagne. — Autriche. — Bulgarie. — France et Suisse. — Grande-Bretagne et Etats-Unis d'Amérique. — Italie. — Pologne, Finlande et Pays Baltes. — Roumanie. — Tchécoslovaquie. — Turquie. — U.R.S.S. — Yougoslavie.

IRAK :

1 *attaché militaire* : Grande-Bretagne.

IRAN :

1 *attaché militaire* : France.

ITALIE :

8 *attachés militaires* : Allemagne, Lithuanie et Pays Scandinaves. — Belgique et Pays-Bas. — Espagne. — France. — Grande-Bretagne. — Suisse. — Tchécoslovaquie. — Turquie.

6 *attachés navals* : Allemagne. — Chine. — France et Belgique. — Grande-Bretagne. — Japon. — Yougoslavie et Roumanie.

5 *attachés de l'air* : Allemagne, Lithuanie et Pays Scandinaves. — Chine. — Espagne. — France et Suisse. — Grande-Bretagne.

1 *attaché militaire et naval* : Grèce.

6 *attachés militaires et de l'air* : Bulgarie. — Etats-Unis. — Hongrie. — Japon (5). — Roumanie. — Yougoslavie (6).

(5) L'attaché militaire et de l'air au Japon est accrédité comme attaché militaire en Chine.

(6) L'attaché militaire et de l'air à Belgrade est attaché de l'air en Tchécoslovaquie.

2 *attachés navals et de l'air* : Argentine, Bolivie et Vénézuéla. — Turquie (7).

2 *attachés militaires, navals et de l'air* : Pologne (8). — U.R.S.S.

JAPON :

15 *attachés militaires* : Allemagne. — Canada. — Chine. — Etats-Unis. — Esthonie et Finlande. — France et Belgique. — Grande-Bretagne. — Indes Britanniques. — Iran. — Italie. — Lettonie. — Mexique. — Pologne. — Turquie. — U.R.S.S.

11 *attachés navals et de l'aéronautique maritime* : Allemagne et Pays-Bas. — Brésil et Argentine. — Canada. — Chine. — Etats-Unis. — France. — Grande-Bretagne. — Italie. — Mexique. — Siam. — U.R.S.S.

LETTONIE :

4 *attachés militaires* : Esthonie. — Lithuanie. — Pologne. — U.R.S.S.

LITHUANIE :

2 *attachés militaires* : Esthonie, Finlande et Lettonie. — U.R.S.S.

2 *attachés militaires et de l'air* : Allemagne. — France et Belgique.

MANDCHOUKOUO :

1 *attaché militaire* : Japon.

MEXIQUE :

6 *attachés militaires* : Allemagne et Tchécoslovaquie. — Espagne. — Etats-Unis. — France et Grande-Bretagne. — Italie. — Républiques de l'Amérique Centrale.

1 *attaché naval* : Espagne.

NORVÈGE :

2 *attachés militaires* : France. — Pays Baltes et Finlande.

PAYS-BAS :

1 *attaché militaire* : France et Belgique.

1 *attaché naval* : Grande-Bretagne.

1 *attaché militaire et de l'air* : Allemagne.

(7) L'attaché naval et de l'air en Turquie est accrédité comme attaché naval en Bulgarie.

(8) L'attaché militaire, naval et de l'air en Pologne est en même temps attaché militaire pour les Pays baltes.

PÉROU :

2 *attachés militaires* : Brésil. — Japon.

2 *attachés navals* : Etats-Unis. — France.

2 *attachés de l'air* : Chili. — France, Grande-Bretagne et Italie.

POLOGNE :

11 *attachés militaires* : Allemagne. — Belgique. — Esthonie. — Finlande. — Italie. — Lettonie. — Roumanie. — Suède. — Tchécoslovaquie. — U.R.S.S. — Yougoslavie.

1 *attaché militaire et naval* : Japon.

1 *attaché militaire, naval et de l'air* : France.

PORTUGAL :

1 *attaché militaire* : Espagne et France.

ROUMANIE :

15 *attachés militaires* : Allemagne. — Autriche. — Belgique. — Bulgarie. — Espagne. — Finlande et Lettonie. — France. — Grèce. — Hongrie. — Italie. — Japon. — Pologne. — Tchécoslovaquie. — Turquie. — Yougoslavie.

1 *attaché naval* : France.

1 *attaché de l'air* : Espagne, France et Grande-Bretagne.

1 *attaché militaire et naval* : Grande-Bretagne.

SUÈDE :

6 *attachés militaires* : Allemagne. — Finlande. — France. — Lettonie. — Pologne. — U.R.S.S.

5 *attachés navals* : Allemagne. — Finlande et Lettonie. — France. — Grande-Bretagne. — Norvège.

1 *attaché de l'air* : Allemagne.

1 *attaché militaire et de l'air* : Grande-Bretagne.

TCHÉCOSLOVAQUIE :

9 *attachés militaires* : Albanie. — Allemagne, Danemark et Pays-Bas. — Autriche et Suisse. — Bulgarie et Hongrie. — Grèce et Yougoslavie. — Pologne. — Roumanie et Turquie. — Suède. — U.R.S.S.

1 *attaché de l'air* : Allemagne.

3 *attachés militaires et de l'air* : France. — Grande-Bretagne. — Italie.

TURQUIE :

7 *attachés militaires* : Allemagne. — Bulgarie. — Hongrie. — Iran. — Japon. — Roumanie. — U.R.S.S.

1 *attaché naval* : Italie.

1 *attaché de l'air* : Allemagne.

1 *attaché militaire et naval* : France.

1 *attaché militaire et de l'air* : Italie.

1 *attaché militaire, naval et de l'air* : Grèce.

U.R.S.S. :

16 *attachés militaires* : Afghanistan. — Allemagne. — Bulgarie. — Chine. — Esthonie. — Etats-Unis d'Amérique. — Finlande. — France. — Iran. — Japon. — Lettonie. — Lithuanie. — Mongolie. — Pologne. — Tchécoslovaquie. — Turquie.

5 *attachés navals* : Etats-Unis d'Amérique. — Grande-Bretagne. — Italie. — Japon. — Pays Scandinaves.

1 *attaché de l'air* : France.

1 *attaché militaire et naval* : Grèce.

1 *attaché militaire et de l'air* : Italie.

URUGUAY :

8 *attachés militaires, navals et de l'air* : Allemagne. — Argentine. — Belgique et Pays-Bas. — Brésil. — Etats-Unis d'Amérique. — France. — Grande-Bretagne. — Italie.

VENEZUELA :

1 *attaché militaire* : France.

YOUGOSLAVIE :

10 *attachés militaires* : Albanie. — Allemagne. — Autriche. — Bulgarie. — Grèce. — Hongrie. — Italie. — Roumanie. — Tchécoslovaquie. — Turquie.

2 *attachés militaires, navals et de l'air* : France. — Grande-Bretagne.

RÉCAPITULATION
DU NOMBRE DE POSTES D'ATTACHÉS MILITAIRES, NAVALS ET DE L'AIR
A LA FIN DE 1936

DÉSIGNATION DES ÉTATS	NOMBRE DE POSTES D'ATTACHÉS							TOTAL
	militaires	navals	de l'air	militaires et navals	militaires et de l'air	navals et de l'air	militaires, navals et de l'air	
Allemagne.....	4	7	3		8	1	1	24
Argentine.....	6	4						10
Autriche.....					6			6
Belgique.....			1				4	5
Bolivie.....	3							3
Brésil.....	4	3						7
Bulgarie.....	8				1			9
Chili.....	7	2	3					12
Chine.....	6	1						7
Colombie.....	1							1
Cuba.....	2							2
Rép. Dominicaine..	1							1
Equateur.....	2							2
Espagne.....	11	4	1					16
Estonie.....	5				1			6
E.-U. d'Amérique..	21	13			1		1	34
Finlande.....	6							8
France.....	17	11	13		8		1	50
Grande-Bretagne..	16	9	13					38
Grèce.....	4	2						6
Hongrie.....	12							12
Irak.....	1							1
Iran.....	1							1
Italie.....	8	6	5	1	6	2	2	30
Japon.....	15					11		26
Lettonie.....	4							4
Lithuanie.....	2				2			4
Mandchoukouo...	1							1
Mexique.....	6	1						7
Norvège.....	2							2
Pays-Bas.....	1	1			1			3
Pérou.....	2	2	2					6
Pologne.....	11			1			1	13
Portugal.....	1							1
Roumanie.....	15	1	1	1				18
Suède.....	6	5	1		1			13
Tchécoslovaquie...	9		1		3			13
Turquie.....	7	1	1	1	1		1	12
U. R. S. S.....	16	5	1	1	1			24
Uruguay.....							8	8
Vénézuéla.....	1							1
Yougoslavie.....	10						2	12
TOTAUX.....	255	78	46	5	40	14	21	459

CHAPITRE II

LE RÔLE DES ATTACHÉS MILITAIRES, NAVALS ET DE L'AIR

Beaucoup d'esprits, même cultivés, n'ont que trop tendance à croire que le seul et l'unique rôle des attachés militaires, des attachés navals et des attachés de l'air, consiste à *espionner* le pays où ils résident, et à y organiser « le service des renseignements » de leur gouvernement. D'autres, comme le rapporte l'écrivain militaire suisse Rustow (1), pensent que « les attachés militaires ne doivent être que des officiers de salon, de représentation, n'ayant rien de sérieux à voir par eux-mêmes, mais destinés plutôt à couvrir l'action d'autres officiers chargés, d'une manière secrète ou officielle, de missions temporaires ».

De ces deux opinions, rien n'est moins certain que la dernière, ni moins exact que la première.

Si, parfois, des attachés militaires ont failli aux devoirs que leur imposaient les usages diplomatiques et la courtoisie internationale, ce n'est pas une raison pour en conclure indubitablement que les divers attachés militaires (2) n'ont qu'un rôle d'espion à remplir. Ces officiers peuvent, en effet, rendre à leur pays d'importants services sans avoir à se départir de la correction exigée de tout agent diplomatique et sans manquer aux règles du « savoir-vivre international ».

Quant à la deuxième opinion, Rustow fait justement remar-

(1) W. Rustow. *L'art militaire au XIX^e siècle* ; traduction Savin de Larclause, 3^e édit., Tome II, p. 111.

(2) On entendra par là, dans le cours de cette étude, aussi bien les attachés militaires proprement dits que les attachés navals et les attachés de l'air. Ceux-ci ayant, chacun dans leur spécialité, des rôles analogues à remplir, on ne fera pas, en principe, de distinction entre ces diverses catégories d'attachés, qui paraîtraient d'ailleurs mieux dénommés si on les intitulait : attachés militaires pour l'armée de terre, attachés militaires pour la marine, attachés militaires pour les forces aériennes.

quer que « des officiers faisant, dans des circonstances particulières, un voyage de courte durée, ne sauraient remplir le rôle des attachés militaires permanents. Car, pour bien voir la plupart des choses, il faut s'en occuper continuellement, sinon beaucoup de détails échappent et l'on perd de vue l'ensemble » (3).

Il est cependant aisé de se faire une opinion précise du rôle des attachés militaires. Il suffit pour cela de tenir compte des motifs qui ont conduit à affecter de pareils officiers dans les missions diplomatiques.

C'est la complexité croissante des questions techniques, le développement incessant des découvertes de la science et leur application aux diverses branches de l'art militaire, les transformations apportées aux moyens de combat et à l'organisation des armées de terre et de mer, puis de l'air, qui ont nécessité l'adjonction de spécialistes auprès des agents diplomatiques. « Les diplomates de profession ne possédant, en effet, que dans les cas les plus rares, le degré de connaissances et de compréhension militaires nécessaire pour pouvoir apprécier les modifications survenant dans l'organisation militaire des pays étrangers » (4), les attachés militaires ont donc eu d'une façon générale un rôle d'expert ou de conseiller technique à remplir auprès de leur chef de mission. En outre, celui-ci a été amené à leur confier, d'une façon de plus en plus exclusive, toutes les questions d'ordre militaire qui pouvaient lui incomber dans l'observation du pays étranger, dans la représentation de son propre pays ou dans la protection et la surveillance de ses nationaux. Les attachés militaires ont donc ajouté à leurs fonctions de conseiller technique, des fonctions d'informateur militaire, de représentant de l'armée à l'étranger, et, dans une certaine mesure, de représentant du commandement vis-à-vis des militaires séjournant dans le pays de leur résidence (5). Ce démem-

(3) W. Rustow. *Ibid.*

(4) *Les carnets de Schwartzkoppen* : *op. cit.*, p. 280.

(5) Il convient cependant de signaler que dans le passé, les attachés militaires étaient parfois chargés de représenter leur souverain à la cour étrangère. C'était notamment le cas pour les plénipotentiaires militaires, que les souverains d'Allemagne et de Russie échangeaient entre eux avant la Guerre mondiale, et qui faisaient partie comme « aides de camp » étrangers, de la suite militaire de ces souverains.

Cet usage des cours d'Allemagne et de Russie d'attacher un officier à la personne du souverain étranger paraît d'ailleurs avoir été assez répandu : on a vu (*supra*, p. 13) que l'empereur Alexandre avait envoyé ainsi plusieurs officiers auprès de Napoléon I^{er}.

On peut, semble-t-il, considérer comme une survivance de cette coutume, le fait pour les attachés militaires accrédités en Angleterre, de suivre en corps

brement naturel des attributions des agents diplomatiques s'est maintenu de nos jours, et les diverses activités des attachés militaires peuvent encore être classées dans les quatre rubriques précédentes.

Ce sont celles-ci qui serviront de cadre à l'exposé qui sera fait du rôle des attachés militaires en temps de paix. On examinera ensuite quelles modifications apporte l'état de guerre d'une puissance aux fonctions des officiers qu'elle détache dans ses missions diplomatiques (6).

*
**

L'attaché militaire conseiller technique du chef de mission

De tous les objets qui s'offrent à l'activité de l'attaché militaire, celui de conseiller technique est un des plus vastes et pourtant des moins précis.

L'attaché militaire étant en quelque sorte « l'aide de camp de l'ambassadeur ou du ministre » (7), est à la disposition de ce dernier pour toutes les questions ressortissant à sa spécialité.

Il pourra donc être chargé de certaines études relatives à la situation militaire du pays étranger. Cependant, le ministre public se bornera le plus souvent à lui demander soit de simples renseignements, soit son avis sur la valeur relative des forces armées des diverses puissances et notamment de celles du pays qu'il représente et de l'Etat où il est accrédité.

L'avis que donnera ainsi l'attaché militaire pourra être des plus utiles. En effet, les négociations diplomatiques pour être bien conduites, doivent être basées sur des réalités. La méconnaissance de la force réelle d'un pays peut conduire pour le

constitué, formant ainsi un véritable état-major étranger, le cortège royal à la cérémonie du « *Trooping of the colours* », le jour anniversaire de la naissance du roi.

(6) Le rôle et la situation des attachés militaires accrédités auprès d'une armée belligérante feront l'objet du chapitre IX. D'autre part, des attachés militaires ont parfois reçu des missions d'ordre international : cette question sera examinée au chapitre X.

(7) Lettre de M. Sherman, Secrétaire d'Etat à Washington à M. John Hay, ambassadeur des Etats-Unis à Londres (14 octobre 1897), citée par John Bassett Moore : *Digest of international law*. T. IV, p. 437.

moins à de graves mécomptes. La France en a acquis chèrement l'expérience en 1870, bien que le colonel Stoffel, attaché militaire à Berlin, n'ait pas négligé de tenir scrupuleusement le gouvernement français au courant des armements prussiens. La lecture des « Rapports militaires » que cet officier envoya de Berlin entre 1866 et 1870 (8), montre avec quel souci de l'objectivité ses informations étaient rédigées. Mais il ne paraît pas que l'ambassadeur de France ait tenu un compte suffisant des observations de son attaché militaire : n'a-t-il pas écrit, en effet, que « les questions d'ordre militaire étaient surtout du ressort « du colonel Stoffel ? » (9).

L'attaché militaire pourra encore faire connaître au ministre public, les conséquences de certains événements relativement à la situation militaire d'un pays : grèves prolongées arrêtant les fabrications d'armements, troubles politiques ou sociaux, qui, par les mesures de protection ou de défense prises par le gouvernement, et en particulier, par l'emploi de la troupe au maintien de l'ordre, en interrompent ou en retardent l'instruction. Seul, en effet, l'attaché militaire est capable de juger des répercussions de ces événements, et par conséquent d'en informer son chef de mission.

L'agent diplomatique pourra également avoir à conduire des négociations d'ordre militaire dans lesquelles les questions de technique pure l'emporteront même sur les problèmes politiques. On peut citer, par exemple, les négociations concernant l'envoi d'une mission militaire d'instruction dans le pays de l'agent diplomatique, la cession au gouvernement étranger, ou l'acquisition de celui-ci, de certains matériels de guerre, la limitation de certains armements entre les deux pays, enfin l'élaboration de certaines règles du droit de la guerre. Dans toutes ces négociations, l'attaché militaire interviendra ; le plus souvent, même, il entrera en scène.

Tout dernièrement, on a vu l'attaché naval allemand accompagner au Foreign Office le chargé d'affaires d'Allemagne à Londres afin de remettre une note précisant la position de son pays après les différentes communications écrites du gouvernement britannique, relatives à une limitation des armements navals entre ces deux puissances (10).

Lors des conférences militaires tenues à Saint-Pétersbourg, en 1868, et relatives à l'emploi, en temps de guerre, de balles

(8) Publiés par Garnier Frères, Paris, 1871.

(9) Comte Benedetti : *Ma mission en Prusse*, p. 10.

(10) *Le Temps* : 15 octobre 1936.

explosives, l'attaché militaire français, le comte de Miribel, et l'attaché militaire prussien, le colonel von Schweinitz, ont assisté en qualité de « commissaires militaires » leurs chefs de mission, le comte de Talleyrand-Périgord, ambassadeur de France et le prince Henri VII de Reuss, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du roi de Prusse. Quelques représentants des autres puissances à ces conférences disposèrent aussi des services d'un commissaire militaire, mais il ne paraît pas que les officiers chargés de cette mission aient été en même temps attachés militaires à Saint-Petersbourg. Ces commissaires ne jouèrent qu'un rôle exclusivement technique ; la déclaration de Saint-Petersbourg a été, en effet, uniquement signée par les ambassadeurs ou ministres plénipotentiaires des puissances participant à cette conférence (11).

Parmi les nombreux officiers présents à la conférence réunie en 1874 à Bruxelles pour régler les lois et les coutumes de la guerre, deux attachés militaires, le colonel Lanzo, attaché italien à Bruxelles et La Haye, et le colonel Staaff, attaché suédois à Paris, assistèrent, lors des délibérations, les ministres de leur pays accrédités en Belgique (12).

Aux conférences de La Haye de 1899 et 1907, ainsi qu'à celle de Londres de 1909, quelques attachés militaires ou navals furent désignés comme délégués techniques dans les missions envoyées par les diverses puissances. Une telle désignation tenait parfaitement compte des attributions de ces officiers, lorsque leurs chefs de mission étaient eux aussi délégués plénipotentiaires à ces conférences : ce fut le cas, en 1899, pour l'Allemagne, l'Espagne et la Grande-Bretagne ; en 1907, pour le Brésil, la France et la Grande-Bretagne (13).

(11) Ch. de Martens et de Cussy, *Recueil manuel et pratique de traités...* continué par Geffcken : protocoles des conférences tenues à Saint-Petersbourg, en 1868.

(12) *Ibid.* Actes de la conférence réunie à Bruxelles du 27 juillet au 27 août 1874 pour régler les lois et coutumes de la guerre.

(13) *Première conférence internationale de la Paix* : le capitaine de vaisseau, Siegel, attaché naval à Paris, et le comte de Münster, ambassadeur d'Allemagne à Paris, délégué plénipotentiaire ; le colonel del Serallo, attaché militaire à Bruxelles et M. de Villa Urrutia, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Bruxelles, délégué plénipotentiaire ; le lieutenant-colonel C. A. Court, attaché militaire à Bruxelles et La Haye, et Sir Henry Howard, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Grande-Bretagne à La Haye, 2^e délégué plénipotentiaire.

Deuxième conférence internationale de la Paix : le colonel de Almeida, attaché militaire à La Haye, et M. de Santos Lisboa, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Brésil à La Haye ; le lieutenant-colonel Siben, attaché militaire à Bruxelles et La Haye, et M. Pellet, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à La Haye, quatrième délégué pléni-

Le diplomate pourra enfin utiliser les compétences techniques de l'attaché militaire en le chargeant d'intervenir, en certaines circonstances, auprès des autorités militaires étrangères, par exemple pour leur faire connaître la valeur des forces armées de son propre pays et leur montrer tout l'intérêt et tous les avantages que leur pays pourrait retirer d'une alliance. En incitant certaines hautes personnalités de l'armée, de la marine ou de l'aéronautique à suivre des manœuvres, à visiter les institutions militaires de son pays (écoles, fortifications, arsenaux, bases aériennes, etc.), et en les y accompagnant au besoin, il leur permettra de constater *de visu* l'exactitude de ses affirmations, et pourra seconder utilement son chef de mission dans son action politique.

Tels sont quelques cas où l'attaché militaire agira en tant que conseiller technique de l'agent diplomatique. Les exemples pourraient en être multipliés à l'infini.

Ce rôle sera-t-il efficace ? Tout dépendra des circonstances. Suivant que l'agent diplomatique comprendra, de façon plus ou moins large, la collaboration que doit lui apporter l'attaché militaire, suivant qu'il accordera plus ou moins de poids aux avis de cet officier, le rôle de conseiller technique rempli par celui-ci aura plus ou moins d'importance.

Toutefois, l'attaché militaire ne sera à même de rendre des services appréciables à son chef de mission que si celui-ci le

potentiaire ; le lieutenant-colonel Yarde-Buller, attaché militaire à La Haye, et Sir Henry Howard, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Grande-Bretagne à La Haye, délégué plénipotentiaire.

Il convient de noter qu'outre les officiers ci-dessus désignés, un certain nombre d'attachés militaires ou navals furent envoyés à La Haye comme délégués techniques, sans que leur chef de mission fit partie de la délégation de leur pays :

En 1899, le capitaine de vaisseau Bianco, attaché naval à l'ambassade d'Italie à Londres ; le capitaine de frégate Scheine, agent naval de Russie en France.

En 1907, le général Reynolds, attaché militaire de la République Argentine à Berlin ; le major général Gresl von Greslingin, plénipotentiaire militaire à l'ambassade d'Autriche-Hongrie à Constantinople ; le major général Yermalow et le colonel Michelson, attachés militaires de Russie, le premier à Londres, le second à Berlin ; le contre-amiral Siegel, attaché naval allemand à Paris ; le capitaine de vaisseau Martin, attaché naval de la République Argentine à Londres ; le capitaine de vaisseau Behr, attaché naval de Russie à Londres.

A la conférence navale de Londres de 1909, se trouvaient comme délégués « navals » ou techniques : le capitaine de vaisseau Sotiro Tachinaï, attaché naval japonais à Londres ; le capitaine de vaisseau Behr, attaché naval russe à Londres et le capitaine de vaisseau Starke, attaché naval allemand à Paris.

(Nouveau Recueil Général de Traités, par Ch. de Martens, continué par Félix Stoerk).

tient, dans une certaine mesure, au courant des instructions de son gouvernement, ainsi que des négociations projetées ou en cours d'exécution. La collaboration entre l'attaché militaire et l'agent diplomatique devra, pour donner des résultats appréciables, être constante et empreinte d'un égal degré de confiance entre ces deux membres du personnel diplomatique.

*
**

L'attaché militaire

informateur du département ministériel dont il relève

Le ministre public, ayant, entre autres attributions, l'observation du pays étranger, doit rendre compte à son gouvernement de tous les événements intéressant la vie du pays auprès duquel il est accrédité. Pour ce qui est de l'information militaire, personne autre que l'attaché militaire, n'est plus qualifié pour recueillir et centraliser les renseignements intéressants et en faire part à son chef de mission. Cependant, les questions d'ordre militaire étant surtout, pour ne pas dire uniquement, du ressort des divers ministères chargés de la défense nationale, c'est à ceux-ci que les attachés militaires, navals ou de l'air, adressent, chacun pour sa spécialité, les rapports qu'ils ont établis sur ce sujet (14). Ces officiers sont donc les informateurs à l'étranger du département ministériel dont ils relèvent. Et les fonctions qui leur incombent à ce titre, sont tellement importantes que les divers auteurs, ayant plus ou moins écrit sur les attachés militaires, ont cru devoir prendre ces fonctions comme base de la définition qu'ils ont donnée de ces officiers : ceux-ci ont « pour tâche d'étudier les institutions militaires des pays étrangers en les observant personnellement, et d'apprécier la situation politico-militaire, *sans rechercher de secrets* » (15).

* *

Voilà certes un très vaste programme offert aux attachés

(14) Les modalités de l'acheminement de ces rapports au ministère intéressé seront examinées à propos du statut des attachés militaires (V. *infra*, p. 118 et suivantes).

(15) Brookhaus, *op. cit.* V° Militär-attaché.

En même sens : Ch. Calvo : *Dictionnaire de droit international public et privé* : V° attaché militaire. A. Chrétien : *Principes de droit international public*, p. 481. V. Colonieu : *L'espionnage au point de vue du droit international*

militaires. Sur quels points portent les observations qu'il leur incombe d'effectuer ?

Les institutions militaires d'un Etat sont en général très complexes. L'attaché militaire aura cependant à les embrasser dans leur totalité. Ses études viseront :

— L'organisation générale de l'armée, des ministères de la défense nationale (guerre, marine militaire, air), du commandement et des états-majors ;

— L'organisation des différentes armes et des divers services, le nombre et les mouvements des régiments, des flottes et des escadres aériennes, les créations d'unités nouvelles, les transformations réalisées dans certaines unités ;

— Le recrutement des hommes de troupe, des sous-officiers et des officiers ; les écoles militaires, les établissements d'enseignement public et les universités, en tant que leur organisation et l'instruction, qui y est donnée, peuvent avoir des répercussions sur le recrutement des cadres d'active ou de réserve ;

— L'instruction des cadres et de la troupe, des hommes des réserves, la formation des cadres de complément ;

— Les moyens d'instruction : camps, polygones, champs de tir, etc., et, éventuellement, les missions étrangères chargées de former certains cadres ou certaines unités ;

— Les moyens de combat (équipement, armement individuel et collectif, engins de combat divers) ; les perfectionnements apportés à ceux-ci (motorisation, matériels et engins nouveaux, bâtiments de guerre ou aéronefs de conceptions nouvelles) et les ressources industrielles (usines et matières premières) nécessaires à la fabrication de ces engins ;

— L'installation matérielle des cadres et de la troupe (casernes, camps d'instruction, hôpitaux, etc.), l'alimentation, l'habillement, etc. ;

— L'administration de l'armée, les procédés de gestion ;

— Les crédits budgétaires affectés chaque année à la défense nationale ;

— La valeur morale de l'armée (esprit et discipline), les capacités des officiers généraux et des états-majors ;

et du droit pénal français, p. 140. *Dictionnaire Militaire* : V^o attaché militaire. Genet, *op. cit.*, Tome II, n^o 847. Guesalaga : *Derecho diplomático y consular*, p. 312. Ch. Morton : *Les privilèges et immunités diplomatiques*, p. 20. E. Nys : *Le droit international*, Tome II, p. 440. *Revue générale de droit international public*, 1901, p. 492. (Communication de M. J. Delpéché). — J. Roederer : *op. cit.*, p. 42. — W. Rustow : *op. cit.*, p. 111.

— La mobilisation militaire (préparation et durée probable) et la mobilisation industrielle (mesures économiques prises dès le temps de paix ; construction de nouvelles usines, approvisionnements en matières premières ; transformation d'établissements industriels en usines de guerre) ; les dispositions prévues pour la concentration des forces armées (transports par voie ferrée ou voie de terre et durée de ceux-ci), et éventuellement, les possibilités de déploiement stratégique ;

-- La défense et l'équipement militaire du territoire (fortifications permanentes ou semi-permanentes ; routes et voies ferrées d'intérêt général ou stratégique ; ports militaires ; arsenaux ; bases d'aviation), et les mesures prises pour la défense anti-aérienne active ou passive ;

— Les découvertes ou inventions scientifiques susceptibles de recevoir des applications militaires, ou de perfectionner les industries de guerre ;

— Enfin, la géographie militaire du pays (16).

En un mot, l'attaché militaire devra faire un « inventaire permanent des ressources matérielles et morales de l'étranger » (17).

Telles seraient les diverses observations auxquelles se livrerait un attaché militaire occupant pour la première fois un poste nouvellement créé dans une mission diplomatique. Pratiquement, avant de se rendre à l'étranger, l'attaché militaire recevra des instructions générales lui indiquant la nature des rapports à fournir périodiquement, et des instructions particulières constituant un « véritable plan de renseignements », dans lesquelles les institutions militaires à étudier seront clas-

(16) L'étude de celle-ci peut parfois aller très loin, ainsi que M. Richard Rowan l'expose dans son ouvrage sur *« L'évolution de l'espionnage moderne »*.

« Il était de pratique courante en Allemagne, avant la Guerre mondiale, « de réunir dans une véritable encyclopédie, tous les renseignements possibles « sur n'importe quel pays du globe. C'est surtout sous la direction des attachés militaires et des attachés navals que l'on avait rassemblé toute une « documentation sur les ports et les principales villes, ainsi que sur les hauteurs d'où l'artillerie pouvait les commander, sur les ponts et les voies « ferrées, sur les routes et les vallées, les fossés et les canaux ; sur toutes « les facilités et tous les obstacles qui pouvaient se rencontrer... Une fois « en possession de ces renseignements, il fallait les tenir à jour. La tâche des « attachés n'était jamais achevée. Si l'armée venait à être dotée d'un nouveau « matériel d'artillerie, si la portée de celle-ci était accrue, on pouvait désormais signaler une colline plus éloignée qui commanderait Newark, Smyrne « Newcastle, ou Toulon... » (page 23 de la traduction française).

(17) Lieutenant-Colonel Rollin. *Le service des renseignements militaires en temps de paix et en temps de guerre*, p. 16.

sées dans un certain ordre d'urgence, certaines même pouvant être complètement laissées de côté.

* *

De la longue liste qui précède, il semble à première vue que fort peu de questions peuvent être traitées par l'attaché militaire sans avoir recours à des procédés illicites, sans utiliser d'agents secrets, et sans faire, en un mot, d'espionnage. Il n'en est pas ainsi. De nombreuses sources publiques de renseignements peuvent être exploitées par l'attaché militaire pour son rôle d'informateur.

Il disposera tout d'abord des diverses publications officielles du gouvernement auprès duquel il est accrédité : « journaux officiels » et « bulletins officiels » émanant des différents ministères de la défense nationale, annuaires militaires, revues et règlements militaires.

Les publications officielles périodiques sont à la base de la documentation de l'attaché militaire : c'est là qu'il trouvera le « premier de ses outils, c'est-à-dire le fichier des situations et « des mutations » (18), déjà préconisé par Napoléon, dans la lettre qu'il adressait à Berthier, le 3 mars 1806 (19). Les annuaires militaires et les « états du corps » publiés pour chaque arme ou chaque service, complèteront les renseignements recueillis à ce sujet par l'attaché militaire : l'énumération des noms et des fonctions remplies par les officiers, la répartition de ceux-ci entre les différents corps et services, lui donneront d'utiles indications sur l'organisation générale de l'armée, sur l'ordre de bataille ainsi que sur les transformations qui auront pu y être apportées dans le cours d'une année.

Les documents parlementaires (comptes rendus des séances, rapports présentés aux commissions ou aux chambres et en particulier ceux qui concernent les budgets de la guerre, de la marine ou de l'air) constitueront une source d'informations des plus précieuses.

L'étude des revues et des règlements militaires sera égale-

(18) R. Mennevée, *op. cit.*, Tome I, p. 83.

(19) Lettre concernant la nomination du capitaine de Lagrange, deuxième secrétaire à Vienne... « Mon intention est que M. de Lagrange tienne une note « exacte de la force des régiments autrichiens, et des lieux où ils se trouvent ; « qu'à cet effet, il doit avoir dans son cabinet, une boîte divisée par cases, dans « chacune desquelles il mettra des cartes portant le nom des généraux, des « régiments et des garnisons ; et qu'il changera de cases suivant les mouve- « ments qu'ils subiront... ». (*Correspondance de Napoléon I^{er}*, Tome XII, pièce n° 9919).

ment très profitable pour l'attaché militaire. Les règlements militaires lui donneront la réponse à de nombreuses questions touchant l'organisation des armes et des services, l'instruction des officiers et de la troupe, les moyens de combat, et enfin, l'emploi tactique des diverses unités. De plus, l'attaché militaire pourra trouver dans les revues militaires des renseignements dignes d'intérêt. Bien souvent, les auteurs des articles publiés dans ces revues, font état de l'expérience qu'ils ont pu acquérir dans leur carrière, signalent les observations que leur a suggérées l'application des règlements en vigueur, et proposent des solutions nouvelles pour certains problèmes. Même si ces solutions ne sont pas adoptées dans l'armée étrangère, l'attaché militaire devra, le cas échéant, les signaler à son gouvernement, afin que celui-ci ait la faculté d'en tirer parti pour sa propre armée.

Toutes les revues et la plupart des règlements pouvant être achetés dans le commerce (20), l'attaché militaire pourra donc se livrer à leur étude sans difficultés et même d'autant plus aisément que, si les divers éditeurs militaires ont un service de publicité bien organisé, il sera probablement avisé, dès leur mise en vente, de la publication des nouveaux règlements.

En outre, si des restrictions sont apportées à la diffusion dans le public de certains documents, il lui sera toujours loisible, s'il en soupçonne l'existence, d'en demander un exemplaire au ministère compétent. Des documents pourront ainsi lui être communiqués, le plus souvent à charge de revanche. Le département ministériel auquel l'attaché militaire se sera adressé, pourra, en effet, exprimer le désir de recevoir en échange, tel document qui l'intéresse : il ne fera en cela, qu'appliquer « le principe de réciprocité » courant dans les usages diplomatiques.

Il faut encore ajouter à ces publications officielles les annuaires militaires édités sous les auspices de la Société des Nations en application de l'article 8, § 6 du Pacte. Les notices concernant l'état des forces armées et les programmes militaires, navals et aériens, sont, en effet, rédigées par les états-majors généraux de chaque puissance, et sont, par conséquent, susceptibles, par les précisions qu'elles peuvent contenir, de documenter utilement les attachés militaires.

(20) Avant la guerre de 1914, tous les règlements imprimés par les soins du gouvernement austro-hongrois ne pouvaient s'obtenir que de l'état-major : celui-ci répondait d'ailleurs le plus souvent que l'édition était épuisée et que l'on en préparait une nouvelle (Amiral de Faramond, *Souvenirs d'un attaché naval en Allemagne et en Autriche*, p. 27).

Ceux-ci ne devront d'ailleurs pas se borner à l'examen des diverses publications officielles. La presse et les revues d'information, ainsi que les divers ouvrages militaires, seront d'une exploitation fructueuse pour l'attaché militaire. Celui-ci recueillera dans la presse « bien des éléments pour compléter « son fichier des mutations et des situations, ne serait-ce que « la photographie des intéressés... Et c'est à cause de ces documents qu'un jour, un officier en mission se trouvera démasqué, ou, simple excursionniste, se verra suivi et surveillé « étroitement » (21). Les informations publiées par la presse pourront fournir des renseignements importants sur les nouveaux matériels, les nouvelles unités de la flotte ou les avions récemment mis en service. Les photographies, même médiocres, que l'attaché militaire pourra y trouver, lui permettront d'identifier, par la suite, ces nouveaux engins de combat au cours des revues et des manœuvres auxquelles il pourra être invité. Les avis d'adjudication et les appels à la concurrence pour des marchés à passer, ne seront pas non plus à négliger.

La lecture de la presse présente donc un intérêt considérable pour l'attaché militaire, mais « elle demande des lecteurs très compétents et très habitués à ce travail difficile, « *car il ne faut rien laisser passer* : le moindre indice pouvant « avoir une importance primordiale... Tel banal fait-divers « découpé et classé dans un dossier s'éclaire quelques jours, « quelques semaines, peut-être quelques mois plus tard, et « fournit un renseignement parfois d'ordre capital » (22).

(21) M. R. Mennevée, auquel ces lignes sont empruntées, signale dans l'ouvrage qu'il a consacré à *l'Espionnage international en temps de paix* (Tome I, p. 84), deux exemples de ce fait : la publication par *Le Matin*, de la photographie de l'amiral Stotz, commandant la division navale en Extrême-Orient, et par la *Patrie suisse* de celle du colonel de Salis, nommé au commandement des fortifications du Saint-Gothard. Il ajoute : « Nul doute que la photographie de l'amiral Stotz n'ait été précieusement recueillie par les attachés « pour être transmise aux états-majors généraux de nos voisins, et insérée « dans le dossier que cet officier y possède déjà. »

(22) R. Mennevée, *op. cit.*, Tome I, p. 85.

Le lieutenant Froment dans son ouvrage sur *l'Espionnage militaire et les fonds secrets de la guerre*, signale (p. 293) qu'à plusieurs reprises, le gouvernement français avait appelé l'attention des journaux sur les informations, parfois trop complètes, qu'ils publiaient afin de satisfaire leurs lecteurs.

« Il résulte d'informations prises auprès de personnes en relations constantes avec certains attachés militaires étrangers, disait une de ces circulaires, que ces officiers comptent absolument sur la presse française, et « particulièrement sur la presse militaire, pour être exactement renseignés « sur notre organisation.

« Certains rapports n'ont pas d'autres sources que ces études insérées dans « les journaux locaux. Le rapport du capitaine de Schwartzhoff sur les manœuvres navales de torpilleurs à Toulon est dans ce cas.

« Un pareil exemple trace à la presse de toute nuance, la ligne de conduite

Les revues industrielles ne devront pas non plus être laissées de côté, en raison de l'importance prise par les questions économiques en matière de défense nationale.

Enfin, l'attaché militaire pourra trouver des renseignements intéressants dans certaines publications spéciales, n'ayant que peu de rapports *a priori* avec la défense nationale, par exemple les comptes rendus de gestion faits par les administrateurs de sociétés à leurs actionnaires. Les rapports des compagnies de chemin de fer, par exemple, feront connaître l'importance du matériel roulant du réseau, les travaux neufs entrepris sur certaines lignes et permettront d'en tirer des conclusions importantes pour la mobilisation ou la concentration de l'armée étrangère. De même, les rapports des grosses entreprises métallurgiques ou chimiques, des chantiers de constructions navales, des usines d'aéronautique, donneront d'utiles indications sur leur capacité de production, sur les commandes passées par le gouvernement, ne serait-ce que leur importance financière. Toutes ces indications seront classées dans la rubrique « plan d'armement » ou « mobilisation industrielle ».

Ainsi toutes les publications officielles ou privées, périodiques ou non, constitueront une importante source d'informations pour les attachés militaires.

C'est par l'observation personnelle qu'ils complèteront leur documentation. Et ceci ne sera pas une des parties les moins importantes de leur mission. Cette observation pourra s'exercer lors des invitations officielles qui leur seront adressées, ou qu'ils auront sollicitées, d'assister à des manœuvres ou à des prises d'armes, ou encore de visiter certains établissements militaires.

Au cours des manœuvres, les attachés militaires pourront

« qu'elle doit suivre, quand il s'agit d'informations militaires. Il faut qu'elle
« s'impose, sur certaines questions, la plus grande réserve sous peine de devenir
« un auxiliaire précieux pour l'étranger. »

D'autre part, le 9 août 1911, M. Messimy, alors ministre de la guerre, adressait à ses services, la circulaire suivante visant à empêcher certaines indiscretions par la presse :

« Il a été constaté que des renseignements d'ordre militaire sont communiqués presque journellement à la presse.

« Cette publication est très regrettable et peut avoir de graves inconvénients pour le service.

« Le Ministre interdit formellement de pareils errements et rappelle que
« toute communication à faire à la presse de quelque nature qu'elle soit, ne
« doit parvenir aux organes de publicité que par l'intermédiaire du cabinet
« civil et après visa du chef du cabinet militaire... » (R. Mennevée, *op. cit.*, Tome I, p. 92.)

être à même, si on veut bien leur en laisser la faculté, de se rendre compte de la valeur des cadres et de la troupe, des capacités des généraux et des états-majors, des aptitudes manœuvrières des unités, des escadres ou des formations d'aéronautique, des conditions d'emploi des moyens de combat nouvellement adoptés.

A ces observations pour ainsi dire officielles viendront s'ajouter celles qu'ils feront au cours de voyages dans le pays comme simples touristes. Sans se départir, à un seul moment, de la correction que leur impose leur situation officielle, ils pourront rassembler d'utiles renseignements. Un simple déplacement en chemin de fer ou en automobile, par exemple, peut donner des résultats importants. Des travaux de doublement ou de quadruplement de voies, de gros chantiers ouverts dans des gares d'intérêt secondaire, l'établissement du *block-system* sur certains tronçons de voie ferrée, fourniront à un observateur averti des indications sur les mesures prévues pour la mobilisation ou la concentration des troupes au début d'une guerre : les travaux dont il s'agit, ont, en effet, pour conséquence d'augmenter de façon sensible le débit des voies ferrées, et cette augmentation de débit peut ne pas être toujours justifiée par des nécessités économiques. Les observations faites au cours de ses déplacements serviront enfin à l'attaché militaire à mettre à jour, si besoin est, les cartes du pays où il réside.

En période de tension politique, la présence soit de troupes à proximité de quais militaires d'embarquement, soit simplement de trains déjà formés le long de ces quais, sera encore un indice précieux pour l'attaché militaire. C'est ainsi que l'attaché militaire russe à Athènes, rejoignant son poste à travers l'Allemagne, informait l'ambassadeur de Russie, à son passage à Berlin, le 30 juillet 1914, de tout ce qu'il avait remarqué dans son voyage : « Il avait vu de grands rassemble-
« ments de réservistes dans les gares de Prusse orientale ; il
« avait observé en cours de route des trains entièrement mili-
« taires, se dirigeant vers l'Est comme vers l'Ouest. Tout cela
« ne pouvait s'expliquer que par une mobilisation en voie
« d'exécution, sinon par le début d'une concentration de
« troupes. » (23)

De même, au cours du voyage que l'attaché militaire effectuera pour retourner dans son pays après une rupture des relations diplomatiques entre les deux Etats, il pourra recueillir

(23) Général Youri Danilov, *La Russie dans la Guerre mondiale*, p. 41.

lir des indications sur les premières mesures de mise en état de défense du pays étranger. Et cette façon d'agir sera tellement naturelle pour l'attaché militaire, que le gouvernement étranger s'efforcera de l'empêcher de faire des observations de valeur, ou même essaiera de l'induire en erreur. C'est ainsi que le capitaine du paquebot qui devait conduire en Hollande, au début d'août 1914, le personnel de l'ambassade d'Allemagne à Londres, reçut l'ordre de manœuvrer son bâtiment comme s'il suivait un chemin très compliqué dans un champ de mines. Le capitaine joua fort bien son rôle et intrigua tout particulièrement l'attaché naval (24).

A ces diverses sources d'informations, il faut ajouter enfin les conversations que l'attaché militaire pourra avoir à titre officiel ou à titre privé.

Au cours des visites qu'il fera à certaines personnalités militaires, il pourra dans les échanges de vues intervenus, trouver d'importants éléments de travail.

Parmi les conversations privées, on doit mentionner celles que l'attaché militaire tiendra, au cours de la vie mondaine, avec certains officiers ou fonctionnaires de l'Etat étranger, voire même de simples personnalités civiles. Sans que ni les uns ni les autres ne commettent d'indiscrétions, il sera à même d'obtenir des renseignements intéressants, soit par leur nouveauté, soit simplement parce qu'ils lui permettront de corroborer d'autres informations.

Des entretiens avec quelques-uns de ses collègues pourront aussi lui être fort utiles. Les attachés militaires accrédités dans une même capitale, ont assez souvent l'occasion de nouer entre eux des relations plus ou moins amicales, et certains d'entre eux s'accordent pour se communiquer réciproquement divers renseignements. Cela a été notamment le cas vers 1890 pour le capitaine Borup, attaché militaire américain à Paris et un attaché militaire de la Triplice (25); au moment de l'affaire Dreyfus, pour le colonel de Schwartzkoppen et le colonel italien Pannizardi (26); avant la Guerre, pour l'amiral de Faramond, attaché naval auprès des ambassades de France à Berlin et à Vienne, et l'attaché naval italien dans les mêmes capita-

(24) Sir Roger Keyes (Amiral de la Flotte) : *Des Bancs de Flandre aux Dardanelles* (1910-1915). Traduction Henri Thies, p. 42.

(25) M. Marcel Sembat, *Chambre des députés* : Séance du 11 mars 1899 (*Débats parlementaires* : p. 792 et suivantes).

(26) *Les carnets de Schwartzkoppen, op. cit.*, p. 41.

les (27), ainsi qu'à Sofia pour l'attaché militaire serbe et l'attaché militaire russe (28). Ces quelques exemples montrent que cette source de renseignements a été loin d'être négligée par les attachés militaires, et il est vraisemblable qu'il en est encore de même à l'heure actuelle.

Il faut peut-être ajouter à ces divers moyens d'information ceux qui pourront résulter des conférences périodiques tenues entre certains attachés militaires d'un même pays, accrédités dans diverses capitales. Ces conférences auront lieu, le plus souvent, au ministère même dont les attachés militaires dépendent (29). Cependant, si les communications avec leur propre pays sont trop longues, les attachés militaires accrédités dans des Etats relativement voisins, pourront tenir ces conférences dans l'un de ceux-ci. Le cas s'est présenté au début de décembre 1935, pour les différents attachés militaires japonais accrédités en Europe, qui se sont réunis à Berlin, en vue d'examiner la situation militaire des pays européens et celle de l'Extrême-Orient (30).

* *

Ainsi les attachés militaires pourront parfaitement remplir la mission d'information qui leur est confiée en n'employant que des moyens licites (31), et sans avoir recours à des procédés indéliçats, relevant de l'espionnage.

Il ne faudrait pas cependant en conclure que les attachés militaires n'auront pas de rapports avec le service des renseignements de leur pays et ne seront pas au courant de l'activité déployée par ce service. Bien au contraire, le ministère dont ils relèvent, doit leur communiquer toutes les informations qu'il possède, quelle qu'en soit la source, afin de leur permettre de compléter leur documentation et, au besoin, de confronter ces informations avec leurs propres observations, afin d'estimer la valeur des unes et des autres (32).

(27) Amiral de Faramond, *op. cit.*, p. 30.

(28) Général Max Ronge : *Les maîtres de l'espionnage*. Traduction du lieutenant-colonel Waechter, p. 128.

(29) Ainsi les attachés militaires allemands à l'étranger ont été convoqués au Reichkriegsministerium pour présenter leurs rapports au chancelier Hitler (*Le Temps*, 17 décembre 1936).

(30) *Le Temps*, 12 novembre et 1^{er} décembre 1935.

(31) Il faut toutefois faire quelques réserves sur l'échange des renseignements entre les attachés militaires des différentes puissances. Cette question sera examinée au chapitre IV (p. 108).

(32) Colonel von Walzel. *Un service d'espionnage : Souvenirs de quatorze années au service des renseignements austro-hongrois* (1905-1918). Traduction du commandant G. Lepage, p. 163.



L'attaché militaire représentant l'armée nationale à l'étranger

L'attaché militaire doit aider le ministre public à représenter dignement son pays. Lors d'une solennité militaire, il est à même de tenir ce rôle « avec plus d'éclat et de compétence » (33), que l'agent diplomatique lui-même.

Aussi, les attachés militaires assistent-ils fréquemment à de nombreuses cérémonies militaires. Avant la guerre, les attachés militaires à Saint-Petersbourg étaient même présents à la parade hebdomadaire de la garde montante (34). A Berlin, Guillaume II ne manquait jamais de les convoquer aux prises d'armes qui avaient lieu à l'occasion du serment des recrues ou des fêtes des divers régiments de la garde (35).

Les attachés militaires prennent part, comme les agents diplomatiques, aux fêtes publiques et nationales, à condition que ces fêtes n'aient pas un caractère blessant pour leur propre pays. C'est ainsi qu'il était d'usage avant la guerre pour l'attaché militaire et l'attaché naval français à Berlin de quitter l'Allemagne durant la première semaine de septembre, afin de ne pas avoir à assister à la revue du « Sedantag » (36).

Les attachés militaires participent à tous les événements heureux ou malheureux de la vie du pays où ils sont accrédités. Si un deuil vient frapper l'armée, la marine ou l'aéronautique du pays étranger, par exemple décès d'un grand chef, accident grave ou catastrophe ayant causé de nombreuses victimes, l'attaché militaire, naval ou aéronautique, suivant le cas, en avise immédiatement son gouvernement et va présenter les condoléances de l'armée qu'il représente au ministre de la guerre, de la marine ou de l'air (36 bis).

Les attachés navals ou aéronautiques peuvent aussi être chargés, par les ministres de la marine ou de l'air, de remercier le gouvernement étranger de la solidarité internationale ma-

(33) Jean Roederer, *op. cit.*, p. 43.

(34) Colonel Wellesley, *op. cit.*, p. 10.

(35) Amiral de Faramond, *op. cit.*, p. 24.

(36) *Ibid.*, p. 11.

(36 bis) Cf. par exemple, la démarche entreprise auprès du ministère de la défense nationale de Belgique, par le général Riedinger, attaché militaire français, à la suite de l'explosion de Brasschaët, où plusieurs officiers belges trouvèrent la mort (*Le Temps*, 27 février 1937).

nifestée en faveur de quelque bâtiment de guerre ou de quelque aéronef militaire de leur pays : secours prêtés lors d'un naufrage ou d'un accident d'aviation, aide apportée par les arsenaux ou établissements étrangers pour la réparation d'avaries survenues en cours de voyage (37).

Ainsi, par les démarches de courtoisie qu'ils entreprennent en ces occasions, les attachés militaires contribuent à entretenir de bonnes relations entre les armées des deux pays.

Les attachés militaires sont très souvent priés de suivre des manœuvres ou des exercices importants et d'assister à certaines expériences.

Les attachés navals embarquent parfois à bord de certaines unités de la flotte effectuant des manœuvres en haute mer (38); ils peuvent également être invités au lancement d'un navire de guerre. En l'absence d'un attaché naval dans la mission diplomatique d'un pays, ce rôle peut incomber à l'attaché militaire : ce fut le cas pour le colonel Wellesley, attaché militaire de Grande-Bretagne à Saint-Pétersbourg, qui assista aux opérations de mise à l'eau du premier « cuirassé circulaire » russe à l'arsenal de Nicolaïeff (39).

En plus de ces missions de pure représentation, qui, d'ailleurs, leur permettent de remplir leur rôle d'informateur, les attachés militaires ont des relations fréquentes avec les ministères chargés de la défense nationale, notamment pour demander, en faveur de certains officiers de leur pays, l'autorisation d'assister à des manœuvres, de visiter certains établissements militaires, d'effectuer un stage dans l'armée étrangère, ou de suivre les cours d'une école militaire.

Si le gouvernement de l'attaché militaire désire recevoir une mission chargée d'instruire ses cadres ou certaines de ses unités, d'organiser des armes ou des services nouvellement créés, c'est cet officier qu'il charge d'entreprendre les pourparlers nécessaires, de discuter des modalités du contrat à passer et de régler avec le ministère compétent tous les détails concernant la mise sur pied de la mission. Cependant, c'est le ministre public qui signe le contrat soit avec le gou-

(37) Une pareille mission incombait à l'attaché naval allemand en France, à la suite du séjour des torpilleurs *Wolf* et *Jaguar* dans le port de Brest. (Cf. la presse française du 20 décembre 1936).

(38) Cf. *Le Temps* : 25 mars 1936 : visite à Toulon du prince Bertil de Suède et du capitaine de corvette Anderberg, attaché naval de Suède à Paris.

(39) Colonel Wellesley, *op. cit.*, p. 143.

vernement étranger s'il s'agit d'une mission collective, soit avec le ou les officiers intéressés, s'il s'agit de missions individuelles.

En ce qui concerne les attachés navals et les attachés de l'air, il peut leur incomber, dans certains cas, de préparer les escales dans le pays étranger des bâtiments ou des escadres de leur pays, et de demander des autorisations de survol pour les aéronefs militaires.

D'autre part, les attachés militaires peuvent avoir, avec certaines hautes personnalités militaires étrangères, le plus souvent le chef d'état-major général ou ses adjoints, des entretiens au sujet du concours militaire que pourraient s'apporter l'un et l'autre Etats.

Ainsi, les attachés militaires anglais à Bruxelles, le lieutenant-colonel Barnardiston en 1906, le lieutenant-colonel Bridges en 1912, s'informèrent, le premier auprès du général Ducarne, le second auprès du général Jungbluth, tous deux chefs d'état-major de l'armée belge, des effectifs dont pouvait disposer la Belgique en vue de sa défense, et firent connaître à ces officiers généraux que l'Angleterre était disposée à débarquer en territoire belge un corps expéditionnaire au cas où la Belgique serait attaquée. De nombreuses questions d'ordre technique furent examinées au cours de ces conversations : lieux de débarquement, réquisitions, transports, etc... Les deux attachés militaires eurent soin de fixer le caractère technique de l'échange de vues intervenu, en déclarant que le gouvernement anglais n'était pas lié par ces conversations (40).

(40) Cf. Baron Beyens : *La neutralité belge et l'invasion de la Belgique. (Revue des Deux Mondes, 1915, p. 724 et suiv.)*. — Emile Brunet : *Calomnies allemandes* : « les conventions anglo-belges ». — Hymans : préface de la brochure, *La Neutralité de la Belgique*, p. 10 et suiv. — A. Mérignac et E. Lemonon : *Le droit des gens et la guerre de 1914*, p. 327. — Renault : *Les premières violations du droit des gens par l'Allemagne : Luxembourg et Belgique*, p. 69 et suiv. — Ch. de Visscher : *La Belgique et les juristes allemands*, p. 93 et suiv. — E. Waxweiler : *La Belgique neutre et loyale*, p. 175 et suiv. — A. Weiss : *La violation de la neutralité belge et luxembourgeoise par l'Allemagne*, p. 25 et suiv.

Par ailleurs, il convient de signaler qu'au cours de son entretien avec le général Ducarne, le colonel Barnardiston insista sur la nécessité impérieuse pour la Belgique de se tenir au courant de ce qui se passait dans les pays rhénans voisins. Le chef d'état-major général lui fit remarquer que la Belgique n'entretenait pas d'attachés militaires à l'étranger. Dans le rapport qu'il adressait ensuite au ministre de la défense nationale, le général Ducarne croyait « de son devoir de signaler cette situation qui mettait la Belgique en état « d'infériorité flagrante vis-à-vis de ses voisins, ennemis éventuels ».

Si l'on songe que la Belgique n'a nommé des attachés militaires à l'étranger qu'à partir de 1913, les entretiens des attachés militaires anglais ont été peut-être une des causes déterminantes de ces nominations.

Un autre exemple de ce genre d'entretiens peut être trouvé dans la démarche entreprise en 1912 auprès de l'Amirauté anglaise par l'attaché naval de Russie : cet officier s'enquit de l'aide que l'Angleterre pourrait apporter à son pays pour la défense des côtes de la Baltique, au cas où la France serait attaquée et où par conséquent, le *casus foederis* jouerait pour la Russie (41).

Les divers attachés militaires participent parfois à des conférences d'état-major, c'est-à-dire à ces conférences qui sont tenues pour régler, dès le temps de paix, les modalités de la coopération de deux armées alliées. Ainsi, les principes fondamentaux de la convention militaire conclue en 1892 entre la France et la Russie étaient périodiquement revus en conférence par les chefs d'état-major des deux pays alliés. Les procès-verbaux de ces conférences étaient dressés par l'attaché militaire, français ou russe suivant le cas, qui servait de secrétaire à la réunion (42). Peut-être en est-il de même à l'heure actuelle pour les conférences tenues par les états-majors de la Petite-Entente ou de l'Entente balkanique.

Pendant le mois qui précéda l'entrée en guerre de l'Italie, le général Youri Danilov, quartier-maître général des armées russes et le colonel Repolo, attaché militaire italien à Saint-Petersbourg, discutèrent des conditions de la coopération des deux armées russe et italienne. Le colonel Repolo, en vertu d'une autorisation spéciale de son gouvernement, signa pour l'Italie, la convention militaire du 21 mai 1915 qui mit fin à ces discussions (43).

Lors des conversations d'état-major qui eurent lieu à Londres en avril 1936, il ne paraît pas que les attachés militaires français ou belge en Angleterre y aient participé officiellement. Sans doute ont-ils assisté de leurs conseils les missions militaires envoyées par la France et la Belgique (44), mais ils n'ont pas eu, en cette occasion, à représenter leur état-major auprès de l'armée britannique. Cependant, ces conversations rentraient parfaitement dans le cadre de leurs attributions. S'il n'en a pas été ainsi, c'est que vraisemblablement, le gouvernement français et le gouvernement belge en envoyant des missions spéciales, ont voulu donner plus de poids aux décisions qui seraient prises par les trois états-majors.

(41) Général Youri Danilov : *Le premier généralissime des armées russes : le grand-duc Nicolas*, p. 19.

(42) *Ibid.*, p. 16 ; et du même auteur : *La Russie dans la Guerre mondiale*, p. 113.

(43) Youri Danilov : *Le grand-duc Nicolas*, p. 166, 167.

(44) *Le Temps*, mars, avril 1936.

Enfin, les attachés militaires peuvent être chargés de représenter leur gouvernement au sein de certaines commissions internationales d'enquête. Ainsi, le gouvernement italien, dans l'ultimatum qu'il adressait à la Grèce, le 29 août 1923, à la suite de l'assassinat de la mission du général Tellini, demandait « que la plus sévère enquête soit poursuivie par les autorités grecques sur les lieux du massacre, avec l'assistance de l'attaché militaire royal italien... » (45).

Telles sont les attributions des attachés militaires en tant que représentants de leur armée à l'étranger. On voit que ces attributions sont très voisines de celles des agents diplomatiques. Si les attachés militaires n'ont pas, sans autorisation spéciale, qualité pour engager leur gouvernement, ils ont, cependant, des entretiens avec les chefs de l'armée et conduisent avec ceux-ci, des négociations techniques, absolument de la même façon que les ambassadeurs avec les ministres des affaires étrangères. En outre, leur mission de pure représentation est particulièrement importante. Le qualificatif de « diplomate militaire », qui leur a parfois été attribué (46), est donc parfaitement justifié.

*
**

L'attaché militaire représentant du commandement à l'étranger

Il appartient d'une façon générale aux représentants diplomatiques « d'exercer sur leurs nationaux un droit naturel de surveillance et de contrôle, qui se traduit, au besoin, par des admonestations adressées à ceux d'entre eux qui, par leur conduite privée, par des intrigues politiques, compromettent l'intérêt ou l'honneur de leur patrie, ou qui, en troublant la tranquillité du pays où ils se trouvent, s'exposeraient à des mesures répressives échappant à l'intervention diplomatique » (47).

Les militaires de tout grade qui se trouvent dans un pays étranger, sont, pour le chef de mission, des nationaux d'une essence particulière.

(45) Karl Strupp : *L'incident de Janina entre la Grèce et l'Italie*. (*Revue générale du droit international public*, 1924, p. 255).

(46) Notamment par le baron de Szilassy, *op. cit.*, p. 196.

(47) Charles Calvo : *Le droit international théorique et pratique*, Tome III, n° 1.362.

En effet, « la haute mission incombant à l'armée, impose « à tous ceux qui ont l'honneur de porter l'uniforme, une correction de tenue extérieure, une attitude, en toute occasion, « ne permettant de donner prise ni à un soupçon, ni à une « critique » (48).

Les militaires doivent donc, encore moins que leurs compatriotes séjournant comme eux à l'étranger, compromettre l'intérêt ou l'honneur de leur pays, et en particulier l'honneur de l'armée à laquelle ils appartiennent. Ce devoir est des plus impérieux pour les officiers, en raison des fonctions dont ils sont investis dans leur patrie.

L'attaché militaire doit donc veiller à ce que la conduite à l'étranger des officiers, sous-officiers et hommes de troupe, ne donne lieu à la moindre doléance de la part des autorités étrangères. Dans le cas contraire, il lui appartient de prendre les sanctions nécessaires. Il ne peut s'agir d'ailleurs que des militaires isolés : en effet, ceux qui se trouvent à l'étranger en unités constituées (corps de troupe, équipages de navires ou d'escadres aériennes, missions militaires diverses), restent soumis à l'autorité de leurs chefs directs.

C'est donc pour permettre à l'attaché militaire d'exercer le droit de surveillance et de contrôle qui lui incombe, que les règlements militaires de la plupart des pays imposent aux officiers se rendant en permission à l'étranger, l'obligation de se présenter à l'attaché militaire, s'ils séjournent dans le lieu de sa résidence, ou de lui rendre compte de leur arrivée, dans le cas contraire. Les sous-officiers et hommes de troupe font généralement viser leurs permissions par les agents consulaires de leur pays, qui peuvent ainsi aviser l'attaché militaire de leur présence.

Les officiers en mission officielle dans le pays étranger sont généralement placés sous les ordres de l'attaché militaire : c'est à ce dernier qu'il incombe en particulier, de les « noter » et c'est lui qui détient leur « dossier du personnel » (49), à condition bien entendu que les officiers en question soient moins anciens que l'attaché militaire. Parmi ces officiers, se trouvent ceux qui sont mis à sa disposition pour le seconder

(48) *Règlement français du service dans l'armée*, 1^{re} partie : *Discipline générale* (décret du 1^{er} avril 1933, article 24).

(49) France. Instruction du 22 juillet 1933, art. 88, tableau B. (*Bulletin officiel du ministère de la guerre*. Edition méthodique : volume 74).

La réglementation est analogue pour les officiers allemands et italiens détachés à l'étranger (Renseignements communiqués par les attachés militaires allemand et italien à Paris).

dans ses fonctions (attachés militaires adjoints et « officiers adjoints ») et les officiers détachés individuellement en mission à l'étranger

L'attaché militaire est aussi chargé de présenter les officiers en mission au représentant diplomatique, ainsi qu'à certaines personnalités militaires étrangères.

Tels sont les cas où l'attaché militaire agit comme représentant de l'autorité militaire. On doit remarquer que pour ce qui est des attachés militaires français, ceux-ci n'ont qu'une partie des attributions de l'autorité militaire, puisqu'ils n'exercent aucun pouvoir disciplinaire sur les missions militaires autres que les missions individuelles, et que toutes les questions concernant les militaires des réserves (ordres de mobilisation, de rappel, de convocation, déclarations de changement de résidence, etc...) ou les jeunes gens ayant atteint l'âge du service militaire, sont du ressort des agents consulaires français (50).

*
**

Rôle de l'attaché militaire d'une puissance belligérante

L'état de guerre, par les transformations qu'il entraîne, tant dans la vie du pays belligérant que dans les relations internationales, a également des répercussions importantes sur le rôle des attachés militaires. Sans doute, ceux-ci continuent-ils d'une façon générale à remplir, en temps de guerre, les mêmes fonctions qu'en temps de paix ; cependant des attributions nouvelles peuvent leur incomber. C'est celles-ci qui vont maintenant être examinées. On distinguera toutefois deux cas : celui où l'attaché militaire est accrédité auprès d'une puissance alliée de son pays et celui où cet officier réside dans un pays neutre.

* *

Le représentant militaire d'un Etat auprès d'une puissance alliée sera chargé de « questions administratives qui n'ont rien de commun avec sa tâche diplomatique ordinaire » (51).

(50) Loi du 31 mars 1928, relative au recrutement de l'armée, articles 48 et 55.

(51) Baron J. de Szilassy, *op. cit.*, p. 200.

Il sera occupé par des questions de liaison, d'échange de troupes ou de navires de guerre, de matériel de guerre et de ravitaillement.

La liaison entre les armées alliées prend une importance particulière.

Tout d'abord, l'attaché militaire pourra avoir à transmettre à son gouvernement certaines communications du ministre de la guerre allié. C'est ainsi qu'en 1914, M. Messimy témoignait au comte Ignatieff, attaché militaire de Russie à Paris, l'espoir de voir la Russie diriger la totalité de ses efforts contre l'Allemagne et traiter en conséquence l'Autriche comme une quantité négligeable (52).

Il arrivera fréquemment à l'attaché militaire d'avoir à représenter l'état-major de son pays au quartier général de l'armée alliée. Ce fut le cas pour la plupart des attachés militaires des deux partis belligérants, au début de la Guerre mondiale. Mais, afin de mieux coordonner les opérations, les puissances de l'Europe centrale d'abord, celles de l'Entente ensuite, nommèrent aux divers grands quartiers généraux, à la place des attachés militaires, ou en plus de ceux-ci, des représentants militaires auxquels leur grade et leur passé militaire conféraient plus d'autorité. Certains attachés militaires furent cependant maintenus dans leurs fonctions auprès des grands quartiers, tels les attachés militaires allemands et autrichiens à Constantinople et à Sofia, les attachés militaires français, italien et serbe, à l'état-major du généralissime russe (53).

L'attaché militaire, en tant que représentant de son pays au grand quartier général allié, devra assurer la liaison et maintenir de bonnes relations entre les grands organes de commandement des deux pays, rendre compte des événements, afin d'attirer l'attention sur les mesures et les incidents qui lui paraîtraient contraires aux intérêts de son pays (54).

L'attaché militaire pourra également intervenir dans la coordination des opérations des deux armées alliées, soit qu'il soit chargé de discuter les modalités de cette opération avec l'état-major allié, soit qu'il participe aux conférences militaires ayant le même objet. Ainsi, le 5 août 1914, le ministre de la défense nationale de Belgique faisait demander à l'attaché militaire

(52) Général Youri Danilov : *La Russie dans la guerre mondiale*, p. 179.

(53) *Ibid.*, p. 172. — *Almanach de Gotha* de 1914 à 1918. — Général A. von Cramon : *Quatre ans au G.Q.G. austro-hongrois comme représentant du G.Q.G. allemand* (traduction capitaine Koeltz).

(54) Général A. von Cramon, *op. cit.* p. 16.

français de préparer sans retard la coopération et le contact des troupes françaises avec les troupes belges (55). Plus tard, aux conseils militaires interalliés tenus à Chantilly, puis à Versailles, certaines puissances étaient fréquemment représentées par leurs attachés militaires en France, notamment l'Italie, la Russie et la Serbie (56).

Les échanges de troupes et de matériel de guerre seront aussi du ressort de l'attaché militaire, qui pourra être chargé de régler avec les ministères des pays alliés ou le quartier général suivant le cas, toutes les mesures de détail. C'est ainsi qu'en octobre 1914, le gouvernement français ayant exprimé le désir d'envoyer le sous-marin *Gustave-Zédé* dans la mer du Nord, l'attaché naval français à Londres proposa de placer le bâtiment sous les ordres du commodore sir Roger Keyes, commandant la flottille de la mer du Nord (57).

Enfin, l'attaché militaire pourra avoir à s'occuper de l'achat de matériel de guerre à l'industrie privée ou aux arsenaux du pays allié.

Ces quelques exemples montrent donc qu'en temps de guerre, le rôle de l'attaché militaire, agissant comme représentant de son armée auprès d'une puissance alliée, prend le pas sur toutes ses autres attributions. Et il n'y a, en cela, rien d'anormal, l'alliance entre les deux pays entraînant une union des plus intimes entre les deux armées, union rendue indispensable par la nécessité de tendre les efforts militaires des deux Etats vers le succès commun.

* *

Toute autre est la conséquence de l'état de guerre sur le rôle de l'attaché militaire accrédité auprès d'une puissance ayant manifesté son intention de ne pas prendre parti dans le conflit. Les fonctions d'informateur deviennent alors primordiales.

L'attaché militaire doit tout d'abord rendre compte des mesures prises par le pays neutre pour faire respecter sa neutralité par les belligérants ; il doit également s'efforcer de déceler parmi les modifications apportées à l'organisation de l'armée ou à l'ordre de bataille, celles qui pourraient être l'indice d'un abandon prochain de la neutralité en faveur du belligérant ennemi.

(55) E. Waxweiller : *op. cit.* p. 154.

(56) Général Youri Danilov : *La Russie dans la guerre*, p. 448.

(57) Sir Roger Keyes : *op. cit.* p. 88.

Mais c'est surtout les renseignements concernant ce belligérant qui retiendront toute l'attention de l'attaché militaire. En particulier, l'officier accrédité dans un Etat neutre, voisin du théâtre d'opérations, sera mieux placé que quiconque pour recueillir ces renseignements, et les continuer durant toutes les hostilités. Il récoltera et transmettra tous les bruits en circulation, et pourra entrer utilement en rapports avec les gens venant du pays ennemi (58).

Aussi arrivera-t-il fréquemment que l'on confie les postes d'attaché militaire dans les pays neutres à des officiers accrédités dans le pays ennemi avant le début des hostilités, et par conséquent très au courant de son organisation militaire. L'amiral de Faramond, attaché naval à l'ambassade de France à Berlin, de 1910 à 1914, fut ainsi chargé, pendant toute la durée de la Guerre mondiale, des mêmes fonctions auprès des missions diplomatiques françaises accréditées dans les Pays Scandinaves (59).

Quels sont les renseignements que l'attaché militaire accrédité auprès d'une puissance neutre devra rassembler ? La définition donnée du « renseignement » par *l'Instruction française* du 2 novembre 1922 *sur la recherche et l'interprétation des renseignements* répond à la question (60) : il s'agit de « tout document, de tout fait, de toute observation de quelque nature qu'ils soient, pouvant aider à la connaissance de l'ennemi et du théâtre d'opérations ». La mission de l'attaché militaire lui sera grandement facilitée par les questionnaires, parfois très précis, que lui adressera son gouvernement (61).

Pendant la dernière guerre, les attachés militaires des di-

(58) Général Lewal : *Etudes de guerre : tactique des renseignements*, Tome I, p. 72.

(59) Amiral de Faramond : *op. cit.* Préface de J. Cambon, p. IX.

(60) *Annexe n° 4 à l'Instruction provisoire sur l'emploi tactique des grandes unités* du 6 octobre 1921.

(61) On peut citer, par exemple, les sept points d'interrogation posés fin 1917, par le G.Q.G. allemand au colonel von Kalle, attaché militaire à Madrid :

I. — Appréciation de la situation par les Français et les Anglais. Où l'offensive allemande est-elle attendue ?

II. — Procède-t-on à des remaniements de formations ? Où sont les réserves importantes ?

III. — A-t-on retiré des troupes d'Italie ?

IV. — Où se trouvent les positions stratégiques à l'arrière ? Sur quels points a-t-on prévu des constructions en janvier et en février ?

V. — Les Français ont-ils projeté une opération qui précéderait une offensive allemande possible ?

VI. — Etat d'esprit de l'armée et du peuple. Situation du gouvernement.

VII. — Donner des informations aussi précises que possible sur l'effectif, la valeur et les groupements des troupes américaines en France.

(P. Louis Riviére : *Un centre de guerre secrète : Madrid (1914-1918)*, p. 64.)

verses puissances belligérantes, en résidence dans les pays neutres, ont fait parvenir à leurs gouvernements des informations des plus variées et du plus grand intérêt. Ils ne faisaient en cela que suivre l'exemple de leurs aînés.

En effet, l'attaché militaire russe en Prusse, pendant la guerre de Crimée, et l'attaché prussien à Londres en 1866, renseignaient le ministère de la guerre de leur pays sur les dispositions prises par l'armée ennemie (62).

Pendant la guerre de 1870, « c'est un journal de Paris lu en Angleterre, et dont le contenu fut notifié télégraphiquement aux Allemands, qui leur fournit la première nouvelle de la marche, déjà commencée, de l'armée du maréchal de Mac-Mahon de Reims vers l'Est. On n'en soupçonnait rien au grand quartier général allemand » (63). L'attaché militaire prussien à Londres fut sans doute à la source de ce renseignement capital. D'autre part, c'est peut-être pour éviter que l'attaché militaire français à Vienne n'obtienne du gouvernement autrichien des renseignements trop précis sur les dispositions et les projets de l'armée allemande, que le gouvernement prussien refusa l'accès de son quartier général au colonel Welsersheim, attaché militaire de la Double Monarchie à Berlin (64).

Les renseignements transmis par un attaché militaire au début d'une campagne, sont reçus avec d'autant plus d'intérêt par l'état-major, que le service de renseignements dans le pays ennemi n'aura pas encore eu le temps de fonctionner. Ainsi, jusqu'au milieu d'août 1914, la « Direction suprême » se fia à des renseignements qui lui étaient transmis par le major von Bismarck, attaché militaire à la légation d'Allemagne à Berne (65).

Pour remplir son rôle d'informateur sur l'armée ennemie, l'attaché militaire disposera tout d'abord de la presse neutre ou ennemie. Certaines publications officielles du pays neutre pourront même faciliter sa tâche. C'est ainsi que pendant la guerre, l'état-major de l'armée suisse ayant publié à l'usage de ses officiers, un bulletin de renseignements périodique, contenant des informations de presse bien choisies ainsi que des rapports ou autres nouvelles de caractère politique et militaire re-

(62) *L'espionnage et le contre-espionnage pendant la Guerre mondiale, d'après les archives militaires du Reich*. Traduction Lacaze. Tome II : *Genèse de l'espionnage*, par le général Hugo Kerchwawe, p. 38. — Cf. également pour la guerre de 1866 : Général Lewal : *op. cit.* Tome I, p. 66.

(63) Général Lewal : *Ibid.*

(64) Général Max Ronge : *Espionnage*, p. 11.

(65) Colonel Pugens : *La manœuvre de Lorraine* (*Revue militaire française*, novembre 1934).

cueillies par des hommes de confiance, les attachés militaires allemand, le major von Bismarck, et autrichien, le colonel von Einem, purent se faire communiquer régulièrement ce bulletin par deux officiers suisses, le colonel Egli, sous-chef d'état-major, et le colonel von Wattenwyl, adjoint au chef d'état-major. Ces bulletins de renseignements donnèrent aux attachés militaires en question de précieuses indications qu'ils n'auraient pu trouver ailleurs. Ils eurent ainsi connaissance du rapport d'un officier d'état-major suisse « qui, sur l'invitation personnelle du général Cadorna, avait visité tout le front italien de l'Isonzo à la frontière suisse et avait rédigé ses impressions accompagnées de beaucoup de détails sur les forces italiennes, les numéros des régiments, le nombre de canons, les approvisionnements en munitions, etc... » Si l'Autriche avait eu « la possibilité d'envoyer dans le camp italien un de ses officiers d'état-major, il n'aurait certainement pas mieux rempli sa mission, car le rapport était accompagné de croquis indiquant les emplacements des postes de commandement, des canons lourds, des camps d'aviation, des routes et des chemins de fer de campagne »... (66).

La nécessité pour les attachés militaires accrédités dans un pays neutre, d'obtenir des informations sur l'ennemi les amènera presque obligatoirement à entrer en relations avec le service d'espionnage organisé dans le pays ennemi, voire même à le diriger. C'est ce qu'ont fait, pendant la Guerre mondiale, la plupart des attachés militaires des puissances belligérantes, accrédités en Espagne, en Hollande, dans les Etats Scandinaves et

(66) Colonel von Walzel : *op. cit.* p. 130.

Il convient de signaler à ce sujet, qu'un décrypteur originaire de la Suisse romande, ayant déchiffré, pour le compte de l'état-major fédéral, les dépêches de l'attaché militaire allemand, constata que celles-ci contenaient des renseignements que seul un officier de l'état-major fédéral avait pu communiquer, et il fit part de ses constatations au directeur de la *Gazette de Lausanne* qui, « dans son indignation patriotique », en appela au Conseil fédéral. Une enquête eut lieu, et les deux colonels suisses furent traduits en conseil de guerre. Ils admirent qu'ils avaient pratiqué un certain échange de renseignements avec le major von Bismarck, dans l'intérêt bien compris de la défense de leur pays. Le conseil de guerre acquitta les deux inculpés du chef de trahison, estimant qu'il y avait simplement eu de leur part violation de la neutralité, et que cette violation ne comportait pas de sanctions judiciaires. Les deux officiers durent, toutefois, quitter l'armée. (*L'espionnage et le contre-espionnage*, *op. cit.*, tome I : *L'attaché militaire et le service des renseignements*, par le Lt-Colonel Otto von Bismarck, p. 90 et 91. — A. Mérignhac et E. Lemonon : *op. cit.*, p. 341, 342. — *Journal du droit international privé*, 1916, p. 1018 ; 1917, p. 1724.)

en Suisse, ainsi qu'en Bulgarie et en Roumanie (67). Certains de ces attachés militaires avaient même organisé dès le temps de paix le service des renseignements dirigé contre certains Etats, ennemis éventuels de leur pays, tels les attachés militaires autrichiens à Stockholm et à Bucarest contre la Russie, les attachés militaires russes dans les mêmes capitales contre l'Allemagne et contre l'Autriche (68).

L'attaché militaire ne doit pas se borner à recueillir des informations sur l'adversaire. Etant donné la part que les attachés militaires des puissances ennemies peuvent prendre dans l'espionnage contre son pays, il devra s'efforcer d'être, dans toute la mesure du possible, au courant de leur activité dans le pays neutre, et se trouvera ainsi conduit à coopérer, pour les surveiller, avec le service du contre-espionnage de son pays (69).

La connaissance des principales occupations des attachés militaires ennemis, et notamment de leurs entretiens ou de leurs démarches dans le pays neutre, quelques précisions sur la nature des renseignements les intéressant plus particulièrement, seront la source d'indices précieux sur les projets de l'ennemi. L'attaché militaire pourra même, et ce sera de bonne guerre, contrecarrer ses collègues ennemis dans leurs entreprises ; s'il respecte les règles du « fair play » et n'abuse pas de l'hospitalité du pays neutre, celui-ci n'aura rien à dire. Ainsi, pendant

(67) En Espagne, le colonel von Kalle, attaché militaire allemand et le capitaine de corvette von Krohn (A. Mérignhac et F. Lemonon : *op. cit.*, p. 388, 526 et suiv. — P.-L. Rivière : *op. cit.*).

En Hollande, le lieutenant-colonel autrichien von Iskovski (général Max Ronge : *Espionnage*, p. 180), l'attaché militaire anglais et le colonel russe de Maïer (colonel Nicolaï : *Forces secrètes*, Traduction Henri Thies, p. 78 et 81).

Dans les Etats Scandinaves, les attachés militaires et navals anglais et américains (colonel Nicolaï : *op. cit.*, p. 82) ; à Stockholm, en particulier le colonel autrichien Straub et le major allemand Frederici, l'attaché militaire russe (général Max Ronge : *op. cit.* p. 52).

En Suisse, les attachés militaires américain, français et russe (colonel Nicolaï : *op. cit.*, p. 73 et suiv.), italien et roumain (général Max Ronge : *Les maîtres de l'espionnage*, p. 234, 247) ; les attachés militaires allemand et autrichien (*L'espionnage et le contre-espionnage*, *op. cit.* : Tome I, p. 84 et suivantes. — Général Max Ronge : *op. cit.* p. 225. — Col. von Walzel, *op. cit.* p. 117).

En Bulgarie et en Roumanie, tant que ces puissances restèrent neutres.

(68) Général Max Ronge : *Espionnage*, p. 36, 52.

(69) Voire même avec celui du pays neutre. Le général Max Ronge raconte, en effet, que le colonel Semenoff, attaché militaire russe en Roumanie avait, avant que cette puissance n'entrât en guerre, « sù assouplir à ses fins la police » et la douane roumaines au point d'avoir réussi à faire placer en face de la « demeure de l'attaché autrichien un véritable poste d'observation tenu par « ses détectives » (*Espionnage : douze années au service des renseignements*, p. 52).

la guerre de 1866, l'attaché militaire prussien à Londres « ayant été informé que l'Autriche devait acheter en Angleterre 50.000 mousquetons à culasse, enleva de sa propre initiative 60.000 pièces en magasin, en offrant un thaler de plus que l'acheteur autrichien, bien que l'armée prussienne n'eût aucunement besoin d'armes » (70).

L'attaché militaire devra également se renseigner sur les commandes et les achats de matériel de guerre ou de matières premières effectués par le gouvernement ennemi, afin de faciliter la surveillance de la contrebande de guerre. C'est ainsi que, pendant la Guerre mondiale, le major Straub, attaché militaire autrichien à Stockholm, gêna considérablement la contrebande du matériel de guerre destiné à la Russie, en signalant aux autorités les chargements dont le transit était interdit (71).

L'attaché militaire devra encore exercer sa vigilance sur tous les faits susceptibles de constituer une violation de la neutralité par le pays où il est accrédité, notamment la non-observation des règles des conventions de La Haye de 1907, concernant les droits et les devoirs des puissances neutres en cas de guerre terrestre ou maritime. Il fera alors part de ses constatations à son chef de mission, qui pourra ainsi faire toutes représentations aux autorités du pays neutre.

Telles sont les plus importantes des conséquences apportées par l'état de guerre au rôle d'informateur de l'attaché militaire accrédité dans un Etat neutre.

Il pourra, en outre, être chargé, en tant que représentant de l'armée de son pays, de faire certaines communications d'ordre militaire aux autorités du pays de sa résidence. Ce fut, par exemple, le cas pour l'attaché militaire allemand à Athènes : celui-ci fit connaître, le 21 avril 1916, au gouvernement grec que « l'état-major allemand avait jugé nécessaire l'occupation par les troupes germano-bulgares d'une portion de territoire grec ». Il ajoutait que « cette mesure de sécurité défensive, inévitable, avait été imposée à l'état-major allemand par les dispositions prises par l'Entente en Grèce » (72).

Par ailleurs, l'attaché militaire pourra recevoir l'ordre de passer des commandes ou de procéder à des achats avec certaines usines du pays neutre, spécialisées dans les fabrications de guerre, ou de s'occuper du ravitaillement des armées ou des flottes faisant escale dans les ports neutres, à condition toute-

(70) *L'espionnage et le contre-espionnage*, op. cit. tome II, p. 38.

(71) Général Max Ronge : *Espionnage* (op. cit.), p. 87.

(72) A.-F. Frangulis : *La Grèce et la guerre mondiale*, Tome I, p. 368, 369.

fois, que cette activité soit compatible avec les principes généraux de la neutralité et la législation spéciale du pays neutre.

Enfin, si des soldats de son pays viennent à être internés dans le pays neutre, l'attaché militaire pourra avoir à régler avec le gouvernement étranger, les modalités de l'internement. De plus, il représentera vis-à-vis des militaires intéressés l'autorité militaire de son pays. A vrai dire, pendant la Guerre mondiale, le nombre des prisonniers de guerre internés dans les pays neutres, en Suisse notamment, fut si considérable que les Etats belligérants furent amenés à organiser dans leurs missions diplomatiques à Berne, un service spécial chargé des internés. Ce fut notamment le cas pour la France à partir de 1916 (73).

* *

Ainsi, en temps de guerre, suivant que l'attaché militaire sera accrédité auprès d'une puissance alliée ou auprès d'un pays neutre, ce seront ses attributions de représentant de l'armée à l'état-major, ou celles d'informateur militaire, qui prendront le plus d'importance. Cependant, dans un cas comme dans l'autre, l'attaché militaire aura encore à assumer des fonctions différentes de celles du temps de paix, mais comprises cependant dans le cadre général de ses attributions.

**

On voit donc qu'en temps de paix comme en temps de guerre, l'activité des attachés militaires, bien que touchant de très près à la défense nationale des pays étrangers, peut s'exercer dans le respect le plus absolu des devoirs de l'hospitalité et des règles universellement reconnues du droit international.

De plus, l'étendue et la variété des attributions des attachés militaires justifient pleinement la présence de pareils spécialistes dans les missions diplomatiques. Celle-ci est si nécessaire et même si indispensable que la plupart des Etats n'ont pas voulu, au moins dans les postes les plus importants, priver leurs représentants diplomatiques des services des divers attachés militaires.

(73) Georges Cahen-Salvador : *Les prisonniers de guerre*, p. 224.

Il est à remarquer toutefois qu'avant d'être confié à un officier spécialement désigné à cet effet, le service des internés avait été organisé et dirigé à l'ambassade par un diplomate. Ce service rentrait pourtant dans le cadre des attributions des attachés militaires ; ce n'est qu'en raison du nombre important des militaires internés et de l'extrême variété des occupations qui incombait à l'attaché militaire que le service en question fut confié à un officier n'ayant pas qualité d'attaché militaire.

CHAPITRE III

LES AUXILIAIRES DE L'ATTACHÉ MILITAIRE

La mission confiée à l'attaché militaire peut parfois prendre une importance telle qu'elle absorbe et au delà, l'activité d'un seul homme ; elle peut encore soulever des questions de technique spéciale qui exigent des connaissances que l'attaché militaire, malgré sa culture supérieure au point de vue militaire, peut ne pas posséder. Enfin, il est des tâches matérielles absolument indispensables qu'il est cependant inutile de faire remplir à cet officier. Toutes ces raisons motivent la mise à la disposition de l'attaché militaire de certains auxiliaires pour le seconder dans ses fonctions.

L'attaché militaire aura souvent à ses côtés un attaché militaire adjoint. Comme lui, cet officier sera accrédité auprès des autorités militaires du pays étranger. Il pourra être chargé d'étudier certaines questions ou d'effectuer certaines démarches pour son chef. Toutefois, son principal rôle consistera à le remplacer. Bref, l'attaché militaire adjoint sera, en toutes occasions, le représentant de l'attaché militaire (1).

D'autre part, un officier pourra être adjoint à l'attaché militaire pour lui servir de secrétaire. De plus, dans certaines missions un peu importantes, l'attaché militaire disposera d'officiers intitulés « adjoints à l'attaché militaire ». Ces officiers, choisis en général parmi les officiers subalternes, auront le plus souvent pour mission de suivre, pour l'attaché militaire, certaines questions techniques ; ainsi, dans diverses missions américaines, il y a un ou plusieurs officiers adjoints pour l'artillerie, ou pour l'aéronautique (2). Toutefois, les officiers adjoints à l'attaché militaire, s'ils sont généralement présentés aux auto-

(1) A noter que certaines puissances réservant le titre d'attaché militaire aux officiers généraux et aux colonels, celui d'attaché militaire adjoint aux commandants et aux officiers subalternes, ne sont parfois représentées dans certains pays que par un attaché militaire adjoint.

(2) L'emploi d'attaché de l'air n'existe pas dans les missions diplomatiques des Etats-Unis.

rités militaires étrangères, n'ont pas, en principe, qualité pour représenter leur chef.

Enfin, des sous-officiers, des hommes de troupe, et des employés civils pourront compléter le service de l'attaché militaire. Ils seront chargés des besognes matérielles, et comprendront des expéditionnaires, des dactylographes, des dessinateurs (notamment dans les services des attachés navals ou de l'air).

A ces auxiliaires permanents viendront s'ajouter les officiers envoyés en mission temporaire dans le pays étranger pour être attachés à un régiment et en suivre les manœuvres, ou fréquenter les cours d'une école militaire. Ces officiers qui, pendant la durée de leur séjour à l'étranger, sont sous les ordres de l'attaché militaire, lui rendront compte de leurs occupations et le renseigneront sur ce qu'ils ont observé.

Ainsi l'attaché militaire pourra avoir auprès de lui un véritable état-major, comprenant un chef d'état-major (l'attaché militaire adjoint), des officiers d'état-major (les « officiers adjoints ») et du personnel subalterne.

En temps de paix, le service de l'attaché militaire, dans une mission diplomatique, sera en général des plus restreints et comportera tout au plus un attaché militaire adjoint ou un officier adjoint, à l'exception toutefois de certaines missions accréditées auprès des grandes puissances militaires ou navales (3).

C'est surtout en temps de guerre que ce service prendra de l'extension, soit que l'attaché militaire réside dans un pays neutre, soit qu'il soit accrédité auprès d'une puissance alliée, auquel cas, il aura à ses côtés, « un véritable département détaché du ministère de la guerre » (4).

En plus des auxiliaires que l'attaché pourra avoir directement sous ses ordres, il disposera parfois de certains collaborateurs de l'envoyé diplomatique. C'est ainsi que certains Etats autorisent leurs attachés militaires à correspondre directement avec les agents consulaires en résidence dans le pays étranger. D'autres puissances n'admettent ces relations avec les consuls que sous le couvert du chef de mission. Cette solution est préférable, car elle est conforme aux règles de la subordination, le ministre public étant, en général, le chef hiérarchique commun aux attachés militaires et aux agents consulaires.

(3) De toutes les missions diplomatiques accréditées à Paris, seule l'ambassade des Etats-Unis comporte plusieurs « officiers adjoints », en plus des attachés militaires ou navals adjoints. Il en serait de même à Londres.

(4) Baron J. de Szilassy : *op. cit.* p. 200.

CHAPITRE IV

LES DEVOIRS DE L'ATTACHÉ MILITAIRE

Les devoirs de l'attaché militaire dans sa charge découlent tout naturellement de sa qualité d'officier et de fonctionnaire de son gouvernement, de la nature de ses rapports avec le chef de mission, et enfin de la situation officielle qu'il occupe dans le pays étranger.

C'est à ces trois points de vue que seront examinées les obligations de l'attaché militaire.

*
**

« Le premier devoir de l'attaché militaire est d'inspirer aux officiers de tous les pays avec lequel il est en relations journalières, une haute idée de l'honneur, de la dignité, et, s'il le peut, de la science et de la valeur professionnelle de tous ses camarades » (1). Il doit être « comme un scintillement vivant de la gloire ou de la force militaire de son pays » (2).

Il en résultera pour l'attaché militaire l'obligation d'avoir une conduite privée irréprochable. Comme le diplomate, « il doit éviter les critiques, les attaques, le ridicule et même le scandale tant dans le monde que dans la presse » (3). La tendance fâcheuse, trop humaine d'ailleurs, d'induire du particulier au général, s'applique, en effet, à tous les personnages officiels en résidence dans un pays étranger, et un écart de conduite de l'attaché militaire risque d'être considéré comme la

(1) Marquis de la Ferronnays. *Chambre des députés*, séance du 2 mars 1899. (*Débats parlementaires*, p. 792 et suiv.)

(2) M. Joseph Delpech. *Revue générale de droit international public*, 1901, p. 492.

(3) Baron J. de Szilassy : *op. cit.* p. 28.

manière d'agir normale de ses camarades, voire même de tous ses compatriotes.

Il doit s'efforcer de nouer d'excellentes relations avec les officiers étrangers, et de conserver toujours dans ses rapports avec eux, une attitude des plus correctes. Un attaché militaire qui manquerait à cette élémentaire règle du savoir-vivre, serait vraisemblablement rappelé par son gouvernement : en particulier, le gouvernement français, qui, de tout temps, exigea une conduite et un comportement exemplaires de ses attachés militaires, ordonna à l'un de ceux-ci de rentrer en France « pour avoir eu une discussion ayant dégénéré en dispute » avec des officiers du pays où il était accrédité. Et pourtant, tous les torts ne paraissaient pas avoir été du côté de l'officier français (4).

L'attaché militaire doit également éviter dans toute la mesure du possible, tout acte risquant de l'amener à des rapports avec les autorités judiciaires locales. Il sera préférable qu'il s'abstienne d'avoir des intérêts dans le pays où il réside, qu'il y achète par conséquent des domaines ou des immeubles, qu'il y participe à des sociétés financières, même comme simple actionnaire, ou qu'il spéculé en Bourse.

Il ne doit pas non plus accepter de cadeau ou de décorations du gouvernement étranger sans y être autorisé par son propre gouvernement. Une attitude différente risquerait de faire suspecter son intégrité et dans son propre pays, et dans le pays étranger. En outre, le gouvernement de ce dernier pays ne serait que trop tenté de lui demander d'accomplir certains actes, ou de fournir certains renseignements, ce que l'attaché militaire ne pourrait faire sans contrevenir à ses instructions ou sans manquer à la discrétion qui est pour lui de rigueur.

En effet, l'attaché militaire doit se montrer discret en toutes occasions. Cela lui sera chose fort aisée, car toute son éducation militaire sera là pour lui rappeler ce devoir : les règlements militaires ne disent-ils pas à propos des opérations militaires que « la conservation du secret est une question d'honneur pour tous ceux qui, en raison de leurs fonctions, ont été appelés à connaître un projet d'opérations » ? (5) Qu'il s'agisse d'opérations militaires, ou de négociations diplomatiques quelconques, la conservation du secret se pose exactement de la même façon.

C'est pour cette raison que l'attaché militaire ne doit pas, sans ordre formel soit du ministère dont il relève, soit de son

(4) Général Du Barail : *Mes souvenirs* (1820-1879), p. 327.

(5) *Instruction provisoire sur l'emploi tactique des grandes unités* du 6 octobre 1921, n° 71.

chef de mission, communiquer tout ou partie de ses instructions aux autorités militaires étrangères, ou pratiquer avec celles-ci un certain échange de renseignements. S'il doit donner lecture d'une dépêche chiffrée, il doit, comme l'envoyé diplomatique, prendre les précautions d'usage dans l'emploi du chiffre et par conséquent modifier les phrases et même les termes du texte qui lui a été adressé. Il serait d'ailleurs bien étonnant qu'un attaché militaire agît différemment, car la formation qu'il aura reçue comme jeune officier, ou comme officier d'état-major, l'aura rompu à toutes ces précautions réglementaires.

Il doit également faire preuve de prudence et de réserve dans toutes ses relations. En particulier, l'application constante du « principe de réciprocité » par les divers gouvernements, conduira l'attaché militaire à se montrer circonspect dans les demandes qu'il adressera au ministère de la guerre du pays de sa résidence : communication de renseignements ou de documents plus ou moins confidentiels ou secrets, visites d'établissements militaires, invitations à des manœuvres, ou à des expériences. En effet, l'accueil favorable réservé à l'une de ses demandes pourrait avoir pour conséquence, à plus ou moins brève échéance, une demande du gouvernement étranger que son gouvernement pourrait difficilement écarter et qu'il préférerait cependant ne pas satisfaire.

La prudence de l'attaché militaire aura encore l'occasion de se manifester lorsqu'il aura à rapporter à son chef de mission ou au ministre de la guerre, un entretien important avec une haute personnalité militaire : il sera bon qu'il soumette à celle-ci le sens général de son rapport pour lui permettre de faire toutes les rectifications utiles, « exactement de la même façon » que l'auteur d'une interview sollicite l'approbation de la personne interviewée avant de publier son article » (6).

Dans son rôle d'informateur, l'attaché militaire doit se montrer vigilant. « Qu'il s'occupe d'amour ou de guerre, qu'il soit « au repos ou au travail, il doit toujours veiller à ne laisser « échapper aucune occasion de s'instruire et de se renseigner » (7). Comme l'indique fort justement le baron de Szilassy (8), à propos du ministre public, il doit « dans les postes « diplomatiques dignes de ce nom, être continuellement sur « le qui-vive et être parfois obligé de faire face à un travail

(6) R. Genet : *op. cit.* tome I, p. 138.

(7) Lieutenant général Sir Jan Hamilton : *op. cit.* tome II, p. 257.

(8) Baron J. de Szilassy : *op. cit.* p. 47.

« intense, qui, loin de s'arrêter aux heures de la journée, le
« rivera à son bureau une bonne partie de la nuit, et même des
« nuits entières. Il lui faudra alors déployer la plus grande
« énergie et un grand effort de volonté pour remplir sa tâche.
« Par contre, il est aussi des cas en diplomatie où une trop
« grande ardeur ne sert non seulement à rien, mais où elle est
« nuisible, et où le mot de Talleyrand « surtout pas de zèle »
« est encore la meilleure règle aujourd'hui ». L'attaché militaire devra donc, dans le cadre de ses instructions particulières, régler sa conduite sur celle de son chef de mission.

En particulier, il ne devra jamais pousser la vigilance jusqu'à l'excès de curiosité, tel cet attaché naval anglais qui, invité avec tous ses collègues étrangers, à des essais d'un obus perforant de fabrication secrète, avait cru pouvoir ramasser et mettre dans sa poche, un morceau d'un obus qui venait d'être tiré. « Peu de temps après les spectateurs furent fort intéressés par
« la vue d'une spirale de fumée qui s'élevait des basques de
« l'officier. Le métal était encore brûlant et l'attaché militaire
« fut forcé de mettre au jour son morceau d'obus, pour la plus
« grande joie de l'assistance, après avoir essayé pendant quelques instants d'imiter l'héroïsme du petit garçon spartiate,
« qui cachait sous sa robe un renard vivant (sur la partie opposée, il est vrai, de son individu)! » (9).

En outre, il ne devra pas, dans son rôle d'informateur, manifester un amour-propre mal placé, et négliger les renseignements que pourraient lui fournir soit son chef de mission, ou ses collègues navals et de l'air, soit les officiers envoyés en mission par son gouvernement sous quelque titre que ce soit (observation, instruction des troupes étrangères), et relevant ou non de son autorité. C'est ainsi qu'avant et pendant la Guerre mondiale, les attachés militaires et l'attaché naval allemands à Constantinople n'ont le plus souvent rédigé leurs rapports qu'en se basant sur leurs vues personnelles, bien que leur compatriote, le général Liman von Sanders, chargé de diriger l'instruction de l'armée ottomane, eût été particulièrement à même de leur donner un avis autorisé. Ce serait aux rapports que ces officiers ont adressés aux autorités allemandes, qu'il faudrait attribuer les illusions que l'on se fit à Berlin sur l'effort militaire que les Empires centraux pouvaient attendre de la Turquie (10).

(9) Major-général Sir John Aston : « *Secret service* » (*Espionnage et contre-espionnage pendant la guerre 1914-1918*). Traduction H. de Courtois, p. 36.

(10) Liman von Sanders (Général de cavalerie) : *Cinq ans en Turquie*. Traduction du commandant Mabile, p. 23.

Enfin, l'attaché militaire doit éviter certaine erreur qui, pour être naturelle, n'en est pas moins nuisible. Il peut arriver, en effet, « qu'un officier transplanté dans un nouveau milieu qu'il « ne connaît que par ouï-dire, et appelé à exercer une profes-
« sion pour laquelle toute expérience lui fait défaut, se laisse
« non seulement trop souvent éblouir par le brillant extérieur
« de la carrière qu'il prend trop au sérieux, d'où résultent sou-
« vent des malentendus pour des vétilles, mais encore, ce qui
« est bien plus grave, se laisse guider par une méfiance exces-
« sive qu'il prend pour de la bonne diplomatie. Cette concep-
« tion est encore assez générale partout, et l'habitude de la stra-
« tégie basée sur la dissimulation, influence peut-être encore
« l'officier d'état-major, devenu diplomate du jour au lende-
« main. Il sera un plus fervent adepte des tournures *diplo-*
« *matiques* et même des voies tortueuses que le diplomate de
« carrière moderne, auquel une longue expérience en a mon-
« tré l'inanité. Il ne pêchera guère par optimisme, mais tombera
« parfois dans un pessimisme non motivé qui peut être gros de
« dangers » (11).

Tels sont les devoirs généraux qui paraissent résulter pour l'attaché militaire de sa qualité de fonctionnaire. S'ils ne diffèrent pas sensiblement de ceux de l'agent diplomatique, c'est que l'un et l'autre ont des missions de représentation et d'information à remplir à l'étranger.

*
**

Par ailleurs, la situation occupée par l'attaché militaire dans la mission diplomatique, lui impose, à l'égard du chef de mission et éventuellement de ses collègues naval et de l'air, certaines obligations qui peuvent être considérées comme la conséquence directe de ses attributions de conseiller technique et d'informateur militaire.

* *

En tant que conseiller technique, il va de soi que l'attaché militaire doit donner au chef de mission tous les avis et tous les renseignements que celui-ci peut lui demander.

(11) Baron J. de Szilassy : *op. cit.* p. 197.

Dans ses relations avec l'envoyé, l'attaché militaire doit faire preuve de franchise. La dissimulation à son égard ne peut pas se concevoir. Cette franchise doit être entière : l'attaché militaire n'hésitera pas à faire connaître à son chef de mission son avis sur une question de son ressort, même si ce dernier a une opinion opposée sur les conséquences politiques qui peuvent en résulter.

Que devra faire l'attaché militaire si le ministre ne lui demande jamais le moindre renseignement, ne le reçoit jamais, et ne cherche en aucun cas à provoquer ses avis ?

Il est, en effet, parfois arrivé que l'ambassadeur ait considéré sous un angle défavorable l'affectation d'un attaché militaire à sa mission diplomatique, soit en raison de la personne désignée, soit par principe ; on a cité un exemple de ce dernier cas à propos de la nomination à Londres, sous le Second Empire, du commandant d'Andigné et du capitaine de frégate Pigéard (12). L'attaché militaire ne peut songer à forcer la porte de son chef de mission. S'il voit que sa collaboration n'est pas ce qu'elle devrait être avec celui-ci, si l'incompatibilité d'humeur latente entre eux et le peu de considération témoignée par le ministre public pour son activité, sont de nature à annihiler en tout ou partie le travail qu'il peut faire à l'étranger, l'attaché militaire devra en rendre compte à celui des ministres de la défense nationale dont il relève, et demander son rappel (13). Ce ministre pourra estimer que les circonstances ou la situation ne nécessitent pas une pareille solution et décider de maintenir l'attaché militaire à son poste. De toutes façons, l'agent diplomatique verrait sa responsabilité gravement engagée en refusant de recevoir son attaché militaire ou en négligeant délibérément d'utiliser la compétence de celui-ci.

* *

En ce qui concerne son rôle d'informateur, l'attaché militaire doit se cantonner dans les questions purement techniques.

C'est ainsi que le colonel Stoffel, attaché militaire à Berlin, avant 1870, concevait son rôle : il croyait même devoir insis-

(12) V. *supra*, p. 24.

(13) C'est notamment ce que prescrivent les instructions données aux attachés militaires américains : « Tout attaché militaire dont les relations avec le chef de la mission diplomatique à laquelle il est affecté, ne seront pas des plus cordiales, devra demander son rappel ». John Bassett Moore : *Digest of international law*, Tome IV, p. 437).

ter à ce sujet, et dans une lettre adressée au ministre de la guerre, il précisait qu'il « avait toujours eu soin dans ses rapports, de ne pas sortir des limites de ses fonctions purement militaires, en s'abstenant de toute appréciation d'un caractère politique » (14). Ce n'était d'ailleurs pas le cas à la même époque pour certains autres attachés militaires français qui, dans leurs rapports, se livraient surtout à des considérations diplomatiques (15).

L'attaché militaire doit même se borner, en principe, aux informations concernant sa spécialité. Cependant, en l'absence d'un attaché naval ou aéronautique (que ces postes existent ou non à la mission), l'attaché militaire doit également porter son attention sur les indications qui lui parviendraient relativement à la marine ou à l'aéronautique du pays étranger ; mais il ne doit donner de renseignements que dans la limite de ses connaissances.

On a vu parfois certains attachés militaires empiéter sur les attributions des attachés navals et réciproquement. C'est ainsi qu'un rapport de l'amiral de Faramond, attaché naval à Berlin, contenait des renseignements ou des observations sur la situation de l'armée allemande que seul l'attaché militaire aurait dû, semble-t-il, transmettre ou formuler (16). Cette façon de procéder est à proscrire : les attachés militaires d'une même mission doivent se communiquer les informations qu'ils ont pu recueillir, et intéressant plus directement l'un d'entre eux.

L'obligation pour l'attaché militaire de se limiter à des informations purement techniques, ne doit pas cependant lui faire négliger systématiquement les renseignements politiques qui pourraient lui parvenir. Il n'a pas d'autre devoir en cette circonstance que d'en faire part à son chef de mission, seul qualifié pour les exploiter.

Mais il n'en sera pas toujours ainsi, car bien souvent les chefs hiérarchiques des divers attachés militaires, les ministres de la guerre, de la marine ou de l'air, et les chefs d'états-majors « ne se contentent pas des rapports que le ministre des affaires

(14) Colonel Baron Stoffel : *Rapports militaires écrits de Berlin* (1866-1870), p. 301.

(15) Ainsi que cela résulte de certains rapports au ministre de la guerre ou de lettres particulières adressées au colonel Colson, chef de cabinet du ministre de la guerre, (*Archives historiques du ministère de la guerre* : Reconnaissances).

(16) Cf. le rapport de cet officier dans le *Livre jaune français de 1914* : Annexe n° 2 à la pièce n° 1, (*Ministère des Affaires étrangères*, Documents diplomatiques, Guerre européenne 1914.)

« étrangères veut bien leur transmettre, lorsqu'il s'agit d'un « pays où ils ont des agents à eux (17)... L'activité parallèle de « l'attaché militaire et de l'envoyé offre, alors, trop souvent, « un tableau lamentable. Tous deux s'occupent de politique, « quoique avec des nuances diverses, sinon dans un esprit dif- « férent » (18). Les divergences d'opinions qui en résultent entre le chef de mission et l'attaché militaire et qui sont le plus souvent occasionnées par l'utilisation de renseignements de sources différentes, peuvent être parfois des plus nuisibles pour la politique d'un pays.

Ainsi, à Rome, au commencement de 1915, l'ambassadeur de la Double Monarchie soutenait dans ses rapports officiels que les bruits répandus à propos des préparatifs de guerre faits par l'Italie étaient exagérés et que les partisans de la paix sauraient empêcher l'ouverture des hostilités. Cependant que l'attaché militaire autrichien, le baron Seiller, émettait une toute autre opinion dans ses dépêches adressées directement au ministre de la guerre : il avait, en effet, acquis, dès les premiers jours, la conviction que l'Italie déclarerait la guerre à l'Autriche, car il suivait le déplacement des régiments mis en ligne de l'autre côté de la frontière autrichienne (19). Ainsi, le ministre des affaires étrangères autrichien pouvait espérer que l'Italie resterait neutre, alors que, par ailleurs, son collègue à la guerre était persuadé du contraire.

On peut donc ainsi préciser les devoirs de l'attaché militaire à l'égard du chef de mission. Même s'il jouit d'une autonomie complète, il doit le tenir au courant de son activité technique, lui communiquer les rapports politiques que son ministère aura pu demander, et surtout lui laisser le soin d'exploiter les informations d'ordre strictement diplomatique qu'il peut recueillir.

De ce que son attaché militaire se cantonne dans les informations d'ordre technique, l'envoyé diplomatique ne doit pas se désintéresser de celles-ci. De même que l'attaché militaire lui communique les informations politiques, il doit lui faire connaître les renseignements techniques qu'il a pu obtenir. L'attaché militaire sera plus à même d'en estimer la valeur, et de donner un avis autorisé à ce sujet.

(17) Baron J. de Szilassy : *op. cit.* p. 196.

(18) *Ibid.*, p. 204.

(19) Colonel von Walzel : *op. cit.* p. 161.

*
**

La situation officielle que l'attaché militaire occupe dans le pays étranger lui crée toute une série d'obligations, d'autant plus strictes qu'un manquement à celles-ci risque de troubler les bonnes relations existant entre les deux Etats, ou même d'envenimer des rapports déjà tendus.

* *

Comme tout diplomate, l'attaché militaire est tenu de respecter les lois, décrets ou ordonnances du pays de sa résidence. Il doit également avoir égard à la religion, aux usages et aux traditions de cette contrée (quelque différents qu'ils puissent être de ceux de son pays) et n'en pas faire observer l'étrangeté ou le ridicule.

« Il aura tout avantage à témoigner de la bonne volonté et de la sympathie au pays où il est appelé à vivre. Le sentiment chevaleresque le plus élémentaire l'engagera à ne point faire de tort à un pays de l'hospitalité duquel il jouit, ni d'en parler mal sans raison » (20). Il devra donc éviter toute manifestation d'opinion qui pourrait être considérée comme une critique ou un blâme à l'égard du gouvernement étranger. Il lui sera évidemment loisible, dans les rapports qu'il adressera à son gouvernement, d'émettre à ce sujet tel jugement qu'il lui plaira; encore devra-t-il le faire avec circonspection. Le colonel Wellesley raconte (21), en effet, dans quelle situation difficile il se trouva à la cour de Saint-Pétersbourg à la suite d'un compte rendu qu'il avait adressé à Londres au moment de la guerre russo-turque de 1877 : une copie de ce document, remise à l'ambassadeur de France en Angleterre, fut envoyée par le gouvernement français à son ambassadeur en Russie, qui la communiqua, par inadvertance, au gouvernement du Tsar. Et comme l'attaché militaire anglais avait émis des doutes sur la valeur de l'armée russe et sur celle de sa préparation et de sa mobilisation, ce compte rendu fut jugé « désobligeant » par les autorités russes, notamment par le grand-duc Nicolas, qui insulta publiquement l'officier anglais. Si pareille indiscretion du représentant d'une autre puissance n'est, en principe, pas à craindre, l'attaché militaire doit cependant redouter que ses

(20) Baron J. de Szilassy : *op. cit.* p. 27.

(21) Colonel the Hon F.-A. Wellesley : *With the Russians in peace and war, (Recollections of a military attaché)*, p. 169 et suiv.

dépêches ne soient déchiffrées par le gouvernement auprès duquel il est accrédité, et que celui-ci ait ainsi connaissance de jugements « peu flatteurs » portés sur sa propre armée ou son organisation militaire.

L'attaché militaire ne devra pas publier de travaux écrits sur l'Etat où il se trouve, sans l'assentiment de ce dernier. Il lui serait d'ailleurs bien difficile de se passer de cet assentiment, puisque le droit d'écrire des officiers est réglementé dans les divers pays et qu'il leur est, en général, interdit de publier des ouvrages sur les fonctions qu'ils occupent ou ont pu occuper, sans l'autorisation du département ministériel dont ils relèvent ; dans le cas particulier considéré, celui-ci ne manquerait pas de demander l'avis du gouvernement étranger.

L'attaché militaire devra encore se dispenser de ce travers « devenu en quelque sorte classique dans la « carrière » à force « d'y être répandu, de toujours dénigrer le poste auquel on se « trouve et de réserver tous ses éloges pour celui que l'on a « occupé précédemment, quitte naturellement à idéaliser le « premier dès que l'on n'y sera plus » (22). Qu'il ne suive donc pas ce mauvais exemple. Cela lui sera d'ailleurs d'autant plus aisé qu'il sera rarement muté de poste en poste : lorsqu'il quittera une mission diplomatique, ce sera plus souvent pour aller occuper dans son pays des fonctions à l'état-major, ou y prendre un commandement, que pour se rendre dans une autre capitale étrangère.

D'une façon générale, l'attaché militaire s'abstiendra de toute ingérence dans la politique du pays étranger, et notamment en temps de guerre, lorsque celui-ci aura manifesté son intention de ne pas prendre parti dans le conflit. L'attaché militaire, comme les autres fonctionnaires de la mission, devra respecter la neutralité de l'Etat étranger. Cela n'a pas été le cas pendant la Guerre mondiale pour les attachés militaires et navals des puissances de l'Europe centrale. Ceux-ci ne se firent pas faute de troubler la politique de neutralité des Etats-Unis, de l'Espagne, ou de la République Argentine : organisation du ravitaillement de bâtiments de guerre par des navires neutres hors des eaux territoriales des Etats-Unis (23), organisation de

(22) Baron J. de Szilassy : *op. cit.* p. 28.

(23) Le capitaine de vaisseau von Papen ; le capitaine Boy-Edd (Gabriel Alphaud : *Les Etats-Unis contre l'Allemagne*, p. 36. — A. Mérignhac et E. Lemonon : *op. cit.* p. 532. — Cf. également la sentence de la Haute Cour de justice anglaise — division d'Amirauté — en date du 9 juin 1916, citée par P. Fauchille et J. Basdevant : *Jurisprudence britannique en matières de prises maritimes*, Tome II, p. 174, 175).

bases clandestines de sous-marins en Espagne (24), mobilisation dans le pays neutre des ressortissants allemands qui, au début, reçurent des faux passeports pour se rendre dans leur pays, et, plus tard, restèrent à la disposition des attachés militaires et navals (25). Ceux-ci allèrent même jusqu'à fomenter des complots et des attentats dans les pays neutres : tentatives de destructions par explosifs aux Etats-Unis (canal de Welland, pont de chemin de fer de Sainte-Croix) (26), en République Argentine (27), de sabotage des usines américaines de munitions travaillant pour les Alliés (28). Ils organisèrent ainsi un véritable « plan de terrorisme » destiné à arrêter par l'intimidation tout commerce avec les Alliés. Si, du point de vue germanique, ces actes constituaient pour les attachés militaires allemands d'éclatantes manifestations de patriotisme, ils n'en étaient pas moins dans leur essence des violations du droit des gens, violations qui furent sanctionnées par le rappel des officiers incriminés, exigé par les gouvernements américain et espagnol.

* *

C'est enfin dans son action comme informateur de son gouvernement que l'attaché militaire aura d'impérieuses obligations à remplir vis-à-vis de l'Etat étranger.

Tout d'abord, il ne devra pas se livrer à l'espionnage. Il ne saurait évidemment être question pour l'attaché militaire de se rendre sous un déguisement à des manœuvres ou à des expériences auxquelles le gouvernement étranger ne l'aurait pas invité, ou ne l'aurait pas autorisé à assister. En dehors de l'indélicatesse qu'il commettrait, l'attaché risquerait trop d'être démasqué, pour pouvoir songer un seul instant à user d'un tel procédé.

Mais il est d'autres façons pour l'attaché militaire de pratiquer l'espionnage, par exemple en invitant certains agents officiels de son pays à l'étranger à effectuer des recherches clan-

(24) Le capitaine de corvette von Krohne, le colonel von Kalle (A. Mérignhac et E. Lemonon : *op. cit.* p. 388 et suiv. — P. Louis Rivière : *op. cit.*).

(25) V. *supra*, note 23.

(26) Le lieutenant von Igel (Gabriel Alpaud : *op. cit.* p. 44. — *Journal du droit international privé* : 1917, p. 1340. — A. Mérignhac et E. Lemonon : *op. cit.* p. 532. — T.-S. Woolsey : *The von Igel case ; American journal of international law*, 1916, p. 592).

(27) P.-L. Rivière : *op. cit.* p. 110.

(28) Gabriel Alpaud : *L'action allemande aux Etats-Unis : de la mission Dernburg à l'incident Dumba* (2 août 1914-25 septembre 1915), p. 298.

destinées, tel le capitaine Burstyn, attaché militaire d'Autriche-Hongrie à Washington, qui demanda au consul de la Double Monarchie à San-Francisco de se procurer les plans des fortifications américaines de toute la côte du Pacifique (29). Une telle façon d'agir est contraire aux règles de l'honnêteté.

L'achat de documents secrets et la corruption de fonctionnaires étrangers constituent également des pratiques relevant de l'espionnage, et comme telles, condamnables. Et c'est souvent par l'emploi de tels procédés, que la conduite de nombreux attachés militaires a été répréhensible. Sans remonter très loin dans le passé, on peut en citer de nombreux exemples.

Le colonel Czernitcheff, aide de camp du Tsar, qui jouait, en quelque sorte, le rôle d'un attaché militaire auprès de Napoléon I^{er}, fut convaincu d'avoir, par personne interposée, corrompu un employé du ministère de la guerre, et obtenu ainsi des renseignements précis sur les préparatifs ordonnés pour la campagne de Russie (30).

Sous le Second Empire, l'agent militaire russe à Paris, le colonel Aldebinski, entretenait des rapports étroits, amicaux presque, avec un officier d'ordonnance de Napoléon III ; la nature des renseignements à lui fournis par cet officier, les précisions et les anticipations qu'ils contenaient, permettent de suspecter l'attaché russe d'avoir plus ou moins suborné l'officier français (31).

En 1890, le capitaine Borup, attaché militaire des Etats-Unis en France, fut pris en flagrant délit de corruption d'un employé du ministère de la marine. Ce dernier, arrêté sous les yeux même de l'officier américain, fut trouvé porteur des documents qu'il lui destinait (32).

Vers 1901, l'attaché naval anglais à Paris, le capitaine de

(29) Gabriel Alaphaud : *Ibid.*, p. 33.

(30) *Correspondance de Napoléon I^{er}* : Lettre du duc de Bassano au prince Kourakine, ambassadeur de Russie à Paris — 3 mars 1812 — (Pièce n° 18.541).

Il est assez curieux de remarquer que la protestation de l'Empereur contre les agissements du colonel Czernitcheff était surtout due à la personnalité de l'agent de corruption : le duc de Bassano rapporte, en effet, les propres paroles de Napoléon : « Si le prince Kourakine avait pu entrer dans de telles manœuvres, je l'en excuserais ; mais il n'en est pas de même d'un colonel revêtu de la confiance de son Maître, et attaché de si près à sa personne ».

(31) *Les papiers secrets et correspondance du Second Empire*, p. 66 et suiv. : Rapport de l'agent français Tonnelié.

Il convient d'ailleurs de signaler qu'un rapport sur la situation morale de l'armée, auquel le colonel Aldebinski tenait tout particulièrement, lui fut subtilisé par l'attaché militaire prussien à Paris.

(32) Lieutenant-colonel Rollin : *op. cit.*, p. 12, 13.

vaisseau Gamble, reçut par l'intermédiaire d'un agent secret du ministère de la marine, des lettres d'un quartier-maître de l'escadre de l'Atlantique, contenant les renseignements les plus précis et les plus circonstanciés sur des signaux à grande distance, alors à l'essai, et sur l'aménagement des torpilles à bord des croiseurs (33).

En 1902, le major Erwin Muller, attaché militaire autrichien à Saint-Petersbourg, fut rappelé à la suite de ses relations avec un officier russe convaincu de trahison (34).

Dans les années qui précédèrent la Guerre mondiale, les agissements des attachés militaires russes à Vienne et à Berlin furent particulièrement sujets à caution. En 1909, le colonel Martchenko fut surpris en conférence dans une allée de jardin avec un employé du parc d'artillerie de Vienne (35). Le successeur de cet officier, le colonel Zubowitz, acheta au colonel Redl, chef du service de contre-espionnage autrichien, de nombreux documents (nouveaux plans de mobilisation, dessins des fortifications autrichiennes), et se fit livrer les noms des agents austro-hongrois envoyés en Russie (36). Le colonel Zankiewitch, nommé à Vienne en 1912, suivit la voie tracée par ses prédécesseurs : il réussit même à se faire renseigner par un officier de l'Ecole de guerre autrichienne (37). En 1914, l'attaché militaire russe à Berlin, le colonel von Basarow, se procura auprès d'un secrétaire d'état-major, les plans des fortifications de Prusse Orientale (38).

Mais il peut arriver que, sans provoquer la trahison, les attachés militaires reçoivent la visite d'officiers ou de fonctionnaires félons qui leur proposent de leur fournir des renseignements secrets ou de leur vendre des documents. Bien que dans ce cas, les attachés militaires n'auraient à jouer qu'un rôle d'agent de réception, ils ne doivent pas accepter de semblables propositions.

D'ailleurs, il n'en a pas été toujours ainsi, comme le montre l'anecdote suivante.

(33) Commandant Cuignet : *Souvenirs de l'affaire Dreyfus : le dossier Trarieux-Tornielli-Reinach*, p. 87. Le gouvernement français n'a pas demandé le rappel de l'officier anglais.

(34) Général Max Ronge : *Espionnage*, op. cit. p. 13.

(35) *Ibid.*, p. 24.

(36) Richard W. Rowan : op. cit. p. 11, Colonel von Walzel, op. cit. p. 36 et suivantes.

(37) D. Altmann : *Psychologie de l'espion* (dans *l'Espionnage et le contre-espionnage* : op. cit. Tome II, p. 53) Général Max Ronge : *Espionnage*, p. 38.

(38) Colonel Nicolaï : op. cit. p. 41 et 42.

Aux environs de 1885, « un très haut personnage d'une
« grande puissance, gêné par des embarras d'argent, résolut
« de battre monnaie avec des documents militaires confiden-
« tiels qu'il avait en sa possession. Il s'adressa aux attachés
« militaires accrédités près de la cour et leur proposa d'ache-
« ter ces documents.

« Le Français eut un beau mouvement d'indignation, re-
« poussa le marché, et déclara qu'il ne voulait pas profiter de
« la trahison d'un prince de maison régnante. Il crut même
« de son devoir de faire part au souverain de la proposition
« qu'il avait reçue ; mais, au lieu que cette loyale confiance
« fut, comme il l'espérait, appréciée par le souverain, celui-ci
« lui sut le plus mauvais gré d'avoir mis à jour la turpitude de
« son parent, si bien que l'attaché français eut comme seule
« récompense de sa franchise, de cesser d'être « *persona gra-
« ta* ».

« Un autre n'eut pas les mêmes scrupules, et paya d'un bon
« prix les documents qu'on lui offrait.

« Un troisième demanda à consulter d'abord les documents
« et à s'assurer qu'il ne les possédait pas déjà, auquel cas il
« refusait de les acheter. Le prince les lui confia pour vingt-
« quatre heures, afin que cette vérification pût être faite. L'at-
« taché militaire ne perdit point son temps ; il réunit tous les
« scribes de l'ambassade et les employa sans délai à copier le
« volumineux dossier : ils y passèrent la nuit. Mais le lende-
« main, quand le prince se présenta pour conclure l'affaire, la
« copie était terminée, et il lui fut répondu qu'on était désolé
« de ne pouvoir donner suite à la proposition, mais que l'on
« avait déjà tous les renseignements en question. » (39)

L'affaire Dreyfus est bien trop connue pour qu'il soit néces-
saire de s'étendre sur le rôle de l'attaché militaire allemand.
Il convient cependant de rappeler que c'est le commandant
Esterhazy qui vint le trouver à l'ambassade pour lui proposer
des documents secrets. Le colonel von Schwartzkoppen en ren-

(39) Lieutenant A. Froment : *op. cit.* p. 148.

On doit remarquer que l'attitude de l'attaché militaire français est, quant
au refus d'acheter des documents, conforme à la ligne générale de conduite
de tous les attachés militaires français. Dans tous les ouvrages qui ont été
consultés pour ce travail, on a constaté qu'un seul attaché français aurait eu
un comportement répréhensible (Peter Straub : *Die Rechte des Gesandten auf
Reisen vor der Beglaubigung und nach der Abberufung*, dans *Niemeyers Zeit-
schrift für Internationales Recht* : Tome LI, 1935, p. 20). Si d'autres que cet offi-
cier s'étaient rendus suspects d'espionnage, personne ne peut douter que les
divers auteurs allemands ou autrichiens cités dans cette étude n'auraient pas
manqué de le mentionner.

dit compte au grand Etat-Major et celui-ci lui prescrivit de poursuivre ses relations avec l'officier français. « Les offres « d'Esterhazy avaient ainsi placé Schwartzkoppen devant un « dilemme : obéirait-il à ses chefs militaires qui lui ordonnaient « de traiter avec Esterhazy, ou à son chef d'ambassade, qui le « lui interdisait en principe ? Il n'hésita pas. Il n'était le subor- « donné du comte de Münster que provisoirement, tandis que « l'obéissance qu'il devait à ses chefs, était absolue, incondi- « tionnelle » (40). Si la conduite de Schwartzkoppen fut répréhensible, la faute ne peut en être imputée qu'à l'Etat-Major allemand.

L'attaché militaire ne doit pas non plus organiser le service des renseignements dans le pays de sa résidence, et encore moins le diriger, d'autant qu'il peut toujours craindre que, parmi les agents secrets en relations avec lui, ne se glisse quelque agent provocateur chargé de percer à jour ses menées souterraines.

Ainsi du point de vue du droit des gens, l'attaché militaire ne doit être ni un agent secret, ni rechercher de secrets en employant des procédés illicites et en se livrant à des investigations clandestines. Les instructions générales données aux attachés militaires par les gouvernements des diverses puissances, sont formelles sur ce point et interdisent l'emploi de tout moyen relevant de l'espionnage. Cette interdiction découle logiquement de l'obligation générale pour l'attaché militaire, comme pour un diplomate quelconque, de respecter les lois du pays étranger et notamment celles qui répriment l'espionnage. Elle résulte également des règles de l'hospitalité : ce serait abuser de l'accueil du gouvernement étranger, que d'en profiter pour l'espionner.

A ces raisons d'ordre moral et juridique, s'ajoutent des motifs pratiques. L'attaché militaire qui outrepasserait ses instructions et contreviendrait aux obligations qui lui incombent à ce sujet, s'exposerait fort à être découvert, et à faire l'objet d'une demande de rappel adressée à son gouvernement. En effet, la plupart des gouvernements tiennent tout particulièrement à être exactement informés des faits et gestes des attachés militaires accrédités auprès d'eux : les exemples cités ci-dessus de corruption de fonctionnaires étrangers, montrent que certains attachés militaires, pour le moins, ont été surveillés

(40) Lucien Lévy-Bruhl : Préface des « *Carnets de Schwartzkoppen* », p. 16.

étroitement. Cette surveillance des attachés militaires s'exerçait à l'entour des hôtels des missions diplomatiques ou du domicile de ces officiers (41); elle se portait également sur leurs relations personnelles et sur leur correspondance que l'on décryptait au besoin (42).

En outre, l'attaché militaire risquerait de compromettre le succès de la mission confiée à l'officier appelé à le remplacer. Dans un compte rendu adressé au général Conrad von Hotzendorff (43), l'attaché militaire autrichien à Saint-Pétersbourg, le prince Hohenlohe, rapportait que le ministre de la guerre de Russie lui avait dit « avoir appris avec beaucoup de peine que
« le nouvel attaché militaire russe à Vienne, n'avait pas reçu
« des militaires, l'accueil auquel il pouvait s'attendre, et que,
« par conséquent, cet officier n'apprendrait pour ainsi dire pres-
« que rien ». Le ministre avait ajouté « qu'il serait tout dis-
« posé, si on le désirait à Vienne, à rappeler son attaché mili-
« taire ». Le chef d'état-major autrichien répondit à Hohenlohe
« qu'on ne pouvait s'étonner que les autorités militaires gar-
« dassent une certaine réserve à la suite des expériences mal-
« heureuses faites lors du séjour des deux derniers prédéces-
« seurs de l'attaché militaire russe » (44).

Si l'attaché militaire est tenu, pour toutes les raisons que l'on vient d'exposer, de ne pas faire d'espionnage, quelle doit être sa ligne de conduite ? Son gouvernement peut parfois lui demander certains renseignements qu'il ne pourrait obtenir que par des moyens prohibés. En outre, son patriotisme, sa conscience professionnelle, peut-être son ambition, peuvent le pousser à recueillir le plus d'informations possible sur l'état militaire du pays étranger. S'il constate qu'il ne peut pas se pro-

(41) Au moment de l'affaire Dreyfus, le colonel Picquart avait loué une pièce immédiatement au-dessus de la salle à manger de l'appartement du commandant de Suskind, deuxième attaché militaire allemand, et avait fait placer dans la cheminée un écouteur qui permettait à ses agents d'écouter, sans provoquer le moindre soupçon, les conversations des plus jeunes membres de l'ambassade qui venaient fréquemment et même régulièrement prendre leurs repas chez l'officier allemand. (*Les carnets de Schwartzkoppen*, p. 174).

(42) Cf. la dépêche du lieutenant-colonel Pannizardi, rapportant l'arrestation du capitaine Dreyfus (Cdt Cuignet *op. cit.*), les dépêches du major von Bismarck, attaché militaire à Berne pendant la Guerre mondiale (V. *supra*, p. 86).

(43) *Die Grosse Politik des Europäischen Kabinetts*, 1871-1914 : Rapports du colonel de Kageneck, attaché militaire allemand à Vienne, 17 mars 1914 (T. XXXIX, p. 565-566).

(44) Il s'agissait vraisemblablement du colonel Zubowitz et du colonel Zankievitch.

curer un renseignement sans espionner, si « au cours de ses « recherches, ou au cours de l'analyse des faits que chaque « jour amène entre ses mains, il se heurte, pour ainsi dire, à « un mur, derrière lequel il soupçonne qu'il se passe un fait « intéressant pour l'honneur, la dignité, la sécurité de son « pays » (45), il a pour unique devoir de rendre compte de ses soupçons au ministre de la guerre. Celui-ci « par des moyens « que personne n'a à connaître, et l'attaché militaire moins « qu'aucun autre, fera faire... le tour du mur en question » (46). Ainsi l'attaché n'a pas à rechercher d'autres secrets, que ceux que le gouvernement étranger veut bien lui faire connaître.

D'autre part, on a vu que certains des attachés militaires accrédités dans le même pays, échangeaient entre eux des informations. On ne peut rien reprocher à l'attaché militaire qui fait part à un de ses collègues des observations qu'il a pu faire ou des renseignements qu'il a obtenus, à condition toutefois que le gouvernement étranger ne lui ait accordé aucune facilité particulière à ce sujet. Dans le cas contraire, l'attaché militaire commettrait un véritable abus de confiance vis-à-vis du gouvernement étranger. En effet, celui-ci ne lui aura vraisemblablement communiqué certains documents, ne l'aura convié à des manœuvres, ou à des expériences, ne l'aura autorisé à visiter certains établissements militaires, qu'en tant que représentant d'une puissance déterminée. Il y a donc là une question de scrupuleuse honnêteté à respecter par l'attaché militaire : celui-ci manquerait-il à ces devoirs, qu'il risquerait peut-être de voir demander son rappel, qui ne pourrait être refusé (47); en tout cas, il verrait sûrement se tarir la précieuse source d'informations que constituent pour lui les communications du gouvernement étranger.

* *

Ainsi, l'attaché militaire doit respecter l'indépendance du pays étranger dans ses lois, ses usages et ses traditions, dans sa politique tant intérieure qu'extérieure. En toutes circonstances il doit « s'abstenir de tout acte, ou de toute démarche « qu'il ne puisse avouer, déclarer, ou reconnaître ouvertement » (48).

(45-46) Marquis de la Ferronnays : Intervention à la Chambre des Députés. Séance du 11 mars 1899. (*Débats parlementaires*, p. 792 et suiv.).

(47) L. J. D. Féraud-Giraud : *Etats et souverains, personnel diplomatique et consulaire, corps de troupe, navires et équipages, personnes civiles devant les tribunaux étrangers*. Tome I, p. 324.

(48) Marquis de la Ferronnays : *Chambre des Députés*, 11 mars 1899.



Tels sont donc les devoirs qui incombent à l'attaché militaire dans l'accomplissement de sa mission, devoirs d'action envers son gouvernement, et envers le ministre public, devoirs d'abstention envers le gouvernement étranger. Ces devoirs ne diffèrent pas sensiblement de ceux de l'envoyé diplomatique. Comme celui-ci, l'attaché militaire aura pour devise : « Fidélité envers sa patrie, loyauté envers le pays étranger. » Si quelques doutes se présentent à son esprit, quant à la manière de se comporter, il n'aura qu'à baser sa conduite en toutes choses, sur celle d'un véritable « gentleman » et ne pas oublier qu'il a l'honneur de représenter à l'étranger un uniforme chargé, peut-être, de tout un passé de gloire.

CHAPITRE V

LES QUALITÉS DE L'ATTACHÉ MILITAIRE

Si l'observation des devoirs qui lui incombent dans sa charge, permettent à l'attaché militaire de remplir sa mission à la satisfaction tant de son gouvernement que du pays étranger, il ne peut obtenir de résultats appréciables s'il n'est pas doué de certaines qualités physiques, intellectuelles et morales.

Il semblerait à première vue qu'étant donné la place que l'attaché militaire occupe dans le monde diplomatique, celui-ci n'aurait pas à faire preuve de talents autres que ceux qui sont requis des diplomates. Il n'en est rien : son état d'officier et les relations qu'il doit avoir dans le monde militaire, nécessitent la réunion d'autres qualités.

Les qualités physiques n'entrent que pour une faible part dans l'ensemble de celles que doit posséder un attaché militaire, mais elles ne sont pas à dédaigner, car « les avantages extérieurs facilitent toujours l'établissement de relations utiles » (1).

Une certaine prestance, un air de distinction naturelle, l'aisance dans les manières, quelque élégance dans le port de l'uniforme ainsi qu'une mise soignée devront être recherchés.

De plus, l'aptitude à l'équitation ou aux sports ne sera pas négligeable. Il est, en effet, des circonstances de la vie des attachés militaires où ils ont à monter à cheval. Quant aux sports, ils leur permettent dans un pays où ceux-ci sont pratiqués par les diverses classes de la société, de nouer des relations peut-être intéressantes pour leur rôle d'informateur, sans que personne à l'étranger ne puisse s'étonner des rapports qu'ils entretiendront ainsi.

D'autre part, la vie que l'attaché militaire doit mener à

(1) W. Rustow : *op. cit.* Tome II, p. 112.

l'étranger nécessite la réunion de certaines qualités intellectuelles.

Tout d'abord, cet officier devra avoir une certaine faculté d'adaptation : transplanté non seulement dans le milieu diplomatique, mais encore dans le monde militaire étranger, il devra pouvoir évoluer naturellement en toutes circonstances. La vie des officiers anglais dans leurs « mess », des officiers allemands dans leurs « casinos », par exemple, est totalement différente de celle des officiers français dans leurs « popotes » ou dans leurs « cercles » ; les traditions de chaque armée, les usages qui y sont établis sont dissemblables. Sans être le moins du monde obligé de le faire, l'attaché militaire qui se pliera aux coutumes de l'armée auprès de laquelle il est accrédité, sera vu et reçu favorablement par les officiers étrangers qui seront très sensibles à cette attention.

Cette faculté d'adaptation devra être complétée par l'usage du monde, que l'attaché militaire, comme tout diplomate, devra posséder.

Il sera encore bon que l'attaché militaire connaisse la langue du pays étranger, ou s'il ne la connaît qu'imparfaitement, s'efforce de se perfectionner. Il devra également connaître l'histoire générale ou militaire du pays où il est appelé à résider, et avoir déjà des notions précises sur ses institutions militaires. Il devra joindre à ces connaissances particulières, une culture générale étendue au point de vue militaire, lui permettant de s'assimiler rapidement les caractéristiques principales de l'armée étrangère, et de pouvoir discuter, au besoin, de problèmes militaires avec les autorités avec lesquelles il se trouvera en rapports. C'est d'ailleurs pour être sûrs que leurs attachés militaires ont une formation adéquate, que la plupart des gouvernements les choisissent parmi des officiers brevetés d'état-major, et les préparent souvent à leur mission par un stage à l'état-major général, pour leur éviter, en arrivant à leur résidence, de se consacrer à des études préliminaires (2).

(2) C'est ce qui s'est passé, tout au moins pendant un certain temps, pour les attachés militaires français. En effet, par une circulaire ministérielle du 17 novembre 1885 (*Journal militaire officiel*, Partie réglementaire, p. 1100) le ministre de la guerre avait décidé, par modification aux règles prévues pour le recrutement des attachés militaires « que les attachés militaires et les « attachés militaires adjoints seraient pris dorénavant au 2^e bureau de l'état-major de l'armée, et que les vacances de ce bureau seraient successivement affectées à des officiers signalés comme pouvant aspirer aux fonctions d'attachés militaires ».

Il semble qu'à l'heure actuelle, les dispositions de cette circulaire ministérielle ne soient quelque peu tombées en désuétude. De nombreux officiers

A ces compétences techniques, doit s'ajouter un don spécial d'observation ; de même que le diplomate, l'attaché militaire doit « comme un sergent de ville, être en quelque sorte aux aguets, nuit et jour, et une sorte d'intuition aidant, il doit « remarquer les choses qui peuvent avoir de l'intérêt pour « son travail » (3).

L'appréciation qu'il aura à porter sur les institutions militaires du pays étranger, n'aura d'autre unité de mesure que la connaissance qu'il a des institutions similaires de son propre pays : il devra donc se méfier de ses préférences innées, et éviter de comparer les inconvénients présentés par telle organisation, ou tel engin de guerre, qu'il aura le loisir d'observer dans le pays étranger, aux avantages des organisations ou des engins analogues de sa patrie. Un jugement sûr et impartial lui sera donc très utile.

L'attaché militaire idéal devrait posséder le tact et la finesse d'esprit. « Le tact ordinaire, s'il n'est pas inné, peut du « moins s'acquérir par l'éducation. Le tact diplomatique est « plus compliqué : il suppose une vraie intuition, jointe à « un certain effort de mémoire, qu'il n'est pas donné à tous « d'avoir et que seule l'expérience peut octroyer » (4). Il est vrai que l'attaché militaire pourra éviter les fautes de goût et les impairs, en demandant conseil à son chef de mission, ou à ses collègues plus anciens que lui dans le pays étranger.

A toutes ces qualités intellectuelles de l'attaché militaire, il faut joindre une grande puissance de travail : celle-ci lui sera utile en toutes circonstances, et lui sera même indispensable dans les postes importants.

De plus, l'attaché militaire devra posséder certaines qualités morales : d'abord l'assurance qui lui permettra de se tenir, en toutes circonstances, à la place qui lui est due, le flegme et l'impassibilité, grâce auxquels « il saura garder constamment « un maintien calme et ne se laissera « désarçonner » ni par « la colère ni par aucune faiblesse humaine dans laquelle « on tenterait de le faire tomber » (4).

Le courage ne devra pas non plus lui faire défaut : d'abord le courage physique, s'il est appelé à suivre des opérations de guerre, et à se trouver exposé aux mêmes dangers que les

français ont été nommés attachés militaires sans avoir, au préalable, appartenu au 2^e bureau.

(3) Baron J. de Szilassy : *op. cit.* p. 36, 37.

(4) Baron J. de Szilassy : *op. cit.* p. 40.

combattants ; de plus, il aura peut-être en d'autres circonstances à montrer au « public » qu'il n'a pas peur. Mais ce dont il aura constamment besoin, ce sera, comme l'envoyé diplomatique, du courage moral, et il est des cas où il « devra payer » de sa personne et même risquer, pour sa patrie, sa popularité et sa position » (5).

Une exacte notion du devoir, une conscience ferme, un caractère droit et loyal, un sentiment très développé de l'honneur devront compléter ses mérites.

Enfin un brillant passé militaire ne pourra être, le cas échéant, que très utile pour l'attaché : il rehaussera son prestige vis-à-vis de ses collègues et de ses camarades de l'armée étrangère. En outre, le gouvernement étranger sera, sans doute, particulièrement flatté de la marque d'honneur témoignée par l'Etat qui lui aura envoyé un officier aussi distingué, surtout si la réputation de ce dernier a franchi les frontières de son pays.

Telles sont donc les diverses qualités requises des attachés militaires. Elles ne doivent pas être négligées, car « l'intérêt » de l'armée et la dignité du pays exigent que l'on confie ces « postes à des officiers de choix dont le caractère et les aptitudes leur permettent à la fois de vivre dans le monde diplomatique, et en même temps de travailler d'une manière « très sérieuse et très profitable » (6).

Si certaines de ces qualités sont la conséquence directe de l'état d'officier et peuvent être trouvées chez tous les candidats aux fonctions d'attachés militaires, d'autres ne sont l'apanage que d'un nombre restreint d'officiers, et c'est parmi ces derniers qu'un gouvernement devra choisir avec le tact et l'adresse désirables, ceux qu'il enverra à l'étranger.

(5) Baron J. de Szilassy : *op. cit.* p. 42.

(6) Baron Auguste Lahure : *Direction des armées : Note sur le service des états-majors en campagne et en temps de paix*, Tome II, p. 65.

CHAPITRE VI

LE STATUT DES ATTACHÉS MILITAIRES

On parle fréquemment du statut des attachés militaires, et pourtant rien n'est moins réglementé que ce statut. Peu de textes de droit public concernent ces officiers ; cependant, on trouve parfois des indications plus ou moins succinctes et plus ou moins éparses dans les lois, décrets ou ordonnances organisant le service diplomatique de certains pays (1). Mais en dehors des décrets français sur le statut des attachés de l'air (2), il n'y a, semble-t-il, aucun document réglementant, dans son ensemble, le statut des attachés militaires, des attachés navals ou des attachés de l'air.

La plupart des gouvernements ont, en effet, jugé inutile de codifier la situation des officiers qu'ils détachent dans leurs missions diplomatiques, et se contentent de la leur préciser, soit dans la lettre de nomination, soit dans les instructions

(1) *République Argentine* : Loi du 20 janvier 1926, article 6.

Belgique : Décret royal du 15 juillet 1920, article 3.

Bolivie : Loi du 20 novembre 1886, article 6.

Chili : Décret du 22 août 1930, article 5.

Danemark : Instruction du 21 septembre 1932, article 5.

Egypte : Décret du 20 octobre 1925, article 4.

Espagne : Décret royal du 8 mars 1846, article 5.

Etats-Unis : Instruction aux agents diplomatiques du 8 mars 1927, Chap. IV, paragraphes 2, 3, 4.

Guatemala : Règlement du 17 juillet 1892, article 3.

Haïti : Loi du 17 avril 1912, article 4.

Honduras : Décret du 15 février 1906, article 10.

Italie : Décret du 29 novembre 1870, article 67.

Pérou : Loi du 30 mars 1929, article 7.

U.R.S.S. : Règlement du 12 novembre 1923, articles 18 et 19.

Uruguay : Loi du 12 mai 1906, article 3.

D'après A. H. Feller and Manley O. Hudson : *A collection of the diplomatic and consular laws and regulations of various countries.*

(2) Décret du 12 janvier 1932, modifié le 19 mai 1932, le 12 décembre 1932 et le 5 août 1934, abrogé et remplacé par le décret du 30 mai 1935.

générales, qu'ils leur remettent avant leur départ pour l'étranger.

Le statut des attachés militaires paraît donc, pour la majeure partie des Etats, reposer sur la coutume. On se propose d'en établir ici la synthèse et l'on examinera successivement les conditions de recrutement et de nomination des divers attachés militaires, les modalités de leur subordination à l'envoyé diplomatique ainsi qu'aux différents ministres de la défense nationale, leur situation dans la mission diplomatique, les règles éventuellement prévues pour la durée de leur mission, et enfin, les traitements et indemnités auxquels ils ont droit ainsi que les congés et permissions qui peuvent leur être accordés.

*
**

Les attachés militaires, navals ou de l'air sont, en général, recrutés parmi les officiers brevetés d'état-major, ayant effectué un stage de plus ou moins longue durée soit dans les divers bureaux de l'état-major général (3), soit simplement au bureau chargé des renseignements sur les armées étrangères. La connaissance des langues est fréquemment, pour ne pas dire toujours, requise.

Certains pays, tels la Colombie, exigent même que les officiers candidats à un poste d'attaché militaire justifient de connaissances suffisantes en droit international (4). Cette disposition paraît sage, car les conditions dans lesquelles ces officiers sont appelés à vivre, exigent qu'ils ne fassent pas trop mauvaise figure parmi les diplomates, et qu'ils soient suffisamment au courant des questions de droit international pour pouvoir remplir utilement leur mission.

Outre ces conditions, que l'on pourrait appeler conditions de capacité intellectuelle, certains Etats fixent des conditions de grade. Ainsi la Grèce et la Tchécoslovaquie ne choisissent leurs attachés militaires que parmi les officiers supérieurs, l'Espagne les prend à partir de capitaine ou lieutenant de vaisseau, la République Argentine à partir du grade de lieutenant en premier, jusqu'à celui de colonel ou capitaine de

(3) Ou, pour employer la terminologie française, l'état-major de l'armée, de la marine ou de l'air.

(4) Renseignements communiqués par le ministère des relations extérieures de Colombie.

vaisseau, la Bulgarie ne désigne en principe que des capitaines anciens ou des jeunes majors.

Enfin, la situation de fortune personnelle entre quelquefois en considération. Cette mesure adoptée par certains Etats ne paraît pas très judicieuse. D'abord, elle est antidémocratique : le seul mérite personnel devrait permettre à un officier distingué d'être désigné pour un emploi d'attaché militaire. Ensuite, elle ne peut se justifier que par un souci mal placé des deniers de l'Etat. Ainsi que Rustow l'écrivait, il y a déjà plus de cinquante ans, « on choisit souvent des gens riches afin « d'économiser à l'Etat quelques milliers de francs, croyant « ainsi se faire représenter, sans bourse délier, d'une manière « plus décente. En cela, l'on se trompe encore fréquemment, « car les riches sont souvent plus mesquins que les pauvres... » (5).

Les officiers susceptibles d'être nommés attachés militaires sont proposés par le ministre dont ils relèvent, au ministre des affaires étrangères. Celui-ci pressent, en général, le gouvernement étranger au sujet de la désignation envisagée (6). Si ce dernier donne une réponse favorable, ce qui est le cas normal, les attachés militaires sont nommés soit par un décret ou une ordonnance du chef de l'Etat (7), soit par un simple arrêté du ministre des affaires étrangères (8). Dans tous les cas, ce ministre accrédite ensuite l'attaché militaire auprès du gouvernement étranger.

Il convient cependant de signaler que certains Etats se contentent de faire connaître au gouvernement étranger la nomination de leurs attachés militaires sans lui avoir demandé, au préalable, son assentiment. Ce procédé est assez critiquable. D'abord il peut être considéré par le gouvernement étranger comme l'indice d'un certain manque d'égards envers lui, en raison des relations personnelles que les attachés militaires entretiennent avec les autorités militaires étrangères. En outre, si le gouvernement étranger a de bonnes raisons pour refuser de recevoir tel officier comme attaché militaire, et cela s'est

(5) *Op. cit.* Tome II, p. 109.

(6) On doit remarquer qu'il était d'usage avant la Guerre mondiale, de soumettre les nominations des attachés militaires et navals à Berlin, à l'agrément du Kaiser qui considérait ces officiers comme personnellement accrédités auprès de lui (Manuel Gonzalès Hontoria y Fernandez Ladreda, *op. cit.* p. 186).

(7) Notamment en Belgique, en Espagne, en France et en Grande-Bretagne.

(8) En Egypte, aux Etats-Unis, en Italie, au Pérou, en Russie soviétique.

déjà vu (9), il vaut mieux que tout se passe dans la coulisse plutôt que sur la place publique.

Les conditions de recrutement et de nomination des attachés militaires adjoints sont identiques : cela s'explique aisément si l'on songe que ces officiers sont chargés de remplacer les attachés militaires en toute occasion.

Pour ce qui est des officiers adjoints aux attachés militaires, s'ils doivent posséder les mêmes capacités que les attachés militaires, ils n'ont, en principe, aucuns rapports officiels à entretenir avec les autorités militaires étrangères (10). Le ministre des affaires étrangères n'a donc pas à intervenir pour demander l'assentiment du gouvernement étranger et la nomination de ces officiers est prononcée par le ministre compétent (guerre, marine ou air), exactement de la même façon que les mutations d'officiers. Il en est de même pour les sous-officiers et hommes de troupe détachés dans le service d'un attaché militaire.

On voit donc que la procédure employée vis-à-vis des gouvernements étrangers pour la nomination des attachés militaires, est en tous points comparable aux règles concernant la désignation du personnel diplomatique : demande d'agrément pour l'attaché militaire ou l'attaché militaire adjoint, comme pour l'envoyé diplomatique ou le chargé d'affaires *ad interim*, pas de demande pour les officiers, sous-officiers et militaires adjoints comme pour les secrétaires et attachés d'ambassade et le personnel subalterne de la mission.

*
**

Les attachés militaires, les attachés navals et les attachés de l'air dépendent respectivement de l'état-major général de l'armée, de la marine ou de l'air, et plus particulièrement du bureau de cet état-major, spécialisé dans la documentation sur

(9) Le colonel Romeïko-Gourko, attaché militaire russe à Berne, avait acquis une telle réputation que l'Italie refusa de l'agréer lorsqu'il fut nommé à Rome en 1913 (Général Max Ronge : *Espionnage*, p. 37).

(10) Cependant, par déférence envers ces autorités, l'attaché militaire profite souvent d'une de ses visites pour leur présenter les officiers qui lui sont adjoints.

les forces étrangères (11). Ils sont, en général, placés dans la position « hors cadres ». En France, c'est le chef d'état-major de l'armée, de la marine ou de l'air, qui détient les « dossiers du personnel » de ces officiers, et qui est chargé de les annoter chaque année (12). Il en est vraisemblablement de même dans les autres pays.

Si les divers attachés militaires sont subordonnés, ce qui est normal, au département ministériel qui les a détachés à l'étranger, cette subordination est plus ou moins directe suivant les Etats, et résulte simplement de la façon dont ces officiers sont soumis à l'autorité de l'ambassadeur ou du ministre plénipotentiaire.

On peut distinguer, dans les coutumes des divers Etats, deux systèmes principaux : l'un dans lequel l'attaché militaire est entièrement sous les ordres du chef de mission, l'autre dans lequel il n'en dépend que pour sa conduite personnelle et pour les questions d'étiquette.

Le premier est pratiqué notamment par l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Guatemala, l'Italie et le Pérou (13).

Les attachés militaires de ces puissances étant placés sous l'autorité hiérarchique du chef de mission, doivent s'inspirer des indications que celui-ci peut leur donner pour leur travail, et recevoir de ses mains notification des travaux qui leur sont confiés par le département ministériel dont ils relèvent (14). Ils doivent également rendre compte à l'envoyé diplomatique des démarches qu'ils effectuent auprès des autorités militaires étrangères.

En ce qui concerne les divers rapports, que les attachés militaires établissent soit de leur propre autorité, soit en application de leurs instructions, ces officiers les soumettent au chef de mission aux fins de transmission au département intéressé par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères;

(11) *Allemagne* : Nachrichten-bureau ; en *Autriche* : Evidenz-bureau ; en *France* : 2^e Bureau ; en *Grande-Bretagne* : Intelligence service.

(12) Instruction sur le service courant du 22 juillet 1933 (*Bulletin officiel du ministère de la guerre*. Edition méthodique : volume 74).

(13) Cette liste ne doit pas être considérée comme limitative ; elle résulte simplement des indications données par l'ouvrage déjà cité de A.-H. Feller et Manley O. Hudson (*A collection of the diplomatic and consular laws and regulations of various countries*), ainsi que des renseignements que les services des affaires étrangères ou les missions diplomatiques de certains Etats ont bien voulu communiquer pour ce travail.

(14) R. Genet : *op. cit.* Tome II, n° 848.

la voie « chef de mission - affaires étrangères - guerre, marine ou air », constitue la voie hiérarchique normale pour tous ces travaux.

Cependant pour les questions exclusivement techniques, et surtout celles d'importance réduite, une correspondance directe peut s'établir entre l'attaché militaire et le département ministériel. Néanmoins, l'attaché militaire doit présenter ses travaux au visa du chef de mission qui peut ainsi s'assurer que ceux-ci ne présentent aucun intérêt pour les affaires étrangères.

D'autre part, lorsqu'un attaché militaire est accrédité simultanément dans plusieurs pays, il peut, pour éviter des pertes de temps, envoyer les rapports militaires concernant l'un de ces pays sous le couvert du chef de l'une quelconque des missions auxquelles il est affecté, mais à condition d'en adresser une copie à l'ambassadeur ou au ministre résidant dans l'Etat visé par les rapports en question. Cette procédure n'a rien d'étonnant : elle découle de celle qui est employée normalement lorsqu'un fonctionnaire est soumis à diverses autorités hiérarchiques.

Les règles adoptées par les Etats-Unis d'Amérique sont analogues à celles qui ont été exposées ci-dessus, avec cette différence toutefois que le secrétaire d'Etat n'entre jamais dans le circuit prévu pour la transmission des rapports des attachés militaires et navals : ces rapports sont, en effet, adressés directement, après visa du chef de mission, au département de la guerre ou de la marine (15).

Dans le deuxième système, qui est pratiqué notamment par l'Autriche, la Finlande, la Grèce et l'Uruguay, le chef de mission n'a aucun droit de regard à exercer sur les rapports des attachés militaires qui sont affectés à sa mission. Ceux-ci correspondent directement, en toutes occasions, avec le département dont ils dépendent, même pour les rapports d'ordre politique. Néanmoins, l'attaché militaire reste à la disposition de l'envoyé diplomatique pour lui servir de conseiller technique. Ainsi, la majeure partie de l'activité de cet officier échappe au contrôle du chef de mission.

La situation de ces attachés militaires présente des analogies avec celle des plénipotentaires militaires, que s'adressaient réciproquement, avant la guerre de 1914, les empereurs d'Allemagne et de Russie. En effet, les rapports de ces plénipoten-

(15) A.-H. Feller et Manley O. Hudson : *op. cit.* — Moore : *op. cit.* Tome IV, p. 437.

tiaires parvenaient directement au souverain qui ne les communiquait qu'après coup aux affaires étrangères. C'est ainsi, que pendant le mois de juillet 1914, le général von Chelius, plénipotentiaire allemand en Russie, envoyait toute une série de dépêches à Guillaume II, dépêches d'ordre militaire ou politique (16).

Que doit-on penser de ces deux systèmes ?

Le dernier, s'il présente l'avantage de ne soumettre l'attaché militaire qu'à une seule autorité, le ministre de la guerre, a par contre le grave inconvénient de créer un travail parallèle entre l'envoyé diplomatique et l'attaché militaire. On a signalé les conséquences parfois néfastes qui résultaient de cette double activité politique lorsqu'elle s'exerçait en sens contraire (17). Il semble donc que si ce système est pratiqué par une minorité d'Etats, c'est que cet inconvénient a paru primordial.

A l'opposé, le premier système évite que l'attaché militaire et l'envoyé diplomatique ne marchent sur les brisées l'un de l'autre. On peut lui reprocher toutefois de soumettre l'attaché militaire à deux autorités bien distinctes, et par conséquent de rendre possibles des conflits entre les directives de l'envoyé diplomatique et les instructions du ministre de la guerre. Cependant, ces conflits peuvent être écartés si l'on a précisé la conduite à tenir en ces occasions par l'attaché militaire. C'est ce que prévoient les instructions données aux attachés militaires des Etats-Unis : « Si les ordres de l'ambassadeur sont manifestement contraires à des ordres ou à des instructions données par le ministre de la guerre, l'attaché militaire avertira respectueusement l'ambassadeur, ou le ministre, des circonstances qui l'empêchent d'exécuter ses ordres, et rendra compte, d'autre part, à l'adjudant-général de tous les détails de cette affaire. » (18)

Indépendamment de l'éventualité de ces conflits, on peut craindre que l'attaché militaire n'ait tendance à satisfaire, de préférence, celle des deux autorités dont dépend son avancement, et ne soit, par conséquent, tenté de ne pas faire cas des indications que lui donne l'envoyé diplomatique. Cette objection a sans doute quelque valeur, mais les mêmes inconvénients se produisent *a fortiori* dans l'autre système, étant don-

(16) Cf. Comte F. Pourtalès : *Mes dernières négociations à Saint-Petersbourg, en juillet 1914*. Traduction J. Robillot.

(17) V. *supra*, p. 99.

(18) Lettre du 14 octobre 1897 de M. Sherman, secrétaire d'Etat, à M. John Hay, ambassadeur des Etats-Unis, à Londres (Moore : *op. cit.* Tome IV, p. 437).

né que l'envoyé diplomatique n'exerce aucun contrôle sur l'activité de son attaché militaire.

Quant à la difficulté pratique qui pourrait résulter de la subordination de l'attaché militaire à deux autorités nettement distinctes, elle ne peut être retenue, surtout si l'on songe que la même situation se présente dans l'armée, et qu'elle est même normale pour les officiers des armes techniques ou des services. Ainsi dans une division d'infanterie, le commandant de l'artillerie ou du génie divisionnaire est à la fois sous les ordres du général de division (autorité tactique) et du commandant de l'artillerie ou du génie de corps d'armée (autorité technique). On pourrait donc dire dans le cas de l'attaché militaire, qu'il se trouve soumis d'une part, à une autorité tactique, le chef de mission (et à l'échelon supérieur, le ministre des affaires étrangères), d'autre part, à une autorité technique, le ministre de la guerre.

Le premier système présente, en outre, l'immense avantage de préciser les responsabilités de chacun. L'envoyé diplomatique est responsable de la politique de son pays, et, en particulier, de l'exactitude des informations qu'il fait parvenir sur l'Etat étranger. Si l'attaché militaire se trouve entièrement sous ses ordres, le ministre public ne peut exciper de la présence d'un tel officier dans sa mission pour se désintéresser des renseignements d'ordre militaire. C'est, semble-t-il, à tort que, pour se défendre du reproche d'avoir négligé d'informer le gouvernement français de la véritable situation de l'armée prussienne, le comte Benedetti, ambassadeur de France à Berlin avant 1870, crut suffisant d'arguer que « l'état des « forces militaires de la Prusse, regardait surtout M. Stoffel « qui n'avait épargné ni les avertissements, ni les renseignements... ». Il ajoutait même que « les questions de cet ordre « n'étaient que très imparfaitement de son ressort, puisqu'il « y avait à Berlin un attaché militaire » (19). Où est l'autorité, là doit être la responsabilité. Le système en question a donc pour conséquence d'imposer à l'envoyé diplomatique l'obligation sinon de tenir compte des avis de son attaché militaire, du moins de les provoquer.

Ce n'est que par l'application de ce système que la bonne harmonie peut régner dans la conduite de la politique générale d'un pays, et c'est pourquoi le système de la subordina-

(19) Comte Benedetti : *Ma mission en Prusse*, p. 10. — B. d'Agreval : *Les diplomates français sous Napoléon III*, p. 24, 25.

tion intégrale de l'attaché militaire à l'envoyé diplomatique paraît de beaucoup préférable.

*
**

Quelle est maintenant la situation de l'attaché militaire au sein de la mission diplomatique ?

Bien que certains textes publics précisent que ces officiers ne font pas partie de la « carrière » (20), les attachés militaires appartiennent à la mission diplomatique. Pendant longtemps, ils n'ont été considérés que comme des « étrangers de marque » (21) et n'ont pas été assimilés au personnel diplomatique. Il n'en est plus ainsi à l'heure actuelle. La plupart des Etats ont, en effet, précisé les règles de préséance entre les attachés militaires et le personnel des ambassades et légations (22).

En principe, les attachés militaires, navals ou de l'air, ont, quel que soit leur grade, un rang suivant immédiatement le premier fonctionnaire civil de la mission, c'est-à-dire le chargé d'affaires *ad interim* (23). Toutefois les attachés militaires français ayant rang d'officier général, prennent le pas sur le gérant éventuel du poste, à moins que celui-ci ne soit ministre plénipotentiaire plus ancien dans sa classe que ne l'est l'attaché militaire dans son grade. Les attachés militaires et navals américains d'un grade inférieur à celui de colonel ne prennent place qu'après le premier secrétaire (24).

(20) Notamment le décret italien du 28 novembre 1870, le règlement du Guatemala du 17 juillet 1892 et le décret du Honduras du 15 février 1906.

(21) Lieutenant A. Froment : *op. cit.*, p. 71. — Lieutenant (depuis Intendant général) James Violle : *L'espionnage militaire en temps de guerre*. Thèse, Paris, 1903, p. 45 et suiv. — *Nouveau Dictionnaire militaire* (Paris, 1892). V° : Attaché militaire.

(22) L'anecdote suivante, rapportée à l'auteur par un ancien secrétaire d'ambassade, montre toute l'importance que peuvent prendre parfois les questions de préséance entre les attachés militaires et les diplomates, ou entre leurs femmes, ce qui est encore plus grave. Bien avant la guerre, lors d'une soirée donnée à la cour d'un souverain de l'Europe centrale, la femme du conseiller et la femme de l'attaché militaire français se présentèrent simultanément pour passer derrière l'ambassadeur. Il y eut une petite discussion entre les deux dames, chacune d'elles ne voulant pas laisser le pas à l'autre. Finalement, la femme de l'attaché militaire s'effaça, en ajoutant à l'adresse de sa rivale : « Privilège de l'âge, Madame ! ».

(23) Baron J. de Szilassy : *op. cit.*, p. 196.

(24) John W. Foster : *The practice of diplomacy, as illustrated in the foreign relations of the United States*, p. 210.

Pour ce qui est des attachés militaires adjoints, lorsqu'il y a un attaché militaire dans la mission diplomatique, une correspondance est, en général, établie entre les grades de ces officiers et ceux du personnel diplomatique.

Dans les missions françaises, les colonels et capitaines de vaisseau sont assimilés aux conseillers d'ambassade, les lieutenants-colonels et capitaines de frégate aux secrétaires d'ambassade de première classe, les chefs de bataillon ou d'escadron et les capitaines de corvette aux secrétaires de deuxième classe, les capitaines et lieutenants de vaisseau aux secrétaires de troisième classe, les lieutenants et enseignes de vaisseau aux attachés d'ambassade. Dans chaque grade ou classe, la préséance est déterminée par l'ancienneté.

Dans les missions italiennes, les colonels et capitaines de vaisseau sont assimilés aux conseillers d'ambassade ou consuls de première classe, les lieutenants-colonels et capitaines de frégate aux premiers secrétaires ou consuls de deuxième classe, les commandants et capitaines de corvette aux deuxièmes secrétaires ou aux consuls de troisième classe, les capitaines et lieutenants de vaisseau aux vice-consuls de première classe, les lieutenants et enseignes de vaisseau aux vice-consuls de deuxième classe, les sous-lieutenants aux attachés consulaires (25).

Au contraire, dans les missions britanniques, les attachés militaires adjoints prennent place, quel que soit leur grade, derrière les deuxièmes secrétaires et avant les attachés commerciaux de deuxième classe (26).

D'autre part, dans les cérémonies ou réceptions où la mission diplomatique se présente en corps constitué, les divers attachés militaires adjoints suivent immédiatement les attachés militaires, navals ou de l'air. En particulier, dans les missions françaises, tous les attachés militaires forment un groupe unique derrière le personnel civil de la mission.

*
**

En ce qui concerne la durée de la mission confiée aux attachés militaires, celle-ci n'est en général pas réglementée.

Cependant, certains Etats ont cru devoir la déterminer

(25) Renseignements communiqués par l'ambassade d'Italie à Paris.

(26) Sir Ernest Satow : *A guide to diplomatic practice*, 3^e édition, p. 251.

avec précision : c'est ainsi que le décret espagnol du 8 mars 1846 limitait à deux périodes de deux ans le séjour des attachés militaires espagnols dans le même poste (27), qu'avant la Guerre mondiale, les attachés militaires bulgares ne pouvaient occuper ces fonctions que pendant une durée totale de huit années, dans deux ou trois postes au maximum (28), et que, tout au moins à une certaine époque, les attachés militaires italiens restaient au plus quatre ans en fonctions dans le même pays (29).

En procédant ainsi, on évite que « l'attaché militaire ne se « rouille à son poste, qu'il ne s'y abandonne à l'oisiveté, n'y « prenne des habitudes et ne s'y crée des relations qui lui « fassent oublier sa mission » (30). Néanmoins, il ne paraît pas judicieux de préciser, par avance, la durée de la mission de l'attaché militaire. Un gouvernement risque, en effet, par une réglementation trop étroite, d'être contraint de se priver des services éminents rendus par un officier, grâce aux relations qu'il aura pu se faire dans le pays étranger, ou aux connaissances qu'il y aura acquises.

En outre, si pour des raisons de service, on croit devoir rappeler l'attaché militaire avant l'expiration du terme réglementaire fixé pour sa mission, une telle mesure peut être considérée comme une disgrâce par des personnes non averties, alors qu'il s'agira bien souvent de donner de l'avancement à l'attaché militaire ou de lui confier d'importantes fonctions dans son pays.

L'absence de toute disposition réglementant la durée du séjour à l'étranger des attachés militaires paraît donc bien préférable. Il faut remarquer que la plupart des Etats agissent ainsi, et l'on ne saurait affirmer qu'il n'en est pas de même à l'heure actuelle, pour la Bulgarie, l'Espagne et l'Italie.

*
**

En ce qui concerne la solde et les indemnités perçues par les attachés militaires, il est de règle générale que celles-ci leur sont versées par le ministère dont ils relèvent ; les crédits

(27) Voir *supra*, p. 18.

(28) Renseignements communiqués par le ministère des affaires étrangères et des cultes de Bulgarie.

(29) *Revue militaire de l'Etranger*, 1895, 1^{er} semestre, p. 244 et suiv.

(30) W. Rustow : *op. cit.* p. 111, 112.

nécessaires à l'entretien de ces attachés sont, en effet, prévus au budget des départements de la guerre, de la marine ou de l'air.

Les attachés militaires reçoivent, outre la solde de leur grade, une indemnité annuelle de fonctions et une indemnité de représentation ; ils peuvent de plus se faire payer sur « états de frais » leurs dépenses de location et de frais de bureau, de constitution et d'entretien des archives. Ils ont, en outre, droit à des frais de déplacement pour les voyages de service qu'ils effectuent dans le ou les pays où ils sont accrédités. Enfin, certains Etats remboursent aux attachés militaires leurs frais de voyage pour retourner dans leur pays, à l'occasion de leur permission annuelle (31).

Les attachés militaires bénéficient, en effet, des mêmes permissions ou congés que les autres officiers. Ces permissions leur sont accordées, sur l'avis favorable du chef de mission, par le ministre dont ils relèvent. Cette disposition corrobore donc ce qui a été dit plus haut au sujet de la dépendance qui est maintenue entre les départements de la guerre, de la marine ou de l'air, et ces officiers pendant toute la durée de leur mission.

*
**

Telles sont les principales dispositions qui régissent dans son ensemble le statut des attachés militaires.

On peut cependant regretter que la plupart des Etats n'aient pas donné un caractère public à ce statut. Les attachés militaires ne sont, en effet, que trop suspectés de se livrer à des activités incompatibles avec leur caractère diplomatique, sans que leurs gouvernements viennent renforcer cette suspicion en conservant dans le secret le plus absolu le statut de leurs attachés militaires. Et pourtant, rien ne serait plus facile que de combattre dans l'esprit du « public » les idées fausses qui y règnent : les instructions remises par les divers pays à leurs attachés militaires ne leur recommandent-elles pas de ne pas

(31) Pour la France, décret du 2 août 1930, fixant le régime des allocations attribuées aux personnels militaires en service à l'étranger. (*Bulletin officiel du ministère de la guerre*. Partie permanente, 1930, page 3186) et décret du 21 janvier 1931, modifié le 28 décembre 1934, concernant les allocations des attachés navals et du personnel qui leur est adjoint (*Bulletin officiel du ministère de la marine*, 1931, 1^{er} semestre, p. 61).

rechercher des renseignements par des moyens clandestins ou illicites, et de n'avoir aucunes relations avec les personnes agissant ou déclarant vouloir agir comme espions ou agents secrets ? L'initiative prise par le gouvernement français de publier le statut de ses attachés de l'air devrait être étendue aux attachés militaires et navals, et il serait particulièrement désirable que les autres Etats suivissent cet exemple.

CHAPITRE VII

DES RAPPORTS DE L'ATTACHÉ MILITAIRE AVEC CERTAINES AUTORITÉS DE L'ÉTAT ÉTRANGER

On a vu que, dans l'accomplissement de leur mission, les attachés militaires étaient fréquemment en rapports avec certaines autorités du pays étranger, principalement avec les autorités militaires. Comment s'établissent et se maintiennent ces relations ? Tel est l'objet du présent chapitre.

Les relations officielles des attachés militaires avec les autorités étrangères, sont réglées par les usages établis dans chaque pays. Un officier nouvellement nommé dans un poste devra donc s'en informer auprès de son chef de mission, ou de son prédécesseur, ou même de ses collègues étrangers. On doit cependant signaler l'heureuse initiative prise par le gouvernement chilien de publier à l'usage des attachés militaires accrédités auprès de lui, des instructions qui constituent, en quelque sorte, le « vade-mecum » de ces officiers dans leurs rapports avec les diverses autorités de ce pays (1).

Cependant les règles coutumières adoptées pour ces rapports ne diffèrent pas sensiblement d'un pays à un autre, et présentent de nombreux caractères communs.

Tout nouvel attaché militaire est, en général, présenté au chef de l'Etat et au ministre de la guerre par son chef de mission (2). C'est par l'intermédiaire de ce dernier que l'attaché militaire fait demander audience au souverain ou au prési-

(1) Instructions du 15 juin 1930, modifiées en avril 1936 (aimablement communiquées pour ce travail, par le ministère des relations extérieures du Chili).

(2) Cf. Charles Cheney Hyde : *International law as interpreted and applied by the United States of America*, § 413.

dent de l'Etat étranger. Toutefois, les attachés militaires et navals en résidence à Berlin ou à Vienne avant la Guerre mondiale, adressaient directement leurs demandes d'audience aux empereurs d'Allemagne ou d'Autriche, qui les considéraient, en effet, comme personnellement accrédités auprès d'eux (3). En particulier, le Kaiser ne faisait qu'étendre aux attachés militaires, les privilèges qu'il accordait au plénipotentiaire militaire du Tsar.

Les audiences du chef de l'Etat ou la première audience du ministre de la guerre, sont les seules circonstances où le chef de mission ait à intervenir dans les relations de ses divers attachés militaires avec les autorités étrangères. Dans tous les autres cas, ces officiers sont en rapports directs avec le service chargé dans chacun des ministères de la défense nationale, d'assurer la liaison avec les attachés militaires étrangers.

C'est ce service qui présente, en général, les officiers nouvellement arrivés à certaines hautes personnalités du ministère avec lesquels ils pourront se trouver en relations pendant la durée de leur mission : inspecteur général de l'armée, chef d'état-major général, etc... C'est également à ce service que les attachés militaires doivent s'adresser pour obtenir des renseignements, ou des documents hors commerce, pour être autorisés à visiter certains établissements militaires ou assister à des expériences et des manœuvres (4). Seul le service de liaison avec les attachés militaires est compétent pour donner satisfaction à leurs diverses demandes. Et cela se comprend, car ce service étant rattaché, le plus souvent, au bureau de l'état-major général spécialisé dans les renseignements sur les armées étrangères, est à même de tenir compte dans les avantages qu'il accorde aux officiers étrangers, des facilités dont bénéficient dans leur résidence les attachés militaires de son propre pays. La réciprocité dans les faveurs octroyées aux attachés militaires, est, en effet, la ligne de conduite normale des divers gouvernements. C'est ce qu'exprimait d'ailleurs le secrétaire d'Etat des Etats-Unis dans une série de lettres adressées aux chefs des diverses missions étrangères accréditées à Washington, et concernant les rapports des attachés navals avec le ministère de la marine (5).

(3) Amiral de Faramond : *op. cit.* p. 24.

(4) Cf. Amiral de Faramond : *op. cit.* p. 13.

(5) Moore : *op. cit.* Tome IV, p. 437.

Dans les visites qu'effectuent les attachés militaires, ceux-ci sont en général accompagnés par un officier désigné par le service de liaison du ministère compétent. Il en est de même lorsque les attachés militaires assistent à des expériences ou à des manœuvres. Dans ce dernier cas, ces officiers sont généralement reçus soit par le ministre si celui-ci est présent, soit par l'officier général le plus élevé en grade (le généralissime désigné, ou le directeur de la manœuvre). Dans les pays où le commandement en chef appartient au chef d'Etat, c'est aux côtés de celui-ci que les attachés militaires suivent les manœuvres : avant la guerre de 1914, les attachés militaires à Saint-Petersbourg étaient même les hôtes personnels du Tsar, pendant leur séjour au camp de Krasnoïé-Selo (6).

Il est de plus des circonstances où tous les attachés militaires accrédités auprès d'un même Etat se trouvent rassemblés : grandes manœuvres, cérémonies officielles, banquets et réceptions offerts par le ministre de la guerre ou quelque haute personnalité militaire. Dans ces occasions, le « corps des attachés militaires » est fréquemment représenté par son doyen qui est l'officier du grade le plus élevé, le plus anciennement accrédité dans le pays. Comme le doyen du corps diplomatique, le doyen des attachés militaires est le porte-parole de tous ses collègues. Si un discours doit être prononcé, c'est à lui de le faire. C'est également à cet officier qu'il pourra incomber de présenter à un nouveau ministre le corps des attachés militaires accrédités auprès de son département (7).

C'est à ce rôle de représentation pure, et tout à fait honorifique que paraissent se borner les fonctions du doyen des attachés militaires. Il n'aura jamais à élever, comme le doyen du corps diplomatique, de protestation contre un acte ou une décision de l'autorité susceptibles de porter atteinte à la situation de ses collègues. Cette mission serait, en effet, du ressort soit du chef de mission dont dépendrait l'attaché militaire en cause, soit du doyen du corps diplomatique lui-même. Une telle intervention du doyen des attachés militaires ne pourrait à la rigueur se concevoir que si tout le corps des attachés militaires était éloigné de la capitale pour assister à des manœuvres ou suivre des opérations de guerre, et que l'ur-

(6) *Archives historiques du ministère de la guerre : Reconnaissances*, n° 1.498. (Lettre du lieutenant-colonel Colson, du 26 juillet 1861). — Colonel Wellesley : *op. cit.* p. 5.

(7) Cf. *Le Temps* : 15 juin 1936.

gence fût telle que le ministre public intéressé ne pût agir en temps utile. Rien ne prouve d'ailleurs que même dans ces conditions, le gouvernement étranger accueillerait favorablement les représentations qui lui seraient faites.

Cependant, il semble que le doyen des attachés militaires aurait qualité pour faire connaître au ministre de la guerre, au directeur des manœuvres, ou au général commandant en chef, certains désirs exprimés par ses collègues relativement à leur installation matérielle, ou aux facilités à leur accorder pendant les manœuvres ou les opérations.

Telles sont les conditions dans lesquelles les attachés militaires accrédités dans un pays entretiennent des relations avec les autorités militaires. Ces officiers peuvent avoir également des rapports avec d'autres autorités étrangères, notamment les autorités administratives ou judiciaires. Et ceci pose la question des privilèges et immunités diplomatiques accordés aux attachés militaires. Ce sera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE VIII

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES DES DIVERS ATTACHÉS MILITAIRES ET DU PERSONNEL QUI LEUR EST ADJOINT

Les officiers que les gouvernements détachent dans leurs missions diplomatiques en qualité d'attachés militaires, d'attachés navals ou d'attachés de l'air, doivent-ils être du point de vue du droit international considérés comme des diplomates, et par conséquent bénéficier comme ceux-ci, des privilèges et immunités diplomatiques ?

Tout d'abord, on exposera, dans une première section, la situation des divers attachés militaires telle qu'elle résulte de la doctrine ainsi que de la pratique des divers Etats. Une deuxième section sera ensuite consacrée à examiner dans quelle mesure le personnel adjoint à un attaché militaire peut être admis au bénéfice des mêmes privilèges et immunités.

*
**

PREMIÈRE SECTION

Privilèges et immunités des attachés militaires

LA DOCTRINE.

Si les attachés militaires ont droit aux privilèges et immunités diplomatiques, ce droit ne peut avoir d'autre base que celui des diplomates eux-mêmes.

Le véritable fondement des privilèges et immunités diplomatiques doit être cherché dans l'idée de la liberté et de la sécurité nécessaires à l'ambassadeur pour accomplir sa mission (1).

D'autre part, il est de l'intérêt des Etats d'entretenir des relations internationales avec les autres Etats, et de recevoir, par conséquent, des ambassadeurs représentant l'attitude et les opinions politiques du gouvernement qui les a envoyés. Ces Etats doivent donc donner aux ambassadeurs qu'ils reçoivent, tous les avantages et les facilités nécessaires à l'accomplissement de leur mission (2).

« Lorsqu'un gouvernement auprès duquel une mission va « être accréditée, donne son assentiment à la nomination du « nouveau chef de mission, il admet tacitement que celui-ci « exercera ses fonctions dans les conditions consacrées par « le droit des gens, c'est-à-dire suivant les directives indiquées « par le souverain qui l'envoie et conformément à la loi locale. » (3) Le ministre public, pour remplir sa mission dans ces conditions, ne doit pas être troublé par quelque intervention ni des autorités étrangères, ni de simples particuliers, et doit donc jouir de certaines prérogatives, notamment : l'inviolabilité, l'immunité de juridiction civile et pénale, la dispense de témoigner en justice, etc.

Les auxiliaires qu'un gouvernement met à la disposition de ses envoyés diplomatiques, ne doivent pas non plus être gênés

(1) Bynkershoek : *De foro legatorum*, Ch. VIII-2. — Grotius : *De jure belli ac pacis*, Liv. II, ch. XVIII, n° 19. — Vattel : *Le droit des gens ou principes de la loi naturelle*, T. III, liv. IV, ch. VII, n° 92. — Montesquieu : *Esprit des lois*, Liv. XXVI, ch. XXI. — Bielfied : *Institutions politiques*. — Blunstedt : *Le droit international codifié*, n° 135. — Casanova : *Lezione* 13, T. II, p. 16. — Francis Deak : *Classification, immunités et privilèges des agents diplomatiques*. (*Revue de droit international et de législation comparée*, 1928, p. 522). — Delisle : *Principes de l'interprétation des lois*, T. I, § 80. — Esperson : *Diritto diplomatico e giurisdizione internazionale marittima*. — Féraud-Giraud : *op. cit.* T. I, p. 249. — Fiore : *Nouveau droit international public*. — Gianzana : *Lo straniero nel diritto civile italiano*, n° 132. — Goddyn et Mahiels : *Droit criminel belge*, p. 16. — Guesalaga : *Agentes diplomaticos*, n° 14. — *Journal de droit international privé* (Demangeat : 1865, p. 92 ; Stattin : 1884, p. 335 ; Réquisitoire du procureur général Rongeat, 1891, p. 150). — Lawrence : *Les principes du droit international* (traduction Dumas et de Lapradelle), p. 317. — G.-F. de Martens : *Précis de droit international*, T. II, p. 69. — John Bassett Moore : *Asylum political science quaterly*, vol. VII, p. 397. — Ch. Morton : *op. cit.* p. 41. — Olivi : *Dell' indipendenza dell' inviato diplomatico*, p. 17. — Pradier-Fodéré : *Cours*, T. II, p. 39, 41, 104. *Traité*, T. III, n° 1.431. — Rocco : *Delle leggi delle due Sicilie*, T. II, p. 365. — Wheaton : *Eléments du droit international*, T. I, p. 198.

(2) Ch. Morton : *op. cit.* p. 42.

(3) *Ibid.*

dans l'exercice de leurs fonctions, sous peine de priver leur chef de mission de tout ou partie des services qu'il peut normalement attendre d'eux. Ils ont donc droit, eux aussi, aux mêmes privilèges et immunités. De plus, ces privilèges leur étant accordés dans l'intérêt du service du ministre public, ils n'en bénéficient que comme membres de la mission diplomatique et ne peuvent y renoncer sans l'autorisation du chef de mission.

Quelles sont les personnes de la suite du chef de mission qui peuvent prétendre aux immunités comme ayant le caractère diplomatique ? Toute la question est de savoir « s'il s'agit » de fonctionnaires tenant leur nomination du gouvernement « et adjoints au ministre pour l'assister et le suppléer, s'il y » a mission donnée par un Etat étranger, s'il y a caractère « officiel » (4).

Sans doute, les attachés militaires n'ont pas qualité pour suppléer le chef de mission ; ils le remplacent cependant en partie, en tant que représentants de leur armée nationale puisqu'ils sont accrédités auprès des autorités militaires étrangères. Réunissant par ailleurs toutes les autres conditions, ils sont donc fondés à se prévaloir du droit aux privilèges et immunités diplomatiques : c'est ce que leur reconnaissent la très grande majorité des auteurs de droit international, en les considérant comme des membres de la « suite officielle » de l'envoyé diplomatique (5).

(4) Ernest Nys : *Le droit international : les principes, les théories, les faits*, Tome II, p. 441.

(5) Bluntschli : *op. cit.* n° 145. — Bustamante y Sirven : *Droit international public* (Traduction Paul Goulé), Tome I, n° 293. — Ch. Calvo : *Dictionnaire*, V° : Attaché militaire ; *Le droit international théorique et pratique*, T. III, n° 1.485. — A. Chrétien : *op. cit.* n° 522. — Fr. Deak : *op. cit.* (*Revue de droit international et de législation comparée* : 1928, p. 198). — Dietrich : *De l'inviolabilité et de l'exemption de juridiction des agents diplomatiques et consulaires*, p. 145. — A.-V. Dicey : *A digest of the law of England with reference to the conflict of laws*, p. 196. — C. Drouin : *L'exterritorialité des agents diplomatiques*, p. 191. — David Dudley-Field : *Projet d'un code international*, n° 119. — Ch. Dupuis : *Relations internationales* (*Cours de l'Académie de droit international de La Haye*, 1924, T. I, p. 299). — P. Fauchille : *Traité de droit international public*, n° 685 et suiv. — Féraud-Giraud : *op. cit.* T. I, p. 274. — Geffcken : *Das Gesandtschaftsrecht und die Diplomatischen Botschaften* (*Handbuch des Völkerrechts*, 1887, T. III, p. 660). — Genet : *op. cit.* n°s 484, 539, 558, 848. — Gianzana : *op. cit.* n° 133. — Guesalaga : *op. cit.* p. 125. — W.-E. Hall : *Treatise on international law*, n° 51. — Hatschek : *Völkerrecht aus System rechtlich bedentsannem Staatsakte*, p. 89. — Heddaya : *Les immunités des agents diplomatiques*, p. 120. — Hold-Ferneck : *Lehrbuch des Völkerrechts*, T. II, p. 126. — Manuel Gonzalès Hontoria y Fernandez Ladreda : *op. cit.* p. 189. — B. Hübner : *Die Magistraturen des völkerrechtlichen Verk und die Exterritorialität*, p. 87. — Sir Cecil Hurst : *Les*

Cependant, certains auteurs se sont élevés contre l'extension aux attachés militaires et aux membres de leur famille, de la généralité des immunités diplomatiques (6). En particulier, l'application de l'immunité de juridiction civile à la famille de l'attaché militaire a été l'objet de sévères critiques. « En quoi les fonctions de l'attaché militaire étranger, dit M. Damiron, seraient-elles gênées parce que leur femme serait poursuivie pour payer ses dettes ? Comment surtout serait compromise l'indépendance de l'Etat étranger dans de telles contestations ? C'est surtout son bon renom et son crédit qui risqueraient d'y perdre... ». Ces auteurs, et notamment Lehr, proposent de n'accorder aux attachés militaires, à l'exclusion de leur famille (comme d'ailleurs à tout le personnel diplomatique de carrière, en dehors du chef de mission et du chargé d'affaires *ad interim*), que l'inviolabilité et l'immunité de juridiction pénale.

Ces propositions n'ont pas été suivies par l'ensemble de la doctrine ; en particulier, l'Institut de droit international, dans le règlement sur les immunités diplomatiques qu'il adoptait le 13 août 1895, accordait tous les privilèges et immunités diplomatiques « aux fonctionnaires officiellement attachés à la mission et aux membres de leur famille demeurant avec eux... ». Le texte voté à la session de New-York, le 18 octo-

immunités diplomatiques (Cours de l'Académie de droit international de La Haye, T. XII, p. 122 et suiv.). — Internoscia : *Nouveau code de droit international*, n° 574, 575. — Fr. von Liszt : *Le droit international* (Traduction Gidel-Alcindor), p. 131. — G.-F. de Martens : *op. cit.* p. 20. — A. Mérignhac : *Traité de droit public international*, T. II, p. 261. — Ch. Morton : *op. cit.* p. 20. — Ernest Nys : *op. cit.* T. II, p. 441. — Phillimore : *Commentaries for International Law*, T. II, n° 153. — R. Piedelièvre : *Précis de droit international public ou droit des gens*, n° 514. — Piétri : *Etude critique sur la fiction d'exterritorialité*, p. 196. — A. Rivier : *Principes du droit des gens*, T. I, p. 458. — Jean Roederer : *op. cit.* ch. II. — Santi Romano : *Corso di diritto internazionale*, p. 214. — Sir Ernest Satow : *op. cit.* T. I, n° 297. — Spiropoulos : *Traité théorique et pratique de droit international*, p. 211. — Maurice Travers : *Le droit pénal international*, n° 853. — E. Vercamer : *Des franchises diplomatiques, et spécialement de l'exterritorialité*, p. 276. — Wolgast : *Völkerrecht*, n° 134.

(6) Notamment : P. Damiron : *De l'incompétence des tribunaux français dans les litiges concernant les agents diplomatiques*, p. 34. — F. Despagne : *Cours de droit international public*, n° 250. — E. Lehr : Rapport à la session de Hambourg de l'Institut de droit international, 1891 (*Annuaire de l'Institut*, T. XI, p. 400). *Quelques mots sur le fondement des immunités diplomatiques en droit et en équité* (*Revue de droit international et de législation comparée*, 1905, p. 411 et suiv.). — Ozanam : *L'immunité civile de juridiction des agents diplomatiques*, p. 82. — Politis : *Note sous un jugement du tribunal de la Seine du 23 mars 1907* (Dalloz II, p. 281). — Pradier Fodéré : *Cours de droit diplomatique*, T. II, p. 185. — R. Robin : *Chronique des faits internationaux* (*Revue générale de droit international public*, 1907, p. 162).

lre 1929, ne modifiait pas cette solution (7). Ainsi, malgré la divergence d'opinions signalée plus haut, la doctrine est, dans l'ensemble, d'accord pour admettre les attachés militaires au bénéfice des privilèges diplomatiques. C'est que, comme l'a très justement fait remarquer M. Joseph Delpech (8), il y a, pour cela, des raisons spéciales de fait et des motifs communs de droit.

« En fait, c'est le souci des liens diplomatiques qui, en définitive, doit faire admettre, au profit des attachés militaires, l'exemption des actes judiciaires ou extra-judiciaires de perquisition, de poursuites et d'exécution ; décider autrement, ce serait, par avance et délibérément, risquer de multiplier les prétextes à difficultés entre les nations, et de créer des sources de discorde entre les Cabinets subitement importunés. La vigilance des gouvernants du pays de résidence et leur fermeté à se plaindre, le cas échéant, aux autorités du pays d'origine des attachés militaires, doivent empêcher cette tolérance nécessaire de dégénérer en sacrifice résigné, en résignation coupable ou en ascétisme lâche.

« En droit, la garantie donnée aux attachés militaires contre tout contrôle de la part des autorités locales, est une manifestation de la règle du respect que les Etats se doivent entre eux, et une conséquence de la nécessité qui, partout et toujours, les porte à assurer l'exercice discrétionnaire du commerce international. L'immunité des fonctionnaires officiellement attachés à une ambassade ou à une légation, n'est pas une question territoriale de politique ou d'administration intérieure ; elle est d'ordre international et « trouve sa règle bien plus dans les devoirs de courtoisie envers des puissances amies que dans les convenances locales » (9). Derrière la personnalité de tout agent diplomatique, apparaît, pour l'absorber, celle de l'Etat indépendant qu'il représente, vis-à-vis duquel le droit de commandement n'existe pas et contre lequel, par suite, il n'est pas de contrainte possible. En sa personne est respectée celle de son souverain et de son Etat. De l'attaché militaire, ne peut-on dire enfin comme du navire de guerre, qu'il est la meilleure représentation de la nation étrangère, de son prestige et de sa puissance ? »

(7) *Annuaire de l'Institut de droit international*.

(8) *Revue générale de droit international public*, 1901, p. 492 et suivantes.

(9) Conf. : *Journal du droit international privé*, 1891, p. 150 et suiv., 1897, p. 842.

*
**

LA PRATIQUE.

Le droit aux privilèges et immunités diplomatiques que la doctrine reconnaît en général aux attachés militaires, leur est accordé dans la pratique, ainsi que cela résulte, comme on va le montrer, de l'examen de la législation et de la jurisprudence de nombreux Etats. Toutefois on exposera le droit positif, en la matière considérée, en étudiant successivement chacune des diverses prérogatives diplomatiques.

* *

Inviolabilité de l'attaché militaire

« L'inviolabilité, dit Calvo (10), est une qualité, un caractère qui place « au-dessus de toute atteinte, de toute poursuite, la personne qui en est investie ». Appliquée aux agents « diplomatiques, elle n'est pas seulement la protection ordinaire accordée par tout Etat à quiconque vit paisiblement « sur son sol, c'est, remarque M. Pietri (11), le droit à la sécurité absolue et complète, la liberté sans restriction, l'intangibilité de la personne en toute occasion. » (12)

Dans de nombreux Etats, l'inviolabilité du personnel diplomatique étranger est protégée et sanctionnée par des textes législatifs, conçus, en général, dans des termes tels que les attachés militaires ne doivent pas être exclus de cette protection (13). Mais ce n'est pas tout : une pratique constante des gouvernements a tenu à faire respecter, le cas échéant, l'inviolabilité de leurs attachés militaires par les gouvernements

(10) Ch. Calvo : *Le droit international théorique et pratique*, T. III, n° 1.481.

(11) *Op. cit.* p. 106.

(12) Passage tiré de P. Fauchille : *op. cit.* n° 686.

(13) *Allemagne* : Code pénal du 15 mai 1871, art. 104. — *Autriche* : Art. 494 du code pénal. — *Belgique* : Loi du 12 mars 1858, art. 6 et 7. — *France* : Application des articles 84 et 85 du code pénal (punissant les actes, non approuvés par le gouvernement, susceptibles d'exposer l'Etat à une déclaration de guerre, ou d'exposer des Français à des représailles à l'étranger). — Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse : Art. 37. — *Italie* : Art. 130 du code pénal. — *Pays-Bas* : Art. 118 et 119 du code pénal. — *Pérou* : Code pénal. — *Portugal* : Code de 1856. — *Suède* : Code pénal de 1854. — *Suisse* : Code pénal du 4 février 1853, titre II, art. 43. — *U.R.S.S.* : Décret du 30 juin 1921 et règlement du 14 janvier 1927, art. 2, § a.

étrangers, qui ont toujours admis cette intervention, et fait droit aux observations qui leur étaient faites.

L'inviolabilité diplomatique « implique tout d'abord le « droit pour le diplomate d'être respecté dans sa personne « et sa dignité par l'Etat et les agents de l'Etat auprès duquel « il est accrédité » (14). Les exemples suivants montrent l'application qui en a été faite aux attachés militaires.

Au mois d'août 1918, des troupes agissant sur les ordres du gouvernement des Soviets, pénétrèrent dans l'ambassade d'Angleterre, et tuèrent l'attaché naval Cromie qui s'opposait à l'invasion de l'ambassade. Le gouvernement anglais demanda à M. Tchitcherine, commissaire du peuple aux affaires étrangères, des réparations immédiates et la prompte punition de tous les responsables de cet attentat ; en outre, s'il n'obtenait pas pleine et entière satisfaction, il menaçait le gouvernement bolchevik d'une part, d'exercer des représailles sur la personne de M. Litvinoff et des ressortissants soviétiques résidant en Grande-Bretagne, d'autre part, de rendre tous les membres de ce gouvernement personnellement responsables de l'assassinat de l'attaché naval (15).

On a signalé plus haut (16) les causes de l'incident qui mit aux prises le colonel Wellesley, attaché militaire britannique à Saint-Petersbourg, et le grand-duc Nicolas, commandant en chef des armées russes pendant la guerre de 1877. Ayant été insulté à son arrivée au quartier général par le généralissime en présence des officiers de son état-major, le colonel Wellesley quitta le quartier général russe et se retira à Bucarest, d'où il rendit compte des événements à son gouvernement. Celui-ci avisa l'ambassadeur de Russie à Londres que « la Reine et le gouvernement britannique avaient été profondément peiné qu'un officier au service de Sa Majesté eût été reçu dans de pareilles conditions au quartier général, que ni la Reine, ni le gouvernement n'avaient le moindre désir de se faire représenter par une *persona ingrata* à ce quartier général et insistaient pour que cet officier fût traité, tant qu'il demeurerait là, comme un officier et un « gentleman » d'une puissance amie ». Le prince Gortchakow invita alors, de la part du Tsar, le colonel Wellesley à rejoindre le quartier général impérial : là, le Tsar et

(14) Charles Dupuis : *Relations internationales* (Cours de l'Académie de droit international de La Haye, T. II, p. 299).

(15) P. Fauchille : *op. cit.* n° 694. — R. Genet : *op. cit.* n° 469. — *Journal de droit international privé*, 1918, p. 1478.

(16) V. *supra*, p. 100.

divers hauts fonctionnaires russes lui exprimèrent leurs regrets de l'incident. De plus, le grand-duc Nicolas lui fit des excuses (17).

En 1915, l'attaché naval de Grèce en Turquie fut insulté dans une rue de Péra, par un agent de la police secrète ottomane. Il y eut non seulement une protestation immédiate du ministre de Grèce auprès du grand vizir, mais encore, de la part du gouvernement grec, une demande de satisfactions exigées de la Porte : excuses officielles du préfet de police devant le personnel de la légation hellénique, révocation immédiate et renvoi du coupable devant les tribunaux compétents. Après quelques attermolements et une menace de rupture des relations diplomatiques par le ministre de Grèce, le gouvernement turc accorda les satisfactions demandées (18).

D'autre part, le privilège d'inviolabilité a pour conséquence de soustraire le bénéficiaire à toute arrestation de la part des autorités du pays étranger.

Ainsi, en 1876, le capitaine Aufrye, attaché militaire à la légation de France à Washington, ayant été arrêté, en vertu d'un mandat d'amener délivré par le protonotaire de la cour des plaids du comté de Philadelphie, fut immédiatement relâché sur production d'un « *affidavit* » par lui-même et à la suite d'un télégramme du secrétaire d'Etat, reconnaissant et affirmant le caractère diplomatique de l'intéressé (19).

L'arrestation, en avril 1916 par les autorités américaines du lieutenant von Igel, ancien secrétaire du capitaine von Papen, et alors attaché naval à l'ambassade d'Allemagne, fut des plus critiquables. Le secrétaire d'Etat ne crut pouvoir la justifier que parce qu'elle était motivée par des agissements de l'officier allemand antérieurs à son affectation à l'ambassade (20).

Le privilège d'inviolabilité s'applique également lorsque sont

(17) Col. Wellesley : *op. cit.* p. 180 et suiv.

Il est à signaler, d'ailleurs, que cette affaire aurait pu avoir des suites assez graves : le prince Gortchakow exprimant sa gratitude au colonel Wellesley pour le calme dont il avait fait preuve lors de son entrevue orageuse avec le grand-duc, lui faisait remarquer qu'une attitude différente de sa part aurait pu conduire à une guerre entre la Grande-Bretagne et la Russie. Ceci montre donc qu'une insulte « officielle » à un attaché militaire peut entraîner les mêmes conséquences que des injures adressées à un envoyé diplomatique. (Cf. la cause déterminante de la prise d'Alger en 1830).

(18) *Revue générale de droit international public*, 1915, p. 240.

(19) Francis Deak : *op. cit.* (*Revue de droit international et de législation comparée*, 1928).

(20) T.-S. Woosley : *The von Igel case* (*American Journal of International law*, 1916, p. 592).

rompues les relations diplomatiques entre les deux Etats. Les attachés militaires ont généralement regagné leur pays d'origine dans les mêmes conditions que les autres membres de la mission diplomatique dont ils faisaient partie. Cependant, il n'en a pas toujours été ainsi : à la suite de la remise de la déclaration de guerre de la France, Bismarck fit informer le colonel Stoffel, d'avoir à quitter Berlin dans un délai moindre que celui accordé au personnel de l'ambassade de France, « faute de quoi il serait considéré comme prisonnier de guerre » (21).

Cette mesure était absolument contraire aux usages diplomatiques. La fixation à un attaché militaire d'un délai pour quitter le territoire du pays étranger, ne pourrait se justifier que si cet officier s'était rendu coupable d'actes répréhensibles, comme ce fut le cas en 1912 pour le colonel Zubowitz, attaché militaire russe à Vienne : le gouvernement autrichien ayant eu des preuves manifestes de la part prise par cet officier dans la trahison du colonel Redl, lui accorda six heures pour passer la frontière (22).

Par ailleurs, l'Etat doit « protéger le diplomate contre toute atteinte dans sa personne ou dans sa dignité venant de qui que ce soit sur le territoire du pays où il exerce ses fonctions » (23).

Ainsi, en août 1916, l'attaché militaire roumain à Athènes ayant été l'objet d'une agression à main armée, le ministre de Roumanie dans cette capitale, demanda au président du Conseil hellénique de « prendre les mesures nécessaires pour la sauvegarde des immunités diplomatiques et la sûreté de son attaché militaire » (24).

C'est à une intervention du même ordre que donna lieu l'attaque accompagnée de coups de feu que l'attaché militaire yougoslave à Sofia subit de la part d'inconnus (25).

Il est d'ailleurs loisible à l'attaché militaire, comme à tout diplomate, de porter plainte devant les tribunaux du pays de sa résidence, pour tout délit dont il aurait été victime (26). C'est ce que fit en 1889 le commandant Hue, attaché militaire près

(21) Colonel Stoffel : *op. cit.* p. VI.

(22) Richard W. Rowan : *op. cit.* p. 11. — Voir, en outre, *supra*, p. 104.

(23) Charles Dupuis : *Relations internationales* (Cours de l'Académie de Droit international, T. II, p. 299).

(24) A.-F. Frangulis : *op. cit.* p. 388.

(25) P. Fauchille : *op. cit.* n° 692. — R. Genet : *op. cit.* n° 469.

(26) La question de savoir si le diplomate doit être autorisé à se porter partie civile en matière criminelle, ne paraît pas rentrer dans le cadre de ce travail. Tout dépend d'ailleurs des règlements imposés par chaque pays à leurs agents diplomatiques.

l'ambassade de France à Berlin. Ayant reçu des coups de fouet d'un marchand de chevaux avec lequel il avait eu des difficultés à l'occasion de l'achat d'un cheval, il invita un agent de police à dresser procès-verbal, et il saisit les juges compétents. Ceux-ci condamnèrent le maquignon à six semaines d'emprisonnement (27).

De même, les attaques de presse visant un attaché militaire pourraient être déférées par cet officier aux tribunaux compétents. C'est ainsi que le lieutenant-colonel de Vuillaume, attaché militaire allemand en Russie, ayant été accusé vers 1888 par le « Novoïe Vremia » de s'être livré à l'espionnage pendant son séjour à l'ambassade d'Allemagne à Paris et de continuer ce rôle dans son nouveau poste, fut autorisé par son gouvernement à poursuivre le journal russe : il renonça d'ailleurs à intentar une action judiciaire (28).

L'inviolabilité diplomatique comporte enfin l'inviolabilité du domicile, c'est-à-dire « d'une part l'exemption de toute réquisition pour logement militaire, d'autre part l'interdiction à tout agent de police ou de justice de pénétrer... dans les archives ou dans l'habitation personnelle d'un agent diplomatique, sans le consentement de... l'agent intéressé » (29). Elle implique également le respect de la correspondance adressée au diplomate ou envoyée par celui-ci. La saisie des papiers du lieutenant von Igel, lors de son arrestation en avril 1916 par les autorités américaines, donna lieu à une protestation officielle du comte Bernstoff, invoquant que von Igel étant attaché à l'ambassade d'Allemagne, les papiers en question étaient des documents diplomatiques et comme tels, ne pouvaient être saisis. Le secrétaire d'Etat pria l'ambassadeur d'identifier les papiers qui appartenaient à l'ambassade. La conduite du gouvernement américain, au sujet des archives de l'attaché naval fut critiquée aux Etats-Unis même ; les papiers saisis auraient dû être con-

(27) L.J.D. Féraud-Giraud : *op. cit.* T. I, p. 328. *Journal du droit international privé*, 1891, p. 466 et suivantes.

On croit devoir faire remarquer que le code pénal allemand du 15 mai 1871 punissait d'un emprisonnement ou de détention de *un an*, quiconque s'était rendu coupable d'une offense envers un ministre accrédité auprès du Reich. Par ailleurs la clémence du *Landgericht* de Berlin à l'égard du maquignon allemand, fut critiquée de manière toute particulière par le chroniqueur du « Clunet », qui se demanda « si le délinquant se serait tiré à si bon compte d'une « agression analogue envers un simple officier allemand ».

(28) Lieutenant A. Froment : *op. cit.* p. 76 et suiv.

(29) Ch. Dupuis : *Relations internationales (Cours de l'Académie de Droit international, T. II)*.

sidérés comme inviolables et remis à l'ambassadeur sans qu'aucune copie en fût faite (30).

L'inviolabilité s'applique, en outre, à la famille de celui qui est investi de ce privilège. En particulier, la femme de l'attaché naval français à Berlin ayant mis au monde un enfant le 31 juillet 1914, l'amiral de Faramond demanda à la Wilhemstrasse que l'on voulût bien veiller sur la sécurité de sa femme et de ses enfants qui ne pouvaient quitter Berlin que six semaines environ après son départ ; M. de Radowitz l'assura que les siens n'auraient rien à craindre (31).

* *

Immunité de juridiction pénale

L'immunité de juridiction pénale est la conséquence directe de l'inviolabilité diplomatique : si un ministre pouvait être poursuivi pour les crimes ou les délits qu'il aurait pu commettre dans le pays de sa résidence, l'inviolabilité qui lui est accordée ne serait plus qu'un vain mot. Cette exemption est formellement consacrée par plusieurs législations, notamment par la loi allemande sur l'organisation judiciaire du 3 décembre 1934 (art. 18), par le règlement soviétique du 14 janvier 1927 (art. 2, § *a* et *b*), ainsi qu'en Grande-Bretagne, par le Bill du 21 avril 1709 et en France par le décret de la Convention nationale du 12 ventôse an II, que les tribunaux français considèrent comme toujours en vigueur.

L'affaire Aufrye, citée plus haut, montre l'application qui a été faite de ce principe à un attaché militaire, poursuivi pour « accusation malveillante » (32). Dans le cas du lieutenant von Igel, bien que le secrétaire d'Etat américain ait prétendu que l'attaché naval était incriminé pour des faits antérieurs à sa nomination, il semble bien qu'il y a eu violation des règles du droit international, car l'exemption de juridiction peut être invoquée même si le fait répréhensible a été accompli avant l'entrée en fonctions (33). « Si le diplomate viole le droit des gens, dit Martens, il n'en résulte pas pour le gouvernement le droit d'en faire autant » (34).

(30) T.-S. Woolsey : *The von Igel case* (*American Journal of international law*, 1916, p. 592).

(31) Amiral de Faramond : *op. cit.*, p. 211 et suivantes.

(32) Francis Deak : *op. cit.* (*Revue de droit international et de législation comparée*, 1928).

(33) P. Fauchille : *op. cit.* n° 705-I.

(34) *Ibid.*, n° 708.

Dans l'incident qui mit aux prises, peu après l'affaire de Corfou, l'attaché militaire italien à Athènes et un ressortissant grec, il ne paraît pas qu'une action ait été intentée contre l'officier italien, qui avait pourtant blessé grièvement son interlocuteur (35).

L'exemption de la juridiction pénale n'enlève pas au ministre public toute responsabilité de ses actes criminels ou délictueux. « La punition méritée, les réparations à fournir deviennent une affaire internationale. Le gouvernement local réclame par la voie diplomatique, l'application du châtimement mérité. L'autre Etat ne peut se refuser à l'infliger au ministre prévaricateur sans devenir, selon l'expression de Montesquieu, le complice de son ministre » (36). Le plus souvent, le gouvernement du pays de résidence se contentera de demander le rappel de l'agent incriminé : c'est ce qui s'est généralement produit chaque fois, ou presque, qu'un attaché militaire avait manqué aux devoirs de sa charge à l'égard du pays où il était accrédité (37).

Il convient cependant de citer le cas du major S..., adjoint à l'attaché militaire de la légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne. Cet officier avait, le 6 août 1919 « causé la mort d'une femme et de son enfant dans un accident d'automobile. Le procureur général du canton de Vaud exposa au département politique fédéral, en lui transmettant le dossier de la procédure pénale ouverte à l'occasion de l'accident, que les charges rele-

(35) Le 27 août 1923, l'attaché militaire italien se trouvait attablé dans un restaurant de Phalère, et avait pour voisin un « Grec inoffensif » qui dinait avec sa femme. Celui-ci avait commandé des macaronis que le garçon tardait à apporter. Impatienté, le dîneur s'écria : « Garçon, quand viendront ces malheureux macaronis ? » Il venait d'achever sa phrase, quand il s'affaissa. Le colonel Perrone lui avait fendu le crâne d'un coup de canne. Il avait pris le mot « macaroni » pour une injure personnelle. (P. Lasturel : *L'affaire gréco-italienne de 1923*, p. 62). Cette conduite de l'officier italien aurait pu tendre encore plus les relations entre les deux pays et il eût été bien préférable pour cet officier de faire constater l'insulte dont il se croyait l'objet et d'en référer à son gouvernement ou aux tribunaux locaux.

(36) P. Fauchille : *op. cit.* n° 707.

C'est la solution qu'avait notamment adoptée la Serbie, ordonnance du 18 mai 1880, art. 23 : « Les autorités de police du pays ne pourront délivrer « de mandat de comparution ni procéder à l'interrogatoire des personnes... qui « font partie des légations des cours étrangères. Dans le cas où le délit aurait « été commis par l'une des personnes sus-mentionnées, l'instruction sera « poursuivie sans la comparution du prévenu, dont le dossier, après l'instruction terminée, sera adressé au ministre de l'Intérieur. »

(G. Pavlovitch : *De la condition juridique des étrangers en Serbie. Journal du droit international privé* : 1884, p. 152.)

L'article 229 du code de procédure criminelle esthonien adopte une solution analogue.

(37) V. *supra*, p. 102 à 104.

vées contre le major S... l'obligeaient à retenir contre lui l'inculpation d'homicide par imprudence ; il ajoutait que si la situation spéciale de l'officier ne permettait pas d'ouvrir des poursuites contre lui, il y aurait lieu de demander qu'il soit jugé conformément à la loi américaine.

« Le Conseil fédéral, par décision du 10 novembre 1919, estimant que les règles du droit des gens s'opposaient à ce que le major S... fût jugé par un tribunal suisse, le déféra à la justice américaine en chargeant le département politique d'adresser une note en ce sens au ministre des Etats-Unis ». Déférant au désir exprimé par le Conseil fédéral, le gouvernement des Etats-Unis traduisit le major S... devant le conseil de guerre du quartier général de l'armée d'occupation en Allemagne, lequel, sur le vu du dossier d'enquête établi par les autorités vaudoises, le déclara non coupable du chef d'accusation (38).

L'immunité de juridiction pénale s'applique également aux contraventions de simple police. C'est ainsi que l'attaché naval du Chili aux Etats-Unis ne fut pas poursuivi pour avoir contrevenu aux règlements concernant la circulation automobile dans Washington (excès de vitesse, traversée d'un carrefour malgré les indications des signaux lumineux), bien que l'infraction dont il s'était rendu coupable, eût été la cause d'un accident grave (39).

* *

Immunité de juridiction civile

L'immunité de juridiction civile des attachés militaires est consacrée par une jurisprudence constante.

La première fois qu'un tribunal ait eu à statuer en matière civile au sujet d'un attaché militaire remonte à 1878. Il s'agissait, dans le cas particulier, de poursuites dirigées contre un attaché militaire péruvien et la femme de cet officier, pour fourniture de mobilier et travaux de réparation et de déménagement « relatifs à l'installation de l'attaché en France et se rattachant aux exigences de sa position officielle ». Le tribunal civil de la Seine se déclara incompétent pour les motifs suivants :

« Les agents spéciaux dont un usage récent autorise l'adjonction aux légations diplomatiques sous la dénomination d'attachés militaires, font également partie de ces légations; s'ils ne représentent pas directement leur gouvernement, ils sont

(38) Ch. Morton : *op. cit.* p. 168, 169.

(39) Chesney Hill : *Sanctions constraining diplomatic representatives to abide by the local law.* (*American journal of international law*, 1931, p. 264.)

« les auxiliaires de son représentant pour tout ce qui concerne
 « l'étude et la solution des questions militaires, leur fonction
 « n'est qu'un démembrement des fonctions plus larges du chef
 « de mission : commissaires accrédités par le gouvernement
 « même, revêtus d'un caractère officiel, il y a pour eux les
 « mêmes raisons que pour les agents diplomatiques proprement
 « dits, de ne point être troublés dans leurs fonctions ou atteints
 « dans leur dignité par des poursuites judiciaires et des actes
 « d'exécution; ils puisent donc à la fois dans leur titre particu-
 « lier et dans leur situation de dépendance d'une légation di-
 « plomatique, le droit de participer au privilège d'extraterri-
 « torialité et aux prérogatives qui en découlent » (40).

La même solution a été adoptée une vingtaine d'années plus tard par le même tribunal, qui déclara nul et de nul effet un jugement par défaut rendu contre un attaché militaire et auquel cet officier avait formé opposition (41).

La même année, sur un pourvoi du ministre de la justice, la Cour de cassation de Belgique annulait pour excès de pouvoir, un jugement par défaut rendu par le juge de paix d'Ixelles et condamnant l'attaché militaire de la légation de Turquie à Bruxelles au paiement d'une certaine somme à un vétérinaire pour soins donnés à un chien. Les considérants de cet arrêt sont analogues à ceux du jugement du 31 juillet 1878 : « un attaché militaire est un envoyé de son gouvernement pour ce qui concerne spécialement l'étude des questions militaires », et à ce titre, « le bénéfice de l'immunité de juridiction lui est acquis » (42).

Un arrêt de la Cour suprême de Pologne du 29 octobre 1925 corrobore cette jurisprudence belge et française. L'attaché militaire italien à Varsovie ayant stipulé dans le bail de location d'un appartement meublé, que « l'immunité diplomatique ne pourrait pas être invoquée ni devant les tribunaux inférieurs, ni devant la Cour suprême », ne souleva pas l'exception d'incompétence dans l'action que lui intentèrent les héritiers du bailleur. Cependant la Cour suprême de Pologne cassa les jugements intervenus en première et deuxième instances parce que, d'une part, « les tribunaux inférieurs auraient dû considérer la question de l'extraterritorialité qui est une question de droit pu-

(40) Tribunal civil de la Seine, 31 juillet 1878. Affaire de la Jara. (*Journal de droit international privé*, 1878, p. 500.)

(41) Tribunal civil de la Seine, 10 décembre 1897. Affaire de Val Carlos-Ségaud. (*Journal de droit international privé*, 1898, p. 337.)

(42) Cour de cassation de Belgique, 24 mai 1897. Affaire Raïf-Bey. (Dalloz, 1898, II, 447. Sirey, 1899, IV, 19.)

blic », d'autre part, « l'immunité de juridiction civile des agents diplomatiques à l'égard du pays où ils sont accrédités, étant un principe reconnu de droit international, découlant de l'idée de souveraineté et des nécessités des relations internationales, le privilège en résultant n'était pas personnel à l'agent ; celui-ci ne pouvait y renoncer sans l'autorisation de son gouvernement ; de plus cette renonciation ne se rapportait pas spécifiquement à l'action en instance devant la Cour, et par conséquent elle n'aurait su lier les parties » (43).

Ainsi, malgré les critiques dont l'extension de l'immunité de juridiction civile aux attachés militaires a pu faire l'objet de la part de certains auteurs (44), cette immunité repose sur une jurisprudence bien assise, et il ne paraît pas que les tribunaux qui pourraient avoir à statuer en cette matière, adopteraient des solutions opposées. d'autant que la législation de certains pays reconnaît implicitement le droit des attachés militaires à cette immunité, en tant qu'appartenant à une mission diplomatique (45).

* *

Dispense de témoigner en justice

Plusieurs dispositions de lois intérieures dispensent les agents diplomatiques de comparaître en justice pour y fournir leur témoignage (46). Tout ce qu'il est loisible de leur demander, c'est d'envoyer leur témoignage par écrit ; s'ils s'y refusent, il n'est aucun moyen de les y contraindre (47).

Il n'y a, semble-t-il, aucun exemple qui puisse être cité, où

(43) *Annual digest of public international law cases*. Affaire Ivaldi, 1925-1926, p. 324.

(44) V. *supra*, note n° 6, p. 134.

(45) Notamment la loi allemande sur l'organisation judiciaire du 3 décembre 1934 et le règlement soviétique du 14 janvier 1927, déjà cités.

C'est également ce que prévoyait le projet de Code civil français : « Les « étrangers revêtus d'un caractère représentatif de leur nation, en qualité « d'ambassadeurs, de ministres, d'envoyés ou sous quelque dénomination que « ce soit, ne sont point assujettis aux lois civiles de la nation chez laquelle ils « résident avec ce caractère. Il en est de même des étrangers qui composeront « leur famille ou qui seront de leur suite. Ils ne peuvent être traduits ni en « matière civile ni en matière criminelle devant les tribunaux de France. » On croit devoir rappeler que si cette disposition a été retirée du Code civil, c'est parce qu'elle a paru ne pas devoir figurer dans une loi civile, comme tenant nécessairement et principalement aux règles du droit des gens. (Locré : *Législation civile de la France*, T. I, p. 380.)

(46) Pour la France : l'arrêt du 14 décembre 1789, l'article 517 du Code d'instruction criminelle. Pour la Yougoslavie, l'art. 23 de l'ordonnance du 18 mai 1880. (V. *supra*, note n° 36.)

(47) P. Fauchille : *op. cit.* n° 710,

un attaché militaire ait bénéficié de pareille dispense. On croit toutefois devoir rappeler que lors de l'affaire Dreyfus, une partie de la presse française réclama la comparution du colonel de Schwartzkoppen devant le conseil de guerre. Jamais le gouvernement français ne suivit les suggestions de cette presse, et la conduite qu'il a eue en cette occasion est conforme aux usages diplomatiques, d'autant que l'intervention de l'attaché militaire n'aurait servi qu'à peu de chose : il n'aurait pu qu'affirmer qu'il n'avait jamais eu la moindre relation avec le capitaine Dreyfus, et le comte de Münster avait déjà fait cette déclaration au ministre des affaires étrangères.

* *

Prérogatives de courtoisie

On range sous le nom de prérogatives de courtoisie certaines immunités non essentielles, dont bénéficient les agents diplomatiques : immunité d'impôts, franchise en douane, dispense de permis de séjour.

Les agents diplomatiques ne séjournant à l'étranger avec leur famille qu'en raison de leur mission officielle, sont, en général, dispensés de tout impôt personnel et mobilier, notamment de tout impôt sur la fortune et le revenu, de toute taxe somptuaire (taxes sur les loyers, les chevaux, les voitures, etc....) ; mais ils doivent l'impôt foncier dans la mesure où ils sont propriétaires d'immeubles dans le pays où ils remplissent leurs fonctions (48).

Cependant la plupart des Etats n'accordent aux agents diplomatiques étrangers l'exemption d'impôts directs que dans la mesure où leurs propres agents en sont eux-mêmes dispensés dans le pays de leur résidence (49). En outre, des conventions internationales ayant pour but d'éviter les doubles impositions, précisent souvent que les fonctionnaires d'un des Etats contractants, exerçant leurs fonctions dans l'autre Etat, ne sont imposables que dans l'Etat qui les rétribue (50).

(48) E. Lehr : *Quelques mots sur le fondement des immunités diplomatiques en droit et en équité*. (Revue de droit international et de législation comparée, 1905, p. 413.)

(49) Pour la France, art. 107 de la codification de l'impôt sur le revenu. Pour les autres pays, cf. Sir Ernest Satow : *A guide to diplomatic practice*, 3^e édition, p. 414 à 423.

(50) Voir en particulier la convention franco-italienne du 16 juin 1930, la convention franco-belge du 16 mai 1931.

Les attachés militaires bénéficient de cette exemption d'impôt dans les conditions les plus générales (51). Il convient cependant de signaler que certains attachés militaires en Angleterre bien que non soumis à l'*income-tax* ont été cependant imposés à ce titre pour des émoluments que leur avait versés le gouvernement anglais pour la correction des compositions de langues étrangères des candidats aux écoles militaires de Sandhurst ou de Woolwich (52). Cette solution est tout à fait admissible, d'autant qu'on ne peut lui reprocher de soumettre le bénéficiaire du revenu à une double imposition.

La franchise des droits de douane n'est généralement accordée que pour les objets apportés par l'agent diplomatique à son arrivée dans son poste (53). Les objets qui lui sont ensuite expédiés ne sont admis en franchise que suivant des règles particulières pour chaque Etat, et tenant compte le plus souvent du traitement accordé aux propres diplomates de cet Etat (54). Pour ce qui est des attachés militaires, ils ne bénéficient, en principe, de la franchise des droits de douane que pour les objets nécessaires à leur premier établissement dans le pays où ils sont appelés à exercer leurs fonctions.

Enfin, une des dernières prérogatives de courtoisie consiste dans la dispense du permis de séjour, ou des formalités nécessitées par l'établissement dans un pays étranger. En particulier les décrets français du 2 avril 1917, 9 septembre 1925 et 23 octobre 1933, concernant la carte d'identité des étrangers, disposent que celle-ci n'est pas exigée des représentants diplomatiques et consulaires des pays étrangers. Les mots « représentants diplomatiques » sont des plus larges : comprenant tous « ceux qui, à un titre quelconque, font personnellement partie du corps di-

(51) Conf. *Jurisprudence des conseils de préfecture*, 1878, p. 284. *Entscheidungen der Preussischen Oberverwaltungsgerichts*, T. LXXV, p. 274. (La substance de l'arrêt rendu par cette cour sera examinée p. 153.)

(52) Renseignements fournis par un ancien officier adjoint à l'attaché militaire français à Londres. Comme l'indique Sir Ernest Satow : *op. cit.* p. 414, les agents diplomatiques et le personnel officiel de la mission ne sont exemptés de l'*income-tax*, que pour le traitement et les revenus perçus hors de l'Angleterre.

(53) P. Fauchille : *op. cit.* n° 725. Sir Ernest Satow : *op. cit.* p. 414 à 423.

(54) V.-E. Lehr : *Manuel théorique et pratique des agents diplomatiques et consulaires français et étrangers* (n° 1083 à 1086).

Pour l'Esthonie (*Journal officiel de la Société des Nations*, 1923, n° 45-46).

Pour la Norvège, (décret du 17 janvier 1913, *ibid.*).

Pour la Suisse, (loi du 1^{er} octobre 1925, art. 14, arrêté du Conseil fédéral du 21 septembre 1926 [Ch. Morton : *op. cit.* p. 171]).

plomatique d'un pays » (55), ils visent notamment les attachés militaires.

* *

*Passage de l'attaché militaire
à travers les Etats où il n'est pas accrédité.*

« Les immunités diplomatiques n'étant accordées que dans la mesure où elles sont nécessaires pour assurer l'indépendance de la fonction, les agents diplomatiques ne peuvent se prévaloir de leur caractère public avec les immunités qu'il comporte, que sur le territoire du pays où ils exercent leurs fonctions, c'est là seulement qu'ils représentent officiellement l'Etat qui les envoie. Hors de ce pays, et sur le territoire d'une puissance tierce, ce sont des étrangers ordinaires, ils n'ont droit à aucun privilège spécial. En fait, cependant, les autorités de l'Etat tiers leur témoignent des égards particuliers, mais c'est à titre de simple courtoisie, et par déférence pour l'Etat dont ils sont les simples représentants » (56). Cependant, lorsqu'un agent diplomatique traverse un Etat tiers, pour rejoindre son poste ou en revenir, certains auteurs estiment qu'il peut, mais dans ce cas seulement, revendiquer les immunités sur le territoire de cet Etat.

Quoi qu'il en soit, on peut tenir pour certain que les attachés militaires se trouvant sur le territoire d'un Etat autre que celui de leur résidence, ne peuvent être traités autrement que les diplomates. Les exemples suivants montrent que les Etats leur ont réservé les mêmes privilèges qu'aux ambassadeurs.

L'inviolabilité de l'attaché militaire dans l'Etat de passage a reçu une application particulièrement intéressante pendant la Guerre mondiale. Lorsque les gouvernements américain et espagnol ont demandé le rappel des attachés militaires ou navals allemands accrédités à Washington et à Madrid, ces officiers furent obligés de traverser les territoires des Etats de l'Entente pour regagner leur pays. Dans un cas comme dans l'autre, un sauf-conduit leur fut accordé, soit par la Grande-Bretagne, soit par la France, sous réserve qu'ils se conformeraient à toutes les mesures de précaution jugées nécessaires par les fonctionnaires chargés de les accompagner (57).

(55) Maurice Travers : *Le droit pénal international et sa mise en œuvre en temps de paix et en temps de guerre*, n° 723, T. II, p. 185.

(56) Francis Rey : *Chronique des faits internationaux*. (*Revue générale de droit international public*, 1910, p. 68.)

(57) Conf. G. Alphaud : *Les Etats-Unis contre l'Allemagne*, p. 38. — *Journal du droit international privé*, 1918, p. 943 et suiv. — A. Mérignhac et Lemonon ;

L'immunité de juridiction civile est également accordée à l'attaché militaire que les nécessités de sa mission appellent à traverser un pays quelconque. Ce droit fut formellement reconnu par le tribunal de la Seine et la cour de Paris dans une action intentée à un ancien attaché militaire du Chili à Berlin. Si, cependant, les juges du premier comme du second degré se reconnurent compétents pour connaître du litige, c'est que « l'exemption de la juridiction locale ne saurait s'appliquer aux agents diplomatiques, qui, au lieu d'emprunter simplement un territoire étranger pour revenir de leur mission, s'y fixent pendant un certain temps », et qu'en fait « le défendeur, après avoir donné sa démission d'attaché militaire à Berlin en décembre 1898, avait résidé plusieurs mois en France sans qualité officielle et avait été remplacé à Berlin dès le mois de février 1899 » (58). C'est donc uniquement parce que la durée du séjour de cet ancien attaché militaire avait paru excessive que le tribunal et la cour rejetèrent l'exception d'incompétence soulevée par cet officier.

* *

Questions diverses

Il est enfin un certain nombre de questions que pose le séjour des attachés militaires à l'étranger et qui ne paraissent pas rentrer dans le cadre des privilèges et immunités diplomatiques : telles sont la question du domicile de ces officiers, celle de la nationalité de leurs enfants nés pendant leur mission, celle du passeport diplomatique.

Le droit des gens considère qu'un ministre envoyé en mission diplomatique à l'étranger, étant chargé de fonctions temporaires toujours révocables, n'a pas cessé de conserver son domicile légal dans son propre pays (59). Ce principe est consacré de façon absolument générale par la législation et la jurisprudence : les tribunaux des divers Etats se déclarent, en effet, incompétents pour connaître des actions intentées aux agents diplomatiques dans le pays où ils sont accrédités. Toute action devant être portée devant le tribunal du domicile du

op. cit. p. 532. Pour les motifs du rappel de ces attachés militaires, V. *supra*, p. 101-102.

(58) Tribunal civil de la Seine, 9 décembre 1899. — Cour d'appel de Paris, 2 janvier 1901. Affaire Gormaz-Chavaria. (*Journal du droit international privé*, 1901, p. 126.)

(59) Conf. l'art. 9 du règlement sur les immunités diplomatiques voté par l'Institut de droit international, le 18 octobre 1929.

défendeur, il en résulte que l'agent diplomatique n'a pas son domicile légal dans le pays de sa résidence. L'application de l'immunité de juridiction civile aux attachés militaires, a pour conséquence de leur faire conserver, comme à tout agent diplomatique, leur domicile dans leur pays d'origine.

Par ailleurs, il peut se faire que, pendant la durée de leur séjour à l'étranger, les attachés militaires voient leur famille s'accroître. Les enfants ainsi nés en territoire étranger conservent la nationalité de leurs parents, même lorsque ceux-ci résident dans un Etat qui n'admet que le *jus soli* comme mode de détermination de la nationalité des personnes nées sur son territoire. La législation de ces Etats exclut, en effet, du *jus soli* les enfants nés soit d'agents diplomatiques étrangers, soit plus généralement de fonctionnaires étrangers au service de leur propre pays (60).

Il reste à examiner maintenant si les attachés militaires ont droit au passeport diplomatique. Le passeport diplomatique est une pièce établissant le caractère spécial du porteur et le droit pour lui à une situation exceptionnelle : « C'est un moyen « de preuve de la qualité du titulaire, opposable aux fonctionnaires et agents de l'autorité locale » (61). Le droit des attachés militaires au passeport diplomatique a été consacré par la « Conférence internationale des passeports, formalités douanières et billets » tenue sous les auspices du Comité provisoire des communications et du transit de la Société des Nations. Cette conférence proposa d'inviter les gouvernements à n'octroyer les passeports diplomatiques, entre autres, qu'aux agents diplomatiques et à leur famille, et aux personnes chargées par leur gouvernement d'une mission officielle auprès des gouvernements étrangers (62). Les attachés militaires rentrent en effet dans l'une des deux qualifications précédentes.

(60) *République Argentine* : Loi du 8 octobre 1869, art. I, § 1. — *Brésil* : Constitution de 1891, art. 69, et décret du 12 novembre 1902, art. I, § 1. — *Chili* : Constitution du 18 septembre 1925, art. 5, § 1. — *République Dominicaine* : Constitution du 20 juin 1929, art. 8, § 1. — *France* : Loi du 10 août 1927, art. 2. — *Grèce* : Loi du 29 octobre 1856, art. 14 (modifiée le 13 septembre 1926). — *Guatemala* : Constitution de 1879, art. 5, § 1. — *Iran* : Loi du 7 septembre 1929, art. 1. — *Salvador* : loi du 3 avril 1900, art. 2, § 5. — *Turquie* : Loi du 28 mai 1928, art. 4. (D'après R.-W. Flournoy and Manley O. Hudson : *A collection of nationality laws.*)

(61) Ch. Morton : *op. cit.* p. 116 et 117.

(62) *Journal officiel de la Société des Nations*. Séance du 21 octobre 1920 de la Conférence internationale des passeports...

* *

On voit donc que la pratique internationale accorde aux divers attachés militaires des missions diplomatiques, les mêmes privilèges et immunités qu'aux autres membres de ces missions. Cela résulte des cas cités ci-dessus où ces prérogatives ont été accordées aux attachés militaires. Un dernier argument de fait doit, en outre, être donné, argument qui conserverait d'ailleurs toute sa valeur même si, à aucun moment et en aucun pays, une difficulté ou un litige n'avaient été soulevés au sujet de ces officiers. Les attachés militaires ont, en effet, été toujours inscrits, sans que le gouvernement du pays de leur résidence y fasse obstacle, sur la liste diplomatique, c'est-à-dire sur la liste des personnes attachées à sa mission, que l'envoyé diplomatique adresse au ministre des affaires étrangères de l'Etat auprès duquel il est accrédité, pour les faire jouir de tous les privilèges et immunités diplomatiques (63).

*
**

DEUXIÈME SECTION

Les auxiliaires de l'attaché militaire, au point de vue du droit international

Si les attachés militaires bénéficient des privilèges et immunités reconnus aux agents diplomatiques, en est-il de même pour les auxiliaires dont ils disposent pour l'accomplissement de leur mission ? — Ces auxiliaires peuvent comprendre, ainsi qu'on l'a déjà indiqué, un attaché militaire adjoint, des officiers adjoints et un certain personnel subalterne (expéditionnaires, dactylographes, dessinateurs, etc...). La question des prérogatives accordées à ces auxiliaires paraît s'être très rarement posée dans la pratique; elle mérite néanmoins d'être examinée en détail.

Pour ce qui est de l'attaché militaire adjoint, les fonctions dont cet officier est investi permettent d'affirmer son droit aux mêmes privilèges que l'attaché militaire en titre. En effet, l'attaché militaire adjoint a vocation pour remplacer son chef en toutes occasions : il a été accrédité en cette qualité auprès des

(63) V. notamment Ch. Cheney Hyde : *op. cit.* p. 716.

autorités militaires étrangères. Il joue donc auprès de l'attaché militaire le même rôle que le chargé d'affaires *ad interim* aux côtés du chef de mission. Il y a donc, pour admettre l'attaché militaire adjoint au bénéfice des immunités diplomatiques, les mêmes raisons que pour le gérant éventuel du poste.

La question des officiers adjoints à l'attaché militaire est plus délicate. Si ces officiers sont chargés de seconder leur chef dans l'accomplissement de sa mission, aucune qualité ne leur est accordée, en principe, pour le remplacer. Les autorités militaires étrangères connaissent bien l'existence de ces officiers, puisqu'il est d'usage que l'attaché militaire les leur présente à l'occasion d'une de ses visites. Mais cette présentation n'est qu'une mesure de déférence et de politesse à l'égard de ces personnalités, et l'attaché militaire pourrait parfaitement s'en dispenser, sans que les officiers adjoints soient dans l'impossibilité de remplir leur mission auprès de lui.

On peut soutenir, en ce qui concerne ces officiers, les arguments que le tribunal de la Seine a fait valoir dans son jugement du 18 juillet 1878, rendu dans l'affaire de la Jara. S'ils ne représentent pas l'attaché militaire, ils sont ses auxiliaires pour l'étude des questions militaires; leur fonction n'est qu'un démembrement des fonctions plus larges de l'attaché militaire. Ces raisons paraissent donc justifier, à leur égard, l'octroi des prérogatives diplomatiques.

Mais la plupart des puissances se sont toujours élevées contre une extension abusive de ces prérogatives. Ne peut-on considérer que le cas des officiers adjoints à l'attaché militaire est l'un de ceux où il y a accroissement exagéré des bénéficiaires des privilèges diplomatiques ?

C'est ce qui paraît résulter de l'argument invoqué par le secrétaire d'Etat américain lors de l'arrestation du lieutenant von Igel (64) : le gouvernement américain a justifié les mesures prises par le fait que les actes incriminés se rapportaient à une époque où le lieutenant von Igel n'appartenait pas à l'ambassade d'Allemagne. Or, cet officier était le secrétaire du capitaine von Papen, attaché naval. Les fonctions qu'il remplissait alors semblent donc être celles d'un « officier adjoint à l'attaché militaire ». Toutefois, les indications données par les ouvrages qui ont été consultés sur le rôle de cet officier (65), ne

(64) V. *supra*, p. 138, 140.

(65) G. Alphaud : *Les Etats-Unis contre l'Allemagne*, p. 44. — *Journal de droit international privé*, 1917, p. 1340. — A. Mérygnac et E. Lemonon : *Le droit des gens et la guerre de 1914-1918*. — T.-S. Woolsey : *The von Igel case*. (*American journal of international law*, 1916.)

sont pas assez précises pour que l'on puisse en conclure que le lieutenant von Igel était véritablement « adjoint » au capitaine von Papen ou ne lui servait que de secrétaire particulier. Le cas de cet officier ne paraît donc pas probant pour refuser à un officier adjoint à l'attaché militaire, le droit à l'inviolabilité diplomatique.

Par contre, l'affaire du major S..., adjoint à l'attaché militaire des Etats-Unis à Berne, rapportée plus haut (66), montre que le Conseil fédéral a reconnu que les règles du droit des gens s'opposaient à ce que cet officier fût déferé aux tribunaux suisses. C'était donc accorder à cet officier, de la manière la plus large, le droit aux prérogatives diplomatiques.

De plus, la Cour supérieure administrative de Prusse rendit en 1919 une décision, basée sur les mêmes principes, en faveur d'un officier adjoint au plénipotentiaire militaire de Bavière à Berlin, qui réclamait, en cette qualité, l'exemption de la taxe communale sur le revenu (67). Bien que cette décision concerne un ressortissant allemand, elle doit s'appliquer d'une manière générale à tous les officiers adjoints à un attaché militaire, car la constitution de l'Empire allemand de 1871 accordait l'immunité de juridiction à tous les représentants des Etats fédéraux au *Bundesrath* comme aux membres des missions diplomatiques étrangères (68).

Les deux espèces rapportées ci-dessus constituent donc des précédents importants pour ce qui est des immunités des officiers adjoints aux attachés militaires, et qui pourraient être utilement invoqués devant un tribunal quelconque ayant à connaître d'un litige concernant ces officiers.

En outre, il est des pays où les officiers adjoints ont été inscrits sur la liste diplomatique : or cette inscription est faite par le ministre des affaires étrangères « qui peut refuser de reconnaître le caractère diplomatique de n'importe quelle personne, soit que ce caractère soit douteux, soit que le nombre de personnes revendiquant le statut diplomatique soit excessif » (69). En particulier, aux environs de 1920, les nombreux officiers adjoints à l'attaché militaire américain à Londres étaient tous inscrits sur la liste diplomatique : cette raison

(66) V. *supra*, p. 142, 143.

(67) *Entscheidungen des Preussischen Oberverwaltungsgerichts*, T. LXXV, p. 272 et suivantes.

(68) Art. 10 de la constitution du 25 juin 1867, reproduit dans la constitution du 16 avril 1871. — Art. 18 et 19 de la loi sur l'organisation judiciaire du 27 janvier 1877.

(69) A.-V. Dicey : *op. cit.*, p. 196.

fut invoquée par un officier français pour bénéficier également des privilèges attachés à cette inscription qui lui fut accordée par le gouvernement anglais (70). Et pourtant ce gouvernement n'a jamais passé pour vouloir élargir démesurément la liste diplomatique.

Il paraît donc résulter des développements précédents que les officiers adjoints ont droit, comme les attachés militaires eux-mêmes, aux privilèges et immunités diplomatiques, et dans la même mesure que ceux-ci, à condition toutefois que leur gouvernement prenne la précaution de faire connaître leur situation au gouvernement étranger. Cette solution paraît d'autant plus raisonnable que les officiers adjoints peuvent être parfois appelés à remplacer provisoirement un attaché militaire pendant la vacance d'emploi ou la permission du titulaire, si le poste diplomatique ne comporte pas d'attaché militaire adjoint.

Quant au personnel subalterne mis à la disposition de l'attaché militaire, il n'y a absolument aucune raison pour lui accorder plus de droits qu'au personnel subalterne des missions diplomatiques : leurs fonctions sont, en effet, identiques. Les divers auxiliaires subalternes de l'attaché militaire ont donc droit au moins à l'inviolabilité diplomatique et à l'immunité de juridiction pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi qu'à l'exemption des impôts personnels et mobiliers.

*
**

Telle est la situation que le droit international réserve aux attachés militaires et au personnel qui leur est adjoint. Cette situation est en tous points conforme à celle du personnel diplomatique, et ceci paraît tout à fait admissible : le service de l'attaché militaire peut être considéré comme constituant une mission spéciale à l'intérieur de la mission diplomatique, autrement dit « un Etat dans l'Etat ». Les divers membres de ce service bénéficient donc des immunités diplomatiques dans les mêmes conditions que les divers membres civils de la mission diplomatique : immunités les plus étendues en faveur de l'attaché militaire et des officiers qui lui sont adjoints, quel que soit le titre exact dont ils sont investis ; immunités restreintes pour le personnel subalterne mis à la disposition de l'attaché militaire.

(70) Renseignements communiqués à l'auteur par l'intéressé lui-même.

CHAPITRE IX

LES ATTACHÉS MILITAIRES AUPRÈS DES FORCES BELLIGÉRANTES

Si l'une des principales attributions des attachés militaires consiste à étudier les institutions militaires des pays étrangers, cette étude prend une importance particulière lorsque le pays où ces officiers sont accrédités, se trouve en état de guerre. La plupart des Etats ont toujours tenu, en ces circonstances, à être renseignés aussi exactement que possible et ont sollicité des belligérants l'autorisation d'envoyer des attachés militaires observer les opérations sur le théâtre même de la guerre. L'histoire montre que cette façon d'agir est tout à fait courante depuis de nombreuses années (1).

Ce sont les principaux caractères de cette pratique que l'on se propose d'analyser ici : on exposera tout d'abord quel rôle incombe alors aux attachés militaires, puis quelle situation leur est faite par le belligérant auprès duquel ils sont accrédités, enfin quel sort leur réserve l'autre belligérant s'ils viennent, par fortune de guerre, à tomber entre ses mains, ou plus généralement quelle est leur position vis-à-vis des lois de la guerre.

*
**

Rôle des attachés militaires neutres auprès des forces belligérantes

Les attachés militaires que les Etats neutres accréditent auprès des forces belligérantes ont surtout un rôle d'information à remplir vis-à-vis de leur gouvernement (2). On doit remar-

(1) V. notamment *supra*, p. 7 et suiv., 12, 13, 15, 16, 20, 22, 23, 25 et suiv., 28, 35 et suiv.

(2) On rappelle que le rôle des attachés militaires d'un Etat belligérant auprès d'une puissance ou d'une armée alliées a été examiné au chapitre II (p. 81 et suiv.).

quer tout d'abord que ces attachés militaires peuvent comprendre non seulement les officiers qui exerçaient, avant les hostilités, les fonctions d'attaché militaire à l'ambassade ou à la légation de leur pays dans l'Etat belligérant, mais encore des officiers envoyés spécialement pour suivre toutes les péripéties de la lutte.

Quels sont les renseignements qu'un attaché militaire accrédité auprès d'une armée belligérante doit transmettre à son gouvernement ?

Celui-ci tient le plus souvent à recevoir des informations précises : d'une part, sur la situation militaire du belligérant, c'est-à-dire sur la conduite de la guerre, sur la valeur des forces en présence et les chances de succès de cet Etat; d'autre part, sur les nouvelles conceptions qui voient le jour, tant tactiques que techniques, sur les créations d'unités ou de matériels d'un type inconnu jusqu'alors, bref sur l'évolution de toutes les branches de l'art de la guerre. La mission confiée à l'attaché militaire peut donc revêtir un double caractère : « politique et scientifique » (3).

Par les premiers renseignements d'ordre politique, l'Etat neutre est à même de baser sa politique sur des réalités, « d'aviser en temps utile aux mesures que pourrait rendre nécessaire la sauvegarde de ses propres intérêts » (4) et, au besoin, de prendre parti, à bon escient, dans le conflit.

La seconde catégorie de renseignements (d'ordre scientifique) n'est pas moins négligeable, car elle permet à l'Etat neutre de tenir éventuellement compte des enseignements de la guerre pour perfectionner sa propre organisation militaire et mettre au point sa doctrine. Un attaché militaire qui assiste aux « grandes manœuvres » d'une armée étrangère peut déjà se livrer à des observations dignes d'intérêt, et pourtant, les manœuvres, même à double action, sont toujours entachées d'un caractère factice et conventionnel qui n'existe pas à la guerre : en effet, l'expérience *in vitro* est alors remplacée par l'expérience *in vivo*. Peu importe d'ailleurs qu'il s'agisse d'un conflit international ou d'une guerre civile, la moisson de l'observateur neutre est toujours fructueuse (5).

(3) Pour reprendre l'expression de F. de Martens. *La paix et la guerre* (traduction de Sancé, p. 504). Bien que l'on ne parle jamais que de l'art de la guerre, celle-ci est tout de même soumise à un certain nombre de principes (concentration des forces, conservation de la liberté d'action, économie des forces, par exemple), qui peuvent lui valoir le nom de science.

(4) F. de Martens : *Ibid.*

(5) Ceci explique que certaines puissances ont parfois fait suivre par des

Les instructions que l'Etat neutre donnera à ses attachés militaires, préciseront sur quels points ils devront porter leur attention. Il semble que les informations concernant la situation d'ensemble du belligérant devraient être plutôt réservées aux officiers ayant appartenu avant les hostilités à la représentation diplomatique de leur pays, car, par la connaissance qu'ils ont acquise de l'organisation militaire du belligérant, ils seront à même de porter un jugement plus exact que des officiers envoyés uniquement pour suivre la campagne. Cependant, si l'Etat neutre n'a pas d'autres attachés militaires auprès de l'Etat belligérant que ceux qui sont aux armées, ils seront, selon toute vraisemblance, chargés de fournir des informations d'ordre politique. A ce titre, ils pourront, dans une certaine mesure, servir de conseillers techniques au représentant diplomatique de leur pays.

Les attachés militaires n'auront, le plus souvent, pas d'autre source de renseignements, que l'observation personnelle (c'est-à-dire ce qu'ils auront vu ou entendu), et la documentation que pourra leur remettre l'état-major auprès duquel ils sont accrédités. Ils n'auront, en effet, ni le temps ni les moyens de se livrer à l'étude des sources écrites de renseignements, comme le font en temps de paix les « attachés militaires d'ambassade » (6). Mais ils pourront, cependant, disposer des observations faites par les attachés militaires des autres puissances, à condition, bien entendu, que ceux-ci veuillent bien leur en faire part.

Bien que restreints à leurs observations personnelles, leurs rapports ne seront pas dénués d'intérêt, car ils reposeront sur une connaissance exacte du terrain. L'ambiance, dans laquelle les attachés militaires seront placés, leur permettra, en outre, d'exposer avec plus de netteté le déroulement des opérations, et de déterminer avec plus de rigueur les causes de succès ou d'échec de certaines manœuvres.

Si l'époque est maintenant révolue, où un souverain voulait

attachés militaires les opérations des partis aux prises dans une guerre civile de quelque importance. On peut citer comme exemples, les missions remplies par le colonel de Chanal et le capitaine Guzman, lors de la guerre de Sécession (V. *supra*, p. 28), par les attachés militaires anglais et français en Grèce auprès de l'état-major du général Condylis, pendant l'insurrection des « Vénizélistes » de 1935 (Cf. la presse française des 10 et 11 mars 1935) et à l'heure actuelle par les divers attachés militaires en Espagne auprès des gouvernements de Valence et peut-être de Burgos (Cf. : *Le Temps*, 13 février 1937.)

(6) V. *supra*, p. 68 et suiv. Bien entendu l'attaché militaire neutre qui resterait au siège de la mission diplomatique de son pays, pourrait utiliser toutes les sources de renseignements du temps de paix.

qu'un uniforme de son pays fût aperçu parmi les uniformes des combattants (7), il n'en reste pas moins que les attachés militaires neutres ont des fonctions de représentation à remplir auprès des armées belligérantes. Le rôle qui leur incombera alors sera fréquemment réduit à des démarches de courtoisie auprès du haut commandement, analogues à celles qu'accomplissent en temps de paix les « attachés militaires d'ambassade ».

Ainsi, les attributions des officiers neutres envoyés en mission auprès d'une armée belligérante ne présentent aucun caractère différent de celles des officiers affectés à une ambassade ou une légation pour étudier l'organisation militaire d'un pays étranger, et ceci explique pourquoi l'on donne à tous ces officiers le titre d'attaché militaire.

*
**

Situation des attachés militaires auprès de l'armée belligérante dont ils suivent les opérations.

Si, en temps de paix, un gouvernement a le droit de ne pas donner son agrément à la nomination de tel ou tel officier comme attaché militaire, il ne peut pas, par principe, s'opposer à la présence d'attachés militaires dans les missions diplomatiques accréditées auprès de lui par les puissances étrangères. Les relations officielles entre deux pays impliquent, on l'a déjà dit, l'envoi d'un personnel diplomatique dont font partie les attachés militaires au même titre que les attachés commerciaux et financiers.

Il n'en est pas de même en temps de guerre. Un Etat belligérant est entièrement libre de permettre ou d'interdire l'accès de ses quartiers généraux aux attachés militaires étrangers. La décision qu'il prend à ce sujet, peut concerner les représentants de toutes les puissances neutres ou n'en viser que quelques-uns. C'est ainsi que pendant la guerre de 1870, l'attaché militaire de la Double Monarchie en Allemagne ne put suivre le grand quartier général prussien (8). Dernièrement, pendant la guerre

(7) V. *supra*, la demande du Tsar, concernant l'envoi d'un colonel russe à l'état-major du général de Bourmont (p. 16).

(8) Général Max Ronge : *Espionnage*, p. 11.

d'Ethiopie, seuls les attachés militaires des Etats qui n'avaient pas appliqué les sanctions furent autorisés à se rendre sur les fronts du Tigré et de Somalie (9). Au contraire pendant la campagne du Riff en 1893, aucun officier étranger n'avait été admis auprès du commandant en chef espagnol (10).

* *

Quoiqu'il en soit, une fois qu'une puissance a accepté l'envoi par les Etats neutres d'attachés militaires auprès de ses armées, ces officiers jouissent de certains avantages destinés à leur faciliter l'accomplissement de leur mission (10 *bis*).

Le plus souvent, ils sont affectés au grand quartier général (11), parfois ils suivent, pour un temps plus ou moins long, les opérations de certaines grandes unités (12).

(9) *Le Temps*, 31 janvier et 2 février 1936.

(10) *Revue générale de droit international public*, 1894, p. 50.

(10 *bis*) Bien que dans tout le cours de ce paragraphe et des paragraphes suivants, il soit uniquement parlé de la situation des attachés militaires neutres auprès des armées belligérantes dont ils suivent les opérations, il va sans dire que les attachés militaires qui pourraient être envoyés par une puissance alliée de ce belligérant, auraient une situation analogue : cependant, ils disposeraient, sans doute, de plus de facilités pour accomplir leur mission.

(11) Comme ce fut le cas pendant la guerre de Crimée (v. *supra*, p. 22), l'expédition du Mexique, la guerre des Duchés et la guerre de 1866 (v. *supra*, p. 25 à 27), pour la guerre de 1870 (cf. Verdy du Vernois : *Im Grossen Haupt-Quartier*), la guerre russo-turque de 1877 (Col. Wellesley, *op. cit.*), la guerre gréco-turque de 1897 (*Revue générale de droit international public*, 1897, p. 725), la guerre des Boers (R. Raoul-Duval, *op. cit.*), la guerre russo-japonaise (Greener : *op. cit.*, Sir Ian Hamilton : *op. cit.*, Réginald Kann : *op. cit.*), la guerre turco-balkanique de 1912 (Lt-Colonel breveté Boucaille : *op. cit.*, p. 167), la guerre italo-turque de 1913. (*Revue générale de droit international public*, 1913, p. 524).

On doit faire remarquer, au sujet de la guerre de 1914-1918, que, d'une façon générale, les renseignements concernant les attachés militaires neutres auprès des divers belligérants sont des plus restreints. Les documents officiels de la guerre ne sont pas encore livrés au public, et rien ne prouve qu'ils contiennent des informations à ce sujet. De plus, il ne paraît pas que dans l'abondante littérature se rapportant à la Guerre, et notamment dans la « *Collection de mémoires, études et documents pour servir à l'histoire de la Guerre mondiale* », éditée par la librairie Payot, quelque attaché militaire neutre ait songé à publier des souvenirs sur sa mission auprès de l'un des belligérants. Peut-être, seul le dépouillement de la presse pourrait donner des résultats, mais il ne semble pas que l'intérêt de ceux-ci soit de nature à justifier la lecture des journaux correspondant à plus de quinze cents jours de guerre.

On peut cependant affirmer, et cela sur des indications communiquées par des officiers attachés au grand quartier général français, que des officiers neutres n'y ont jamais séjourné. Les seuls officiers étrangers au grand-quartier général étaient des officiers alliés, appartenant le plus souvent aux missions de liaison établies entre les diverses armées.

(12) Pendant la guerre de 1877 (F. de Martens : *La paix et la guerre*. Traduction de Saucé, p. 412), pendant la guerre russo-japonaise (Lord Brooke : *op. cit.* — Sir Ian Hamilton : *op. cit.*).

Les conditions dans lesquelles se trouve assurée la vie matérielle des attachés militaires neutres aux armées ne paraissent pas soumises à des règles fixes. Elles ont été, en effet, des plus variables pendant les diverses campagnes de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Vers 1860, les attachés militaires neutres devaient pourvoir à leur subsistance et, parfois, à celle de leurs montures ; ils ne recevaient de l'état-major que le logement en cours de route (13). Si une exception fut faite lors de l'expédition française au Mexique en faveur des deux attachés militaires prussiens, c'est en raison des difficultés que ces officiers éprouvaient à se ravitailler : ils perçurent auprès de l'intendance des rations de vivres et de fourrages dont le montant était remboursé au ministère de la guerre par la légation de Prusse à Paris (14).

Plus tard, lors de la guerre de 1877, les attachés militaires auprès des armées russes étaient les hôtes personnels du Tsar en son quartier général (15).

Pendant la guerre du Transvaal, le gouvernement boer fournissait aux attachés militaires les wagons et les attelages nécessaires pour le transport de leurs vivres et de leurs bagages, et leur permettait de voyager gratuitement sur les voies ferrées de la Société néerlandaise sud-africaine (16).

Au cours de la guerre de Mandchourie, le gouvernement du Mikado nourrissait, remontait et logeait à ses frais les attachés militaires neutres (17).

Le fait de ravitailler, de loger et de remonter gracieusement les attachés militaires, doit être considéré comme une marque de bienveillance ou de courtoisie du gouvernement belligérant à l'égard de ces officiers, car aucune obligation ne lui incombe à ce sujet. Cependant, si ceux-ci se trouvaient dans l'impossibilité de pourvoir, par leurs propres moyens, à leur nourriture ou à leur logement, il semble que l'Etat belligérant ne pourrait se refuser à les faire bénéficier des facilités dont disposent les officiers de sa propre armée : il pourrait simplement demander aux diverses puissances de lui rembourser le montant des prestations en nature allouées à leurs attachés militaires.

(13) Rapport du colonel Schmitz du 9 juin 1866. (*Archives historiques du ministère de la Guerre : Reconnaissances*, n° 1387.)

(14) *Archives historiques du ministère de la Guerre : Expédition du Mexique*, n° G. 7-95.

(15) Colonel Wellesley : *op. cit.* p. 209.

(16) R. Raoul-Duval : *op. cit.* p. 38.

(17) Sir Ian Hamilton : *op. cit.* p. 243. — Réginald Kann : *op. cit.* p. 220.

* *

Pour assurer leur mission d'information, les attachés militaires pourront soit circuler plus ou moins librement dans la zone des armées, et sur les champs de bataille, soit être conduits par des officiers d'état-major spécialement chargés de les accompagner et de les renseigner.

La première de ces solutions paraît avoir été appliquée jusqu'à la fin du xix^e siècle (18), la seconde semble avoir été inaugurée par l'état-major japonais lors de la guerre de Mandchourie (19) : c'était en groupe que les attachés militaires allaient visiter certains travaux du champ de bataille, ou suivre, du haut d'un observatoire, le déroulement des combats. De plus, ils étaient assez fréquemment réunis au quartier général pour entendre, de la bouche même du chef du service des renseignements, des exposés des plus circonstanciés sur la situation générale et l'idée de manœuvre du commandement (20). Il semble que du côté russe, les attachés militaires aient joui d'une plus grande indépendance (21).

Au cours de la Guerre mondiale, les attachés militaires neutres ne paraissent pas avoir assisté, d'une façon continue, aux diverses batailles. Ils effectuèrent, plus ou moins fréquemment, des visites sur certaines parties du front dans des conditions analogues à celles qui étaient prévues pour les journalistes. Mais, le plus souvent, ils furent conduits après-coup sur les lieux mêmes des combats où des officiers d'état-major leur décrivaient toutes les péripéties de la lutte : ce fut notamment le cas en France, quelques mois après la première bataille de la Marne (22). Les Allemands organisèrent, eux aussi, des voyages d'études à l'intention des attachés militaires neutres. L'un de ces voyages leur permit, en particulier, d'examiner à l'intérieur du pays les mesures de guerre : « Ils purent ainsi passer » en revue les villes les plus importantes, les plus remarquables par le développement matériel et intellectuel, les organisations sociales, et se convaincre de l'état florissant de « l'agriculture » (23). Le gouvernement de Rome invita égale-

(18) Cf. notamment R. Raoul-Duval : *op. cit.*

(19) Cf. Sir Ian Hamilton : *op. cit.* ; Réginald Kann : *op. cit.* p. 220/221.

(20) Sir Ian Hamilton : *op. cit.* T. II, p. 167.

(21)-Cf. Lord Brooke : *op. cit.*

(22) Annette Mailler : *De la distinction des combattants et des non combattants comme base du droit de la guerre*, p. 83.

(23) Colonel Nicolai : *Forces secrètes*, p. 180. Cet auteur n'indique pas

ment certains officiers neutres à visiter tout le front italien depuis l'Isonzo jusqu'à la frontière suisse, et il semble que ce fut une visite détaillée que firent ces officiers, si détaillée même que le compte rendu qui en fut établi par un officier suisse, se révéla de la plus grande utilité pour les attachés militaires allemand et autrichien qui se l'étaient procurés par l'intermédiaire des colonels Egli et von Wattenwyl (24).

Cependant, il est à remarquer, tout au moins pour les attachés militaires neutres en France, que leurs visites au front étaient organisées et dirigées par le 2^e bureau de l'Etat-major de l'armée, c'est-à-dire par le ministère de la guerre lui-même. Ils n'ont pas eu de rapports avec le grand quartier général dont les bureaux, et en particulier le 3^e, s'occupaient exclusivement des attachés militaires et des officiers alliés, envoyés en liaison par leur gouvernement.

Il ne semble pas non plus que, pendant l'expédition d'Ethiopie, les attachés militaires albanais, américain, autrichien, hongrois et japonais, aient suivi d'un peu plus près les opérations des armées italiennes. En effet, après une visite des lignes du secteur de Makalé et un séjour d'une quinzaine de jours sur le front du Tigré, ces officiers se rendirent à Massaooua pour examiner l'organisation du port et le fonctionnement de ses services, puis de là, gagnèrent le front de Somalie (25).

En résumé, la façon dont les attachés militaires neutres peuvent assurer leur mission d'information, repose entièrement sur le bon vouloir du commandement, qui, ainsi qu'on l'exposera plus loin, peut apporter à leur indépendance toutes les restrictions qu'il juge nécessaires.

* *

On a montré précédemment que les officiers remplissant les fonctions d'attachés militaires dans les missions diplomatiques de leur pays, possédaient le caractère diplomatique et à ce titre, jouissaient des mêmes privilèges et immunités que le personnel officiel des ambassades et légations. En est-il de même pour les officiers étrangers chargés de suivre les opérations des armées belligérantes ?

l'époque de ce voyage qui montre, par ailleurs, l'importance que l'état-major allemand attachait à la propagande faite par le canal des attachés militaires neutres.

(24) V. *supra*, p. 85-86.

(25) Cf. *Le Temps*, des 31 janvier, 2 et 6 février 1936,

La réponse ne fait aucun doute pour les officiers accrédités avant les hostilités, comme attachés militaires auprès de l'Etat belligérant. Le fait de se rendre au quartier général et d'assister au déroulement des hostilités, n'a pas pour conséquence d'interrompre la mission officielle dont ils avaient été investis par leur gouvernement : ils conservent donc les mêmes droits.

Pour ce qui est des officiers envoyés en mission spéciale sur le théâtre des hostilités, M. Rey soutient (26) qu'il y a, pour leur reconnaître les immunités diplomatiques, les mêmes raisons que pour les officiers « qui en temps de paix, font partie d'une « ambassade ou d'une légation sous les ordres du ministre de « leur pays. Dans les deux cas, ces officiers sont accrédités « officiellement par l'Etat qui les envoie, pour étudier les ques- « tions militaires et les applications de l'art de la guerre ; ils « ont le même caractère public et sont des représentants officiels de l'Etat au même titre : d'où la nécessité de leur reconnaître les mêmes immunités pour assurer leur indépendance dans l'accomplissement de leur mission ».

Ces raisons ne paraissent guère probantes. En effet, si la doctrine reconnaît les immunités diplomatiques aux « attachés militaires d'ambassade », c'est parce qu'ils font partie du personnel officiel de la représentation diplomatique de leur pays. Ce n'est pas le cas pour les officiers neutres qui sont chargés de suivre des armées belligérantes.

On doit remarquer que ces officiers sont exactement dans la même situation que les officiers se rendant, en temps de paix, en mission dans une armée étrangère, soit pour en suivre les manœuvres, soit pour y effectuer un stage : en effet, les uns et les autres ont un caractère public, et sont des représentants officiels sinon de leur pays, du moins de l'armée à laquelle ils appartiennent.

Or, il ne paraît pas nécessaire pour permettre aux officiers envoyés auprès d'une armée étrangère en opérations de guerre ou en manœuvres, d'accomplir leur mission, de leur accorder la plénitude des immunités diplomatiques : en particulier l'immunité de juridiction civile, dont l'application aux attachés militaires est déjà fort critiquée par la doctrine, n'est aucunement justifiée. Tout ce qu'ils peuvent exiger du gouvernement étranger, c'est une certaine indépendance. Celle-ci sera

(26) *Revue générale de droit international public* : Chronique des faits internationaux : communication de M. Francis Rey (1910, p. 64). On croit devoir signaler que cet article est l'un des plus importants qui aient paru sur la question des attachés militaires du point de vue du droit international.

suffisamment assurée s'ils jouissent sinon de l'inviolabilité diplomatique, du moins d'une inviolabilité supérieure à celle que tout Etat doit aux personnes qui séjournent sur son territoire. Ainsi que l'a très justement observé le comité de juristes auquel le Conseil de la Société des Nations avait adressé certaines questions à la suite de l'assassinat de la mission Tellini en 1923 et du bombardement de Corfou par la flotte italienne, « le « caractère public reconnu que revêt un étranger, les circonstances dans lesquelles il se trouve sur le territoire de l'Etat, entraînent pour celui-ci *un devoir spécial de vigilance à son égard* » (27). L'inviolabilité ainsi accordée aux officiers en mission, pourra, dans une certaine mesure, avoir pour corollaire l'immunité de juridiction pénale, tout au moins pour les crimes ou délits dont ils se rendraient coupables dans l'accomplissement de leurs fonctions. La seule chose que l'Etat étranger pourrait faire, serait de demander leur rappel à leur gouvernement. Le droit à toute autre immunité ou privilège n'a aucun fondement valable. Si les officiers en mission auprès d'une armée étrangère, étaient admis à jouir des immunités diplomatiques, ce ne pourrait être que par mesure de courtoisie. D'ailleurs il n'y a, semble-t-il, pas d'exemple que des officiers en mission à l'étranger aient bénéficié de tels privilèges.

On doit cependant observer que fort probablement les officiers en mission auprès d'une armée belligérante jouiraient des mêmes prérogatives que les « attachés militaires d'ambassade » en mission eux aussi auprès de cette armée ; les uns et les autres ont exactement le même rôle à remplir, et l'Etat belligérant pourrait difficilement justifier une différence de traitement entre ces deux catégories d'attachés militaires.

Quoiqu'il en soit, les privilèges accordés en temps de paix aux attachés militaires ou aux officiers en mission auprès d'une armée étrangère reçoivent du fait de l'état de guerre des restrictions importantes. « En campagne, comme M. Rey le remarque à juste titre (28), tout est subordonné aux nécessités militaires et les mesures que le commandant en chef prend pour la défense de l'Etat, s'imposent à tous. Chaque fois que l'intérêt du belligérant est en jeu, les privilèges et immunités des représentants des puissances étrangères doivent s'effacer.

(27) *Journal officiel* de la Société des Nations, 1924. — Cf. Karl Strupp : *L'incident de Janina entre la Grèce et l'Italie* (*Revue générale de droit international public*, 1924, p. 255 et suiv.).

(28) *Revue générale de droit international public*, 1910, p. 65 et suiv.,

« La combinaison de ces deux principes, caractère public
« des attachés militaires et limitation de leurs immunités par
« suite de l'état de guerre, produit un certain nombre de con-
« séquences.

« Affectés à l'état-major de l'armée qu'il accompagnent et
« dont ils partagent les périls, les attachés militaires étran-
« gers doivent... observer les règlements édictés par le haut
« commandement. Le général en chef peut fixer leur rayon
« d'action, apporter à l'accomplissement de leur mission les
« limites qu'il juge utiles et même leur interdire l'accès de
« certaines positions dans l'intérêt de leur sécurité person-
« nelle ou dans le but de conserver le secret des opérations
« militaires. »

Les mesures prises par le commandement en ce qui concerne la liberté individuelle des attachés militaires peuvent même aller fort loin : c'est ainsi que pendant la guerre de Mandchourie, l'état-major japonais imposa aux officiers neutres l'ordre de ne recevoir de visiteurs que dans la salle commune mise à leur disposition (29).

Au cours de la guerre italo-turque de 1911-1912, les attachés militaires envoyés auprès des troupes italiennes, notamment par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France et la Russie, furent par mesure de sécurité et pour éviter des indiscretions, retenus pendant quelques jours en rade de Tripoli (30).

D'autre part, l'autorité militaire a le droit le plus absolu de surveiller et de contrôler la correspondance des attachés militaires : elle peut même leur interdire d'utiliser, pour leurs rapports ou leurs télégrammes, le langage conventionnel ou chiffré, et cela, afin de faciliter le travail de la censure, à laquelle, cependant, la correspondance diplomatique est, en principe, soustraite. Et de telles précautions se comprennent facilement : même, si les attachés militaires neutres jouissent à juste titre de la confiance du commandement, c'est « par leur truchement que des avis de techniciens avertis gagnent l'étranger, où la discrétion n'est pas toujours de rigueur » (31). Les renseignements très importants obtenus sur l'organisation du front italien par les attachés militaires allemand et autrichien à Berne (32), sont une preuve manifeste du danger qui résulte pour la conservation du secret militaire, de la présence

(29) Réginald Kann : *op. cit.* p. 200.

(30) *Revue générale de droit international public* : Chronique des faits internationaux : communication de M. E. Coquet, 1913, p. 524.

(31) Colonel Nicolai : *Forces secrètes*, p. 180.

(32) V. *supra*, p. 85-86.

d'officiers neutres auprès d'une armée belligérante. Et ce danger est d'autant plus grand que le séjour des officiers neutres est de plus courte durée : en effet, dans ce dernier cas, ces officiers rédigent leurs rapports de mission une fois rentrés dans leur pays, c'est-à-dire lorsque l'effet bienfaisant de la censure du belligérant ne peut plus s'exercer.

On doit remarquer que, quelles que soient les mesures imposées par l'état-major aux attachés militaires, leurs gouvernements ne peuvent élever aucune réclamation à ce sujet, car si l'Etat belligérant a accepté de recevoir des observateurs dans ses quartiers généraux, c'est à la condition tacite que ceux-ci se plieraient de bonne grâce aux ordres de l'autorité militaire.

D'ailleurs « toute infraction de la part des officiers étrangers aux règlements portés à leur connaissance peut entraîner leur rappel sur la demande du chef de l'armée ; en cas d'urgence, celui-ci peut les faire reconduire hors de ses lignes avec tous les égards dûs à des étrangers en mission officielle, sans attendre qu'il ait été donné suite à la demande de rappel faite par lui et transmise par son gouvernement à l'Etat intéressé par la voie diplomatique » (33).

C'est également ce qui se passerait si un attaché militaire neutre se rendait coupable de trahison : le privilège d'inviolabilité qui lui est reconnu, ne permettrait pas à l'Etat belligérant de le déférer à la juridiction militaire ; tout au plus pourrait-on l'arrêter et le détenir provisoirement en cas de nécessité pressante, si c'est la seule façon de le mettre dans l'impossibilité de continuer ses agissements criminels (34).

* *

Les officiers neutres en mission auprès des armées d'un Etat belligérant, sont tenus d'observer à l'égard de celui-ci, les mêmes devoirs que les « attachés militaires d'ambassade » (35) ; en particulier ils doivent éviter toute manifestation d'opinion qui pourrait être interprétée comme une critique ou un blâme des chefs de l'armée qu'ils suivent. Et ceux-ci peuvent être parfois d'une susceptibilité exagérée. Pendant la guerre de Mandchourie, le gouvernement russe reprocha au

(33) Francis Rey : *op. cit.* (*Revue générale de droit international public*, 1910, p. 65).

(34) E. Dahn : *Le droit de la guerre* (traduction Prim), p. 23. — F. Verraës : *Les lois de la guerre et de la neutralité*, p. 122.

(35) V. *supra*, p. 100 et suiv.

colonel Audéoud, attaché militaire suisse, d'avoir, au cours d'une conversation avec un autre attaché militaire, critiqué la tactique de l'artillerie ; il jugea ces propos offensants pour l'armée et demanda son rappel au gouvernement helvétique. La Suisse fit droit à cette demande, bien que son attaché militaire eût affirmé qu'il n'avait pas tenu les propos incriminés et ne s'était jamais départi de la réserve que lui imposait sa mission (36).

*
**

Les attachés militaires neutres et les lois de la guerre (37)

Les attachés militaires qui suivent les opérations d'une armée belligérante, ne peuvent pas, en leur qualité de neutres, être attaqués directement par l'ennemi. Cela ne les empêche pas, malgré les mesures de protection que peut prendre, à leur égard, le commandement auprès duquel ils sont accrédités, d'être soumis aux hasards de la guerre comme toutes les personnes qui se trouvent sur les lieux mêmes des combats.

C'est ainsi que pendant la guerre de Mandchourie, un attaché militaire autrichien a disparu après la bataille de Moukden (38). D'autre part, quelques attachés militaires à l'état-major de Kouropatkine étant allés voir l'action escomptée de l'arrière-garde après l'évacuation de Haï-Tcheng, s'aventurèrent au-delà des lignes russes, et trouvèrent brusquement les Japonais en face d'eux à six cents mètres ; ils n'eurent que le temps de rentrer au galop, poursuivis par les balles japonaises (39).

* *

Dans l'exemple que l'on vient de citer, il aurait très bien pu arriver qu'un attaché militaire tombât entre les mains des Japonais soit pour s'être avancé trop loin, soit par suite d'une

(36) Francis Rey : *op. cit.* (*Revue générale de droit international public*, 1910, p. 71).

(37) La situation des attachés militaires d'une puissance belligérante accrédités auprès d'armées alliées, ne soulève aucune difficulté : ces officiers sont des belligérants et les lois de la guerre leur sont applicables sans discussion tant par le belligérant ennemi que par les Etats neutres (dans le cas où l'armée dont ils suivraient les opérations pénétrerait sur le territoire de l'un de ces Etats).

(38) Cf. *Le Temps*, du 7 avril 1905.

(39) Lord Brooke : *An eye witness in Manchuria*, p. 29.

blesse qui l'aurait mis dans l'impossibilité de se retirer. Quelle eût été alors sa situation auprès de l'armée japonaise ?

L'attaché militaire neutre qui se trouve ainsi au pouvoir du belligérant ennemi, doit-il être rangé parmi les personnes qui, sans faire partie directement des troupes belligérantes, les suivent dans leurs opérations ? « Bien que les articles 13 des « règlements de La Haye sur les lois et coutumes de la guerre » ne mentionnent pas expressément les attachés militaires (40), « il est difficile de dire s'ils ont entendu les comprendre implicitement : ces textes ont avant tout pour objet d'indiquer « les conséquences d'une capture. » (41) Ce qui est certain, c'est que le belligérant capteur ne peut leur infliger un traitement plus sévère que celui qu'il réserve aux correspondants de journaux, vivandiers, fournisseurs, c'est-à-dire celui de prisonniers de guerre. Mais à la différence des individus visés explicitement par les articles 13 des règlements de 1899 ou de 1907, les attachés militaires neutres ont une position officielle puisqu'ils ont été spécialement accrédités par leur gouvernement pour suivre les opérations des armées d'un des Etats belligérants. Dans ces conditions, l'Etat neutre auquel appartiendrait un attaché militaire capturé par un belligérant, pourrait-il élever une protestation si cet officier était retenu comme prisonnier de guerre ?

La doctrine est très partagée sur cette question.

Pour M. Rey (42), les attachés militaires ne sont pas visés par l'article 13 du règlement de La Haye : « Les individus énumérés dans cet article, dit-il, ne suivant l'armée qu'à titre « privé et dans un but essentiellement lucratif, on peut crain-

(40) Article 13 des *Règlements concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre de 1899 et de 1907* : « Les individus qui suivent une armée sans en « faire directement partie, tels que les correspondants et les reporters de « journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de retenir, ont droit au traitement de prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de « l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnent. »

Il est à remarquer que le sort des attachés navals qui suivraient les opérations d'une flotte belligérante n'est guère mieux résolu. L'article 62 du manuel d'Oxford « sur les droits de capture dans le cas de guerre maritime », adopté en 1913 par l'Institut de droit international, ou l'article 90 des règles italiennes relatives à l'exécution du droit de prise, en date du 25 mars 1917 (P. Fauchille et J. Basdevant : *Jurisprudence italienne en matière de prises maritimes*) reprennent à peu de chose près la rédaction de l'article 13 du règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.

(41) P. Fauchille : *Traité*, n° 1077-3.

(42) *Revue générale de droit international public*, 1910, p. 67, note 1.

« dre que les belligérants ne leur infligent un traitement trop
« rigoureux s'ils venaient à être capturés : de là, la nécessité
« de leur assurer un minimum de garanties. Au contraire, le
« caractère particulier des attachés militaires qui les place sous
« la sauvegarde du droit des gens soit à titre d'agents diplo-
« matiques, soit en vertu de la courtoisie internationale, ex-
« plique que l'on n'ait pas jugé nécessaire à La Haye de défi-
« nir leur situation au cas où ils seraient capturés par l'enne-
« mi. » En outre, cette solution peut être appuyée par un argu-
ment tiré des travaux du règlement de La Haye de 1899 :
« le texte actuel de l'article 13 voté par la seconde sous-com-
« mission, dans sa séance du 30 mai 1899, a été préféré, pour
« des considérations de pure forme, à deux autres textes... qui
« faisaient suivre l'énumération des correspondants de jour-
« naux, vivandiers, fournisseurs, de l'expression « *et autres*
« *individus de condition analogue* » (43). Il semble bien en
« résulter que dans l'esprit des membres de la Conférence, si
« l'énumération de l'article 13 n'est pas limitative, le traite-
« ment réservé par cet article aux correspondants de jour-
« naux, fournisseurs et autres, ne peut s'appliquer qu'à des
« personnes de condition analogue, comme par exemple les
« domestiques et les convoyeurs. »

Ce point établi, M. Rey ajoute (44) : « Les attachés mili-
« taires accompagnant une armée, qui se trouvent volonta-
« rement ou non, au milieu des troupes de l'ennemi, sont dans
« la même situation vis-à-vis de cette armée, qui représente
« la souveraineté de l'Etat belligérant, que les agents diplo-
« matiques sur le territoire d'un Etat tiers. Dépourvus de
« toute qualité officielle auprès de l'ennemi, ils n'ont pour lui
« aucun caractère public et ne sont que des non-combattants,
« sujets d'Etats neutres. Il en résulte que l'ennemi qui les cap-
« ture avec les troupes de son adversaire, ne fait qu'user de
« son droit strict en les retenant comme prisonniers de
« guerre. »

Par contre, de nombreux auteurs soutiennent que le belli-
gérant capteur ne peut retenir, comme prisonnier de guerre,
un attaché militaire neutre qu'au cas où celui-ci aurait manqué
aux devoirs de la neutralité (45). Dans tout autre cas, les atta-

(43) *Actes et documents de la première Conférence de la Haye de 1899*, 3^e partie, p. 90.

(44) *Revue de droit international public*, 1910, p. 68.

(45) Colonel J.-E. Edmonds and L. Oppenheim : *Land warfare. — An exposition of the laws and usages of war on land for the guidance of the officers of his Majesty's Army*, p. 26. — J. de Louter : *Le droit international public posi-*

chés militaires tombés au pouvoir de l'ennemi doivent être relâchés.

En effet, comme M. Rolin le fait justement observer (46), « alors même que les attachés militaires ne pourraient pas « revendiquer leurs immunités vis-à-vis de tous, aussi long- « temps qu'ils sont dans le territoire où ils ont été accrédités, « il n'en resterait pas moins qu'ils ne sont pas des combat- « tants, mais des neutres, et des neutres qui ne prennent pas « part aux hostilités, des *témoins*. A cet égard, ils diffèrent « de la plupart des personnes énumérées dans l'article 13 et « qui toutes, sauf peut-être les correspondants et les reporters « de journaux, rendent des services à l'armée qu'ils suivent. « Au surplus, dès que l'on admet, comme le fait M. Rey, que « l'article 13 ne vise pas les attachés militaires, on doit recon- « naître... qu'ils ne peuvent pas être faits prisonniers. La règle « admise en tout temps, c'est qu'on ne fait prisonniers de guerre « que les combattants et l'article 13 constitue une exception. « Il n'est pas exact que cette exception ait la portée qu'on lui « attribue et que les correspondants de journaux, par exem- « ple, soient nécessairement faits prisonniers de guerre : l'ar- « ticle 13 dit que ceux que le belligérant *juge utile* de retenir, « ont droit au traitement des prisonniers de guerre ».

A ces arguments de droit, on peut également ajouter des motifs d'ordre pratique qui paraissent de quelque valeur. Il est, sans contestation possible, de l'intérêt d'un belligérant que les officiers neutres, attachés militaires près de l'autre belligérant, observent dans leur mission, une stricte neutralité. Si, quelle que soit la façon dont un attaché militaire se comporte, il a la certitude d'être retenu comme prisonnier de guerre s'il tombe aux mains de l'ennemi, il n'a aucun intérêt immédiat à ne prendre part aux hostilités en aucune manière, même par des conseils ou de simples avis donnés à l'état-major auprès duquel il est accrédité. Sans doute, l'autre belligérant pourrait toujours se plaindre auprès du gouvernement de l'attaché militaire, des manquements de cet officier aux devoirs de la neutralité, mais la sanction qui serait prise par le gouvernement en question, ne serait qu'à une échéance plus ou moins éloignée. L'obligation de neutralité serait dans ce cas-là une *lex imperfecta*. Au contraire, si le belligérant a les moyens

tif, p. 257, note 1. — F. de Martens : *La paix et la guerre*, p. 504 et suivantes, et *Traité de droit international*, T. III, p. 338. — A. Mérignhac : *Les lois et coutumes de la guerre sur terre*, p. 35. — Jean Roederer : *op. cit.* p. 50.

(46) A. Rolin : *Le droit moderne de la guerre*, p. 985.

de sanctionner, directement et personnellement, toute faute contre la neutralité commise par un attaché militaire et cela, en le retenant comme prisonnier de guerre, il peut être assuré que les officiers neutres accrédités auprès de l'armée ennemie auront le plus grand soin d'éviter tout acte susceptible de les faire considérer comme des combattants, et permettant par conséquent de les traiter comme tels. Il crée donc « un mobile » psychologique qui pousse les attachés militaires à observer « strictement les obligations de la neutralité » (47).

La théorie d'après laquelle ne sont retenus comme prisonniers de guerre que les attachés militaires ayant pris directement ou indirectement part aux hostilités, peut être illustrée par l'exemple suivant.

Pendant la guerre d'Orient de 1877-1878, le général anglais sir Arnold Kemplall, attaché militaire auprès de l'armée de Moukhtar Pacha, aurait eu un rôle particulièrement équivoque. D'après l'assurance de quelques journaux, il aurait pris une part très directe à toutes les opérations militaires du commandant en chef ottoman et les Turcs n'auraient subi une défaite que parce que celui-ci n'aurait pas suffisamment tenu compte des conseils du général anglais. F. de Martens, qui rapporte ce fait (48), ajoute que « si le commandement en chef » de l'armée russe au Transcaucase eût possédé des preuves « irrécusables au sujet de la participation de Sir Arnold aux » opérations des armées ottomanes, celui-ci eût été nécessairement, en cas de capture, traité comme prisonnier turc et « non comme général anglais ou attaché militaire du gouvernement britannique. Sir Arnold Kemplall sembla l'avoir reconnu lui-même car, devant les échecs éprouvés par l'armée » turque, et lorsqu'elle prenait la fuite en masse, il eût soin « de ne pas se trouver à l'arrière-garde ».

On a vu que l'article 13 du règlement de La Haye de 1907 impose aux individus qui suivent une armée sans en faire directement partie, l'obligation d'être munis d'une légitimation de l'armée qu'ils accompagnent pour pouvoir être traités comme prisonniers de guerre. Bien que cet article ne paraisse pas concerner les attachés militaires, et bien que, en principe, ceux-ci doivent être relâchés par le belligérant ennemi s'ils

(47) Dr von Ullmann : *Die völkerrechtliche Stellung der Militär-bevollmächtigten in Krieg* (Deutsche Juristenzeitung, 1906, p. 790).

(48) F. de Martens : *La paix et la guerre*, p. 505 et suiv. Cf. aussi son *Traité de droit international*, T. III, p. 338.

viennent à tomber entre ses mains, c'est le passeport diplomatique que leur aura remis leur gouvernement, et qui aura été visé par le belligérant dont ils suivent les opérations, qui devrait, en toute logique, leur tenir lieu de la légitimation prévue ci-dessus, au cas où l'uniforme qu'ils porteraient, ne suffirait pas à prouver leur qualité d'attaché militaire.

Pour toutes les raisons qui précèdent, on peut donc considérer comme acquis le droit pour les attachés militaires restés véritablement et strictement neutres, de ne pas être retenus comme prisonniers de guerre. Quel doit-être alors leur sort ?

Il y a encore une controverse dans la doctrine.

Certains auteurs, comme Pillet, soutiennent que le belligérant capteur ne peut que leur interdire les lignes de son armée (49).

D'autres, au contraire, et notamment Holland, prétendent que le capteur est en droit de les obliger à abandonner le théâtre des opérations et d'exiger d'eux la promesse de ne pas rejoindre leur poste avant la clôture des hostilités sans le consentement de l'Etat capteur (50).

Là encore, la solution de cette question doit être trouvée dans une sorte de compromis entre la courtoisie internationale et les nécessités de la guerre. « Un belligérant pourra « difficilement, dit J.-M. Spaith (51), accorder à un attaché « militaire tombé entre ses mains, une liberté d'action aussi « complète que le prévoit Pillet, mais, à moins qu'un cas d'es- « pèce ne soulève des objections anormales ou spéciales, il « pourrait aisément montrer à l'attaché et à son gouvernement « plus de considération que n'en prévoit Holland. Il serait « injuste pour la puissance neutre que la capture de son atta- « ché militaire ne la prive jusqu'à la fin des hostilités des « services d'un officier d'élite et d'un expert. Le gouvernement « en question pourrait ne pas être en mesure d'envoyer aussi- « tôt un nouvel attaché et, en tous cas, un temps appréciable

(49) Annette Mailler : *op. cit.*, p. 83. — A. Mérignhac : *Les lois et coutumes de la guerre*, p. 85, note I. — Naval War College : *International law discussions*, 1903, p. 46. — Pillet : *Les lois actuelles de la guerre*, p. 133. — Jean Roederer : *Des applications de l'immunité de l'ambassadeur...* (*op. cit.*), p. 50.

(50) Joseph R. Baker et Henry G. Crocker : *The laws of landwarfare concerning the rights and duties of belligerents as existing in August, I, 1914*, p. 84. — Colonel J.-E. Edmonds and L. Oppenheim : *Landwarfare*, p. 26. — Holland : *The laws of war on land*, n° 33. — Lieutenant R. Jacomet : *Les lois de la guerre continentale*, p. 31.

(51) J.-M. Spaith : *War rights on land*, p. 311 et suiv.

« serait perdu pendant lequel aucune information militaire
« ne pourrait parvenir, pour le plus grand désavantage de
« l'Etat neutre. Les intérêts militaires du belligérant capteur
« paraissent être suffisamment sauvegardés en l'autorisant à
« employer tous les moyens propres à empêcher l'attaché mi-
« litaire d'obtenir des renseignements sur ses forces et ses
« mouvements, et à renvoyer cet officier par une voie dé-
« tournée... Mais la commodité de la puissance neutre et de
« ses agents ne doit pas avoir la préséance sur l'intérêt mili-
« taire du belligérant, et si l'attaché militaire a été en mesure
« d'obtenir, sans intention de sa part, des renseignements qui
« pourraient être d'une grande importance pour l'autre armée,
« s'il regagnait son poste, la nécessité militaire justifierait
« dans ce cas qu'on lui interdît de le faire avant un certain
« délai ».

La solution que propose Spaith, paraît la meilleure. Elle est en somme assez favorable à l'Etat neutre et ne présente, par ailleurs, aucun inconvénient majeur pour le belligérant capteur. Il suffit, en effet, de retenir l'attaché militaire suffisamment longtemps pour que les renseignements qu'il aurait pu surprendre, malgré les précautions prises, soient périmés au moment où il rejoindra son poste auprès de l'autre belligérant. Rien n'empêchera d'ailleurs le belligérant capteur de demander à l'attaché militaire sa parole de ne faire part d'aucune de ses observations à l'état-major auprès duquel il est accrédité. En admettant même que cet officier manquât à cet engagement (ce qui serait bien étonnant car le métier des armes implique de tous ceux qui l'exercent, un sentiment élevé de l'honneur), il violerait le devoir de neutralité auquel il est tenu, et pourrait par conséquent être gardé comme prisonnier de guerre s'il venait à tomber de nouveau entre les mains du même belligérant (52).

On ne peut malheureusement étayer cette solution par la pratique des Etats. Les exemples à citer d'attachés militaires capturés pendant des opérations de guerre sont fort rares, et

(52) Cette solution n'est pas celle à laquelle s'est arrêté le lieutenant, depuis contrôleur général Jacomet dans l'opuscule qu'il a fait paraître en 1913, sous la direction de la Section historique de l'E. M. de l'armée française, sur *les Lois de la guerre continentale* (art. 7, note). D'après cet auteur « les
« officiers des nations neutres envoyés en mission d'étude auprès de l'armée
« ennemie au moment de la guerre et qui tombent au pouvoir de l'autre
« belligérant seront considérés comme neutres s'ils n'ont pas perdu le bénéfice
« de la neutralité. Il leur sera interdit de rejoindre l'armée ennemie et toutes
« mesures pourront être prises pour leur rapatriement ».

ne permettent pas de conclure à l'existence d'une coutume quelconque.

Pendant la guerre du Transvaal, Lord Roberts ayant capturé les attachés militaires russe et hollandais après la bataille de Poplar-Grove, les autorisa à rejoindre leur poste en passant par le Cap et Lourenço-Marquès (53).

Au cours de la guerre russo-japonaise, trois officiers étrangers attachés à l'armée russe (un officier de marine anglais, un médecin militaire et un capitaine américains) tombèrent entre les mains des Japonais, après la bataille de Moukden. Traités avec une attention toute spéciale, ces officiers furent considérés pendant leur séjour dans les lignes japonaises comme les hôtes de l'état-major général, et furent conduits à Dalny par un interprète attaché à leur personne. De là, ils s'embarquèrent à destination d'Oujina après accord entre le ministère des affaires étrangères du Japon et les ambassadeurs d'Angleterre et des Etats-Unis à Tokio (54).

Si ces deux exemples diffèrent quant à la destination donnée aux attachés militaires capturés par le belligérant ennemi, ils concordent en ceci que les officiers en question n'ont pas été gardés comme prisonniers de guerre.

La condition nécessaire et suffisante pour qu'un attaché militaire neutre tombé aux mains du belligérant ennemi, recouvre sa liberté, à plus ou moins brève échéance, résidant dans l'observation d'une stricte neutralité, il faut maintenant examiner comment les attachés militaires doivent se comporter auprès du belligérant dont ils suivent les opérations, pour remplir cette condition.

« Un neutre ne peut pas se prévaloir de sa neutralité :
 « s'il commet des actes hostiles contre un belligérant ;
 « s'il commet des actes en faveur d'un belligérant, notamment s'il prend volontairement du service dans la force armée de l'une des parties. » (55)

C'est par des actes en faveur du belligérant auprès duquel ils sont accrédités, que les attachés militaires peuvent avoir l'occasion de violer le devoir de neutralité auquel ils sont tenus. « Ils doivent s'abstenir de tout ce qui, du point de vue militaire, pourrait dans des circonstances concrètes, être considéré comme constituant une aide effective. Dans une

(53) Cf. R. Raoul-Duval : *Au Transvaal*, p. 42 et 122.

(54) Nagao Ariga : *op. cit.* p. 122.

(55) Article 17 de la *Convention concernant les Droits et les Devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre*, La Haye, 1907.

« situation difficile, le conseil d'un officier d'état-major expérimenté peut donner aux opérations une tournure susceptible de modifier tout le cours de la guerre. En intervenant personnellement dans le commandement d'une unité, un officier étranger est à même de fournir au belligérant près duquel il est accrédité, un avantage militaire important, qui, éventuellement, peut influencer sur le développement des opérations et même sur l'issue de la guerre.

« On conçoit combien il est difficile à un attaché militaire de garder la passivité complète que présuppose sa situation. Il est facile d'imaginer des cas comme le suivant : les attachés militaires, unis par des liens de camaraderie avec les officiers de la puissance auprès de laquelle ils sont accrédités, parlent avec eux des opérations et des projets du haut commandement, et au cours de ces échanges de vues, donnent inconsciemment des conseils de grande importance. Dans des cas semblables, on peut admettre qu'ils ont agi de bonne foi. Par contre, il serait presque impossible d'exculper par des circonstances extraordinaires, ou par d'autres considérations, une collaboration positive, sous quelque forme qu'elle s'exerce. En s'écartant de la sorte des limites de la passivité, l'officier étranger violerait ses obligations de neutralité et engagerait la responsabilité de l'Etat neutre qui l'a accrédité. » (56)

Il n'y a rien à ajouter à cette citation, qui, bien que trentenaire, conserve encore toute sa valeur. On peut simplement remarquer que l'obligation de neutralité qui incombe aux attachés militaires étrangers, ne leur interdit pas de circuler sur le champ de bataille avec l'arme individuelle faisant partie de leur équipement normal. La possession d'une arme n'implique pas, en effet, par elle-même la participation aux hostilités, ni la perte du caractère de neutralité, à telle enseigne que pendant la Guerre mondiale, les officiers du service de santé français, régulièrement pourvus du revolver d'ordonnance modèle 1892, bénéficièrent néanmoins en cas de prise par les Allemands, de la protection de la Convention de Genève, leur armement ne devant être utilisé qu'en cas de légitime défense, par exemple contre des attaques de maraudeurs du champ de bataille.

* *

Le cas où les attachés militaires tombent au pouvoir du

(56) Dr von Ullmann : *op. cit.* (*Deutsche Juristenzeitung*, 1906, p. 788).

belligérant ennemi n'est pas le seul où ces officiers peuvent avoir des rapports avec ce belligérant, et où leur situation doit être précisée.

Il peut se faire que leur mission les ait amenés à se trouver enfermés dans une ville ou une place forte assiégée par l'ennemi. Sans doute, lorsque celui-ci l'aura enlevée d'assaut ou s'en sera rendu maître de toute autre façon, les attachés militaires seront relâchés, puisque ce n'est que dans le cas très particulier de violation de la neutralité qu'ils peuvent être gardés comme prisonniers de guerre. Mais ces officiers, ou le gouvernement qui les a envoyés, peuvent-ils demander à l'assiégeant de les autoriser à sortir avant le début des opérations de siège ou au cours de celles-ci ? Leur caractère diplomatique leur donne-t-il un droit spécial à cet égard ?

L'assiégeant a la faculté de laisser sortir de la place assiégée, par mesure d'humanité, les non-combattants, mais rien ne l'y oblige. Il peut, au contraire, escompter qu'en faisant subir les rigueurs du siège à tout ou partie de la population civile, la durée des opérations en soit considérablement réduite. Bien que certains auteurs estiment (57) que les diplomates neutres se trouvant dans une ville assiégée, ne peuvent être empêchés de quitter la ville s'ils le désirent, on peut leur opposer que ces diplomates ne possèdent leur caractère officiel qu'à l'égard de l'Etat auprès duquel ils sont accrédités, et que pour l'autre belligérant ils sont dans la situation de simples étrangers.

Or, en temps de guerre, un Etat peut apporter telles restrictions qu'il veut, à l'entrée sur son territoire des étrangers, et même leur interdire purement et simplement de franchir ses frontières. Le territoire ennemi occupé par un belligérant est placé de fait sous son autorité, et l'on peut très bien considérer dans le cas d'une place assiégée ou d'une guerre de position, le « no man's land » comme constituant la frontière entre les deux belligérants. Cette raison suffit pour montrer que les diplomates neutres et parmi ceux-ci les attachés militaires, n'ont pas le droit d'exiger un libre passage à travers les lignes de l'assaillant. Si cette faculté leur est accordée, ce ne peut être qu'un traitement de faveur. Bismarck a tout particulièrement insisté sur ce point dans la lettre qu'il adressait le 17 janvier 1871 au corps diplomatique enfermé dans Paris :

(57) Cf. Despagne : *Cours de droit international public*, 3^e édition, n° 534. — P. Fauchille : *Traité de droit international public*, n° 1.099-I. — Pillet : *Le droit de la guerre*, T. I, p. 181, et *Les lois actuelles de la guerre*, n° 66.

« A l'égard des membres du corps diplomatique, nous maintenons comme une chose de courtoisie internationale, la faculté de libre sortie qui leur a été donnée, quels que soient les difficultés d'exécution et les inconvénients graves que leur passage puisse avoir dans la période actuelle du siècle. » (58)

Pendant la guerre de Mandchourie, trois attachés militaires, deux officiers allemands et un officier de marine français, le capitaine de frégate de Cuverville, attaché naval à Saint-Petersbourg, se laissèrent volontairement enfermer dans la place de Port-Arthur avec ses défenseurs. En apprenant que la guerre de siège et le bombardement allaient commencer, « et dans l'intention que les non-belligérants se trouvant dans la forteresse de Port-Arthur, pussent échapper aux dangers du fer et du feu », l'empereur du Japon donna une instruction spéciale au maréchal Oyama, l'invitant à faire sortir et escorter à Dalny « les femmes, les enfants, les prêtres, les diplomates et les attachés militaires des pays neutres qui voudraient échapper aux dangers du siège » (59). L'empereur d'Allemagne fit alors donner l'ordre aux deux officiers allemands de s'éloigner de Port-Arthur. L'un de ceux-ci quitta cette ville en plein jour le 18 août 1904, sur une jonque chinoise et fut conduit par un torpilleur japonais à bord du croiseur *Yaye-Yama*, qui le débarqua à Kïao-Tchéou. Quant à l'autre officier allemand et au commandant de Cuverville, ils étaient malheureusement partis de Port-Arthur le 16 août (avant d'avoir eu connaissance de l'autorisation de l'état-major japonais), à bord d'une jonque chinoise qu'ils avaient affrétée, et disparurent, assassinés, à ce qu'il paraît, par l'équipage qui voulait se partager leurs dépouilles (60).

Il ne ressort pas de la conduite du gouvernement japonais qu'il ait voulu, en autorisant les attachés militaires neutres à quitter la forteresse de Port-Arthur, consacrer un droit reconnu. Au contraire, les attachés militaires neutres ont été compris explicitement parmi les non-belligérants autorisés à sortir de Port-Arthur, et c'est uniquement au titre de non-belligérants que cette faveur leur a été accordée.

Ainsi, il semble bien établi par les deux exemples précédents, que ce n'est que par une simple mesure de courtoisie

(58) V. Rollin-Jaequemyns (*Revue de droit international et de législation comparée*, 1871, p. 376, 377).

(59) Nagao Ariga : *La guerre russo-japonaise*, p. 275 et suiv.

(60) *Ibid.*

et par égard pour les gouvernements neutres, qu'un assiégeant autorise des attachés militaires à quitter une ville investie.

A fortiori, l'attaché militaire neutre qui reste volontairement dans une place assiégée, ne peut exiger que l'assiégeant l'autorise à correspondre librement avec son gouvernement (61). Pendant le siège de Port-Arthur, c'est encore par simple courtoisie que le gouvernement japonais a accepté de faire parvenir à l'attaché naval français un pli du ministre de France à Tokio et une lettre ouverte de l'ambassadeur français en Russie (62).

* *

Les hasards de la guerre peuvent également amener les attachés militaires à pénétrer sur le territoire d'un Etat neutre, à la suite de l'armée dont ils sont chargés d'observer les opérations, et qui s'est résolue à cette extrémité pour éviter une capitulation en rase campagne. L'Etat neutre est-il tenu de les interner au même titre que les officiers, sous-officiers et hommes de troupe qui composent cette armée ?

L'internement des troupes belligérantes pénétrant sur le territoire d'un Etat neutre, est une conséquence des obligations de neutralité qui incombent à cet Etat. Ne devant, pour conserver son caractère d'impartialité, fournir aucune aide à l'un ou l'autre des belligérants, l'Etat neutre doit prendre les mesures voulues pour que les troupes en question ne participent plus aux hostilités.

De tous les attachés militaires étrangers qui suivent une armée, seuls ceux qui appartiennent à l'armée d'un pays lui-même en guerre, ont le caractère de belligérants, et doivent donc être internés.

Quant aux autres, envoyés par une puissance neutre, ils conservent vis-à-vis de l'Etat sur le territoire duquel ils sont entrés, le caractère de neutres, et peuvent par conséquent rejoindre leur poste, ou regagner leur pays, ou prendre telle autre destination sans que l'Etat neutre ne puisse s'y opposer. Dans le cas même où ils auraient pris une part effective dans

(61). Pendant la guerre de 1870, le gouvernement prussien n'a permis aux membres du corps diplomatique enfermés dans Paris de correspondre avec leurs gouvernements que par lettres ouvertes (Cf. Rollin-Jaequemyns, *Revue de droit international et de législation comparée*, 1871, p. 376-377),

(62) Nagao-Arigo : *op. cit.* p. 299.

la conduite des opérations, cas qui aurait pu les conduire à être retenus comme prisonniers de guerre s'ils avaient été capturés par l'autre belligérant, l'Etat neutre ne serait pas obligé de les interner ; tout au plus pourrait-il exiger d'eux l'engagement de ne pas rejoindre leur poste, et encore faudrait-il pour cela que la participation de ces officiers aux hostilités soit absolument indubitable, et que le belligérant qui aurait à se plaindre des violations de neutralité, commises par ces attachés militaires, en ait rapporté la preuve à l'Etat neutre.

Pour ce qui est des attachés militaires capturés par une armée belligérante, avant son entrée en territoire neutre, ces officiers doivent être, dans tous les cas, laissés en liberté, puisqu'il en est ainsi même des prisonniers de guerre amenés par des troupes se réfugiant sur le territoire d'une puissance neutre (63).

* *

Jusqu'ici, l'on s'est contenté d'examiner la situation des attachés militaires neutres dans le cas d'une guerre internationale.

Il peut se faire qu'une guerre civile prenne une importance telle que les gouvernements étrangers croient devoir être exactement tenus au courant du déroulement des opérations, et pour cela envoient des officiers en mission tant auprès du pouvoir légal, que du pouvoir insurrectionnel.

On va donc exposer la situation des attachés militaires ainsi envoyés auprès des deux partis aux prises, dans le cas où leur gouvernement a pris la décision de ne pas intervenir dans la guerre civile, ce qui est en somme le cas normal dans l'état actuel du droit international.

La situation de l'attaché militaire auprès des gouvernements est en tous points conforme à celle d'un attaché militaire qui suit les opérations d'une armée belligérante dans un conflit international.

En effet, l'attaché militaire étranger est un neutre pour les insurgés et doit être traité par ceux-ci comme un neutre s'il vient à tomber entre leurs mains. En fait, il est probable que l'attaché militaire n'aura même pas à faire valoir le droit de ne pas être retenu comme prisonnier, car il est de l'intérêt du gouvernement insurrectionnel d'éviter, autant que possible,

(63) Art. 13 de la *Convention de la Haye de 1907 concernant les Droits et les Devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre.*

toute source de difficultés avec les autres Etats. La guerre civile d'Espagne permet de confirmer cette thèse. L'attaché militaire britannique à Madrid tombé au pouvoir de l'armée Franco, près d'Aranjuez, dans le courant du mois de novembre 1936, a regagné son poste auprès des gouvernementaux en passant par Burgos et par la France (64).

Pour ce qui est des officiers étrangers chargés de suivre les opérations des armées insurgées, la question est moins simple à résoudre : l'attitude prise au sujet de la guerre civile par le gouvernement qui envoie ces officiers en mission, doit être prise en considération.

S'il n'y a eu aucune reconnaissance de belligérance par le gouvernement étranger, la mission des officiers en question ne peut être que secrète : sans cela, elle pourrait être considérée comme une reconnaissance implicite de belligérance, voire même d'indépendance des insurgés. N'ayant aucun caractère officiel, les officiers étrangers ne peuvent se prévaloir de leur qualité d'attaché militaire et sont dans la situation de non-combatants quelconques : encore faudra-t-il, s'ils tombent au pouvoir de l'armée régulière, qu'ils rapportent, pour ne pas être traduits devant les tribunaux du gouvernement légal, la preuve de leur absence de participation au soulèvement. Il semble d'ailleurs que ce gouvernement ne ferait qu'user de son droit strict en les retenant comme prisonniers de guerre, sauf le cas tout à fait spécial et peu probable où il aurait donné son assentiment à leur présence auprès des insurgés.

On arrive à une même conclusion si le gouvernement légal a reconnu la qualité de belligérants aux insurgés. Cette reconnaissance a, en effet, pour unique conséquence de ne pas soumettre, tout au moins pour la durée de la guerre civile, les insurgés aux diverses lois qui punissent les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, et de réserver, pour plus tard, la question de savoir si les insurgés tombés au pouvoir du parti gouvernemental doivent être, ou non, déférés aux tribunaux répressifs. Au surplus, pour tous les Etats étrangers, cette reconnaissance de belligérance émanant du parti gouvernemental est *res inter alios acta* et ne peut avoir d'effet sur le sort éventuel des officiers qu'ils pourraient détacher auprès des insurgés.

(64) Cf. *Le Temps*, du 10 janvier 1937,

Au contraire, si l'Etat qui envoie des officiers en mission d'observation auprès des rebelles, a effectué une reconnaissance de belligérance, ces officiers doivent, en tout état de cause, être considérés et traités comme des attachés militaires. En effet, par cette reconnaissance de belligérance, l'Etat tiers accepte de se soumettre aux devoirs des neutres envers l'un et l'autre partis aux prises, et acquiert, en contrepartie, les droits des neutres, et parmi ceux-ci, le droit d'envoyer des officiers suivre le déroulement des hostilités auprès de n'importe lequel des belligérants, sans autre condition que l'acceptation de celui-ci. Il ne pourrait y avoir de doute sur la situation des attachés militaires capturés par les armées régulières, que si le gouvernement légal contestait la validité de la reconnaissance de belligérance, et ce serait peut-être pour ce gouvernement une occasion de manifester sa « mauvaise humeur », en ne traitant pas comme des attachés militaires, les officiers étrangers tombés en son pouvoir.

Dans le cas de la guerre civile d'Espagne, une difficulté particulière tient au fait qu'il y a deux gouvernements reconnus, chacun par des Etats différents, comme le seul pouvoir légal.

Pour les Italiens et les Allemands, quelque paradoxal que cela puisse paraître a priori, ce sont les partisans de Valence qui sont des insurgés, et des insurgés non reconnus comme belligérants. Par suite, du point de vue des gouvernements de Berlin ou de Rome, les observateurs militaires qu'ils pourraient envoyer auprès des armées du général Franco, devraient être considérés comme des officiers accrédités auprès du pouvoir légal, et, en conséquence pourraient exciper de cette qualité, s'ils venaient à être pris par des troupes de l'autre parti. Mais la reconnaissance du gouvernement de Burgos par l'Allemagne et par l'Italie paraît bien être sans effet pour le gouvernement de Valence, et il semble donc que celui-ci serait fondé à traiter les attachés militaires allemands ou italiens près des armées franquistes de la même façon que des officiers en mission officielle auprès d'une armée insurgée dont la belligérance n'a pas été reconnue.

Quoiqu'il en soit, les événements d'Espagne ne permettent pas de corroborer les conclusions exposées ci-dessus. On peut tout au plus, remarquer que dans une réponse écrite à une question posée par un député anglais, le secrétaire financier du War-Office déclarait que, « bien qu'il ne soit pas possible

« de laisser en permanence un officier britannique comme observateur aux armées du général Franco, le gouvernement de Londres espérait profiter de la prochaine occasion de faire visiter ces troupes par des attachés militaires britanniques » (65). Cette réponse semble avoir été donnée pour l'une ou l'autre des deux raisons suivantes : ou bien, le général Franco n'a pas encore autorisé la Grande-Bretagne à lui envoyer un attaché militaire ; ou bien, il a accordé cette autorisation et le gouvernement anglais n'ayant pas cru devoir et ne voulant pas reconnaître officiellement l'état de guerre civile, se préoccupe du sort qui serait réservé à son attaché militaire s'il tombait au pouvoir des armées gouvernementales.



En définitive, on peut résumer, comme suit, les caractères principaux de la situation des attachés militaires qui suivent les opérations d'une armée belligérante (66).

Vis-à-vis de l'armée auprès de laquelle ils sont accrédités, les attachés militaires conservent les privilèges et immunités diplomatiques qui leur sont reconnus en temps de paix, mais les nécessités militaires peuvent imposer des restrictions pour l'exercice de certains de ces droits : indépendance des attachés militaires, et inviolabilité de la correspondance, par exemple.

Vis-à-vis du belligérant ennemi, les attachés militaires n'ont d'autres droits que ceux qui résultent de leur qualité de non-combattants et de neutres. Ceci implique l'obligation pour le belligérant ennemi de les remettre en liberté s'ils viennent à tomber entre ses mains, obligation tempérée par la faculté pour ce belligérant de prendre les mesures voulues pour que les renseignements recueillis dans ses lignes par l'attaché militaire capturé ne puissent être d'aucune utilité pour l'autre belligérant.

Ainsi la situation des attachés militaires résulte de la combinaison des nécessités militaires de l'un et de l'autre belligérants soit avec les immunités et privilèges diplomatiques, soit avec les usages courants de la courtoisie internationale.

(65) *Le Temps*, 13 février 1937.

(66) Bien que l'on n'ait parlé dans tout le cours de ce chapitre que d'attachés militaires, il va sans dire que les attachés navals et les attachés de l'air ont exactement la même situation.

CHAPITRE X

ROLE INTERNATIONAL DES ATTACHÉS MILITAIRES

Les attachés militaires qui séjournent à l'étranger en temps de paix ou en temps de guerre, ont, ainsi que l'on croit l'avoir suffisamment démontré, un rôle essentiellement national à remplir en faveur de leur pays. C'est pour renseigner celui-ci, ou le représenter dans une certaine mesure, qu'ils ont été envoyés dans les missions diplomatiques ou militaires de leurs pays respectifs.

Mais la présence de ces techniciens dans les ambassades et légations ou de ces observateurs auprès d'une armée belligérante, a conduit à envisager, en outre, l'utilisation de leurs compétences dans l'intérêt de la communauté internationale. C'est le rôle qui incombe alors aux attachés militaires qui va maintenant être examiné.



Rôle international en temps de guerre

C'est l'Institut de droit international qui a songé, pour la première fois, à préconiser l'emploi des attachés militaires en dehors de leurs attributions normales. Le 12 septembre 1877, cette éminente assemblée faisait la déclaration suivante :

« Animé d'un ardent amour de paix et de justice, l'Institut entend uniquement user toute l'influence qu'il peut devoir à son organisation, à ses antécédents, aux études spéciales de ses membres, pour indiquer ce qui, d'après lui, serait de nature à empêcher les guerres modernes de présenter, à côté des plus nobles exemples de courage, de patrio-

« tisme et de charité, le spectacle dégradant de la férocité et
« de la bestialité poussées jusqu'à leurs dernières limites.

« C'est dans cet esprit que l'Institut émet les vœux suivants :

« ... Que les lois et coutumes de la guerre à formuler par
« traité soient par cela même considérées comme placées sous
« la sauvegarde de l'ensemble des Etats européens, et que ceux-
« ci, en vue d'éclairer l'opinion, développent, s'il se peut,
« l'institution des attachés militaires chargés de suivre les
« armées belligérantes et de renseigner leurs gouvernements
« sur les infractions graves qu'ils constateraient contre les
« lois de la guerre... » (1)

La source de ce vœu de l'Institut de droit international peut être trouvée dans le rôle que certains attachés militaires auprès des armées russes avaient rempli quelques mois auparavant, pendant la guerre des Balkans. Ainsi le major von Luginitz, attaché militaire prussien à Saint-Petersbourg, qui se trouvait à l'avant-garde du général Gourko, témoigna de la violation par l'armée turque du drapeau parlementaire à la passe de Schipka (2). Par ailleurs, à son retour à Londres, le 6 août 1877, le colonel Wellesley présentait une réfutation des plus circonstanciées des accusations de la Porte au sujet des atrocités de guerre commises par les Russes (3).

Dans des conférences faites de 1892 à 1894, aux officiers de la garnison de Grenoble sur le droit de la guerre, Pillet reprenait cette idée de l'Institut de droit international. « Il serait
« nécessaire, disait-il, de recueillir toutes les preuves que l'on
« peut avoir d'une violation d'une des lois de la guerre, alors
« qu'il en est encore temps pour qu'ensuite on ne soit pas
« arrêté dans les réclamations qu'il peut être utile de formu-
« ler par l'impossibilité de fournir à l'ennemi une démonstra-
« tion matérielle et irréfutable des infractions qu'on lui repro-
« che... Il serait utile de pouvoir faire faire des constatations
« de ce genre à des personnes appartenant à des puissances
« neutres ; il serait excellent que ces dernières prissent l'ha-
« bitude d'accréditer auprès des commandants en chef quel-
« ques officiers d'état-major qui, en même temps qu'ils sui-
« vraient les opérations militaires, constateraient la façon dont
« les lois de la guerre sont observées de part et d'autre, et
« dont les rapports formeraient l'opinion publique sur ce point

(1) *Annuaire de l'Institut de Droit international*. Session de Zurich.

(2) F. de Martens : *La paix et la guerre*, p. 412.

(3) *Ibid.*, p. 337.

« essentiel. N'est-il pas regrettable que la prudence excessive
« des neutres leur ait interdit de suivre à cet égard, en temps
« de guerre, les pratiques dont ils usent depuis longtemps pen-
« dant la paix, et la cause de l'humanité et du droit ne serait-
« elle pas gagnée le jour où les hostilités se passeraient sous
« les yeux de témoins éclairés et impartiaux, véritables juges
« d'honneur dont les dépositions déverseraient sur les armées
« en présence, l'éloge et le blâme qu'elles auraient méri-
« tés ? » (4)

Cette idée reçut un commencement d'application pendant la guerre sino-japonaise de 1894-1895 : les attachés militaires neutres furent, en effet, invités par les ministres de leurs pays à Tokio à établir des rapports détaillés sur les actes de l'armée japonaise à Port-Arthur (5). Mais aucune publicité ne paraît pas avoir été faite à ces rapports.

Malgré l'éloquence dont Pillet faisait preuve, et malgré les sentiments élevés qui l'animaient, on doit faire à ses propositions de nombreuses objections.

Tout d'abord, ce n'est pas un droit pour une puissance neutre d'envoyer des attachés militaires auprès d'une armée belligérante. Un Etat qui ne voudrait pas avoir à soumettre la conduite de ses troupes à un « jury d'honneur », n'aurait qu'à refuser de recevoir des officiers neutres dans ses états-majors : des motifs plausibles pourraient être facilement trouvés pour cela, ne serait-ce que les nécessités militaires.

Par ailleurs, les violations caractérisées des lois de la guerre peuvent être le fait soit du commandement en chef, soit de certaines unités ou d'individus isolés. Dans un cas comme dans l'autre, les attachés militaires qui constateraient les violations commises par l'armée dont ils suivent les opérations, verraient leur situation auprès de cette armée devenir très difficile, si les comptes rendus qu'ils adressaient à ce sujet à leur gouvernement venaient à être publiés. Encore faudrait-il pour cela qu'ils eussent les moyens matériels de faire ces constatations, ce qui paraît des plus douteux.

La seule chose qu'ils pourraient faire, serait de témoigner des violations des lois de la guerre perpétrées par l'autre belligérant. Leur témoignage aurait peut-être d'assez rares occasions de s'exercer, car à moins d'être présents sur les lieux et au moment même d'une violation du droit des gens, ils ne pourraient

(4) Pillet : *Le droit de la guerre*, T. I, p. 277.

(5) Nagao Ariga : *La guerre sino-japonaise de 1894-1895 au point de vue du droit international*, p. 86.

que rapporter les observations des belligérants eux-mêmes dont l'impartialité pourrait être parfois suspectée.

Enfin la publicité donnée par leurs gouvernements à leurs rapports, serait susceptible de compromettre la situation de leurs compatriotes, attachés auprès de l'autre armée belligérante. Aussi, un gouvernement désireux d'être exactement informé de la situation militaire de chacun des partis en présence, hésiterait-il beaucoup avant de donner un caractère officiel et public aux violations du droit des gens observées par ses attachés militaires.

On peut rapprocher des propositions de Pillet les mesures qui furent préconisées en 1932 à la « Conférence pour la réduction et la limitation des armements », en vue d'organiser la constatation officielle de l'emploi éventuel par un belligérant des armes chimiques, bactériennes ou incendiaires, dont l'interdiction figurait, par ailleurs, dans le projet de Convention générale sur le Désarmement. Il était, en effet, prévu que « l'Etat « qui prétendrait que ces armes auraient été employées par son « adversaire, saisirait immédiatement la Commission permanente du désarmement qui en informerait l'Etat contre lequel « l'accusation aurait été portée. L'Etat plaignant s'adresserait « en même temps au doyen du corps diplomatique accrédité auprès de lui, lequel ferait appel au concours, pour opérer la « constatation même des faits incriminés, d'agents qu'il ferait « éventuellement assister de médecins et de chimistes » (6). Ces agents seraient choisis parmi les personnes d'une nationalité autre que celle des pays en cause : attachés militaires, navals ou aériens, membres du corps diplomatique ou consuls de carrière étrangers. « Le rôle particulier de ces attachés militaires « ou consuls étrangers consisterait non seulement à assurer « l'impartialité des constatations, quelle que fût la nationalité « des experts techniques, appelés à leurs côtés, mais encore de « fournir une appréciation sur les conséquences militaires, économiques ou morales qu'aurait pu avoir l'emploi illicite de « l'arme chimique ou incendiaire » (7).

Les mesures ainsi préconisées devant être incluses dans la

(6) Rapport de M. Pilotti sur l'interdiction de la guerre chimique et sur les violations de l'emploi des armes chimiques, bactériennes et incendiaires (*Société des Nations*, Conférence du Désarmement, n° 142).

(7) Deuxième session du comité spécial pour les armes chimiques, incendiaires ou bactériennes. Rapport de M. Rutgers : Titre II, 1^{re} partie, chap. II. Commissions de constatation de première urgence, § 2 (*Société des Nations* : Conférence du Désarmement, n° 152).

Convention générale sur le Désarmement, auraient eu une base juridique stable que ne possédait pas le projet de Pillet. De plus, ce n'est pas un gouvernement particulier soumis à de nombreuses contingences, qui aurait rendu publique la mise en œuvre des armes chimiques, incendiaires ou bactériennes par un des belligérants, mais un organisme international représentant l'ensemble, ou presque, des États civilisés, et dont l'autorité n'aurait pu être contestée. Enfin, il y avait là un emploi judiciaire de la compétence des attachés militaires, et ceux-ci auraient pu, sans aucun doute, avoir un rôle des plus utiles, réserve faite des difficultés de constatation pouvant résulter d'un caractère plus ou moins éphémère des violations à observer.

Si la Convention générale sur le Désarmement est restée dans le domaine de l'utopie, et si les propositions de Pillet et le vœu de l'Institut de droit international paraissent difficilement réalisables, il ne s'ensuit pas que dans l'état actuel du droit des gens, les attachés militaires neutres n'auraient pas de rôle à jouer dans l'observation des lois de la guerre par les belligérants.

Tout d'abord un attaché militaire neutre pourrait, semble-t-il, s'occuper du sort des prisonniers de guerre faits par l'armée auprès de laquelle il est accrédité, à condition que le ministre public de son pays ait été lui-même chargé sur le territoire de l'Etat belligérant de la sauvegarde des intérêts du belligérant ennemi ou de ses ressortissants. C'est ainsi que pendant la guerre russo-japonaise, l'attaché naval près la légation de France à Tokio visitait les camps de prisonniers russes et recueillait leurs demandes et leurs réclamations qu'il transmettait au gouvernement japonais (8). En ce qui concerne la Guerre mondiale, les ambassades des Etats-Unis à Paris, d'Espagne à Berlin, chargées de gérer respectivement les intérêts allemands en France et français en Allemagne, s'occupèrent du sort des prisonniers de guerre détenus dans ces deux pays (9). Les ambassadeurs se firent assez fréquemment accompagner dans leurs visites des camps de prisonniers, par leurs attachés militaires. Si, parfois, ceux-ci effectuèrent seuls certaines inspections, ce fut par délégation de leur chef de mission qui prit toujours à son compte leurs observations, et intervint, le cas échéant, auprès des gouvernements belligérants. Plus tard, lorsque le contrôle international des camps de prisonniers fut mis sur pied,

(8) Réginald Kann : *op. cit.* p. 357.

(9) G. Cahen-Salvador : *op. cit.* p. 34.

les attachés militaires cessèrent, semble-t-il, toute activité à ce sujet.

Il est à remarquer que pareilles missions sont tout à fait du ressort des attachés militaires puisque ces officiers sont, avant tout, les conseillers techniques de l'ambassadeur.

De plus, sur le théâtre même de la lutte, les attachés militaires neutres pourraient, dans certains cas, faciliter l'observation des lois de la guerre par les belligérants ainsi que le montre l'exemple suivant : « A la veille du bombardement de la « ville d'Anvers, en 1914, le général commandant les forces « allemandes, craignant sans doute d'exposer la vie d'un parlementaire allemand, en raison de la difficulté de prévenir les « assiégés et désirant se conformer à l'article 26 du règlement « de La Haye qui ordonne au commandant des forces assaillantes de faire, avant de procéder au bombardement, tout « ce qui dépendra de lui pour avertir les autorités, demanda au « ministre d'Espagne de se charger de cette mission. Celui-ci « refusa et le ministre des Etats-Unis agit de même. Mais l'attaché naval de la légation d'Espagne, M. Sorela, dans un intérêt purement humanitaire et dans le but d'éviter à la ville « les horreurs d'un bombardement non attendu et non annoncé, « consentit à se charger de cette mission dangereuse et s'en « acquitta » (10).

*
**

Rôle international en temps de paix

Il n'y a pas qu'en temps de guerre où l'activité des attachés militaires peut s'exercer en faveur de la collectivité internationale.

* *

Les attachés militaires ont été, en effet, souvent employés

(10) A. Rolin : *Le droit moderne de la guerre*, p. 986. Cet auteur remarque que, en l'espèce, l'attaché naval n'a pas accompli un acte contraire aux devoirs de la neutralité, par le fait qu'il a rendu service à l'assiégeant. En effet, l'article 26 précité impose au commandant des forces assaillantes de faire *tout ce qui dépendra de lui* pour avertir l'assiégé avant de le bombarder, mais il ne crée pas une obligation précise et inéluctable. — M. Rolin ajoute que « l'on pourrait poser en règle que quand un neutre rend service à l'une des parties belligérantes, à la demande de l'autre, alors même qu'il assumerait une charge incombant à l'autre, mais qu'elle se déclare incapable d'acquiescer, il ne commet aucune infraction à la neutralité ».

à des opérations de délimitation de frontières. Ainsi en 1897, à la suite de la médiation des grandes puissances européennes dans le conflit gréco-turc, les attachés militaires de ces puissances à Constantinople (Allemagne, Autriche, Angleterre, France, Italie et Russie) fixèrent, d'accord avec des officiers turcs spécialement désignés, la ligne provisoire de la rectification de frontière gréco-turque, dont la Porte avait bien voulu se contenter. L'intervention de ces attachés militaires pour le tracé définitif de la nouvelle frontière fut même prévue par l'article 1 du traité de paix du 4 décembre 1897 (11).

* *

Les incidents de frontière entre deux Etats ont été parfois l'objet de missions confiées à des attachés militaires de tierces puissances. L'après-guerre permet de donner deux exemples du rôle joué par ces officiers en pareille circonstance.

Le 19 octobre 1925, des coups de feu étaient échangés entre les sentinelles bulgare et grecque à proximité du poste-frontière de Démir-Kapou. Le soldat grec était tué et tombait en territoire bulgare. Les deux postes grec et bulgare étaient aussitôt alertés, une fusillade se déclenchait des deux côtés, et les Bulgares sous la conduite du chef de poste dépassaient la crête frontière et occupaient le poste grec, dont les défenseurs s'étaient retirés à une centaine de mètres en arrière. Les divers postes-frontière étaient renforcés des deux côtés par des troupes ou même par des civils armés (du côté bulgare). Le lendemain, le capitaine Vassilidis, dont dépendait le poste-frontière grec voisin de Démir-Kapou, se rendait sur les lieux dans l'intention de régler l'incident avec le commandant bulgare. Il donnait l'ordre aux soldats grecs de cesser le feu et s'avancait avec un homme de troupe porteur du drapeau blanc, lorsqu'il fut tué, vraisemblablement par une balle qui ne lui était pas destinée. Les bataillons de couverture étaient alors alertés à la nouvelle de ce que les Grecs considéraient comme une violation du drapeau parlementaire. Des mesures de couverture et de concentration étaient prises le même jour, et le 21 octobre, les troupes grecques entraient en territoire bulgare par la vallée de la Strouma; elles allaient s'établir à huit kilomètres environ de la frontière. Les jours suivants, les Grecs consolidaient et

(11) Capitaine Douchy : *La guerre turco-grecque de 1897*, p. 250-251.

organisaient leurs positions et préparaient une offensive de grand style qui devait déboucher le 24 au matin, lorsque le gouvernement d'Athènes donna l'ordre de suspendre les hostilités.

Le Conseil de la Société des Nations se réunissait le 26 octobre 1925 en session extraordinaire à Paris sur appel du gouvernement bulgare, en application des articles 10 et 11 du Pacte. Le Conseil invitait alors les représentants de la Grèce et de la Bulgarie « à lui faire savoir dans les vingt-quatre heures » que les gouvernements bulgare et grec avaient donné l'ordre, « sans condition, à leurs troupes de se retirer derrière leurs » frontières nationales, et dans les soixante heures, que toutes « les troupes avaient été retirées derrière leurs frontières nationales, que toutes les hostilités avaient pris fin et que toutes » les troupes avaient été averties qu'une reprise du feu serait « l'objet de sanctions rigoureuses ».

Le Conseil demandait en outre aux gouvernements français, anglais et italien, de « donner à des officiers se trouvant à proximité l'ordre de se rendre immédiatement dans la région où » le conflit avait éclaté et de rendre compte directement au Conseil dès le moment où les troupes des deux Etats auraient été « retirées derrière leurs frontières respectives et où toutes les » hostilités auraient cessé et en tout cas, au moment de l'expiration des délais prévus » (12).

En conséquence, les attachés militaires près les missions diplomatiques de France, de Grande-Bretagne et d'Italie à Belgrade se rendaient sur les lieux de l'incident où ils arrivaient dans la journée du 28. Ils notifiaient alors les décisions du Conseil de la Société des Nations aux commandants grec et bulgare, et prenaient avec ceux-ci toutes les mesures voulues pour régler d'une part, l'évacuation par les troupes grecques du territoire bulgare occupé, d'autre part, la progression bulgare jusqu'à la frontière, de manière que tout se passât sans incident. En outre, élargissant le champ de leur mission, les attachés militaires rendaient compte au Conseil de leur intention (au lieu de se borner à assister à la reprise du corps du soldat grec tué près de Démir-Kapou) de porter « leurs investigations sur un » certain nombre de faits d'ordre militaire et matériel qu'il y « avait intérêt à éclaircir avant que ceux qui y avaient pris » part aient quitté la région, et avant que le mauvais temps « rendit par trop difficile l'accès des points où les faits s'étaient

(12) *Journal officiel de la Société des Nations*, 1925, 36^e session du conseil.

« produits, et notamment de faire une enquête détaillée sur « l'incident initial ».

Ainsi par la rapidité de décision dont ils avaient fait preuve, les attachés militaires avaient permis d'éviter que, par un nouvel incident, d'autant plus à craindre que les esprits étaient particulièrement échauffés, les hostilités ne reprissent avec vigueur et aboutissent à un très grave conflit. En outre, ils avaient déblayé le terrain pour la commission d'enquête envoyée quelque temps après par le Conseil de la Société des Nations et avec laquelle ils furent d'ailleurs appelés à travailler (13).

On doit remarquer que personne autre que des attachés militaires des puissances non parties au conflit, n'étaient plus qualifiés pour remplir cette mission. En effet, il s'agissait avant tout de vérifier si les hostilités étaient bien suspendues, ensuite de régler les conditions d'exécution de mouvements de troupes fort délicats puisqu'il fallait éviter que, par une rencontre fortuite de troupes bulgares et grecques, de nouveaux actes d'hostilités ne puissent se produire. D'autres officiers auraient pu évidemment être chargés de ce rôle, mais les attachés militaires avaient l'immense avantage de se trouver presque sur place.

Les résultats obtenus par ces attachés militaires furent si satisfaisants que le Conseil de la Société des Nations fit encore appel aux services des attachés militaires français et anglais lors du conflit polono-lithuanien de 1927. Bien que la question scolaire et linguistique en Lithuanie eût servi de prétexte à ce conflit, les nouvelles reçues à Genève étaient des plus alarmantes : les rassemblements de troupes signalés tantôt d'un côté de la frontière polono-lithuanienne, tantôt de l'autre, pouvaient faire craindre quelque imprudence de la part de l'un ou de l'autre adversaire. Aussi, les membres du Conseil de la Société des Nations réunis chez M. Briand, proposèrent d'envoyer à nouveau des attachés militaires sur les lieux éventuels du conflit. La présence d'enquêteurs officiels de la Société des Nations calma les esprits, et le contrôle qu'ils exercèrent permit de remettre au point des nouvelles alarmistes, dont auraient pu surgir des complications indéfinies (14).

* *

L'action bienfaisante des attachés militaires en ces circons-

(13) Cf. Le rapport de la commission d'enquête dans le *Journal officiel de la Société des Nations*, 1926, p. 194 à 209.

(14) Cf. *Journal officiel de la Société des Nations*, 1928, p. 370.

tances ne paraît pas avoir été étrangère aux mesures préconisées par la Société des Nations dans la Convention générale en vue de développer les moyens de prévenir la guerre, en date du 26 septembre 1931.

L'article 4 de cette convention dispose, en effet, que « le Conseil désignera, s'il le juge utile, ou si une des parties en cause le demande avant que le Conseil n'ait pris une des décisions visées aux articles 2 et 3 » (évacuation du territoire, des eaux territoriales ou d'une zone démilitarisée d'une partie, par des forces de l'autre partie qui y auraient pénétré ; fixation de lignes situées dans les territoires respectifs de chaque partie, et ne devant pas être dépassées par les forces terrestres, navales ou aériennes des parties au différend), « des commissaires chargés exclusivement de constater sur les lieux l'exécution des mesures conservatoires d'ordre militaire recommandées par le Conseil dans des conditions indiquées par les articles 2 et 3 ». Le règlement présenté au Conseil pour l'application de l'article 4 de cette convention prévoit que la Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes pourrait faire des propositions au Conseil quant à la composition exacte, à l'organisation et au fonctionnement des commissions de surveillance qui pourraient être exclusivement composées d'officiers (16).

Bien que ce règlement ne parle que d'officiers, il est vraisemblable que si la Convention du 26 septembre 1931 était entrée en vigueur (17) et que la Commission permanente consultative ait eu à faire des propositions au Conseil de la Société des Nations, son choix se serait porté sur les attachés militaires des puissances non parties au différend, et résidant à proximité des lieux où les commissions de surveillance auraient eu à exercer leur activité. Cela paraît d'autant plus certain que l'emploi des attachés militaires a été également prévu dans l'Acte relatif à la constatation de l'agression, approuvé en première lecture, sur le rapport de M. Politis, par la Conférence pour la réduction et la limitation des armements, dans sa séance du 30 mai 1933. Cet acte contenait, entre autres, les dispositions suivantes :

« Art. 1. — Il est créé au siège du gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes, qui en fera la demande,

(15) *Journal officiel de la Société des Nations*, Documents de l'Assemblée, 1931.

(16) *Journal officiel de la Société des Nations*, 1932, p. 1.315 et suiv.

(17) Il fallait pour cela que des ratifications ou des adhésions définitives aient été déposées au nom de dix membres de la Société. Jusqu'ici, le Pérou, les Pays-Bas et la Norvège semblent être les seuls à l'avoir fait.

« une commission de constatation de cinq membres constituée
« de la façon suivante :

« Tous les cinq ans, la Commission permanente du Désar-
« mement (ou le Conseil de la Société des Nations) arrête pour
« chacune des Hautes Parties contractantes, une liste de dix
« personnes de nationalité différente, choisies parmi les agents
« diplomatiques, les attachés militaires, navals ou aériens, ac-
« crédités auprès du gouvernement de cette Haute Partie con-
« tractante. Elle (ou il) pourvoit en outre dans l'intervalle, aux
« vacances qui viendraient à se produire dans le personnel ainsi
« désigné.

« Chaque gouvernement choisit sur cette liste les cinq mem-
« bres de la Commission. Il lui est loisible de procéder à ce
« choix et éventuellement de le modifier, jusqu'au moment de
« l'envoi de la commission.

« Art. 2. — Toute Haute Partie contractante qui se croirait
« victime ou menacée d'une agression ou d'une violation quel-
« conque de son territoire, aura la faculté de faire constater
« par la commission tous les faits de nature à éclairer la situa-
« tion.

« ... Art. 7. — Les Hautes Parties contractantes acceptent,
« dès à présent, pour leurs agents diplomatiques, attachés mi-
« litaires, navals ou aériens, la mission qui pourrait être confiée
« à ceux-ci en exécution de la présente convention » (18).

Ainsi, le rôle international des attachés militaires aurait eu un véritable fondement juridique. La rapidité avec laquelle on a essayé de transformer une pratique à peine ébauchée en une règle de droit international, montre l'importance des services que l'on peut attendre des attachés militaires dans la solution pacifique des conflits. Rien n'empêche donc de supposer, bien que les projets qui voulaient confier officiellement des attributions internationales à ces officiers, soient restés lettre morte, que dans l'avenir les attachés militaires auront encore à remplir un rôle analogue à celui qui fut confié à certains d'entre eux lors des incidents gréco-bulgare ou polono-lithuanien.

Des événements récents permettent de l'affirmer.

Dans le « *Plan de paix du gouvernement allemand* » du 31 mars 1936, remis au gouvernement britannique par l'ambas-

(18) Rapport du comité pour les questions de sécurité (*Société des Nations. Conf. D./C. G.*, 108).

sadeur von Ribbentrop le 1^{er} avril 1936, le chancelier Hitler proposait d'établir une commission composée des représentants des deux puissances garantes du traité de Locarno, l'Angleterre et l'Italie, et d'une tierce puissance neutre et désintéressée, afin de garantir les assurances qui seraient données par les gouvernements allemand, belge et français, de n'entreprendre aucun renforcement de leurs forces à proximité des frontières rhénanes pendant la période de quatre mois devant s'écouler jusqu'à la signature des pactes de non-agression préconisés par ailleurs. Cette commission procéderait aux investigations nécessaires en Allemagne, en Belgique et en France par l'intermédiaire des attachés militaires britanniques et italiens (19).

Enfin, tout dernièrement, à la suite de la campagne prolongée de la presse allemande accusant la Tchécoslovaquie « d'avoir partie liée avec l'U. R. S. S. pour une guerre offensive » que celle-ci préparerait en Europe centrale » et d'avoir pour cela « construit de nombreux aérodromes souterrains et autres, et autorisé plusieurs centaines d'officiers russes à séjourner sur son territoire », le gouvernement de Prague a proposé à l'Angleterre de faire entreprendre une enquête approfondie aux autorités britanniques sur place en Tchécoslovaquie, l'attaché militaire anglais étant autorisé à visiter toutes les régions du pays et à procéder à toutes les investigations qu'il jugerait utiles en ce qui concernait les terrains d'aviation existants. Cette proposition a été accueillie par le gouvernement anglais. La même offre a été faite aux Allemands, mais Berlin n'a pas paru accepter l'invitation qui lui avait été adressée à cet effet (20).

*
**

On voit donc que depuis une cinquantaine d'années, le rôle des attachés militaires a commencé à évoluer vers un rôle international, rôle destiné à permettre une meilleure application des coutumes ou des règles du droit des gens, et à faciliter ainsi entre les Etats, l'existence de relations de plus en plus harmonieuses.

(19) *Le Temps*, 3 avril 1936.

(20) *Le Temps*, 17 et 18 janvier 1937.

CHAPITRE XI

CONCLUSION

L'institution des attachés militaires, parce que mal connue, a été souvent l'objet de critiques et même d'attaques poussées si loin qu'elles concluaient à sa suppression pure et simple.

Il paraît maintenant possible, étant donné que cette institution vient d'être décrite sous ses aspects les plus divers, d'examiner, après les avoir exposées, la valeur des critiques qui ont pu être faites à la présence d'officiers des armées de terre, de mer ou de l'air dans les missions diplomatiques, et, si cela n'est pas trop présomptueux, d'esquisser, pour terminer, quel pourrait être dans un avenir plus ou moins rapproché, le rôle des attachés militaires.

*
**

On peut distinguer dans les critiques apportées à l'institution qui est étudiée ici, deux courants principaux. Les unes sont des critiques de fait, et portent sur la façon dont les attachés militaires remplissent leur mission ; les autres sont des critiques de fond et discutent l'utilité et la nécessité des services rendus par ces officiers : elles contredisent même les premières.

* *

En fait, certaines personnalités ont trouvé, que l'action ou officielle, ou secrète des attachés militaires étrangers, présentait les plus graves inconvénients pour la défense nationale.

Pour ce qui est des agissements secrets, on croit avoir suffi-

samment montré dans tout le cours de cette étude (1), qu'un attaché militaire soucieux aussi bien de l'honneur de l'armée et du pays qu'il représente, que de sa propre dignité, n'a pas, pour s'acquitter de sa mission, à envisager l'emploi de moyens illicites et contraires au droit des gens, ou même simplement aux règles de la courtoisie et de l'honnêteté. Les fautes commises par certains attachés militaires, lesquels ont été assez fréquemment désavoués par leurs gouvernements, ne constituent pas une raison suffisante pour justifier la suppression pure et simple des attachés militaires. En admettant même que tous ces officiers se livrent à l'espionnage, et n'aient pas d'autre rôle à jouer que de diriger le service de renseignements de leur pays, il serait encore préférable de ne pas supprimer cette institution ; car cette suppression n'entraînerait pas la disparition de l'espionnage, et comme M. de Freycinet, ministre de la guerre, le disait fort justement à la tribune de la Chambre des députés (2) en réponse aux critiques de M. Marcel Sembat sur le rôle des attachés militaires, « il vaut mieux savoir où diriger le service du contre-espionnage que l'ignorer ».

Dans cette même séance, Marcel Sembat trouvait que la présence d'attachés militaires étrangers dans un pays, mettait les moyens de vendre leur patrie à la portée des traîtres. On doit, là aussi, observer qu'un officier ou un fonctionnaire quelconque ayant perdu tout sens moral et tout sentiment de l'honneur au point de livrer à des puissances étrangères des documents intéressant la défense nationale de son pays, ne serait pas en peine, en l'absence même de tout attaché militaire, de trouver quelque preneur. La suppression des attachés militaires n'éliminerait pas pour cela la trahison.

C'est également à l'action officielle, au rôle patent, avoué, des attachés militaires que Marcel Sembat s'attaquait (3).

Il estimait qu'il y avait les plus grands dangers à autoriser l'accès des bureaux des ministères aux attachés militaires, venant y chercher des renseignements. « Qui se chargera, disait-il, de faire le départ entre la pièce qu'il est imprudent de livrer et celle qu'en toute sécurité on peut communiquer ? Comment peut-on être sûr que tel document que demande un attaché militaire étranger est sans importance, et du fait que

(1) V. notamment p. 68 à 74, 102 à 108.

(2) Séance du 11 mars 1899 (*Journal officiel : Débats parlementaires*, p. 795 et suivantes).

(3) *Ibid.*

« L'on n'en aperçoit pas l'importance, doit-on conclure qu'elle
« n'en a pas pour lui ? »

« Il n'y a pas seulement, ajoutait-il, à critiquer l'ouverture
« aux attachés militaires étrangers, des bureaux du ministère
« de la guerre, il y a le scandale d'une promiscuité des officiers
« et de ces militaires étrangers (qui, en vertu de la confrater-
« nité d'armes, se trouvent en relations continuelles), et qui a
« pour résultat de faire donner aux attachés militaires étran-
« gers, au grand jour et par courtoisie internationale, les ren-
« seignements qu'ils demandent.

« Il y a encore ce qui se passe aux manœuvres : cette vie en
« commun après les fatigues de la journée, cette communauté
« des repas qui fait que l'attaché militaire juge les chefs de
« l'armée et dans leur valeur physiologique et dans leur valeur
« psychologique; qu'il se rend compte de l'endurance à la fati-
« gue de tel général, qu'il sait combien de temps ses forces
« physiques lui permettent de rester à cheval, et, en même
« temps s'il est accessible à la fatigue, au découragement, s'il
« a du sang-froid, de la lucidité... ».

« Il y a dans cette confraternité qui réunit les attachés mili-
« taires étrangers aux officiers français, quelque chose de pro-
« fondément dangereux. Dans tous les cas, c'est imposer à ces
« derniers officiers, une surveillance sur eux-mêmes singuliè-
« rement difficile que celle qui les oblige, après toute une jour-
« née de lassitude à veiller encore sur leurs paroles, à prendre
« garde d'en trop dire et à les empêcher de s'épancher dans la
« liberté du repos qui termine la journée... »

Ces critiques paraissent tout à fait sensées, mais elles ne s'adressent pas particulièrement aux attachés militaires ; elles visent tout aussi bien les missions d'officiers envoyés spécialement pour assister aux manœuvres d'une armée étrangère. Les attachés militaires et les officiers en mission ont exactement la même situation vis-à-vis des officiers de l'armée qui leur a offert l'hospitalité. Ce n'est donc pas seulement la suppression des attachés militaires qu'il faudrait demander, c'est encore celle des missions militaires. Or, les missions d'officiers envoyés aux manœuvres d'une armée étrangère ou en stage dans une unité de cette armée, peuvent être considérées comme ayant, en partie, donné naissance aux attachés militaires. Si, vraiment, la présence d'observateurs étrangers à des manœuvres avait fait apparaître des inconvénients majeurs, on aurait assisté non pas à la transformation des missions provisoires d'officiers en

missions permanentes, mais bien à la suppression des missions temporaires.

Par ailleurs, Marcel Sembat semble croire que les attachés militaires étrangers peuvent circuler librement dans tous les bureaux des ministères chargés de la défense nationale et ont la possibilité de s'adresser, pour leurs demandes de renseignements, à n'importe quel officier, lequel ne serait pas toujours capable de distinguer ce qui peut être communiqué de ce qui ne l'est pas. Rien n'est moins exact : on a montré précédemment (4) que les attachés militaires n'avaient de rapports qu'avec un bureau spécialisé des ministères de la guerre, de la marine ou de l'air, et qu'ils devaient toujours faire passer par l'intermédiaire de ce service toutes leurs demandes de renseignements ou de visites d'établissements militaires. Ceci suffit pour faire tomber l'objection que l'on vient de rapporter.

Enfin, il faut remarquer que la suppression des attachés militaires ne pourrait être que le fait d'un accord général entre les diverses puissances. Un Etat qui n'entretient pas de pareils attachés dans ses missions diplomatiques, ne peut pas invoquer ce motif pour s'opposer à ce que les autres pays envoient des attachés militaires sur son territoire. Et même, si cet accord général se réalisait, rien n'empêcherait certains Etats désireux de conserver des attachés militaires à l'étranger, de « camoufler » avec un titre de secrétaire ou d'attaché d'ambassade, les officiers chargés des fonctions d'attaché militaire dans leurs missions diplomatiques. On ne supprimerait donc que les rapports officiels entre les attachés militaires et les ministères étrangers. Or, en dehors de leur rôle d'information, les attachés militaires ont encore des attributions d'importance capitale, et peuvent rendre des services appréciables.

Ainsi même si certains peuvent trouver quelque valeur aux objections soulevées par Marcel Sembat, il semble que les avantages des services rendus par les attachés militaires surpassent les inconvénients résultant de leur présence dans un pays étranger. C'est ce que la Chambre des députés française a reconnu par trois fois, en repoussant les amendements présentés avant la Guerre mondiale par certains députés, et qui tendaient à la suppression des attachés militaires ou navals (5).

(4) V. le Chap. VII : *Des rapports des attachés militaires avec certaines autorités de l'Etat étranger.*

(5) M. Marcel Sembat : Séance du 11 mars 1899 précitée, séance du 19 février 1900 (*Journal officiel : Débats parlementaires*, p. 533-534). — M. Bussat : Séance du 29 novembre 1907 (*Ibid.*, p. 2.601).

* *

Sur le fond même de la question, on a dénié toute utilité au rôle que les attachés militaires pouvaient être appelés à jouer.

Pradier-Fodéré s'est, semble-t-il, contenté de les traiter de « militaires et de marins égarés dans la diplomatie », et d'ajouter que leurs services étaient très contestables (6). C'est une simple affirmation.

Des critiques plus développées ont été faites. Guesalaga rapporte, dans son traité (7), l'opinion du général français du Barail sur cette question (8). « Tous les renseignements que les attachés militaires adressent à leurs ministres peuvent être obtenus par n'importe quel attaché de la légation, d'intelligence moyenne, sachant comprendre ce qu'il voit et ce qu'il entend » (9).

« Le colonel Stoffel, avant la guerre (de 1870) présentait sur l'armée prussienne, les renseignements les plus intéressants et les plus suggestifs. Quel parti a-t-on tiré de ces renseignements ? — Les a-t-on même lus ? — D'ailleurs, Stoffel n'était pas un homme assez important pour modifier les décisions adoptées par le gouvernement, ou pour obtenir des Chambres, un effort qui, au fond, était exigé par ces renseignements ».

Le général du Barail paraît ignorer les attributions de conseiller technique du chef de mission, et de représentant officiel de l'armée à l'étranger. En admettant même, comme semble le faire cet officier général, que le rôle des attachés militaires se borne à un rôle d'informateur, il ne paraît pas évident qu'un attaché de légation, même très intelligent, serait susceptible de rendre les mêmes services.

Pour cela, il faudrait tout d'abord que les diplomates aient de sérieuses connaissances militaires et ce n'est pas très sûr.

(6) Pradier-Fodéré : *Cours de droit diplomatique*, T. II, p. 185.

(7) Guesalaga : *Derecho diplomático y consular, con los últimos casos de controversias entre los Estados*, p. 312.

(8) Malgré toutes les recherches effectuées dans diverses bibliothèques publiques françaises, il a été absolument impossible de déterminer à quelle source le savant auteur argentin avait puisé. En dehors de ses « Souvenirs, 1820-1879 » le général du Barail, ne paraît pas avoir publié d'autre ouvrage en langue française.

(9) C'est également ce que prétendait M. Bussat à la tribune de la Chambre des députés : Séance du 29 novembre 1907 (*Journal officiel : Débats parlementaires*, p. 2.601).

Annotant le précis de G. F. de Martens (10) à propos de « la nomination des employés des missions diplomatiques », Pinheiro-Ferreira n'insistait-il pas, il y a près d'un siècle, sur la nécessité pour les élèves-diplomates de ne pas se limiter à des études purement livresques et de les compléter par des connaissances pratiques, en servant « pendant quelque temps dans les « divers départements de l'administration publique les plus « propres à leur donner une idée complète des divers ressorts « dont elle se compose ?... S'ils ne connaissent pas à fond, ajoutait-il, l'organisation de l'armée de terre et de mer chez « eux, comment pourront-ils traiter dans leurs négociations « une foule de questions qui dépendent essentiellement de ces « données ?... Ignorant jusqu'à quel point l'Etat peut compter « sur ses ressources pendant la paix comme pendant la guerre, « sur quelles bases pourront-ils asseoir les arguments qu'ils « sont appelés à employer à l'appui de leurs propositions ? »

De plus, la complexité croissante des diverses connaissances humaines rendant de plus en plus rares les esprits encyclopédiques, on ne trouverait que très difficilement des diplomates susceptibles de s'être assimilé les questions militaires, comme les questions financières, commerciales ou agricoles, etc... Certains Etats n'ont-ils pas placé auprès de leurs agents diplomatiques, en plus des attachés militaires, des attachés commerciaux, financiers, scientifiques, des attachés pour l'agriculture, des attachés de presse ? — Ceci suffit pour montrer que les diplomates ne peuvent s'occuper que de diplomatie pure, et doivent s'entourer de spécialistes pour toutes les questions techniques, de quelque ordre qu'elles soient. Si un Etat veut que les problèmes d'ordre militaire soumis aux ambassadeurs, soient traités de façon convenable, il n'a pas d'autre procédé que d'adjoindre des attachés militaires à ses divers représentants.

Une autre critique de l'utilité des attachés militaires a été basée sur la dualité de politiques qui pouvait résulter de la présence aux côtés de l'ambassadeur, d'agents officiels des ministères de la défense nationale (11). Cette objection n'est pas dénuée de valeur, mais il suffit pour la faire disparaître, d'amé-

(10) G.-F. de Martens : *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, annoté par Pinheiro-Ferreira. (Traduction Ch. Vergé), T. II, p. 82.

(11) Baron J. de Szilassy : *Traité pratique de diplomatie moderne*, p. 201-204. Il est à remarquer d'ailleurs que cet auteur constate simplement « le tableau lamentable que présente l'activité parallèle de l'envoyé et de l'attaché militaire », V. d'ailleurs *supra*, p. 99.

nager de façon convenable les rapports de subordination entre l'attaché militaire et le chef de la mission diplomatique. En imposant, comme le font la plupart des Etats (12), à l'attaché militaire de soumettre tous ses écrits au visa du ministre public, en l'obligeant à rendre compte à celui-ci de ses démarches et de son activité, il ne peut y avoir qu'une seule politique, celle du chef de mission.



Par les développements qui précèdent, on espère avoir montré de façon suffisante que le maintien à l'heure actuelle de l'institution des attachés militaires est parfaitement justifié et tout à fait désirable. En sera-t-il de même dans l'avenir ?

Sans doute, le vent de réarmement qui souffle actuellement sur l'Europe et même sur le monde entier, n'est pas fait pour ôter de l'importance aux problèmes militaires et inciter les Etats à se priver des services des attachés militaires. N'a-t-on pas vu des Etats qui avaient, depuis la Guerre mondiale, supprimé peu à peu leurs attachés militaires, les rétablir tout dernièrement ? — N'a-t-on pas vu, en 1936, un Etat comme le Vénézuéla, qui n'avait jamais, semble-t-il, eu le moindre attaché militaire, affecter un officier en cette qualité à sa légation à Paris ?

Mais le réarmement à outrance ne peut se poursuivre indéfiniment. Il est permis de supposer que, si aucune conflagration générale ne vient à se produire, les Etats, fatigués de leurs efforts financiers, chercheront à limiter leurs dépenses militaires et essaieront par des conventions de désarmement, par des pactes de non-agression ou des traités d'assistance, à acheter leur sécurité au moindre prix.

Si les Etats désarmaient, les attachés militaires n'auraient-ils plus qu'à regagner leur pays et à prendre du service dans la troupe ou dans les états-majors ? — Bien au contraire, lorsque les Etats désarment, les attachés militaires ont les plus grands services à rendre. « Un gouvernement qui réduit son « armée, qui supprime des navires de guerre, qui démantèle « ses forteresses, ne peut s'empêcher de se demander si les « autres agissent de même, ou s'ils se contentent simplement

(12) V. *supra*, p. 118 à 122.

« de lui laisser donner le bon exemple au Monde » (13). Les Etats devraient donc conserver des attachés militaires pour surveiller les conditions dans lesquelles les accords de désarmement seraient appliqués par les autres Puissances.

Le désarmement général une fois réalisé, les conflits ou les sources de conflits n'en disparaîtraient pas moins pour cela. Des mesures conservatoires analogues à celles préconisées par la Société des Nations dans la Convention générale en vue de développer les moyens de prévenir les guerres, seraient appliquées, et les attachés militaires auraient encore à intervenir.

L'évolution vers un rôle international de ces officiers qui commence à se manifester, n'est pas encore terminée, et rien ne prouve que quelque jour les attachés militaires, au lieu de défendre, dans leur modeste sphère, les intérêts de leurs pays, ne deviennent les attachés militaires de la Société des Nations ou d'une institution analogue, et ne soient alors les « bons serviteurs » de la communauté internationale.

(13) Richard W. Rowan : *L'évolution de l'espionnage moderne*, p. 21.

Vu : le Président,

BASDEVANT.

Vu : le Doyen,

E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — DROIT ET DIPLOMATIE

(Ouvrages de fond, traités, monographies, thèses)

Actes de la Conférence de la Paix de La Haye de 1899.

Nagao ARIGA. — *La guerre sino-japonaise de 1894-1895 au point de vue du droit international.* Paris, 1896.

— *La guerre russo-japonaise au point de vue continental et le droit international d'après les documents du Grand Etat-Major japonais.* Paris, 1908.

Joseph R. BAKER and Henry-G. CROCKER. — *The laws of land warfare concerning the rights and duties of belligerents as existing in August 1 1914.* Washington, 1919.

BIELFELD. — *Institutions politiques.* La Haye, 1760.

BLUNTSCHLI. — *Le droit international codifié* (Traduction LARDY). 3^e édition, Paris, 1881.

BROOKHAUS. — *Conversation-lexicon.* — Berlin et Vienne, 1902.

Emile BRUNET. — *Calomnies allemandes : les conventions anglo-belges.* — Paris, s.d.

Antonio Sanchez de BUSTAMANTE y SIRVEN. — *Droit international public* (Traduction Paul GOULÉ). Paris, 1934.

BYNKERSHOEK. — *De foro legatorum.* 1721.

CALLIÈRES. — *De la manière de négocier avec les souverains, de l'utilité des négociations, du choix des ambassadeurs et des envoyés, et des qualités nécessaires pour réussir dans ces emplois.* Paris, 1716.

Charles CALVO. — *Dictionnaire de droit international public et privé.* Paris, 1885.

— *Le droit international théorique et pratique, précédé d'un exposé historique des progrès de la science du droit des gens.* 5^e édition, Paris, 1896.

CASANOVA. — *Del diritto internazionale lezioni.* -- 3^e édition, Florence, 1876.

- A. CHRÉTIEN. — *Principes de droit international public*. Paris, 1893.
- V. COLONIEU. — *L'espionnage au point de vue du droit international et du droit pénal français*. Thèse, Lyon, 1888.
- F. DAHN. — *Le droit de la guerre* (Traduction PRIM). Anvers, 1871.
- P. DAMIRON. — *De l'incompétence des tribunaux français dans les litiges concernant les agents diplomatiques*. Thèse, Paris, 1908.
- DELISLE. — *Principes de l'interprétation des lois*. Paris, 1852.
- F. DESPAGNET. — *Cours de droit international public*. Paris, 1894.
- A. V. DICEY. — *A Digest of the law of England with reference to the conflict of laws*. 5^e édition, Londres, 1932.
- DIÉTRICH. — *De l'inviolabilité et de l'exemption de juridiction des agents diplomatiques et consulaires*. Thèse, Namur, 1896.
- C. DROUIN. — *L'exterritorialité des agents diplomatiques*. Thèse, Genève, 1895.
- David DUDLEY-FIELD. — *Projet d'un code international* (Traduction A. ROLIN). Paris et Gand, 1881.
- Colonel J.-E. EDMONDS and L. OPPENHEIM. — *Landwarfare : an exposition of the laws and usages of war on land for the guidance of the officers of His Majesty's Army*. Londres, s.d.
- P. ESPERSON. — *Diritto diplomatico e giurisdizione internazionale marittima*. Rome, Turin, Florence, 1872.
- P. FAUCHILLE. — *Traité de droit international public*. Paris, 1921-1925.
- P. FAUCHILLE et J. BASDEVANT. — *Jurisprudence italienne en matière de prises maritimes*. Paris, 1918.
- *Jurisprudence britannique en matière de prises maritimes*. Paris, 1922-1927.
- A. H. FELLER and Manley O. HUDSON. — *A collection of the diplomatic and consular laws and regulations of various countries*. Washington, 1933.
- L. J. D. FÉRAUD-GIRAUD. — *Etats et souverains ; personnel diplomatique et consulaire ; corps de troupe, navires et équipages ; personnes civiles devant les tribunaux étrangers*. Paris, 1895.
- Pasquale FIORE. — *Nouveau droit international public*. 2^e édition (Traduction Ch. ANTOINE). Paris, 1885-1886.
- Richard W. FLOURNOY Jr. and Manley O. HUDSON. — *A collection of nationality laws*. New-York, 1929.
- John W. FOSTER. — *The practice of diplomacy, as illustrated in the foreign relations of the United States*. Boston et New-York, 1906.

- R. GENET. — *Traité de diplomatie et de droit diplomatique*. Paris, 1931.
- Sebastiano GIANZANA. — *Lo straniero nel diritto civile italiano*. Turin, Rome, Naples, 1884.
- GODDYN et MAHIELS. — *Droit criminel belge*.
- Hugo GROTIUS. — *De jure belli ac pacis*. 1625.
- Alejandro GUESALAGA. — *Agentes diplomaticos*. Buenos Ayres, 1893.
— *Derecho diplomatico y consular, con los últimos casos de controversias entre los Estados*. Buenos Ayres, 1900.
- W. E. HALL. — *Treatise on international law*. 8^e éd. Oxford, 1924.
- HATSCHKE. — *Völkerrecht aus System rechtlich bedentsannen Staatsakte*. Leipzig, 1923.
- HEDDAYA. — *Les immunités des agents diplomatiques*. Thèse, Lyon, 1932.
- A. G. HEFFTER. — *Le droit international de l'Europe*. (Traduction J. BERGSON), 4^e édition française augmentée et annotée par F.-Heinrich GEFFCKEN. Berlin et Paris, 1883.
- HOLD-FERNECK. — *Lehrbuch des Völkerrechts*. Leipzig, 1930-1932.
- Thomas Erskine HOLLAND. — *The laws of war on land (written and unwritten)*. Oxford, 1908.
- Franz von HOLTZENDORFF. — *Handbuch des Völkerrechts auf Grundlage europäischer Staatspraxis*. Berlin, Hambourg, 1885-1890.
- Manuel Gonzalès HONTORIA y Fernandez LADREDA. — *Tratado de derecho internacional publico*. Madrid, 1928.
- B. HÜBLER. — *Die Magistraturen des völkerrechtlichen Verkehrs und die Exterritorialität*. Berlin, 1900.
- Charles Cheney HYDE. — *International law as interpreted by the United States of America*. Boston, 1922.
- Jérôme INTERNOSCIA. — *Nouveau code de droit international*. Première édition, New-York, 1910.
- Lieutenant R. JACOMET. — *Les lois de la guerre continentale*. Préface de Louis RENAULT, 2^e édition, Paris, 1913.
- J. L. KLÜBER. — *Droit des gens moderne de l'Europe*. Nouvelle édition revue par OTT. Paris, 1861.
- P. LASTUREL. — *L'affaire gréco-italienne de 1923*. Paris, 1925.
- T. J. LAWRENCE. — *Les principes du droit international*. 5^e édition. (Traduction J. DUMAS et A. DE LAPRADELLE). Oxford, 1920.
- LEHR. — *Manuel théorique et pratique des agents diplomatiques et consulaires français et étrangers*. Paris, 1888.

- Paul LEROY. — *Des consulats, des légations et des ambassades*. Paris, 1876.
- Franz von LISZT. — *Le droit international*. (Traduction GIDEL-ALCINDOR). Paris, 1927.
- LOCRE. — *La législation civile, commerciale et criminelle de la France*. Paris, 1827-1832.
- J. DE LOUTER. — *Le droit international public positif*. Oxford, 1920.
- Annette MAILLER. — *De la distinction des combattants et des non-combattants, comme base du droit de la guerre*. Thèse, Paris, 1916.
- F. DE MARTENS. — *Traité de droit international*. (Traduction LÉO). Paris, 1886.
- *La paix et la guerre*. (Traduction de SAUCÉ). Paris, 1901.
- G.-F. DE MARTENS. — *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, annoté par PINHEIRO-FERREIRA. 2^e édition. (Traduction Ch. VERGÉ). Paris, 1864.
- A. MÉRIGNHAC. — *Traité de droit public international*. Paris, 1907.
- *Les lois et coutumes de la guerre sur terre d'après le droit international moderne et la codification de la conférence de La Haye de 1899*. Paris, 1903.
- A. MÉRIGNHAC et E. LEMONON. — *Le droit des gens et la guerre de 1914-1918*. Paris, 1921.
- MONTESQUIEU. — *L'esprit des lois*. 1748.
- John Bassett MOORE. — *Digest of international law*. New-York, 1906.
- Charles MORTON. — *Les privilèges et immunités diplomatiques*. Thèse, Lausanne, 1927.
- La neutralité de la Belgique*. — Préface de P. HYMANS. Paris et Nancy, 1915.
- Ernest NYS. — *Le droit international : les principes, les théories, les faits*. Bruxelles, 1912.
- OLIVI. — *Dell' indipendenza dell' inviato diplomatico e della sua immunità nelle materie civili*. 1884.
- OZANAM. — *De l'immunité civile de juridiction des agents diplomatiques*. Thèse, Paris, 1911.
- PHILLIMORE. — *Commentaries upon international law*. 2^e édition, Londres, 1873.
- R. PIEDELIÈVRE. — *Précis de droit international public ou droit des gens*. Paris, 1894.
- PIETRI. — *Etude critique sur la fiction d'exterritorialité*. Thèse, Paris, 1895.

- A. PILLET. — *Le droit de la guerre* (Conférences faites aux officiers de la garnison de Grenoble). Paris, 1892-1894.
- *Les lois actuelles de la guerre*. Paris, 1898.
- Politisches Handwörterbuch*. — Leipzig, 1923.
- PRADIER-FODÉRÉ. — *Cours de droit diplomatique*. 2^e édition, Paris, 1899.
- *Traité de droit international public européen et américain*. Paris, 1885-1906.
- LOUIS RENAULT. — *Les premières violations du droit des gens par l'Allemagne : Luxembourg et Belgique*. Paris, 1917.
- A. RIVIER. — *Principes du droit des gens*. Paris, 1896.
- ROCCO. — *Dell' uso e autorità delle leggi del regno delle due Sicilie*. Naples, 1837.
- Jean ROEDERER. — *De l'application des immunités de l'ambassadeur au personnel de l'ambassade*. Thèse, Paris, 1904.
- A. ROLIN. — *Le droit moderne de la guerre*. Bruxelles, 1921.
- SANTI-ROMANO. — *Corso di diritto internazionale*. 2^e éd. Milan, 1929.
- Sir Ernest SATOW. — *A guide to diplomatic practice*. 3^e édition, revue par H. RITCHIE. Londres et New-York, 1932.
- J. M. SPAITH. — *War rights on land*. Londres, 1911.
- Jean SPIROPOULOS. — *Traité théorique et pratique de droit international public*. Paris, 1933.
- Baron J. DE SZILASSY. — *Traité pratique de diplomatie moderne*. Paris, 1928.
- Maurice TRAVERS. — *Le droit pénal international et sa mise en œuvre en temps de paix et en temps de guerre*. Paris, 1920.
- VATTEL. — *Le droit des gens ou principes de la loi naturelle*. 1758.
- Emile VERCAMER. — *Des franchises diplomatiques, et spécialement de l'exterritorialité*. Paris et Bruxelles, 1891.
- F. VERRAËS. — *Les lois de la guerre et la neutralité*. Bruxelles, 1906.
- Lieutenant James VIOLE. — *L'espionnage militaire en temps de guerre*. Thèse, Paris, 1903.
- Ch. DE VISSCHER. — *La Belgique et les juristes allemands*. Paris, 1916.
- Emile WAXWEILER. — *La Belgique neutre et loyale*. Paris, 1915.
- André WEISS. — *La violation de la neutralité belge et luxembourgeoise par l'Allemagne*. Paris, 1915.
- John WESTLAKE. — *Traité de droit international*. (Traduction de LAPRADELLE). Oxford, 1924.

- H. WHEATON. — *Eléments du droit international*. (5^e édition). Leipzig, 1870.
- Abraham DE WIQUEFORT. — *L'ambassadeur et ses fonctions*. 1766.
- WOLGAST. — *Völkerrecht*. Berlin, 1934.
- Ph. ZORN. — *Deutsches Gesandtschafts-und-Konsularrecht*. (Stier-somlo : Handbuch des Völkerrechts), 1920.

II. — RECUEILS DE TRAITÉS

- Nouveau recueil général de traités*, par Ch. DE MARTENS, SAALFED, MURHARD, SAMWER, HOPF et STOERK.

III. — ART MILITAIRE ET ESPIONNAGE

- N. DE CHILLY. — *L'espionnage*. Paris, 1888.
- Dictionnaire militaire*. — Encyclopédie des sciences militaires, rédigée par un comité d'officiers de toutes armes. Paris, 1898-1910.
- Etat des attachés militaires français des armées de terre et de mer*. Lyon, 1894.
- Lieutenant A. FROMENT. — *L'espionnage militaire et les fonds secrets de la guerre*. Paris, 1888.
- Instruction provisoire sur l'emploi tactique des grandes unités* du 6 octobre 1921. Paris.
- Instruction provisoire sur la recherche et l'interprétation des renseignements* du 2 novembre 1922. (Annexe n° 4 à l'instruction du 6 octobre 1921). Paris.
- Baron Auguste LAHURE. — *Direction des armées : Note sur le service des Etats-Majors en campagne et en temps de paix*. Bruxelles, 1875.
- Général LEWAL. — *Etudes de guerre : Tactique des renseignements*. Paris, 1881.
- MACHIAVEL. — *L'art de la Guerre*. 1540.
- R. MENNEVÉE. — *L'espionnage international en temps de paix*. Paris, 1929.
- Nouveau dictionnaire militaire*. — Paris, 1892.
- J. RAOULT DE RUDEVAL (capitaine d'infanterie). — *Etude pratique du service des renseignements*. Paris, 1910.
- Règlement du service dans l'armée. Première partie : discipline générale*. — (Décret du 14 avril 1933). Paris.

- Lieutenant-colonel ROLLIN. — *Le service des renseignements en temps de paix et en temps de guerre*. Paris, 1908.
- Richard W. ROWAN. — *L'évolution de l'espionnage moderne : Spy and counter-spy*. (Traduction Daniel PROUST). Paris, 1935.
- W. RUSTOW. — *L'art militaire au dix-neuvième siècle : Etudes stratégiques et tactiques sur les guerres les plus récentes*. (Traduction SAVIN DE LARCLAUZE). 3^e édition, Paris, 1880.

IV. — HISTOIRE

- B. D'AGREVAL. — *Les diplomates français sous Napoléon III*. Paris, 1872.
- Gabriel ALPHAUD. — *L'action allemande aux Etats-Unis : de la mission Dernburg à l'incident Dumba* (2 août 1914-25 septembre 1915). Paris, 1915.
- *Les Etats-Unis contre l'Allemagne*. Paris, 1917.
- AMMIEN MARCELLIN, JORNANDES, FRONTIN, VEGECE, MODESTUS. — Collection des auteurs latins publiée sous la direction de M. NISARD. Paris, 1849.
- ASTON (Major général Sir George). — *Secret Service : espionnage et contre-espionnage anglais pendant la guerre 1914-1918*. (Traduction H. DE COURTOIS). Paris, 1931.
- Comte BENEDETTI. — *Ma mission en Prusse*. Paris, 1871.
- Prince de BISMARCK. — *Pensées et souvenirs* (Traduction E. JAÉGLÉ). Paris, 1899.
- Lieutenant-colonel breveté BOUCABEILLE. — *La guerre turco-balkanique de 1912*. Paris, 1913.
- Lord BROOKE. — *An eye witness in Manchuria*. 2^e édition. Londres, 1905.
- Georges CAHEN-SALVADOR. — *Les prisonniers de guerre (1914-1918)*. Paris, 1929.
- Les Carnets de Schwartzkoppen (La vérité sur Dreyfus)*, édités par Bernard SCHWERTFEGER. (Traduction A. KOYRÉ). Préface de Lucien LÉVY-BRUHL. Paris, s.d.
- Correspondance de Napoléon I^{er}*, publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III. Paris, 1862.
- Général A. von CRAMON. — *Quatre ans au G.Q.G. austro-hongrois pendant la Guerre mondiale, comme représentant du G.Q.G. allemand*. (Traduction capitaine KOELTZ). Paris, 1922.
- Commandant CUIGNET. — *Souvenirs de l'affaire Dreyfus : le dossier Trarieux-Tornielli-Reinach*. Paris, 1911.

- Général Youri DANILOV (ancien quartier-maître général des armées russes). — *La Russie dans la guerre mondiale*. Paris, 1927.
- *Le premier généralissime des armées russes : le Grand-Duc Nicolas. Son rôle dans la guerre mondiale (1914-1915)*. Paris, 1932.
- Die grosse Politik des europäischen Kabinetts (1871-1914)*. Berlin, 1926.
- Capitaine DOUCHY. — *La guerre turco-grecque de 1897*. Paris, 1898.
- Général DU BARAIL. — *Mes Souvenirs (1820-1879)*. 17^e édition, Paris, 1913.
- L'espionnage et le contre-espionnage pendant la Guerre mondiale d'après les archives militaires du Reich*. (Traduction LACAZE). Paris, 1934.
- Amiral DE FARAMOND. — *Souvenirs d'un attaché naval en Allemagne et en Autriche (1910-1914)*. Préface de J. CAMBON. Paris, 1932.
- FLASSAN. — *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française, depuis la fondation de la monarchie jusqu'à la fin du règne de Louis XVI*. 2^e édition, Paris, 1811.
- Capitaine FOUCART. — *Campagne de Prusse de 1806 : Iéna*. Paris, 1887.
- A. F. FRANGULIS. — *La Grèce et la crise mondiale*. Paris, 1926.
- W. GREENER. — *A secret agent in Port-Arthur*. Londres, 1905.
- G. A. H. GUIBERT. — *Journal d'un voyage en Allemagne, fait en 1773 (ouvrage posthume)*. Paris, 1803.
- Vicomte de GUICHEN. — *La crise d'Orient de 1839 à 1841 et l'Europe*. Paris, 1921.
- *Les grandes questions européennes et la diplomatie des puissances sous la deuxième République française*. Paris, 1925-1929.
- *Questions d'histoire diplomatique et économique contemporaines*. Paris, 1933.
- *La guerre de Crimée (1854-1856) et l'attitude des puissances européennes*. Paris, 1936.
- Lieutenant-général Sir Ian HAMILTON. — *Journal de route d'un officier d'état-major pendant la guerre russo-japonaise*. (Traduction du lieutenant VERDET. Préface du général LANGLOIS). Paris et Nancy, 1909.
- Journal d'un voyage militaire fait en Prusse en 1787*. — S.l., 1790.
- Réginald KANN. — *Journal d'un correspondant de guerre en Extrême-Orient (Japon, Mandchourie, Corée)*. Paris, 1905.

- Sir Roger KEYES (amiral de la Flotte). — *Des bancs de Flandre aux Dardanelles (The Narrow Seas to the Dardanelles)*, 1910-1915. (Traduction Henri THIES). Paris, 1936.
- LIMAN von SANDERS (général de cavalerie). — *Cinq ans en Turquie* (Traduction commandant MABILLE). Paris, 1923.
- Frédéric MASSON. — *Les diplomates de la Révolution : Hugou de Basseville à Rome ; Bernadotte à Vienne*. Paris, 1882.
- Ministère des affaires étrangères*. — Documents diplomatiques . Guerre européenne. 1914.
- Colonel NICOLĂI. — *Forces secrètes : Gehaime Mächte* (Traduction Henri THIÈS). Paris, 1932.
- Pierre ORDIONI. — *Pozzo di Borgo, diplomate de l'Europe française*. Paris, 1935.
- Papiers secrets et correspondance du Second Empire (Pièces trouvées aux Tuileries)*. France et Belgique, 1871.
- Comte F. POURTALÈS. — *Mes dernières négociations à Saint-Petersbourg en juillet 1914* (Traduction J. ROBILLOT). Paris, 1929.
- Roger RAOUL-DUVAL. — *Au Transvaal et dans le Sud-Africain avec les attachés militaires*. Paris, 1902.
- P.-Louis RIVIÈRE. — *Un centre de guerre secrète : Madrid (1914-1918)*. Paris, 1936.
- Général Max RONGE. — *Espionnage : douze années au service des renseignements* (Traduction A. F. VOCHELLE). Paris, 1932.
- *Les maîtres de l'espionnage : 1914-1918* (Traduction lieutenant-colonel WAETCHER). Paris, 1935.
- Colonel Baron STOFFEL (ancien attaché militaire en Prusse). — *Rapports militaires écrits de Berlin (1866-1870)*. Paris, 1871.
- VERDY DU VERNON. — *Im Grossen Hauptquartier*. Berlin, 1896.
- Colonel von WALZEL. — *Un service d'espionnage : souvenirs de quatorze années au service des renseignements austro-hongrois (1905-1918)*. (Traduction commandant LEPAGE). Paris, 1935.
- Colonel the Hon. F. A. WELLESLEY. — *With the Russians in peace and war (Recollections of a military attaché)*. Londres, 1905.

V. — ANNUAIRES, REVUES ET PERIODIQUES

Almanach de Gotha.

American journal of international law. New-York.

- Annuaire de l'Institut de droit international.*
- Annuaire diplomatique du Commissariat du peuple aux affaires étrangères.* Moscou.
- Annuaire diplomatique et consulaire de la République française.*
- Annuaire militaire français* (1790-1872).
- Annual digest of public international law cases.* Londres.
- Bulletin officiel du ministère de la guerre.* Paris.
- Bulletin officiel du ministère de la marine.* Paris.
- Cours de l'Académie de Droit international de La Haye.*
- DALLOZ. *Jurisprudence générale.* Paris.
- Deutsche Juristenzeitung.* Berlin.
- Entscheidungen des Preussischen Oberverwaltungsgerichts.* Berlin.
- L'Informateur de la Quinzaine.* Paris.
- Journal du droit international privé* (Clunet).
- Journal militaire officiel* (1790-1886). Paris.
- Journal officiel de la République française.*
- Journal officiel de la Société des Nations.*
- Jurisprudence des Conseils de Préfecture.* Paris.
- Naval War College : *International law discussions.* Washington.
- Niemeyers Zeitschrift für Internationales Recht.* Berlin.
- Recueil SIREY.
- Revue de droit international, de services diplomatiques et politiques* (*The International law review*). Genève.
- Revue de droit international et de législation comparée.* Bruxelles.
- Revue des Deux-Mondes.* Paris.
- Revue du Génie militaire.* Paris, Nancy.
- Revue générale de droit international public.* Paris.
- Revue militaire de l'Etranger* (1871-1900). Paris.
- Revue militaire rédigée à l'Etat-Major de l'armée* (1901-1914). Paris.
- Revue militaire française.* Paris.
- Royal Engineers Journal.* Chatham et Londres.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PREMIER. — HISTORIQUE DE L'INSTITUTION DES ATTACHÉS MILITAIRES.	
De l'Antiquité à 1789. — La Révolution et l'Empire. — De 1815 à 1852. — Le Second Empire. — De 1870 à 1914. — La guerre de 1914-1918. — L'après-guerre.....	3
ANNEXE I. — Liste des postes d'attachés militaires et navals en 1914	44
ANNEXE II. — Liste des postes d'attachés militaires, navals et de l'air, fin 1936.	50
CHAPITRE II. — LE RÔLE DES ATTACHÉS MILITAIRES, NAVALS ET DE L'AIR.	
L'attaché militaire conseiller technique du chef de mission. — L'attaché militaire informateur du département ministériel dont il relève (nature des informations ; sources des renseignements recueillis). — L'attaché militaire représentant l'armée nationale à l'étranger. (rôle de représentation pure ; conversations d'état-major). — L'attaché militaire représentant du commandement à l'étranger. — Rôle de l'attaché militaire d'une puissance belligérante (accrédité auprès d'une puissance alliée ou résidant dans un Etat neutre)	59
CHAPITRE III. — LES AUXILIAIRES DE L'ATTACHÉ MILITAIRE..	90
CHAPITRE IV. — LES DEVOIRS DE L'ATTACHÉ MILITAIRE.	
Devoirs généraux. — Devoirs envers le chef de mission. — Devoirs envers l'Etat étranger (respect de la politique de celui-ci ; la question de l'espionnage et de l'emploi de moyens illicites pour recueillir des renseignements).....	92
CHAPITRE V. — LES QUALITÉS DE L'ATTACHÉ MILITAIRE.....	110

	Pages
CHAPITRE VI. — LE STATUT DES ATTACHÉS MILITAIRES.	
Recrutement et mode de nomination. — Règles de subordination. — Situation dans la mission diplomatique. — Durée de la mission de l'attaché militaire. — Solde, indemnités, congés et permissions	114
CHAPITRE VII. — DES RAPPORTS DE L'ATTACHÉ MILITAIRE AVEC CERTAINES AUTORITÉS DE L'ÉTAT ÉTRANGER....	127
CHAPITRE VIII. — PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES DES DIVERS ATTACHÉS MILITAIRES ET DU PERSONNEL QUI LEUR EST ADJOINT.	131
SECTION I. — <i>Privilèges et immunités des attachés militaires.</i> — La doctrine. — La pratique. (Inviolabilité. — immunité de juridiction pénale. — immunité de juridiction civile. — dispense de témoigner en justice. — prérogatives de courtoisie. — passage à travers les Etats où l'attaché militaire n'est pas accrédité. — domicile. — nationalité des enfants. — passeport diplomatique)	131
SECTION II. — <i>Les auxiliaires de l'attaché militaire au point de vue du droit international.</i> — Attaché militaire adjoint. — Officiers adjoints à l'attaché militaire. — Personnel subalterne (sous-officiers et hommes de troupe)....	151
CHAPITRE IX. — LES ATTACHÉS MILITAIRES AUPRÈS DES FORCES BELLIGÉRANTES.	
Rôle des attachés militaires neutres. — Situation des attachés militaires auprès de l'armée belligérante dont ils suivent les opérations. — Les attachés militaires neutres et les lois de la guerre (dans le cas d'une guerre internationale ou d'une guerre civile)	155
CHAPITRE X. — RÔLE INTERNATIONAL DES ATTACHÉS MILITAIRES.	
En temps de guerre, en temps de paix	183
CHAPITRE XI. — CONCLUSION	195
BIBLIOGRAPHIE.	203

